

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°406

JANVIER 2019

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Maquette et mise en page : Şerefettin

ISBN 0761 1285

- **ROJAVA: LA TURQUIE MENACE D'OCCUPER TOUT LE NORD SYRIEN, LES FDS AVANCENT ENCORE CONTRE DAECH**
- **TURQUIE: LIBÉRÉE, LEYLA GÜVEN POURSUIT SON JEÛNE; ALLIANCE ÉLECTORALE ENTRE PARTIS KURDES; PROTESTATIONS CONTRE LES FRAPPES TURQUES AU KURDISTAN IRAKIEN**
- **IRAK: ACCORD BAGDAD-ERBIL ENFIN TROUVÉ SUR LE BUDGET, TENSIONS AUTOUR DU DRAPEAU KURDE À KIRKOUK**
- **IRAN: L'UNION EUROPÉENNE SANCTIONNE L'IRAN APRÈS DES ASSASSINATS D'OPPOSANTS ET DES TENTATIVES D'ATTENTATS EN EUROPE**

ROJAVA: LA TURQUIE MENACE D'OCCUPER TOUT LE NORD SYRIEN, LES FDS AVANCENT ENCORE CONTRE DAECH

L'annonce le 19 décembre par le président américain du retrait de ses troupes de Syrie a provoqué des consultations diplomatiques tous azimuts impliquant toutes les parties concernées, membres de la coalition anti-Daech, Turcs, Russes, et bien entendu les autorités de la Fédération du Nord-Syrien, qui craignent tout simplement pour sa survie. Tandis que M. Erdoğan multipliait menaces et rodonnades, ils ont poursuivi leurs négociations avec le régime de Damas et son protecteur russe, tout en appelant à réagir leurs alliés occidentaux de la coalition anti-Daech.

Dans cette situation de menace existentielle, les combattants des FDS ont pourtant courageusement poursuivi leur traque des djihadistes de Daech, réduisant encore leur territoire.

La Turquie prétend maintenant occuper tout le nord syrien, de Kobanê jusqu'à la frontière irakienne, pour y «assurer la sécurité». On a vu à Afrîn depuis un an en quoi consiste cette «sécurité»: exactions, pillages, nettoyage ethnique...

À Afrîn, le 5 janvier, selon l'OSDH, les djihadistes ont même demandé à la Turquie l'autorisation d'expul-

ser totalement les résidents kurdes originels pour s'approprier tous leurs biens. Craignant les réactions internationales, la Turquie a rejeté la demande, mais de nombreux témoignages diffusés notamment sur *Kurdistan 24* montrent que le nettoyage ethnique est déjà en cours. Tout en tentant de forcer les Kurdes à partir par la terreur, les occupants continuent à attribuer des permis de résidence à des familles arabes, modifiant rapidement l'équilibre démographique, même si certains avocats ont tenté de plaider l'illégalité des documents émis par des *moukhtars* (chefs de village) nommés par les Turcs... (*Ahval, Rûdaw*). Ibrahim

Biro, l'ancien dirigeant du Conseil national kurde de Syrie (ENKS), dans l'opposition aux autorités du Rojava, a confirmé à *Kurdistan 24* l'aggravation de la situation et a déclaré tenter d'empêcher par la diplomatie une nouvelle invasion à l'Est de l'Euphrate. Le 10, après que l'administration du Rojava, répondant à un appel de l'ENKS, a annoncé le 6 lever l'interdiction des partis politiques non enregistrés, une délégation de l'ENKS a demandé à Massoud Barzani de se faire l'écho de ses inquiétudes à l'international... tout en déclarant attendre la libération de ses cadres toujours incarcérés au Rojava.

Parmi les pillages reprochés à la Turquie, celui des oliveraies et de l'huile d'olive, principales richesses d'Afrîn et cause de combats féroces entre différentes factions djihadistes, a fait l'objet d'une enquête conjointe du journal en ligne espagnol *El Público* et de l'agence de presse kurde *Firat*, publiée le 16. Selon les sources, la Turquie a vendu sur le marché européen depuis l'Espagne de l'huile d'olive volée à Afrîn, les bénéfiques, 90 millions de dollars, revenant aux milices djihadistes...

La résistance se poursuit aussi militairement. Le 17, les «Forces de libération d'Afrîn» ont annoncé la mort de 3 combattants pro-turcs de l'«Armée syrienne libre». Puis une bombe artisanale déclenchée au passage de djihadistes a fait au moins 9 morts, dont 5 civils (AFP). Le 19, a été annoncée la mort d'au moins 16 djihadistes dans 2 opérations distinctes les 18 et 19. Une des attaques a tué 4 combattants en pleine ville (AMN). Le 30, l'agence kurde *Hawar* a rapporté la mort de 2 soldats turcs et 4 djihadistes dans une nouvelle attaque. Parallèlement, le quartier général de *Ahrar al-Sham* dans le village de Deir Moushmouth a été détruit et 2 miliciens tués. Le 20, une bombe a explosé dans un bus d'Afrîn, tuant 3 civils et blessant 9 autres

personnes, dont des miliciens (OSDH). En ce jour anniversaire du lancement de l'invasion turque, des milliers d'habitants kurdes de Qamichli et de déplacés d'Afrîn ont manifesté contre l'occupation (AFP).

Autre point cristallisant les tensions, Manbij, près de laquelle l'armée syrienne s'était déployée fin décembre, au grand déplaisir du président turc, les militaires américains demeurant présents en ville. Le ministère syrien de la Défense a annoncé le 2 le départ de la ville de «près de 400 combattants kurdes», quelque 30 véhicules partis vers l'Est de l'Euphrate, emportant selon l'OSDH non pas des YPG mais des membres de milices alliées aux FDS. Malgré les discussions turco-russes ayant suivi l'annonce du retrait américain, rien ne semblait avoir évolué dans cette région début janvier, même si la Turquie a continué à concentrer des blindés à la frontière, et que des rebelles pro-turcs ont attaqué le 3 les YPG au nord d'Alep. Tout comme la Turquie, l'administration fédérale du Nord syrien a envoyé une délégation à Moscou, cherchant à obtenir la garantie russe pour poursuivre avec Damas des négociations entamées cet été mais vite arrêtées devant les exigences du régime. Le 5, le journal *Ashark al-Awsat* a rapporté que le commandant des YPG, Sipan Hemo, avait visité Moscou et Damas pour proposer le retour de l'État syrien à la frontière nord en échange du maintien, sous garantie russe, d'une administration locale. Le 6, le commandant des FDS Redur Khalil a déclaré à l'AFP qu'un accord avec le régime de Damas était «inévitable», et qu'une fois trouvé pour Manbij, il pourrait être ensuite étendu à tout l'Est de l'Euphrate. Khalil a même déclaré que les FDS pourraient être intégrées dans l'armée syrienne...

Le 8, la police militaire russe a entamé des patrouilles autour de

Manbij en soutien de l'armée syrienne, déjà présente. Le 11, le Conseil militaire de Manbij (CMM) a indiqué que les patrouilles conjointes entre ses combattants et les Américains se poursuivaient près de la ville, mais qu'en ville même, seuls les combattants du CMM étaient présents (*Kurdistan 24*). Le 18, la Turquie se permettra de dénoncer l'entrée de l'armée syrienne à Manbij au nom de la «feuille de route» américano-turque (AFP).

Toujours le 11, les YPG ont annoncé avoir abattu dans la première semaine du mois un drone de surveillance turc qui survolait la région d'Aïn-Diwar, près de Derik (AMN).

A Idlib, dernière région de Syrie encore contrôlée par des groupes de l'opposition armée, les combats entre djihadistes de *Hayat Tahrir al-Cham* (ancien Front *al-Nusra*, branche syrienne de *al-Qaïda*) et les groupes rebelles pro-turcs ont fait 120 morts en 4 jours en début de mois... C'est *Tahrir al-Cham* qui l'a emporté, accroissant son contrôle au détriment des groupes pro-turcs à Idlib, mais aussi dans plusieurs districts des provinces voisines de Hama, Lattaquié et Alep. Le 14, le dirigeant de ce groupe, Abou Mohamad al-Joulani, recherché depuis mai 2017 par le FBI américain contre une récompense de 10 millions de dollars (<https://www.fbi.gov/contact-us/field-offices/washingtondc/news/press-releases/up-to-10-million-reward-offered-for-information-on-the-leader-of-the-al-nusra-front>), a exprimé son soutien à une offensive turque contre les Kurdes à l'Est de l'Euphrate, qui permettrait de «libérer du PKK», un des «ennemis de la révolution syrienne», des «régions où vivent de nombreux Arabes sunnites» (AFP)...

Dans le «jeu ambigu» des relations américano-turques, Donald Trump a encore ajouté à la confu-

sion en déclarant le 2 qu'il «protégerait ses alliés kurdes de Syrie», récusant (sans le nommer) le *Washington Post* qui avait annoncé un retrait sous 4 mois... Durant le mois, plusieurs responsables américains, comme Mike Pompeo puis John Bolton, ont réitéré ces assurances, qui ont suscité la colère turque sans réellement rassurer les Kurdes, d'autant que le 4, plus de 100 véhicules de matériel et de troupes américaines ont quitté la Syrie vers l'Irak (*Roya News*). Yézidis comme chrétiens du Nord syrien ont exprimé leurs inquiétudes devant un retrait «prématuré» face aux risques de résurgence de Daech, les chrétiens rappelant aussi que leurs parents avaient fui la Turquie lors du génocide de 1915, et qu'être rattrapés par leurs bourreaux 100 ans plus tard ne leur souriait guère (*Rûdaw*). Le 7, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a déclaré que le Président turc s'était engagé à «protéger les combattants kurdes en Syrie» (une annonce assurément aussi crédible que le conte où le loup promet de protéger l'agneau...); le porte-parole de la Présidence turque İbrahim Kalın a fermement démenti l'information dès le lendemain (*AFP*). D'ailleurs, le jour de cette annonce de Pompeo, quelques heures à peine après qu'un attentat-suicide revendiqué par Daech ait tué 4 civils et un combattant des YPG dans une base militaire de Raqqa, le président turc Erdoğan qualifiait la lutte des FDS contre Daech d'«énorme mensonge», et déclarait «inacceptables» le lendemain les déclarations de soutien aux FDS de John Bolton (*AFP*). Il a même refusé de recevoir celui-ci à Ankara, İbrahim Kalın n'en demandant pas moins aux États-Unis de reprendre les armes fournies aux FDS et de... céder à la Turquie leurs 16 bases militaires en Syrie!

Le 14, Trump a menacé dans un *tweet* la Turquie de «dévaster son économie» si elle attaquait les

Kurdes, tout en appelant, mais sans en préciser les conditions, à la création d'une «zone de sécurité» de 30 km de profondeur dans le Nord syrien. La Turquie a rétorqué ne pas être intimidée par ces menaces, tout en s'empressant de reprendre l'idée de la «zone de sécurité». Après un entretien téléphonique avec son homologue américain, M. Erdoğan s'est dit le 15 prêt à l'établir... sous son contrôle. Damas, appuyé par son protecteur russe, a réagi en demandant le retour de ces territoires. La Fédération du Nord Syrien a rapidement rejeté l'idée d'un contrôle turc. Un de ses responsables, Aldar Khalil, a déclaré à l'*AFP* que la Turquie, partie prenante au conflit, ne pouvait être garant de la sécurité, et a réitéré que le «seul choix acceptable» serait de déployer des «forces de maintien de la paix de l'ONU». Kino Gabriel, porte-parole des FDS, a précisé que le premier objectif d'une telle zone devrait être de protéger les civils (*Rûdaw*). Le 18, Redur Khalil, commandant des FDS, a déclaré sur *Al-Arabiya* qu'une zone de sécurité sous contrôle turc ne serait qu'une «occupation militaire», et le 19, Salih Muslim a déclaré dans *Yeni Özgür Politika* que les Turcs «installeront les gens qu'ils veulent dans les zones qu'ils occuperont», pratiquant le nettoyage ethnique à grande échelle (*ANF*). M. Erdoğan a largement confirmé ces craintes le 28 en dévoilant dans un discours à Istanbul son projet de réinstaller dans le Nord syrien 4 millions de Syriens réfugiés en Turquie...

Le 22, après que les Autorités de la Fédération du Nord Syrien aient réitéré leur soutien à une zone de sécurité établie par les Nations-Unies, leur Secrétaire général Antonio Guterres a déclaré qu'il n'y avait pas de projet en ce sens. Le diplomate norvégien Geir Pedersen, qui a succédé le 8 janvier à Damas à Staffan de Mistura comme envoyé spécial de l'ONU

en Syrie, ne s'est pas exprimé à ce propos.

Les 23-24-25, les forces turques ont pilonné continuellement les positions des YPG dans la région de Tell Rifaat, à 20 km à l'est d'Afrîn. Cette ville est au centre d'une poche contrôlée par les YPG, coincée entre les Turcs au nord et des zones au sud sous le contrôle de Damas ou des rebelles. Le ministre turc de la Défense a déclaré avoir répliqué à des tirs visant des militaires turcs dans la région d'Afrîn (*Reuters*).

Les discussions entre les Kurdes et Damas demeurent difficiles. Une source pro-gouvernementale a déclaré le 15 que le régime était prêt à accepter une gouvernance commune du Nord syrien, mais pas la fédéralisation réclamée par les Kurdes... (*AMN*) Le 19, ceux-ci ont annoncé avoir transmis aux Russes une «feuille de route» en 10 points prévoyant finalement une autonomie interne de l'Administration du Nord syrien, qui enverrait des représentants au parlement syrien. Les FDS deviendraient une force de protection frontalière intégrée à l'armée nationale, l'arabe demeurerait langue officielle, les langues locales pouvant être utilisées dans l'éducation, y compris à l'université (*Kurdistan 24*). Le 25, Mazloum Kobani, commandant en chef des FDS, a réitéré à l'*AFP* l'exigence d'un «statut spécial» pour cette force, qui a «protégé le nord-est de la Syrie. Elle a libéré ces régions [de Daech] et c'est son droit de continuer à en assurer la protection».

À l'international, France comme Allemagne ont également discuté avec la Russie de la situation en Syrie. Le président français a rencontré son homologue russe le 2, insistant que les opérations contre Daech n'étaient pas terminées. En Allemagne, le président du Comité des Affaires étrangères du

Bundestag, Roderich Kiesewetter, a suggéré une demande conjointe franco-allemande aux Nations-Unies de création d'une zone de sécurité sous contrôle international pour protéger les Kurdes de Syrie (*AFP, Kurdistan 24*). C'était précisément la demande du représentant de la Fédération en Allemagne, Ibrahim Mourad, ainsi qu'une zone d'exclusion aérienne (*Kurdistan 24*). Le 10, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a déclaré qu'il pensait que la sécurité des Kurdes après le retrait américain devrait être assurée au niveau international. Le 22, le gouvernement néerlandais a accepté 2 motions de parlementaires demandant de rechercher des moyens de faire pression sur la Turquie pour qu'elle n'attaque pas les FDS en Syrie. L'une des motions appelle à travailler en ce sens «avec d'autres pays de l'Otan ou de l'Union européenne», l'autre à obtenir le soutien de la France et du Royaume-Uni (*Kurdistan 24*).

Malgré les lourdes incertitudes pesant sur leur avenir, les FDS ont poursuivi leur campagne contre Daech. Après la prise le 14 décembre de la ville de Hajin, les djihadistes, acculés à la frontière irakienne, ne contrôlaient plus début janvier que les villages de Soussa et Chaafa et quelques petits hameaux (une autre poche dans le désert syrien, plus au sud, est encerclée par l'armée syrienne). Le 2, un missile tiré par les djihadistes a tué 1 FDS et 2 militaires britanniques près de Chaafa. Le 5, les FDS ont pris aux djihadistes le village de Chaafa. Le 6 au soir, Daech a lancé des contre-attaques-suicides meurtrières, mais après une nuit de combats, les FDS ont repris les positions perdues, capturant 8 djihadistes, dont un adolescent

américain et un Allemand (*AFP*). Le 7, jour de l'attaque-suicide déjà mentionnée contre une base de Raqqa, les FDS ont annoncé avoir arrêté le 30 décembre 5 djihadistes étrangers, dont 2 Américains et 1 Irlandais, qui préparaient une attaque contre les civils fuyant leur dernier bastion. Le lendemain, les djihadistes ont encore profité d'une tempête de sable pour tuer 23 combattants FDS dans un raid (*AFP*).

Le 12, plus de 600 personnes ont été évacuées des zones encore tenues par Daech, venant s'ajouter aux quelque 16.000 personnes ayant fui ces zones depuis début décembre. Selon l'ONU, 25.000 personnes ont fui les combats depuis 6 mois. Le 15, les FDS ont pris le contrôle de Soussa, ne laissant aux djihadistes qu'un territoire de 15 km² avec le village de Baghouz et quelques hameaux... 120 djihadistes se sont rendus – une première. Le 16, tandis que les combats se poursuivaient, plus de 2.000 civils, en majorité des femmes et des enfants, étaient évacués de la zone. Ce même jour, un nouvel attentat-suicide, cette fois-ci près d'un restaurant de Manbij, faisait 16 morts: 4 Américains, 5 combattants FDS et 7 civils, les pertes américaines les plus importantes en une seule attaque depuis 2014 (*AFP*). Après l'explosion, les FDS ont démantelé 2 cellules de Daech dans la ville. Le 21, une voiture piégée a percuté entre Hassaké et Chaddadi un véhicule d'un convoi militaire des FDS (selon d'autres sources, c'est un point de contrôle qui a été visé). L'explosion aurait tué 5 combattants FDS et blessé 2 militaires américains.

En 2 jours, du 21 au 22, quelque 4.900 personnes, majoritairement

des femmes et des enfants, dont 470 combattants, ont fui la dernière poche djihadiste du Nord syrien (10 km²), selon l'OSDH. Au total, ce sont 27.000 personnes, dont 18.000 combattants, qui ont fui depuis début décembre... Le 23, les FDS ont pris Baghouz, le dernier village tenu par Daech, ne laissant plus que 2 hameaux aux djihadistes. Une contre-attaque lancée le lendemain par Daech a échoué, laissant 16 FDS et 34 djihadistes tués. Les FDS ont par ailleurs capturé 21 combattants ennemis qui tentaient de passer en Irak. Le 28, les FDS ont annoncé que le territoire contrôlé par Daech était réduit à 4 km². Le chef local des opérations, Haval Ronî, a cependant précisé que même si Daech perdait tous ses territoires, il ne disparaîtrait pas pour autant, mais redeviendrait une organisation clandestine et demeurerait dangereux: «Ils essayent d'en finir avec Al-Qaïda depuis 20 ans, et ils n'ont pas réussi. Ce sera la même chose avec Daech», a-t-il averti. (*AFP*). Le 30, les FDS ont annoncé avoir démantelé dans un raid mené de concert avec les militaires américains une nouvelle cellule de Daech à Manbij, soupçonnée d'avoir préparé l'attentat du restaurant 2 semaines plus tôt (*WKI*). Le 31, les FDS ont refusé la reddition de combattants qui demandaient en échange un passage sûr vers la Turquie ou Idlib (*The Times*).

Les FDS ont également interné des combattants qui s'étaient mêlés aux civils ayant fui les combats. Par ailleurs, selon la chaîne française BFM-TV, quelque 130 djihadistes français capturés par les FDS devraient finalement être rapatriés dans les prochaines semaines pour être interpellés à leur arrivée.



**TURQUIE:
LIBÉRÉE, LEYLA GÜVEN POURSUIT SON JEÛNE;
ALLIANCE ÉLECTORALE ENTRE PARTIS KURDES;
PROTESTATIONS CONTRE LES FRAPPES TURQUES AU KURDISTAN IRAKIEN**

Les grèves de la faim en soutien de Leyla Güven se sont poursuivies en janvier, tandis qu'en parallèle le parti progressiste et «pro-kurde» HDP poursuivait la préparation de sa campagne pour les élections municipales du 31 mars. Le gouvernement a quant à lui poursuivi sa campagne... de répression, pour tenter d'empêcher ce parti de se présenter devant les électeurs.

Leyla Güven a cessé de s'alimenter le 8 novembre dernier pour protester contre l'isolement imposé au leader du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) Abdullah Öcalan, emprisonné sur l'île d'Imrali, et plus généralement contre la répression impitoyable qui s'est abattue depuis 2015 sur la population kurde et les membres du HDP. Le 9, la députée HDP Meral Danis Bestas a annoncé que sa collègue emprisonnée était dans un «état critique», et a demandé à la Commission parlementaire turque des Droits de l'homme d'intervenir, indiquant que 162 prisonniers dans 36 prisons de Turquie, dont 27 femmes, étaient maintenant en grève de la faim. Le lendemain, le HDP a confirmé dans un communiqué que la vie de Güven était en danger: ayant perdu 15 kg, elle «ne peut plus subvenir à ses besoins ou marcher seule», son rythme cardiaque et sa pression artérielle sont très bas et «elle ne peut plus consommer de liquides, y compris de l'eau». Le communiqué a également compté 171 prisonniers politiques en grève de la faim en Turquie (AFP).

Le 12, la co-présidente du HDP, Pervin Buldan, a annoncé sur *Twitter* que pour la première fois depuis plus de 2 ans, Öcalan avait pu recevoir la visite de son frère

Mehmet et qu'il apparaissait «en bonne santé». Son neveu, le parlementaire Omer Öcalan, a confirmé cette visite à l'AFP, déclarant: «En tant que famille, nous demandons qu'Öcalan soit soumis aux mêmes règles que les autres prisonniers [...]. Il a le droit de rencontrer sa famille chaque semaine». Durant cette période, Öcalan s'est vu aussi refuser toute visite de ses avocats.

Le lendemain, des députés européens, des avocats (dont Margaret Owen, qui suit depuis des mois le procès de Selahattin Demirtaş) et d'autres défenseurs des Droits de l'homme se sont vus refuser l'accès à la prison de Diyarbakir où ils étaient venus pour rencontrer Leyla Güven. La délégation a ensuite tenu une conférence de presse au Barreau de Diyarbakir (ANF). Le 14, les jeûneurs de Strasbourg ont annoncé poursuivre leur mouvement pour «la levée totale de l'isolement et la liberté» pour Öcalan, ajoutant qu'une visite ne signifiait nullement la fin de l'isolement, mais était bien plutôt une «tactique de guerre» visant à faire stopper le mouvement (*RojInfo*). À Batman, la police a attaqué des membres du HDP qui protestaient contre la poursuite de l'isolement d'Öcalan (WKI). Le 15, alors que Güven entamait son 70^e jour de jeûne, une conférence de presse sur les grèves de la faim s'est tenue au Parlement européen; Dilek Öcalan y a lu un message des jeûneurs de Strasbourg (ANF), et le lendemain, 300 Kurdes ont manifesté devant le bâtiment (*Dernières Nouvelles d'Alsace*). Toujours le 15, en Suisse, devant le Grand conseil de Lausanne (parlement du canton), une cinquantaine de membres du Centre culturel kurde (CCKL) se sont rassemblés pour interpeller les députés. En Turquie, de nou-

veaux élus municipaux kurdes emprisonnés ont rejoint le mouvement, portant le nombre de jeûneurs à 262, élus locaux et parlementaires, dont la co-présidente du DBP (Parti démocratique des régions, parti-frère régional du HDP) Sebahat Tuncel. Le 19, une manifestation de soutien à Leyla Güven appelée par le HDP a rassemblé plusieurs milliers de personnes à Diyarbakir (AFP). Dersim Dağ, députée HDP de Diyarbakir de 22 ans élue en juin dernier, a lu aux participants une lettre de Leyla Güven, où elle exalte l'esprit de résistance et se déclare prête à mourir.

Le 25, un tribunal de Diyarbakir a décidé de sa remise en liberté sous contrôle judiciaire, avec interdiction de quitter le territoire, et a ajourné son procès au 29 mai. Leyla Güven, qui a dû être reconduite chez elle en ambulance, a fait savoir qu'elle comptait poursuivre sa grève de la faim. Pervin Buldan lui a rendu visite (AFP).

Le même jour, une délégation du HDP a été reçue à Strasbourg par la présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), Liliane Maury Pasquier, et son Secrétaire général Thorbjørn Jagland. L'APCE avait tenu la veille un débat d'urgence sur la Turquie à l'issue duquel elle avait adopté une résolution très critique, appelant les autorités à libérer les élus kurdes emprisonnés et à appliquer les recommandations du Comité pour la prévention de la torture concernant Abdullah Öcalan. Rappelant les inquiétudes de l'Assemblée quant à la détérioration de la situation démocratique en Turquie, la résolution dénonce la loi anti-terroriste et sa large interprétation, «la levée de l'immunité de 154 parlementaires

en mai 2016», visant «d'abord le HDP», l'usage de décrets-lois d'urgence depuis le 16 juillet 2016 et les changements constitutionnels de 2017, ainsi que l'impact extrêmement négatif sur la démocratie locale, «particulièrement dans le Sud-Est de la Turquie», de l'arrestation de plus de 90 maires du HDP et du BDP. L'APCE dénonce aussi les mesures visant à réduire au silence journalistes, juges, procureurs, avocats, universitaires et toutes les autres voix dissidentes, et appelle à libérer Leyla Güven en raison de son immunité parlementaire ainsi que les parlementaires et anciens parlementaires privés de leur immunité en 2016, en particulier Selahattin Demirtaş, en application de l'arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (*Rojinfo*).

Parallèlement, le HDP et plus généralement les partis kurdes démarrent courageusement la préparation des élections municipales du 31 mars. Le 7 janvier, 8 partis kurdes de gauche et de centre-droit ont annoncé un front électoral commun, l'«Alliance électorale du Kurdistan» visant à reprendre plus de 100 municipalités dont les maires ont été démis et remplacés par des «administrateurs» pro-AKP non-élus. Ce nom sonnera certainement comme une provocation pour l'AKP mais surtout pour le MHP, son allié d'extrême-droite. L'Alliance a insisté sur l'importance nouvelle des élus locaux après les modifications constitutionnelles qui ont diminué les pouvoirs du parlement au profit du Président. Les partis participant à ce front sont, outre le HDP et le BDP, le PDK-T (Parti démocratique du Kurdistan – Turquie, proche du PDK irakien), la Plateforme des Démocrates du Kurdistan, le Parti Communiste du Kurdistan, le parti Liberté et Humanité, le Mouvement islamique du Kurdistan (Azadî), et l'Association révolutionnaire démocratique kurde (*Kurdistan*

24). Le 15, l'Alliance a annoncé ses candidats pour 41 villes.

L'adoption de cette stratégie de rassemblement entre «mouvement de libération kurde» et «mouvement révolutionnaire turc», pour reprendre les termes du co-président du HDP, survient dans un contexte d'intensification de la répression du gouvernement, qui depuis décembre dernier poursuit sa tactique d'arrestations massives d'activistes kurdes pour les empêcher de mener campagne et décourager leurs électeurs. Le 16, le HDP a appelé à la présence d'observateurs internationaux durant le scrutin, dans une lettre où ses co-présidents, Pervin Buldan et Sezai Temelli, expriment leur crainte qu'il «ne se déroule dans des conditions extrêmement antidémocratiques», «comme ce fut le cas des élections présidentielles de juin 2018 et du référendum d'avril 2017» (*Rojinfo*).

Concernant Selahattin Demirtaş, l'ancien co-président du HDP, toujours incarcéré, le site d'information T24 a rapporté le 1^{er} janvier que ses avocats avaient de nouveau soumis son cas à la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH), qui avait en novembre demandé sa libération d'une «détention préventive» de 2 ans! La confirmation en appel le 4 décembre de sa condamnation à 4 ans et 8 mois de prison pour «propagande terroriste», en mettant techniquement fin à la détention préventive, avait permis à la Turquie d'éviter d'appliquer ce jugement. Cette condamnation apparaît scandaleuse à plus d'un titre, d'abord parce qu'elle se base sur des déclarations faites en plein processus de paix, lors du Newrouz 2013, ensuite parce qu'elle repose sur des preuves fabriquées à partir de «transcriptions» fausses des déclarations du prévenu. Selon T24, les avocats ont déposé une plainte pour violation du principe d'un procès équitable,

violation de la présomption d'innocence, de la liberté d'expression et du droit à des élections libres. Dans les divers cas fabriqués contre lui, Demirtaş risque au total plus de 100 ans de prison (*Ahval*). Ses avocats ont également déposé devant la Cour constitutionnelle turque un dossier d'appel aux mêmes motifs faisant référence à l'arrêt de la CEDH (*Bianet*).

De nombreux activistes ou membres de partis kurdes ont été arrêtés durant la première semaine du mois: à Istanbul, la police a arrêté 5 membres du BDP, et le 3 janvier, 10 Kurdes dont des mineurs dans le district Yenisehir de Diyarbakir. En fin de mois, le 29, la police a arrêté 22 femmes militantes dans des raids sur leurs domiciles, notamment la candidate HDP à la mairie de Cizre, Berivan Kutlu, et la co-présidente régionale du BDP pour Şırnak, Ayşe Altay, mais aussi de nombreuses autres militantes du BDP, et la co-présidente régionale du syndicat DİSK, Zeynep İdin. Les femmes sont selon les médias turcs accusées d'«activités terroristes» ou d'«appartenance terroriste» pour leurs liens avec une organisation féministe, le «Mouvement des femmes libres» que les autorités accusent d'être liée au PKK. Au moins 10 autres personnes sont visées par des mandats d'arrêt dans la même enquête (*Rojinfo, Kurdistan 24*).

Pour empêcher le HDP de faire campagne, l'intimidation a aussi été utilisée. Le 6, la députée Ayşe Acar Başaran a révélé que plusieurs responsables du parti avaient reçu le 3 janvier par mail des menaces de mort anonymes signées de «L'équipe vengeresse» du type: «Ce pays nous appartient. Dernier avertissement (...)», et contenant également obscénités et insultes. Acar Başaran a déclaré que les personnes visées ne céderaient pas et déposeraient plainte (*Ahval*). À chaque élection, perma-

nences et candidats HDP subissent menaces et attaques...

Au chapitre des procès, *Bianet* a indiqué le 8 que le procureur de Diyarbakir avait obtenu que soient combinées trois inculpations différentes visant Ertuğrul Kürkçü, Président honoraire du HDP et ancien député de Mersin et d'Izmir. Celui-ci risque 20 ans de prison pour «appartenance à une organisation terroriste armée», «apologie de crime», «participation non-armée à des réunions et manifestations interdites et refus de dispersion», «incitation à la haine» ou encore «incitation à désobéir aux lois» etc. L'accusation se fonde entre autres sur plusieurs discours prononcés à Nusaybîn en 2012 et à Diyarbakir en 2015-2016... Le 16, l'ancienne co-présidente du HDP Figen Yuksekdağ, arrêtée en novembre 2016 en même temps que Selahattin Demirtas, a comparu à Ankara pour la dernière audience de son affaire. Elle est accusée d'activités et de propagande terroristes pour son rôle dans la direction du HDP et pour des discours prononcés lors des obsèques d'un activiste kurde. La Cour a décidé de la maintenir en prison (ANF).

Ont également été visés par la répression des journalistes, comme Pelin Ünker, condamné pour diffamation à l'encontre de l'ancien Premier ministre Binali Yıldırım et de de 2 de ses fils: dans un article publié dans *Cumhuriyet*, il avait rapporté qu'ils possédaient des sociétés à Malte. Ünker a déclaré s'être attendu à ce jugement, mais l'a qualifié de «première mondiale»: c'est bien la première fois que la diffamation est retenue alors que les personnes concernées ont admis que le contenu de l'article était véridique! Cela ne les a pas empêchées de déposer plainte, ni le journaliste d'être jugé coupable. Le journal où a été publié l'article a également été condamné à une amende. L'une des compagnies

citées a remporté un appel d'offre du gouvernement turc (ICIJ, *International Consortium of Investigative Journalists*).

Enfin, le 1^{er} janvier, le journal allemand *Süddeutsche Zeitung* a indiqué qu'un Allemand d'origine kurde, Adnan Sutcu, 56 ans, arrivé à Ankara le 27 décembre pour les obsèques de sa mère, avait été retenu pour interrogatoire par la police avant d'être relâché avec interdiction de quitter le pays en attendant son procès. Sutcu est accusé de «propagande terroriste» suite à ses publications sur *Facebook* appelant à un Kurdistan indépendant. Le ministère allemand des Affaires étrangères a déclaré suivre l'affaire, indiquant que 49 autres ressortissants allemands étaient incarcérés en Turquie, dont au moins 5 pour raisons «apparemment politiques»...

À l'étranger, six ans après l'assassinat des trois militantes kurdes Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez, commandité en plein Paris par le MIT (services secrets turcs), une marche entamée près du lieu de l'assassinat a réuni 15.000 personnes exigeant la poursuite de l'enquête: «Nous souhaitons que la justice française travaille à identifier précisément les commanditaires, à les poursuivre et à les condamner», a déclaré Sylvie Jan, présidente de l'association France-Kurdistan. Le MIT dépendait à l'époque directement du Premier ministre... M. Erdoğan. L'action judiciaire, entamée tardivement, s'est arrêtée à la mort opportune de l'assassin présumé juste avant son procès (*L'Humanité*).

Aux États-Unis, un groupe de manifestants kurdes pacifiques attaqués à Washington en mai 2017 par la sécurité du Président turc a déposé plainte contre le gouvernement turc (*Ahval*); par ailleurs, le Département du Trésor pourrait condamner *Halkbank* à

une amende pour lobbying non déclaré: la banque turque avait payé une société américaine spécialiste des médias pour tenter d'orienter l'enquête sur le non-respect des interdictions de commerce avec l'Iran (*Al-Monitor, Lobbying updates*).

Les opérations militaires turques se sont poursuivies, en particulier au Kurdistan d'Irak, où elles ont provoqué des protestations des habitants. Leur colère est compréhensible. D'après la chaîne kurde d'Irak *Rûdaw*, rien que dans le district d'Amêdî (70 km au Nord d'Erbil), l'aviation turque a en 2018 effectué 98 frappes, tuant 12 personnes... Mi-décembre, les autorités irakiennes avaient convoqué l'ambassadeur turc à Bagdad pour protester contre la «violation de souveraineté», mais cela n'a pas empêché l'aviation turque de frapper de nouveau la province de Dohouk le 2 janvier, bombardant plusieurs villages de la région de Metina, puis le 5 au soir, d'autres villages près d'Amêdî (*Rûdaw*).

Le côté turc a aussi connu des opérations. Le 4, après une embuscade contre un convoi militaire, les militaires turcs ont attaqué un village à la frontière arménienne, provoquant des échanges de tirs qui ont fait 1 mort et 2 blessés parmi les soldats, les pertes kurdes n'ayant pas été indiquées (*Nouvelles d'Arménie*). Le 3, les militaires ont imposé un couvre-feu sur plusieurs districts de la province de Diyarbakir, Lice, Hani et Kocaköy (*WKI*). Le 18, les autorités ont annoncé l'imposition d'un couvre-feu jusqu'au 21 sur 43 villages de la région de Bitlis.

Le 20, de nouvelles frappes aériennes au Kurdistan d'Irak ont visé le district de Saddian, près de la frontière iranienne. Mais la colère a éclaté le 23, lorsque quatre habitants de Cheladzî, petite ville proche de Dohouk, ont été tués par une frappe turque alors qu'ils

pêchaient, 2 autres étant portés disparus. Les protestations contre frappes et présence militaires turques ont pris pour cible une base installée près du village de Cheladzî (Dohouk). Les militaires turcs ont tiré sur les manifestants (AFP), faisant selon la presse irakienne 1 mort et 10 blessés. Deux tanks turcs ont été incendiés. Le ministère turc de la Défense a accusé les protestataires d'être des membres du PKK... Le lendemain, le ministère irakien des Affaires étrangères a condamné ces tirs turcs sur des citoyens irakiens, annonçant convoquer de nouveau l'ambassadeur turc à Bagdad pour lui remettre une note de protestation (AFP). La Commission des affaires étrangères du parlement irakien a appelé le Gouvernement fédéral et le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) à obtenir le retrait des forces étrangères du sol irakien (ISHM). Le même jour, un officiel du GRK, Dindar Zêbarî,

déclarant que les bombardements turcs avaient détruit de nombreuses zones agricoles et forestières, a chiffré les frappes turques sur les zones frontalières entre 2015 et 2018 à 398 bombardements aériens et 425 tirs de mortier (*Kurdistan 24*), soit 823 frappes en 4 ans, exactement le chiffre communiqué par le ministère des Pechmergas à *Voice of America*. Selon des témoignages locaux, ces frappes ont causé 23 morts civils durant les 2 dernières années, notamment dans des pique-niques familiaux (*seyran*) traditionnellement organisés en montagne (RFI). Le 29, le GRK a demandé au PKK de se retirer des villages frontaliers, sa présence servant à la Turquie de prétexte à des bombardements où meurent des innocents. Des arrestations ont été effectuées parmi les participants à la manifestation de Chêladzî, et la chaîne de télévision NRT, la seule présente, s'est plainte d'avoir été

empêchée de couvrir les événements: certains de ses journalistes ont été arrêtés alors qu'ils tentaient de filmer l'arrivée à l'hôpital d'un manifestant blessé, et son bureau à Dohouk a été fermé et son directeur incarcéré. Face aux protestations des associations de journalistes, les autorités ont argué de la nécessité d'assurer «la sécurité des citoyens» (RFI).

Ces événements n'ont pourtant pas mis fin aux frappes turques sur le Kurdistan, puisque l'armée de l'air turque en a mené de nouvelles le 31, alors qu'émergeaient des détails sur les morts précédents: selon l'Institut kurde de Washington (WKI), après les 4 premiers morts, alors que la famille de 2 des victimes tentait de récupérer les corps, une seconde frappe aérienne turque a tué l'équipe de recherche, faisant 2 nouveaux morts.

IRAK:

ACCORD BAGDAD-ERBIL ENFIN TROUVÉ SUR LE BUDGET, TENSIONS AUTOUR DU DRAPEAU KURDE À KIRKOUK

Fait marquant de janvier, l'obtention «à l'arraché» d'un accord Erbil-Bagdad sur le budget 2019, finalement voté le 24. Par contre, à Bagdad comme au Kurdistan le mois s'est terminé sans que de nouveaux gouvernements ne soient formés. Enfin, Kirkouk a de nouveau connu des tensions autour du lever du drapeau kurde par l'UPK au-dessus de ses bureaux...

À Bassora, même si les manifestations sont moins fréquentes, la police a dû le 18 utiliser les gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants rassemblés devant le gouvernorat pour dénoncer le manque de travail et de services de base. Ils demandaient aussi la libération d'une quinzaine de personnes arrêtées lors d'une manifestation précédente. Obligés de s'éloigner du bâtiment, les mani-

festants ont incendié un poste de garde puis un véhicule de police et blessé un officier à coups de pierres. Le 21, le Premier ministre Adel Abdul Mahdi a fait une visite surprise en ville, questionnant les autorités provinciales et promettant la construction de 2 nouvelles centrales électriques devant générer ensemble 1.600 MW (*ISHM, Kurdistan 24*).

À Bagdad, la question du budget a finalement été résolue après de longues négociations. Le parlement a échoué à plusieurs reprises à l'adopter, notamment les 8 et 10 du mois, en raison de désaccords concernant les parts de la Région du Kurdistan et plusieurs autres provinces. Le 20, plusieurs médias kurdes ont fait état de l'accord de «commandants militaires irakiens de haut rang» pour réserver 68 milliards de dinars (50 millions

d'Euros) du budget du ministère de la Défense aux salaires des pechmergas kurdes ayant combattu Daech (*ISHM, Kurdistan 24*). Le 22, un parlementaire kurde a donné un chiffre plus élevé, 168 milliards de dinars (132 millions d'Euros) (*WKI*), mais le vote du budget a été de nouveau retardé en raison des conditions d'attribution des fonds: le GRK devait en échange exporter 250.000 barils par jour au travers de la société d'État SOMO. Les Kurdes ont refusé, n'étant pas certains de parvenir à remplir cette condition en raison des paiements dus aux compagnies opérant dans leurs champs pétroliers (*Rûdaw*). Puis le 23, les députés kurdes à Bagdad ont annoncé avoir obtenu la garantie du paiement des salaires: selon le second Vice-président du Parlement, Bachîr Haddad (PDK), il a été convenu qu'en cas de non-

respect de la clause d'exportation du pétrole, Bagdad ferait des coupes budgétaires non sur les salaires mais sur les investissements. Cet accord devrait permettre un paiement régulier des fonctionnaires et surtout la fin du système impopulaire des retenues sur salaires mis en place par le GRK; les montants retenus antérieurement seront progressivement reversés...

Le parlement a adopté le budget le 24. C'est l'un des plus élevés de l'histoire du pays, en hausse de 45% par rapport à 2018, avec 111,8 milliards de dollars de recettes et un déficit de 23,1 milliards. Le 30, les députés kurdes ont annoncé que le Kurdistan avait reçu 12,67% du budget fédéral, sans compter les salaires des pechmegas, versés directement par le ministère de la Défense (ISHM). Si les Kurdes se sont déclarés globalement satisfaits, les députés des provinces détruites dans la lutte contre Daech s'estiment lésés...

Concernant le gouvernement fédéral, toujours incomplet, le Premier ministre Adel Abdul Mahdi a de nouveau soumis le 8 ses candidats aux portefeuilles de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense. Alors qu'il proposait pour ce dernier poste Salim Jubouri, le bloc sunnite «Axis» a annoncé soutenir l'ancien ministre de l'Intérieur Qasim al-Araji (ISHM). Le vote prévu au Parlement le 24 pour nommer de nouveaux ministres n'a finalement pas eu lieu...

Le 13, le Vice-président du parlement Hassan Ka'abi a annoncé que la Commission électorale avait fixé au 16 novembre la date suggérée pour les élections provinciales (prévues pour décembre dernier, elles n'ont pas eu lieu, le parlement n'ayant pas réussi à légiférer pour attribuer les fonds nécessaires). Cette date ne concerne pas la Région du Kurdistan qui dispose de sa propre Commission élec-

torale, mais concerne bien la province de Kirkouk, qui n'a connu qu'une élection régionale (2005) depuis la chute du régime précédent. Les députés kurdes, qui tenaient particulièrement à ce que l'élection y ait enfin lieu, ont selon *Kurdistan 24* réussi à empêcher un nouveau report.

Autre point d'intérêt pour les Kurdes, le Conseil des ministres a décidé le 18 que tous les postes-frontières, incluant ceux du Kurdistan, devraient être contrôlés par le Bureau fédéral des douanes. Au Kurdistan, les employés seront «des résidents de la Région possédant les compétences nécessaires». A également été décidée la suppression de tous les points de contrôle intérieurs, dont les 3 installés à Kirkouk (*Rûdaw*).

Concernant Daech, la Mission d'assistance des Nations-Unies (UNAMI) a publié le 3 les chiffres des pertes civiles dues aux actes de terrorisme et de violence pour décembre: 32 civils tués et 32 blessés; les chiffres les plus élevés sont ceux de la province de Ninive (Mossoul) où il y a eu 7 morts et 19 blessés, et de Bagdad, avec 17 morts et 3 blessés (ISHM). Malgré la proclamation de la victoire sur Daech le 9 décembre 2017, attaques, attentats, enlèvements et assassinats de responsables politiques locaux se poursuivent. Les forces de sécurité ont d'ailleurs annoncé le 4 avoir détruit 8 tunnels utilisés par Daech dans les provinces de Ninive et Salahaddine, dont 4 dans les montagnes au nord de Tikrit (*Kurdistan 24*). Le 8, la Coalition anti-Daech a mené près de Hawija, ancienne place-forte de Daech au sud de Kirkouk, une frappe aérienne où 2 commandants djihadistes ont été tués (WKI). Le même jour, l'association de défense des Droits de l'homme *Human Rights Watch* (HRW), après avoir recueilli les témoignages de plusieurs enfants, a publié un rapport accusant les

forces de sécurité du Kurdistan de torturer des mineurs se trouvant dans des centres de détention pour leur faire avouer leur appartenance à Daech. Le Conseiller pour les affaires internationales du GRK, Dindar Zêbarî, a rejeté ces accusations (AFP).

Le 13, un milicien des *Hashd al-Shaabi* a été tué dans une attaque djihadiste à Kirkouk. Le 16, la Sécurité de Suleimaniyeh a annoncé l'arrestation d'un dangereux djihadiste arrivé au Kurdistan après la chute de Mossoul. Le 17, après une série d'attaques, les habitants de plusieurs villages de Diyala, près de Jalawla et Khanaqîn, ont préféré partir (ISHM). Le même jour, l'anti-terrorisme d'Erbil a annoncé l'arrestation de 8 personnes la veille, 2 membres de Daech et 6 suspects (*Rûdaw*).

Le 22, des représentants des communautés arabe et turkmène de Kirkouk ont demandé la formation d'une nouvelle force de sécurité régionale pour lutter plus efficacement contre Daech. Le même jour à Bagdad, des représentants du GRK et du gouvernement fédéral ont annoncé la formation rapide sous supervision américaine d'un Comité militaire conjoint qui coordonnera les opérations de sécurité dans les territoires disputés, en particulier Kirkouk. Le Comité précédent avait cessé de fonctionner en octobre 2017 après l'entrée dans Kirkouk des forces fédérales et des milices chiites, mais l'ambassade américaine a joué les médiateurs pour permettre son redémarrage (ISHM).

Le 23, une attaque à la voiture piégée a eu lieu à Hawija (ISHM). Le 26, les milices *Hashd al-Shaabi* ont annoncé avoir intercepté des djihadistes tentant de s'infiltrer depuis la Syrie. La nuit suivante, les djihadistes ont attaqué un point de contrôle de Khanaqîn, blessant 2 policiers et 3 membres de la

Sécurité. Des échanges de tirs de plus d'une heure ont provoqué la panique en ville. Le 27, plusieurs attaques au sud de Mossoul ont fait 6 morts et 12 blessés; une bombe improvisée a explosé au passage d'une voiture de police, une seconde explosant alors qu'un groupe d'officiers arrivait sur les lieux. Dans une autre attaque, un groupe en uniforme a assassiné par balles un couple chez lui. Non revendiquées, ces attaques évoquent les méthodes de Daech (*Kurdistan 24*).

Au Kurdistan, les discussions se sont poursuivies pour former le nouveau gouvernement. Le PDK, visiblement inquiet de la perte de crédibilité du GRK auprès de ses administrés, a appelé à une accélération du processus en excluant de la discussion les questions non indispensables à un accord, comme la répartition des postes à Bagdad et la gouvernance des territoires disputés. L'UPK veut au contraire discuter ces sujets, de peur qu'un accord incomplet ne provoque la paralysie ensuite (*Kurdistan 24*). Début janvier, un nouveau différend a envenimé les relations entre les deux partenaires: la sécurité (*Asayish*) de Garmiyan, en zone UPK, avait arrêté fin décembre un fils d'un chef tribal proche du PDK, Akbar Haji Rostam, accusé d'implication dans des activités criminelles. En représailles, les *Asayish* d'Erbil, dépendant du PDK, ont arrêté le 2 au soir un responsable de l'UPK, Peshraw Waisi, liant sa libération à celle de Rostam... Le 9, selon la chaîne *Rûdaw*, 5 membres de l'UPK étaient détenus par le PDK et les négociations étaient bloquées jusqu'à leur libération...

Le 14, après une nouvelle rencontre entre le Premier ministre sortant Nechirvan Barzani et son successeur désigné Masrour Barzani (PDK), et Kosrat Rasoul (UPK), a été annoncée la création d'un Comité commun pour

résoudre les différends. Le 20 a été annoncée la conclusion prochaine d'un accord sur 4 ans portant sur tous les points concernés, ainsi que sur les relations du GRK avec les pays étrangers, incluant l'Iran et la Turquie (*Rûdaw*). Puis a été annoncée pour le 26 une réunion le 26 devant mettre l'accord par écrit. Mais le 29, une source politique a indiqué à *Kurdistan 24* qu'à la demande de l'UPK, une réunion avec le PDK prévue le 25 avait été annulée sans que soit fixée de date de remplacement, stoppant de fait le processus. Malgré d'autres discussions parallèles impliquant PDK, *Goran* et partis islamistes *Komal* et *Yekgirtû*, une réunion rassemblant PDK, UPK et *Goran* étant même annoncée le 30, le mois s'est achevé sur la constatation d'un blocage... et sans gouvernement.

À Suleimaniyeh, les tensions entre autorités UPK et parti *Tevgerî Azadî*, proche du PKK, se sont poursuivies, avec la fermeture le 8 par la sécurité de la ville du cinéma *Salim*, où devait être projeté le 11 un film consacré à Sakine Censiz, co-fondatrice du PKK (et l'une des 3 militantes kurdes assassinées à Paris en janvier 2013). Le lendemain, la sécurité a arrêté à Garmiyan 9 membres de *Tevgerî Azadî* employés d'une structure culturelle. Le parti a accusé le 12 en conférence de presse l'UPK de plier devant les pressions de la Turquie (*Rûdaw*). Ces tensions arrivaient une semaine après la réception du Président irakien Barham Salih, appartenant à l'UPK, par son homologue turc à Ankara.

Le 14, le directeur de l'aéroport international de Suleimaniyeh, Tahir Abdullah, a annoncé que les liaisons aériennes avec la Turquie redémarreraient le 24. La Turquie les avait suspendues après le référendum d'indépendance du 25 septembre 2017, rouvrant celles avec Erbil, mais maintenant son embargo sur Suleimaniyeh en rai-

son du «soutien au PKK» des autorités de la province, rendues responsables de la capture par ce parti de 4 agents du MIT en août 2017. Le 1^{er} avion de *Turkish Airlines* s'est posé à Suleimaniyeh le 26 (*AFP*).

D'autres tensions impliquant la Turquie, cette fois à Dohouk, contrôlée par le PDK, ont suivi la mort de 4 civils dans des frappes aériennes turques: des manifestants protestant contre la présence militaire turque devant une base établie sur le sol du Kurdistan d'Irak ont été visés par des tirs des militaires turcs qui ont fait 1 mort et une dizaine de blessés. La chaîne de télévision NRT, seule présente lors de ces événements, s'est plainte d'avoir été empêchée de les couvrir par la Sécurité qui a aussi fermé son bureau de Dohouk. Le Directeur du Centre Metro pour les droits des journalistes, Diyar Muhammad, a dénoncé le 27 cette fermeture comme illégale car n'ayant pas suivi la procédure réglementaire.

Dans les territoires disputés, et notamment à Kirkouk, les tensions, cette fois avec Bagdad, sont remontées durant plusieurs jours. Janvier avait pourtant commencé positivement, avec l'annonce le 3 d'un processus de normalisation prévoyant le retrait graduel des milices chiites *Hashd al-Shaabi* et le retour éventuel du PDK (*Rûdaw*). Mais le 8 au soir, bravant l'interdiction des forces de sécurité fédérales, l'UPK a hissé le drapeau kurde à côté du drapeau irakien sur ses différents bureaux en ville. Le gouverneur intérimaire de la province, Rakan al-Jubouri, a déployé la sécurité pour disperser les Kurdes qui célébraient le lever de leur drapeau. Le Front Turkmène a publié un communiqué de condamnation. Le 9, les tensions étaient telles que le Premier ministre irakien a pris contact avec le président Barham

Salih, en visite officielle au Qatar, avant de demander à l'UPK d'abaisser le drapeau kurde, dont le lever constituait selon lui «une violation de la constitution». Il a proposé de soumettre la question à la Cour suprême.

La sécurité a posé un ultimatum à l'UPK, lui laissant jusqu'au 11 à midi pour abaisser les drapeaux. Avant son expiration, l'UPK a annoncé avoir obtempéré pour plusieurs de ses bureaux, sauf son siège principal, jusqu'à la

décision de la Cour. Le gouvernement irakien a déposé plainte contre l'UPK, et le 16, plusieurs députés kurdes ont fait de même contre le gouverneur intérimaire pour avoir fait retirer le drapeau par la force (*Asharq Al-Awsat*).

IRAN:

L'UNION EUROPÉENNE SANCTIONNE L'IRAN APRÈS DES ASSASSINATS D'OPPOSANTS ET DES TENTATIVES D'ATTENTATS EN EUROPE

Confronté à de nouvelles sanctions américaines, l'Iran connaît des problèmes économiques qui ont récemment provoqué une augmentation importante de son taux de chômage. Selon *Radio Farda*, le Président du Centre statistique iranien, Omid Ali Parsai, a déclaré le 9 que celui-ci avait atteint 27% chez les jeunes et plus de 40% pour les diplômés universitaires. Depuis le début de l'année (le 21 mars en Iran), le pays a créé 550.000 emplois, alors qu'il y a annuellement 900.000 entrants sur le marché de l'emploi. Ces chiffres officiels pourraient bien être inférieurs à la réalité, mais quelle que soit la vérité, il est clair que dans l'ensemble des provinces kurdes de l'Ouest du pays (*Rojhelat*), où la pauvreté est profonde, la situation économique poursuit sa détérioration. Le 10, les enseignants de la province de Kermanshah ont fait grève pour protester contre le non-paiement de leurs salaires, des dizaines d'entre eux se rassemblant devant les bureaux de la Direction de l'éducation pour réclamer leurs salaires. À Marivan, malgré plusieurs grèves, la dernière fin janvier, les employés municipaux n'ont pas été payés depuis des mois. Certains, selon l'Association de défense des droits de l'homme du Kurdistan (*Komeley Mafî Mirovî Kurdistan*, KMMK) attendent leurs salaires depuis 21 mois, d'autres «seulement» depuis 10 mois (WKI)...

Dans ce contexte, on comprend que certains agriculteurs kurdes

s'inquiètent de la proposition lancée le 5 par le président Hassan Rouhanî, selon laquelle l'Iran devrait louer des terres cultivables à l'étranger pour contourner sa pénurie d'eau! Si le pays choisit cette voie plutôt que de les aider à résoudre leurs problèmes d'irrigation, que deviendront-ils? (*Rûdaw*)

La situation politique des autres parties du Kurdistan a aussi un impact sur les mouvements des Kurdes d'Iran. Informés des grèves de la faim dans les prisons turques en protestation de l'isolement du chef du PKK Abdullah Öcalan, les prisonniers politiques kurdes détenus dans plusieurs villes d'Iran ont organisé le 5 janvier une grève de la faim de solidarité d'une journée (WKI).

Par ailleurs, après la sanglante année 2018 (71 porteurs kurdes transfrontaliers, ou *kolbars*, tués, et 231 autres blessés), les forces de répression poursuivent en 2019 leurs tirs pour tuer. Le 3, un premier *kolbar* a été blessé par balles près de Baneh; le lendemain, 2 autres ont été tués dans des incidents séparés près d'Ouroumieh et 2 autres blessés près de Sardasht (WKI). Le 12, un porteur a de nouveau été blessé près de Sardasht, et l'association de défense des droits de l'homme *Hengaw* a rapporté des tirs des gardes-frontière sur 4 autres porteurs le 13 près de Baneh, faisant 3 blessés, dont 1 grièvement. De plus, 2 autres *kolbars* sont morts de froid près de Salmas et 1 s'est noyé dans une rivière près de Sardasht (WKI).

Le 17, selon *Hengaw*, ce sont 5 membres des forces de sécurité iraniennes qui ont été «sévèrement blessés» dans la province de Kermanshah dans deux affrontements séparés avec des porteurs, dont la nature n'a pas été précisée. Quatre véhicules de police ont également été détruits. Le même jour, près de 100 km plus au nord, un autre affrontement s'est produit à Baneh, à l'issue duquel un militaire a dû être hospitalisé. *Kurdistan 24* précise qu'il n'a pas pu vérifier ces nouvelles indépendamment, les médias iraniens n'ayant rien publié sur ces incidents. Le 19; un autre porteur a été blessé par balles près de Piranshahr, tandis que 2 *kolbars* se blessaient dans une chute le long d'une falaise à Baneh. Un autre encore a été blessé par une mine frontalière à Ravansar. Le 27, un autre porteur s'est de nouveau blessé dans une chute, cette fois dans la région du Hewraman. Le 28 un autre a été blessé selon *Hengaw* près de Maku par des gardes-frontières, alors qu'il ne transportait pourtant aucune marchandise, et le lendemain, un autre a perdu la jambe suite à ses blessures à Sardasht. (WKI).

Le 30, *Hengaw* a compté 9 morts et des dizaines de blessés parmi les *kolbars* depuis le début du mois.

Parallèlement, les organismes de répression du régime ont poursuivi leur «travail» au Kurdistan. Le 1^{er} janvier, l'*Etelaat* (Service de renseignement) a arrêté 3 activistes à Mahabad, et le 2, les forces de

sécurité de Bokan ont selon le KMMK lancé un raid sur les locaux de Welat, une organisation de défense de l'environnement, fermant le bureau et emportant le mobilier. Juste avant le raid, les membres de l'organisation avaient déclaré que la municipalité pro-régime cherchait à les faire fermer. Toujours selon KMMC, l'*Etelaat* a également arrêté le 5 janvier à Kamyaran un défenseur de l'environnement, Essa Faizî, qui a été mis au secret (WKI). Le 15, l'Institut kurde de Washington a annoncé l'arrestation par l'*Etelaat* de 2 autres activistes du village de Salîn, dans la région du Hewraman, Aram Awdaîn and Burhan Awdaîn, qui ont également été mis au secret.

Les défenseurs de l'environnement semblent maintenant particulièrement ciblés par le régime, puisque selon KMMK, des dizaines de membres du Parti de l'unité nationale, qui mène une action régulière en ce sens, ont été arrêtés par l'*Etelaat* à Sanandaj et Kamyaran. Le 17, la Sécurité a aussi arrêté 2 Kurdes de Sanandaj et un autre d'Oshnavieh (Shino) pour «liens avec des partis interdits». Le 22, plusieurs enseignants de Saqqez qui avaient participé à la grève générale de novembre dernier ont été convoqués pour interrogatoire par les services de sécurité. Ils ont été interrogés plusieurs heures de suite avant d'être relâchés. Le 19, les pompiers de Sanandaj ont fait grève pour protester: ils n'ont pas perçu leurs salaires depuis 3 mois (WKI).

Le 28, l'*Etelaat* a arrêté à Kermanshah l'éminent historien et chercheur kurde Naser Amenikhwa. Les officiers du renseignement ont fouillé sa maison et confisqué son ordinateur portable, son téléphone, ses carnets de

notes et d'autres affaires lui appartenant. À Sanandaj et Piranshahr, 2 Kurdes ont été arrêtés pour «aide à des partis kurdes d'opposition», et un activiste de Sanandaj, Mokhtar Zeraa'y, a été condamné à trois ans de prison pour «insulte au Chef Suprême» (*Rahbar-e enqelâb*, terme désignant en persan le Guide de la Révolution, l'Ayatollah Ali Khamenei).

En ce début d'année 2019, plusieurs organisations ou instances politiques ont publié des rapports dénonçant la répression continuellement exercée par le régime durant 2018. Le 8 janvier, l'Union européenne a imposé de nouvelles sanctions au pays en raison de 4 tentatives d'attaques terroristes récentes de l'Iran au-delà de ses frontières. Ces sanctions sont les premières depuis l'accord concernant le secteur nucléaire iranien. Des agents iraniens auraient en effet tenté d'attaquer à la bombe une réunion de l'opposition en France et d'assassiner un autre membre de l'opposition au Danemark. Ils auraient également assassiné 2 membres de l'opposition au Pays Bas en 2015 et en 2017, selon des révélations du ministre néerlandais des Affaires étrangères. L'Iran a réagi en dénonçant l'abri offert aux «terroristes» de l'Organisation des Moudjahidine du peuple notamment par le Danemark, les Pays-Bas et la France (*EU Observer*).

Le 16 janvier, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a aussi publié un rapport (en anglais, accessible sur le site UNPO <https://unpo.org/downloads/2528.pdf>) détaillant les mauvaises conditions économiques et les violations des droits de l'homme subies de la part du régime par la population du Kurdistan d'Iran. Comme on peut

s'y attendre, une grande partie de ce document est consacrée à la situation des *kolbars*. Le rapport ne se borne pas à dénoncer, cependant, il contient aussi des recommandations qui, si elles étaient mises en œuvre, pourraient améliorer la vie des Kurdes en Iran. Le 24, le responsable Moyen-Orient d'*Amnesty International*, Philip Luther, a également dénoncé dans un rapport une campagne de répression déclenchée suite aux manifestations contre la vie chère, la corruption et l'autoritarisme du régime, qui s'est accompagnée de milliers d'arrestations durant 2018. Le rapport mentionne la répression spécifique qui frappe les Kurdes et les autres minorités ethniques dans le pays (WKI).

Sur un autre plan, les Kurdes d'Iran ont de nouveau souffert d'un séisme, qui a frappé la province de Kermanshah le 6 janvier après 16 h 40, causant l'hospitalisation de dizaines de personnes. Avec une magnitude de 5,9 sur l'échelle ouverte de Richter, il a été ressenti jusque dans la Région voisine du Kurdistan d'Irak et même à Bagdad. Les habitants, effrayés, sont sortis dans la rue par peur de l'effondrement de leur demeure. Il faut dire que c'est le 5^e tremblement de terre qui frappe la région depuis et incluant celui de novembre 2017, qui avait fait 630 victimes et laissé des dizaines de milliers de sans-abris. En août dernier, un séisme précédent avait fait plus de 200 morts ou blessés, précédé d'un autre fin juillet ayant fait 150 victimes, et un autre en avril. Les autorités ont été sévèrement critiquées pour leur absence d'assistance aux victimes, et en particulier aux habitants ayant perdu leur demeure, et pour la mauvaise qualité de certains bâtiments, qui pourrait résulter de la corruption.

La tragédie des Kurdes



Peshmerga. Une combattante kurde des Forces démocratiques syriennes à Raqqa, le 19 octobre 2017, deux jours après que la ville a été reprise aux islamistes de Daech.

Trahison. Les Kurdes ont été en première ligne dans le combat contre Daech... et nous les abandonnons. Récit d'un lâchage.

PAR ROMAIN GUBERT

Redur Khalil n'est pas content. Ce commandant des forces kurdes du nord-est de la Syrie a été trompé. Amertume. Colère rentrée. Il y a encore quelques se-

maines, ce fier officier aux cheveux argentés et à l'uniforme chargé de médailles accompagnait sur le terrain de la guerre contre Daech l'envoyé spécial des Etats-Unis Brett McGurk. Il a montré à l'homme de la Maison-Blanche les stigmates, les amas de ferraille et de béton. Il lui a présenté des combattants devenus unijambistes après avoir sauté sur des mines posées par les djihadistes. Des veuves. Des orphelins. Les vies fracassées par la folie des hommes.

Ce n'est jamais agréable de se rendre compte qu'on a été abusé. Mais, lorsqu'en plus on doit l'avouer à ses frères d'armes, c'est encore plus cruel. Ceux qui ont perdu un fils ou un frère dans la bataille vous

en veulent forcément. C'est humain. Après tout, c'est lui, à l'état-major des forces kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), qui était chargé d'entretenir le lien avec les alliés occidentaux. L'été dernier, c'est lui qui a été désigné pour faire le voyage à Paris afin de rencontrer Emmanuel Macron à l'Élysée. C'est lui aussi qui a fait le déplacement à Washington devant les parlementaires, au Congrès américain, pour raconter la bataille de Kobané et celle de Raqqa.

Depuis quelques jours, le commandant Redur Khalil pense à ce qu'il dirait à Donald Trump s'il l'avait en face de lui. En annonçant, la veille de Noël, qu'il retirait les forces spéciales des zones kurdes syriennes, 2 000 hommes très bien équipés et parfaitement entraînés, le président américain a trahi les Kurdes. Ceux-ci n'ont rien vu venir. En juillet, Trump faisait pourtant encore l'éloge de ces combattants qui luttèrent au sol contre Daech. « *Je pense que les Kurdes sont un peuple formidable. Ce sont des incroyables combattants. Ils sont chaleureux. Ce sont des alliés intelligents.* »

Au plus fort de la bataille contre Daech et alors que ses hommes libéraient Kobané, Tell Abyad et Raqqa de l'emprise djihadiste, Redur Khalil rêvait ouvertement de l'autonomie du Kurdistan dès la fin des combats. Tout était prêt. En 2016, une région fédérale avait été créée, composée de trois cantons : Afrine (nord-ouest), Euphrate (nord) et Djezireh (nord-est), chacun doté d'une assemblée locale ainsi que de représentants au sein d'un organe exécutif régional. Les Kurdes s'étaient aussi dotés d'une sorte de Constitution. Des conseils municipaux avaient été élus.

Mais le rêve s'est envolé. Il a suffi d'un tweet : « *Nous avons vaincu l'Etat islamique en Syrie. Nous avons gagné. Il est temps que nos troupes rentrent à la maison. Elles rentrent toutes, et elles rentrent maintenant.* » Un peu plus tard, Donald Trump a ajouté ces mots d'un cynisme confondant : « *Nous parlons de sable et de mort. La Syrie est perdue depuis longtemps.* » Les Kurdes ont compris que leur ancien allié les abandonnait à la fureur d'Erdogan, qui ne rêve que d'une chose depuis des mois : envahir le nord de la Syrie et mater les Kurdes, qui le défient avec leur rêve d'un Etat autonome à ses frontières.

Lorsque, courant 2015, le Pentagone a fait le choix d'équiper et d'assister ■■■

Redur Khalil rêvait ouvertement de l'autonomie du Kurdistan dès la fin des combats.

■■■ les milices kurdes et leurs alliés arabes pour mener l'assaut contre Raqqa, la capitale du califat autoproclamé de Daech, Recep Tayyip Erdogan avait aussitôt allumé un contre-feu pour affaiblir les Kurdes en attaquant les Unités de protection du peuple sur leur front ouest. Mais les Etats-Unis veillaient et Erdogan n'aurait jamais pris le risque d'un affrontement direct avec les marines.

Avec le départ des forces spéciales américaines, Erdogan a carte blanche. Il a d'ailleurs instantanément joué au matamore: «*Nous avons officiellement annoncé que nous allons lancer une opération militaire à l'est de l'Euphrate. Nous en avons discuté avec M. Trump et il a donné une réponse positive. Nous pouvons enclencher nos opérations en Syrie à n'importe quel moment. Comme je le dis toujours, nous pourrions arriver une nuit, soudainement.*»

Colère. Pour justifier cet abandon, Donald Trump a accusé les Kurdes, ses anciens alliés, de tous les maux. Et notamment de faire du trafic avec les ennemis de l'Amérique: «*Ils sont nos partenaires et vendent du pétrole à l'Iran. Cela ne nous fait pas peur, mais le fait est que je ne suis pas content de cela.*» Quand on veut tuer son chien... Ce qu'il avait moins prévu, c'est la réaction de ceux qui, au Pentagone ou au sein de son équipe, suivent avec attention la situation de la région. James Mattis, son secrétaire d'Etat à la Défense, a démissionné en poussant une colère mémorable: «*Mes points de vue sur le respect dû à nos alliés et sur la nécessité d'être lucides devant des acteurs néfastes et des concurrents stratégiques proviennent de quarante ans d'immersion dans ces problématiques.*»

Brett McGurk, le coordinateur de la lutte contre Daech, a suivi, plus discrètement. Nommé par George Bush, confirmé par Barack Obama et maintenu en poste par Donald Trump, ce diplomate qui porte aussi bien le costume que le treillis était le pilier de la lutte contre Al-Qaeda puis contre Daech depuis plus de deux décennies.



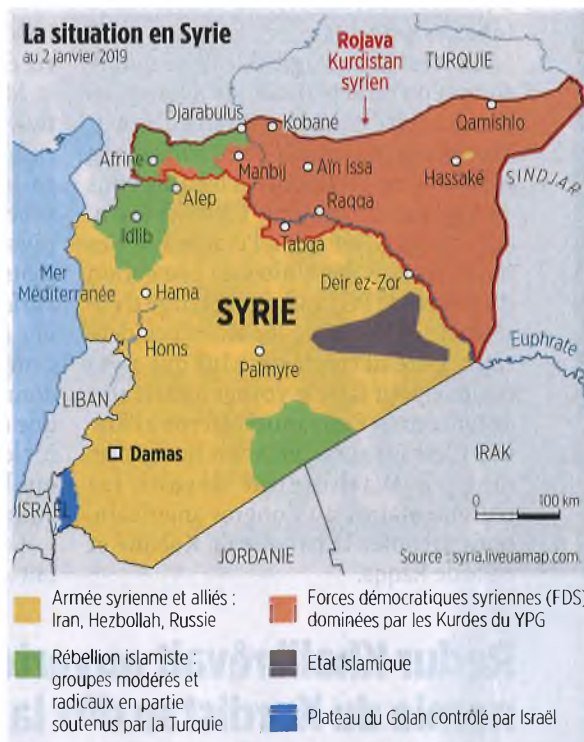
Il n'a pas digéré la sortie triomphante de Trump. Il partage l'analyse de ceux qui connaissent le terrain syrien et irakien: Daech a certes perdu des milliers de combattants, la quasi-totalité de son territoire en Syrie et en Irak, ainsi que la plupart de ses leaders, mais beaucoup de djihadistes réfugiés au sein des tribus sunnites attendent de reconstituer leurs cellules alors que plusieurs attentats ont déjà eu lieu dans les zones libérées de l'Etat islamique.

Repli. Lors de sa visite surprise sur la base militaire d'Al-Asad, en Irak, le 26 décembre 2018, Donald Trump réaffirme le retrait des forces spéciales américaines de Syrie.

Les Kurdes ont d'ailleurs mis en garde les Occidentaux sur ce terrain. Quand on a été trahi, on ne fait plus de cadeaux. Ils détiennent plusieurs centaines de djihadistes étrangers et leurs familles. Or le sort de ceux-ci constitue un vrai casse-tête pour les pays d'origine de ces prisonniers, qui ne souhaitent évidemment ni leur libération ni leur retour. Les leaders kurdes connaissent la valeur de leur rôle de gardiens de prison des djihadistes étrangers. Ils ont signalé qu'en cas d'offensive turque ils ne seraient plus en mesure d'assurer cette mission avec autant de soin.

La colère des experts américains et des Kurdes n'a pas été inutile. Depuis quelques jours, Trump rétro-pédale. D'abord envisagé sous trente jours, puis quatre mois, le désengagement américain pourrait finalement s'étaler sur des mois, voire des années. Le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a aussi précisé à l'attention d'Erdogan qu'il devait se méfier, car l'Amérique fera en sorte que les Turcs ne massacent pas les Kurdes.

Mais, quand la confiance est rompue, quand on a été trompé, on se console dans des bras accueillants. En laissant les mains libres à Erdogan, Poutine, Bachar el-Assad et à l'Iran en Syrie, Donald Trump a perdu tout crédit. Les Kurdes se sont donc tournés



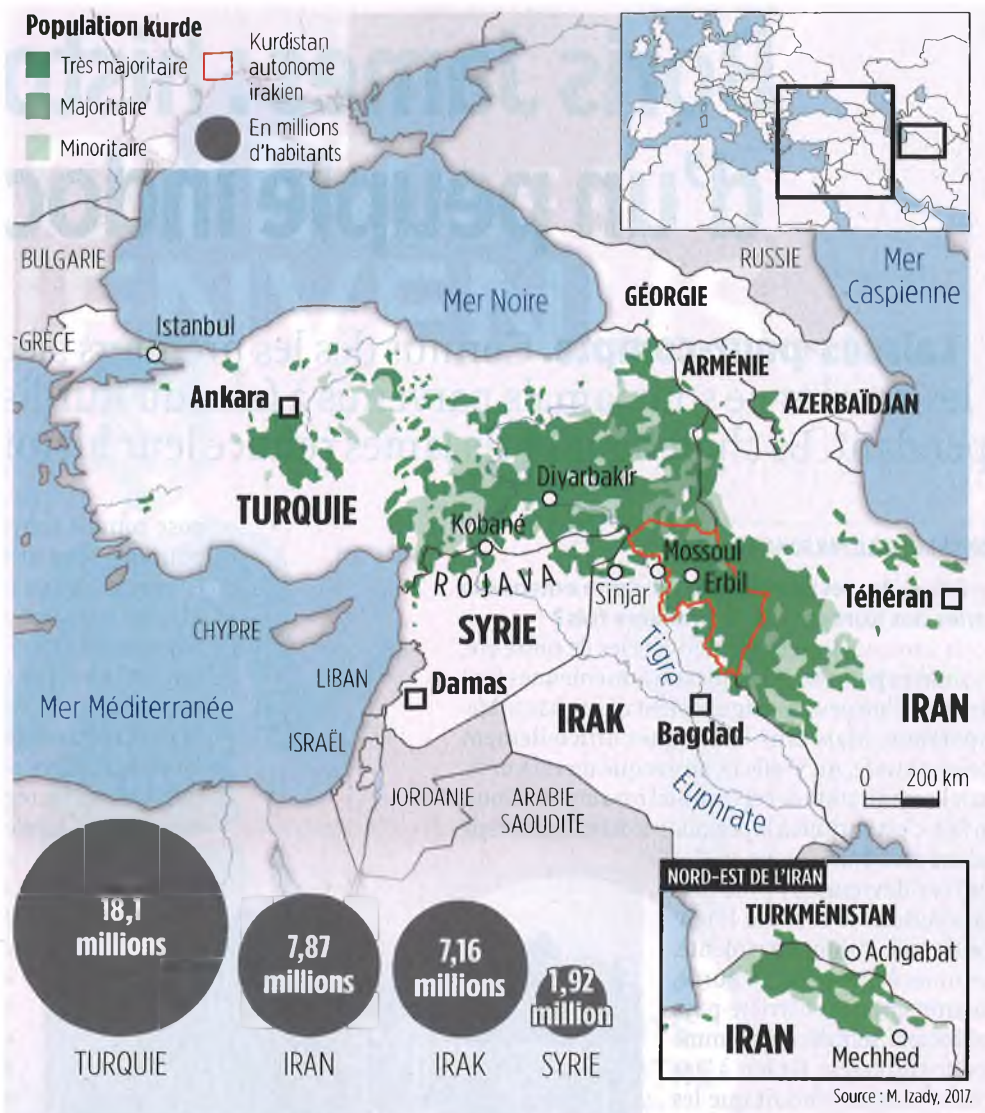
vers Damas et Moscou. Entre les Kurdes et le régime syrien, les ponts n'avaient jamais été coupés. En échange de la neutralité des dirigeants kurdes lors des manifestations pacifiques de 2011, le régime syrien avait progressivement laissé une très grande autonomie aux zones où l'influence des Kurdes du PYD (la branche syrienne du PKK) est prépondérante.

Après les déclarations de Trump, les responsables de l'état-major kurde ont donc fait le voyage à Damas pour rencontrer le ministre syrien de la Défense, Ali Abdullah Ayyoub, le chef du Bureau de la sécurité nationale en Syrie, le général Ali Mamlouk, et le chef du Renseignement militaire syrien. Dans la foulée, ils se sont rendus à Moscou. Avec cet objectif : s'offrir un rempart contre les appétits turcs.

En guise de geste de bonne volonté, ils se sont retirés de la ville de Manbij et accepté que le régime syrien (ainsi que les Russes) déploie des troupes dans les zones kurdes, notamment pour assurer le contrôle de la frontière syro-turque.

Dupes. Pour les Kurdes, il n'est plus question de se laisser instrumentaliser. Ils l'ont suffisamment été depuis un siècle. Après la Première Guerre mondiale, lors du démantèlement de l'Empire ottoman, le traité de Sèvres (1920) leur avait promis un Etat. Les Français et les Britanniques ont vite oublié leurs belles promesses (*lire l'interview de Boris James pages suivantes*).

Chacun dans la région a utilisé à son profit ce peuple qui rêve d'indépendance. Dans les années 1970, l'Iran du chah, soutenu par les Etats-Unis, apportait une aide directe aux peshmergas pour affaiblir l'Irak, allié de Moscou. Dans les années 1980, Hafez el-Assad, en Syrie, jouait la carte kurde afin de fragiliser la Turquie rivale. Il avait offert l'asile à Abdullah Öca-



lan dans la Bekaa libanaise contrôlée par l'armée syrienne. En 1988, tandis que le régime irakien de Saddam Hussein avait bombardé au gaz moutarde la ville kurde de Halabja, les Etats-Unis n'avaient rien dit pour ne pas affaiblir leur allié irakien alors en guerre avec l'Iran. Lors de la guerre du Golfe, en 1991-1992, au moment où la coalition menée par les Etats-Unis culbutait l'armée de Saddam Hussein, George Bush avait refusé de renverser le dictateur pour éviter l'effondrement du régime irakien. Les Kurdes, alors en pleine révolte contre Bagdad, avaient une

nouvelle fois subi une terrible répression.

Entre les Kurdes d'Irak (qui bénéficient d'une modeste autonomie vis-à-vis de Bagdad) et ceux de Syrie, les rivalités restent tenaces. Les luttes de clans, les influences des grandes puissances continuent à exacerber les passions au sein du peuple kurde. Mais la guerre contre Daech a changé beaucoup de choses. La victoire à Kobané (menée avec l'appui des forces spéciales françaises) et les martyrs tombés dans cette bataille contre les djihadistes sont aujourd'hui célébrés dans l'ensemble de la communauté kurde. Comme si le prix du sang versé contre Daech allait enfin changer le destin des Kurdes. Malgré les trahisons de cet étrange président américain ■

Et si le prix du sang versé contre Daech pouvait enfin changer le destin des Kurdes ?

Boris James : histoire d'un peuple indocile

Laissés-pour-compte. Connus dès les premiers siècles de notre ère, les Kurdes ne sont jamais parvenus à faire du Kurdistan un Etat indépendant. Le chercheur Boris James retrace leur histoire mouvementée.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMAIN GUBERT

Le Point: A quel moment de l'Histoire entend-on parler des Kurdes pour la première fois ?

Boris James: Dès les premiers siècles de notre ère, les sources persanes, grecques ou arméniennes font mention d'un peuple singulier installé en haute Mésopotamie. Mais sans le désigner officiellement comme kurde. Au V^e siècle, on évoque un roi kurde, mais l'organisation de cet éventuel royaume est floue. En fait, c'est surtout à la période médiévale et lors de la conquête musulmane que les sources deviennent plus précises. Autour du X^e siècle, la rencontre avec l'islam est violente. Les zones de peuplement kurde, notamment dans l'arrière-pays de Mossoul, sont décrites comme des forteresses. Grâce à ces sources arabes, on sait que les Kurdes ou en tout cas ceux qui occupent les territoires aujourd'hui revendiqués par les Kurdes sont des guerriers et des éleveurs. Ce ne sont pas des nomades; chez eux, la tribu tient une place centrale, leur organisation est fragmentée, sans doute à cause de la géographie, et ils tiennent à préserver une singularité propre face aux Arabes. Ils sont déjà décrits par les sources arabes comme des rebelles à l'islam, à l'autorité politique. Ces mêmes sources évoquent leur langue, non arabe et proche des langues iraniennes. Mais ces descriptions sont celles d'intellectuels de Damas ou de Bagdad. On commence petit à petit à voir des poètes, des juristes et des membres de l'élite kurde qui ont intégré les systèmes politiques, notamment à Bagdad.

Le personnage central de l'histoire ancienne kurde, c'est Saladin. Saladin ne s'impose pas en tant que Kurde. Il s'im-

pose comme souverain universel avec une finesse politique et en utilisant l'islam pour régner sur un empire qui va de la haute Mésopotamie à l'Egypte. Mais évidemment, autour de lui, il impose des proches, des membres de sa famille et certaines tribus kurdes importantes. On trouve donc des Kurdes au plus haut niveau de son administration et de l'armée. Mais ils ne revendiquent pas du tout plus de pouvoir ou de privilèges pour les Kurdes en tant que « nation » ou entité régionale. En fait, l'influence kurde à ce moment-là relève davantage de la solidarité entre clans. L'influence kurde est dissimulée. La mettre en avant aurait généré des revendications chez d'autres peuples de ce gigantesque empire. Il fallait éviter les jalousies et mettre en avant le djihad, qui, lui, est fédérateur.

Les Mamelouks mettent fin à la dynastie des Abbouyides, et donc au « pouvoir kurde ».

Oui et non. Car les Mamelouks, des combattants armés et payés par les descendants de Saladin, vont certes les détrôner au milieu du XIII^e siècle, mais ils vont les utiliser comme combattants en leur octroyant des privilèges. Ils poussent d'ailleurs les Kurdes à se fédérer, à s'organiser pour contrebalancer l'influence des Mongols et prévenir les invasions. En fait, les Kurdes deviennent une sorte

de rempart militaire. Les Ottomans feront, plus tard, la même chose.

C'est-à-dire ?

Dès le début, l'Empire ottoman encourage les Kurdes à s'organiser pour contenir l'influence iranienne. L'empire distribue des privilèges qui permettent aux Kurdes de se renforcer et de tenir un rôle singulier. Au XVI^e siècle, leur rôle de rempart est officialisé par Selim I^{er} (le père de Soliman le Magnifique) pour empêcher les invasions. Le « Kanunname », un ■■■ !



Boris James. Directeur de l'Institut français du Proche-Orient à Erbil (Kurdistan irakien) entre 2014 et 2017. Auteur, avec Jordi Tejel Gorgas, de « Les Kurdes. Un peuple sans Etat en 100 questions » (Tallandier, 2018).

■ ■ ■ ensemble de textes de lois datant du milieu du XVI^e siècle, annonçait la volonté de faire des Kurdes le fer de lance de l'empire dans ses confins orientaux contre l'Empire perse : « Dieu fit en sorte que le Kurdistan agisse en protection de mon empire comme une barrière solide, comme une forteresse d'airain contre la sédition du démon Gog de Perse. » Il faut noter aussi que de nombreux Kurdes, à titre individuel, deviennent des membres de l'élite au pouvoir. En fait, les Kurdes comprennent vite qu'ils peuvent tirer profit de cette situation. Ils jouent sur les rivalités des grandes puissances pour renforcer leurs privilèges. Puis, à mesure que l'Empire ottoman se renforce, les émirs kurdes jouent le jeu. Ils se rapprochent de la cour, singent le sultan. Il apparaît alors une culture kurdo-ottomane assez riche sur le plan littéraire.

Quand observé-t-on les premières revendications nationalistes kurdes ?

Au XIX^e siècle, au moment où l'Empire ottoman renforce sa centralisation, les résistances sont nombreuses, notamment au sein du monde kurde. A la fin du XIX^e siècle, des clubs et des journaux kurdes sont créés à Istanbul et affirment que les Kurdes doivent défendre leurs différences.

Les Kurdes ont activement participé au génocide arménien.

C'est un fait. Si celui-ci a été pensé au plus haut niveau de l'empire, sur le terrain les Kurdes ont largement participé à l'extermination. Arméniens et Kurdes vivaient côte à côte et, en échange de leur

Après 1918, le mandat français sur la Syrie et le mandat britannique sur l'Irak ne comprennent pas de clause spécifique concernant les Kurdes.

participation aux massacres, les Kurdes ont récupéré des terres. Là encore, les Kurdes, dans l'esprit de l'Empire ottoman, constituent un rempart. Les Arméniens sont une menace ? Il faut donc utiliser les Kurdes.

A l'issue de la Première Guerre mondiale et lors du démantèlement de l'Empire ottoman, les Kurdes voient presque se concrétiser leur rêve de créer un Etat. Le traité de Sèvres leur en accorde un. Mais, à Lausanne, ils sont oubliés...

En fait, au moment où l'Empire ottoman s'effondre, les Kurdes parviennent, grâce à un lobbying subtil, à convaincre les Alliés. Mais, petit à petit, Mustafa Kemal rassure la France et la Grande-Bretagne, qui oublie les Kurdes. Kemal a d'ailleurs joué cette carte en intégrant très vite au sein de la nouvelle armée turque les combattants kurdes en leur accordant certains privilèges. Avec ce résultat que le mandat français sur la Syrie et le mandat britannique sur l'Irak ne comprennent pas de clause spécifique concernant les Kurdes, alors que, deux ans auparavant, ils étaient à deux doigts de constituer un nouvel



« Les Kurdes. Un peuple sans Etat en 100 questions », de Boris James et Jordi Tejel Gorgas (Tallandier, 378 p., 16,50 €).

Les Kurdes, de Saladin à la guerre contre Daech



641

Les armées musulmanes s'emparent des citadelles kurdes au nord de Mossoul.

1171

Après l'ascension de militaires kurdes dans le califat du Caire, Saladin prend le pouvoir et fonde la dynastie ayyoubide. Ils sont renversés en 1230 par leurs esclaves (les mamelouks).

1515

Les principautés kurdes d'Anatolie de l'est et de haute Mésopotamie se rallient à l'Empire ottoman contre l'Iran. Elles conservent pendant trois siècles une certaine autonomie.



1915

Participation des Kurdes au génocide arménien.



1961-1975

En Irak, guérilla menée par Mustafa Barzani.

1978

Fondation du PKK en Turquie.



1920

Le traité de Sèvres prévoit la création de deux Etats, kurde et arménien. En 1923, le traité de Lausanne met fin au projet. Les Kurdes se retrouvent divisés entre la Syrie (sous mandat français), la Turquie, l'Irak (sous mandat britannique) et l'Iran.

Le sang des oliviers

Trafic. Après la conquête d'Afrine, la Turquie et ses alliés ont pillé et revendu en Europe sa récolte d'huile d'olive. Une manne considérable.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
À QAMICHLI ET À KOBANÉ, JÉRÉMY ANDRÉ

Si baptiser une opération militaire était un concours de cynisme, la Turquie aurait remporté la palme avec le nom Rameau d'olivier, qui désigne l'invasion d'Afrine. Quel meilleur symbole de paix pour illustrer le nettoyage ethnique de plus de 200 000 Kurdes et la mainmise sur leurs biens et leurs terres ? Afrine était en effet réputée pour ses oliveraies à perte de vue – 18 millions d'oliviers de la variété al-zait, d'une qualité incomparable (et aussi matière première du savon d'Alep). L'huile d'olive est un véritable or jaune dans la région depuis des siècles.

D'après des économistes et des agronomes d'Afrine, la récolte 2018 vaudrait 130 millions d'euros. Occupants turcs et milices islamistes syriennes se sont réparti le gâteau, ne laissant que des miettes aux rares familles kurdes restées vivre sous l'occupation. Avec le pillage du matériel agricole et des savonneries, plus les rançons, le butin avoisinerait 90 millions d'euros.

Le 18 mars 2018, les images du sac d'Afrine, véritables scènes de razzia hystériques – rodéos sur des tracteurs tirant l'un une remorque chargée de motos, l'autre une Mercedes, combattants courant les bras chargés de vivres, de chèvres... – avaient secoué la planète. « Quand ils sont entrés dans la ville, ils ont pillé

les magasins et sont allés dans les immeubles pour vérifier les identités de tout le monde, se souvient Sara*, restée vivre plusieurs mois sous l'occupation avant de s'enfuir vers les zones restées sous administration kurde, à l'est de l'Euphrate. *Au début, nous pensions que l'armée turque et les groupes ne nous feraient pas de mal. Tous les groupes n'étaient pas aussi violents ou aussi stricts sur la charia. Mais, quant au vol, ils étaient aussi mauvais les uns que les autres.* » Dans les médias de l'opposition syrienne et de Turquie, ces pillages ont été minorés : on accusait des malfaiteurs insubordonnés ayant débordé le commandement turc et l'Armée syrienne libre (ASL). « Toutes les unités des groupes syriens étaient accompagnées de soldats turcs qui donnaient les ordres. Les groupes ne pouvaient rien faire sans un ordre des Turcs », réagit Sara.

Taxes. Sara décrit un système de prédation impitoyable qui culmine avec le vol de l'huile d'olive. « Ils ont d'abord volé les terres et les pressoirs de ceux qui étaient partis », détaille-t-elle. Comme beaucoup d'autres habitants du village de Bulbul, Sara n'a pas été autorisée à rentrer chez elle après la bataille. Elle a loué un appartement en ville avant de fuir les territoires occupés. L'administration kurde en exil évalue ainsi à plus de 200 000 ceux qui ont dû quitter la région. « Pour ceux qui étaient restés dans leurs fermes, la récolte a eu lieu après l'in-

■ ■ ■ Etat qui aurait, par ricochet, affaibli la « nouvelle Turquie ». La réputation de rebelles de ce peuple indocile inquiétait aussi Paris et Londres, qui, dès le début de leurs mandats respectifs, ont affronté plusieurs soulèvements. Et notamment celle de Cheikh Mahmoud, qui s'autoproclama roi du Kurdistan et leva une armée contre les Britanniques.

Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats, souvent autoritaires, de la région (la Turquie, l'Iran, la Syrie, l'Irak) qui comprennent de fortes populations kurdes ne parviennent pas à faire taire les revendications kurdes. Pourquoi ?

Mais justement parce qu'ils sont autoritaires. C'est parce que les dirigeants nationalistes arabes ont mis en place des dictatures qu'ils ne parviennent pas à assimiler les Kurdes. Pour un jeune Kurde, s'opposer au régime de Damas ou de Bagdad, c'est évidemment participer à des mouvements kurdes plus ou moins clandestins. Cela dit, en Iran, en Irak, en Syrie, les régimes ont évidemment utilisé les Kurdes. Saddam Hussein avait toujours dans son gouvernement des personnalités kurdes qui le soutenaient. Le régime syrien accueillait des Kurdes de Turquie pour affaiblir son rival. L'Iran encourageait les Kurdes d'Irak pour fragiliser Saddam, etc. En Syrie, comme le pouvoir était aux mains de la minorité alaouïte, le régime a laissé un certain espace – sur le plan culturel, pas sur le plan politique – aux Kurdes pour pouvoir s'appuyer sur eux contre les éventuelles revendications de la majorité sunnite ■

BEHROUZ MEHR/AP - BULENT KILIC/AP - MARC-ANTOINE PELAEZ/AP

1988

Massacre à l'arme chimique dans le nord de l'Irak kurde par Saddam Hussein.



2014-2015

Massacre de Yazidis par Daesh. Les forces armées du Kurdistan irakien prennent le contrôle de Kirkouk. Bataille de Kobané (photo) : les Kurdes syriens l'emportent sur Daesh. En Syrie, les Kurdes du PYD (proche du PKK) contrôlent une entité autonome, le Rojava.

1991

A l'issue de la guerre du Golfe, création d'une « zone de protection kurde ». En 2005, la Constitution irakienne reconnaît l'autonomie du Kurdistan irakien.



2017

Les Kurdes doivent rendre la ville de Kirkouk aux autorités de Bagdad. Le référendum d'indépendance du Kurdistan est un succès (localement, le oui l'emporte très largement), mais le gouvernement de Bagdad s'oppose à cette indépendance.

2015

La Turquie met fin au processus de paix avec le PKK lancé en 2013.

■■■

vasion et a été stockée jusqu'à l'été poursuit-elle. Puis des camions sont venus de Turquie et ont emporté l'huile d'olive vers Azaz et Gaziantep. Ils avaient des plaques minéralogiques de Gaziantep.» La capitale économique du sud-est de la Turquie est une des plaques tournantes régionales du commerce de l'huile d'olive et compte une vingtaine de grossistes. Mais le butin semble ensuite avoir été convoyé vers la province de Hatay, à Antakya, siège d'une quinzaine de sociétés d'import-export d'huile d'olive. Un poste-frontière a été ouvert entre Afrine et la province de Hatay le 8 novembre. La Turquie tenterait d'imposer cette nouvelle voie et aurait confié le monopole du trafic d'huile d'olive à un grand commerçant de la province de Hatay.

Les paysans restés malgré tout ont été spoliés par tous les moyens: vol, racket, enlèvement et extorsion de rançons, destruction des oliviers, expropriations, en particulier des pressoirs à olive, et, surtout, prélèvement d'un tribut et imposition d'un prix cassé aux producteurs. « Vers le 10 novembre, l'ASL est venue voler nos récoltes, indique Zinar*, jeune paysan plusieurs fois enlevé et torturé (voir encadré). Ils nous ont obligés à donner des bidons d'huile d'olive. La taxe était de 500 bidons pour le village. »

Il semble s'agir de la taxe de 16% levée par les conseils locaux mis en place par la Turquie, révélée par des médias kurdes. Mais, pour nombre d'observateurs, ces conseils civils ne sont que des coquilles vides dont les revenus sont détournés par l'occupant. A cela s'ajoute un prélèvement de 5%, retenu par le pressoir. D'après Omar Celeng, économiste originaire d'Afrine, les groupes armés se seraient appropriés 125 pressoirs sur les 295 qui existaient. 109 d'entre eux ont été démontés et revendus en Turquie, chacun valant environ 200 000 dollars.



Opération Rameau d'olivier. Une famille syrienne patiente au point de contrôle du village d'Anab, en Syrie, le 17 mars 2018. Les 200 000 civils ayant

fui le front meurtrier lors de la prise d'Afrine, dernier fief rebelle kurde, par les forces pro-turques, ont dû abandonner leurs précieuses oliveraies.

En outre, les grossistes d'une entreprise de Turquie sont les seuls autorisés à exporter. Ils font le tour des huileries et emportent le reste des récoltes à vil prix. « Un bidon d'huile de la plus haute qualité destiné à l'Europe était vendu 33 000 livres syriennes [56 euros] avant l'invasion, détaille Mustafa Souleyman, 83 ans, ex-responsable du bureau de l'agriculture de l'administration kurde d'Afrine. Les Turcs nous l'achètent désormais 14 000 livres syriennes [24 euros]. Et un pressoir peut produire jusqu'à 3 000 bidons par jour ! » L'homme a fui dès les premiers jours dans des conditions abominables. Sa famille, qui possédait 450 oliviers, a tout perdu.

Reste pour les pillards à écouler cet or jaune. C'est plus complexe qu'il y paraît, car l'huile d'Afrine, de très haute qualité, est trop chère pour les tables du Moyen-Orient. La production était autrefois exportée par le port de Lattaquié, en Syrie. « Deux grands commerçants liés à la famille Assad en achetaient chaque année environ 20 000 tonnes, qu'ils revendaient surtout en Espagne et en Italie », précise un propriétaire d'oliveraies d'Afrine, installé en France. Tout commerce avec les zones contrôlées par le régime syrien étant interdit depuis mars 2018, l'huile part donc vers la Turquie, puis est exportée en Europe. Cela a déclenché la colère des grands producteurs turcs, à la merci d'une concurrence déloyale et inquiets que toute la production nationale soit suspectée de dissimuler ■■■

Les Turcs ont exproprié les paysans restés malgré l'occupation ou leur ont imposé un prix cassé.

■■■ L'huile d'olive d'Afrine, tachée de sang. Murad Narin, membre du lobby de l'olive en Turquie, s'en est inquiété dans la presse : « *Cela nous met dans une position difficile sur la scène internationale. Notre réputation est ruinée par les intérêts à court terme de certaines personnes.* »

Interpellé en commission par l'opposition, le ministre turc de l'Agriculture, Bekir Pakdemirli, a reconnu la captation de cette manne mais minore les faits : « *Nous voudrions que le revenu d'Afrine vienne à nous dans les zones que nous contrôlons. Mais, jusqu'à maintenant, seules 600 tonnes de ce produit sont parvenues de notre côté.* » Cependant, le site traitant de l'actualité du Moyen-Orient Al-Monitor contredisait début décembre le ministre en affirmant qu'une source au sein du lobby de l'olive lui avait confirmé qu'entre 20 000 et 25 000 tonnes d'huile d'Afrine ont déjà été transférées en Turquie.

« Protocole » de pillage. « *La production d'huile vierge, cette année, était d'environ 50 000 tonnes* », évalue Celeng. Une récolte exceptionnelle. La valeur de la production serait de 150 millions de dollars (130 millions d'euros). Les 20 000 tonnes déjà été vendues en Turquie valent ainsi 60 millions d'euros. Mais, pour Celeng, le revenu du pillage du secteur de l'olive va bien au-delà : « *Les groupes islamistes et les autorités d'occupation turques ont pillé plus de 100 millions de dollars [environ 90 millions d'euros] de différentes manières.* » Aux vols, rackets, rançons, trafic d'huile s'ajouteraient la revente des



presses démantelées, le pillage et l'expropriation des usines à savon.

La répartition entre autorités turques, intermédiaires et groupes armés est inconnue. Mi-novembre, l'agence de presse Firat, proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a publié un document explosif, véritable « protocole » de pillage, signé par des représentants des groupes armés syriens qui tiennent la région d'Afrine. Le texte est un accord entre ces groupes pour régler l'exploitation des revenus de l'huile en 2018-2019. Ce protocole place le secteur sous la responsabilité des conseils locaux chargés d'en collecter la production. Les autorités s'y engagent cependant à verser à l'Armée nationale syrienne [coalition de factions soutenue par la Turquie] 22 millions de dollars (19,3 millions d'euros) pour la « *sécurité de la région* ». Une vraie poule aux œufs d'or pour l'ex-ASL!

La manne durera tant que des distributeurs occidentaux continueront à acheter cette huile d'olive. Selon les spécialistes,

Or jaune. Un soldat turc en opération de déminage dans une oliveraie d'Afrine, le 31 mars 2018. Après la bataille, il s'agit pour les occupants de pouvoir gérer leur nouveau butin en toute sécurité.

l'huile d'Afrine est en effet probablement utilisée pour allonger à peu de frais les huiles européennes. Sur de nombreux produits vendus en supermarché figure ainsi une double origine : « *UE et hors UE* » ! Mais, selon des avocats consultés par *Le Point*, ceux qui achètent l'huile d'Afrine pourraient être poursuivis pour complicité des crimes commis lors de l'invasion ou financement du terrorisme.

Crimes contre l'humanité.

Comme dans tout secteur, les grands groupes sont censés connaître la provenance de leurs lignes d'approvisionnement. Pour les acheteurs spécialistes de l'huile d'olive, l'invasion d'une des régions les plus réputées du monde n'a pu passer inaperçue, pas plus que l'arrivée sur le marché turc de si gros volumes à prix cassés. Réunies dans un collectif, des familles originaires d'Afrine installées en France préparent une plainte. Le nettoyage ethnique des Kurdes d'Afrine, la systématisation de la torture et des enlèvements, les pillages et les destructions pourraient, par leur ampleur, être qualifiés de crimes contre l'humanité. Et des groupes signataires du protocole, comme la Division al-Hamza ou Ahrar al-Charqiya, qui recyclent des anciens d'Al-Qaeda ou de Daech, sont considérés par certains services européens comme des groupes terroristes. Si la Turquie veille à ce qu'aucun de ceux qu'elle soutient n'appelle au djihad contre l'Occident, ceux-ci sont loin de ne pas avoir de sang sur les mains ■

* Les noms des témoins ont été modifiés.

Le calvaire des paysans

Zinar, 22 ans, habite un village près d'Afrine. Sa famille cultivait 700 oliviers. Il a tout perdu. Les milices pro-turques qui se sont emparées d'Afrine en mars 2018 l'ont enlevé et torturé, tué son frère, estropié son père, obligé ses proches à payer des rançons et volé leurs récoltes. La famille de Zinar était restée plutôt que d'abandonner ses terres. « *J'étais avec mon père et mon frère,*

témoigne Zinar. Les soldats turcs nous ont pilonnés. » Lorsqu'ils ont compris qu'ils avaient ciblé des civils, ils ont arrêté Zinar. « *Comme ils avaient tué mon frère, ils ont exigé que je dise publiquement que le PKK avait commis ce crime.* » S'il avait menti, Zinar aurait été libéré. Mais il s'est entêté à défendre la vérité. Arrêté, battu, il est ensuite emprisonné en Turquie, où il est torturé, puis en Syrie, à Azaz. Il subit de nouvelles tortures : on l'accuse d'appartenir aux Unités de

protection du peuple, les YPG kurdes. Sa famille paie pour racheter sa vie. Après 21 jours, il est remis en liberté, puis à nouveau enlevé. Il est détenu un mois, à Afrine. Sa famille doit encore payer. Il est arrêté une 3^e fois, avec son père. Chacun doit encore payer pour être libéré. Face à cet acharnement, la famille de Zinar a finalement quitté son village pour rejoindre la « zone libre », encore gérée par l'administration kurde, à l'est de l'Euphrate ■ J.A.



« Force chimérique ». Des combattants syriens, armés par la Turquie et à sa solde, en entraînement près d'Alep, en Syrie, le 29 décembre 2018. Révolutionnaires, djihadistes ou mercenaires, ces groupes rebelles, disparates, affichent des motivations variées.

NAZEER AL-KHATIB/AFP

Erdogan recycle-t-il des anciens de Daech ?

Manigances. Sans être cataloguées comme terroristes par l'Occident, les milices syriennes anti-Kurdes sont parfois liées aux groupes djihadistes.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL EN SYRIE,
JÉRÉMY ANDRÉ

C'est la figure montante de la « rébellion » syrienne : Seif Boulad Abou Bakr, 30 ans, commandant de la Division al-Hamza, omniprésent pour annoncer à la

presse l'opération que prévoit de lancer la Turquie contre les Kurdes du nord de la Syrie et critiquer ceux qui les soutiennent, comme Emmanuel Macron. Pourtant, en 2013, selon un portrait qu'en dresse l'analyste américain Nicholas Heras dans une revue de la fondation Ja-

mestown, Seif Abou Bakr a été membre de l'Etat islamique (EI).

Ce commandant incarne les ambiguïtés des forces alignées par Recep Tayyip Erdogan contre les Kurdes : pour les uns, ce sont des révolutionnaires voulant renverser Bachar el-Assad ; pour les autres, ■■■

■■■

des djihadistes liés à Al-Qaeda, à Daech, ou des mercenaires à la solde de la Turquie. Bien que ces groupes armés soient souvent éloignés des idéaux révolutionnaires de 2011, il serait réducteur de tomber dans le « tous djihadistes ».

Pour Heras, cette incertitude procède d'une stratégie délibérée du régime turc. « Depuis que la Turquie a lancé l'opération Bouclier de l'Euphrate, en août 2016, explique-t-il, elle s'est reposée sur une forme de force chimérique de groupes rebelles syriens disparates pour accomplir ses objectifs, que ce soit pour s'emparer de Jarablous, d'Al-Rai, d'Al-Bab ou d'Afrine. » La Turquie maintient donc à dessein le caractère hybride et composite de ces forces.

Cocktail. Issue des premières années de la révolution, l'Armée syrienne libre (ASL), qui en regroupait une partie, n'a jamais été tout à fait unifiée. « L'Armée nationale syrienne [qui a succédé à l'ASL en 2017, NDLR] n'inclut que certains éléments de la force chimérique soutenue par la Turquie et n'est, au mieux, qu'une force de gendarmerie pour administrer les zones de la Syrie sous contrôle de la Turquie », poursuit Heras.

Cette organisation décentralisée est plus flexible qu'un groupe unique. Certes, bien plus puissant, le Front al-Nosra (rebaptisé Front Fatah al-Cham), classé comme terroriste du fait de ses liens avec Al-Qaeda, isolé, a perdu la possibilité d'être appuyé par des partenaires internationaux. La « chimère rebelle » permet au contraire de diluer les éléments les plus radicaux aux côtés de forces plus modérées. Et d'intégrer des groupes aux buts variés : opposants au régime, islamistes, ainsi que mercenaires et unités ethno-nationalistes, surtout des groupes turkmènes rêvant d'être rattachés à un nouvel Empire ottoman.

Lui-même turkmène, Abou Bakr appartient à cette dernière catégorie. Dès 2014, il a quitté Daech. Les médias turcs en font alors un des visages de l'opération turque pour reprendre sa région natale d'Al-Bab à l'EI, fin 2016. Il

« La priorité affichée par ces groupes reste de renverser le régime d'El-Assad. » Nicholas Heras

en serait depuis le « gouverneur de facto », selon Heras. Il a enfin participé à la conquête d'Afrine, ville kurde du nord-ouest de la Syrie, dont plus de 200 000 habitants ont été chassés en mars 2018. Ce fait d'armes lui vaut la faveur des ultranationalistes turcs, qui soulignent son identité turkmène.

Interviewé par *Le Point* début décembre 2018, un civil kurde, qui a vécu à Afrine dans une zone occupée par la Division al-Hamza, décrivait le racket et l'expulsion des Kurdes, l'emploi d'enfants soldats par les groupes armés et l'existence d'un camp d'entraînement au djihad. Dans un rapport remis en septembre 2018, la commission d'enquête sur les droits de l'homme

« La priorité affichée par ces groupes reste de renverser le régime d'El-Assad », précise Heras. Elle n'est pas de protéger l'Occident contre les organisations terroristes. « La Turquie essaie de vendre à l'équipe de Trump un mensonge : que ses forces seraient tout aussi aptes à éliminer l'EI que les Forces démocratiques syriennes [FDS], menées par les Kurdes. » Or la Turquie n'a que très peu combattu les organisations djihadistes. « Son unique préoccupation, ce sont les Kurdes syriens. » Quant à l'EI, qui tient quelques villages le long de l'Euphrate, près de Deir ez-Zor, à plus de 200 kilomètres de la frontière turque, on voit mal comment la Turquie et ses alliés pourraient s'y attaquer dans l'immédiat.



Victoire. Afrine, 18 mars 2018. Un occupant syrien remorque des objets volés aux habitants après l'offensive des forces proturques contre les Unités de protection du peuple (YPG) kurdes.

en Syrie s'est inquiétée de ces multiples abus contre la population kurde originelle de cette région.

Soucieuse d'éviter toute poursuite internationale comme force occupante, la Turquie veille à ce que ses supplétifs ne franchissent pas la ligne rouge. Derrière son apparence hétéroclite, la composition de cette coalition est millimétrée. Comme le résume Heras, c'est une « horde organisée, tenue en ligne ». Chaque groupe prône un degré spécifique d'islamisme radical, d'application de la charia et de djihadisme, mais sans afficher un projet de djihad contre l'Occident : aucun n'est classé comme terroriste par les Etats-Unis.

Fer de lance. Cependant, selon Heras, le plus problématique n'est pas cette relation à Daech ou à l'ex-Front al-Nosra, mais un groupe de cette coalition chimérique : Ahrar al-Charqiya. « Les groupes radicaux djihadistes sont minoritaires dans l'ensemble de ces forces, nuance-t-il. Mais la Turquie a clairement indiqué qu'elle souhaite faire d'Ahrar al-Charqiya le fer de lance de son offensive contre les Kurdes syriens, en particulier à l'est de l'Euphrate, au prétexte que ses combattants seraient originaires de la province de Deir ez-Zor et donc de la région. Or Ahrar al-Charqiya est la décharge d'anciens d'Al-Qaeda et de Daech ! »

Créé par un renégat de l'EI en Irak et un des fondateurs du Front al-Nosra, Ahrar al-Charqiya est décrit comme un groupe djihadiste appliquant une loi islamique stricte. Fin 2018, une vidéo figurait un long convoi de ce groupe cheminant en direction des zones kurdes, au son d'un *nachid* (chant religieux) de Daech. Dans une autre vidéo, un combattant d'Ahrar al-Charqiya, en route vers Manbij, ville contrôlée par les FDS, brandit son couteau et annonce : « Nous venons pour vous, Kurdes infidèles ! » ■

La stratégie de « l'ennemi intérieur »

Turquie. Erdogan utilise la « question kurde » pour renforcer son pouvoir. Et tous les moyens sont bons.

DE NOTRE CORRESPONDANT À ISTANBUL QUENTIN RAVERDY

Recip Tayyip Erdogan a la rancune tenace. Pour le compagnon de route politique comme pour l'opposant, menacer l'hégémonie du président, c'est s'exposer à la fureur du « reis » accroché aux commandes de son pays depuis 2003. Et, à ce jeu, les Kurdes de Turquie paient le prix fort.

Leur déconvenue commence au lendemain des élections législatives en juin 2015. Ce jour-là, ils privent le leader turc de sa majorité absolue au Parlement, acquise depuis 2002. Le Parti démocratique des peuples (HDP) – la formation majoritaire dans les régions du Sud-Est à dominante kurde – réalise une percée (13,2 % des voix) et déclenche la liesse dans les rues de Diyarbakir, la capitale du « Kurdistan turc ». L'affaire dure qu'un été.

En politicien roué, Erdogan mûrit sa revanche. Le HDP est la cause de ses déboires politiques ? Il suffit de s'en débarrasser. L'ancien maire d'Istanbul se lance alors dans une minutieuse opération de diabolisation du parti prokurde. Au cours des trois mois suivants, il enchaîne à un rythme effréné des dizaines de meetings et de congrès. Il sait aussi qu'il peut compter sur l'indéfectible soutien d'une sphère médiatique devenue dans sa grande majorité le porte-plume dévoué de l'exécutif. D'une même voix, ministres et éditorialistes accusent le HDP d'être le « bras politique » du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la guérilla kurde en conflit ouvert contre l'Etat central turc depuis les années 1980. Résultat, des centaines d'attaques sont perpétrées contre les locaux de la troisième force politique de Turquie.

« Moi ou le chaos », telle est la stratégie du « sultan ». Erdogan entend jouer sur les peurs viscérales de la société turque. Or la crainte du sécessionnisme kurde en est une. Et, s'il faut déclarer la guerre, il y est prêt. En réponse à l'insurrection menée par le PKK dans les villes du sud-est de la Turquie (après l'éclate-

ment en juillet 2015 du cessez-le-feu conclu avec Ankara deux ans plus tôt), il lance ses chars contre la guérilla. Un tournant selon Vahap Coskun, professeur de l'université Dicle, à Diyarbakir : « Dès lors, l'Etat turc passe d'une politique de négociation sur la question kurde à une vision militariste. » L'offensive est implacable. L'artillerie turque rase les centres-villes de plusieurs cités kurdes, et le couvre-feu étrangle la population durant de longues semaines. Des milliers de rebelles kurdes périssent, et plus de 400 000 personnes fuient la zone, désormais quadrillée par l'armée.

Erdogan reprend la main et lave l'affront. Lors des législatives anticipées de novembre 2015, sa formation, l'AKP (Parti de la justice et du développement), décroche à nouveau la majorité. Le HDP, lui, est à genoux mais conserve encore 59 sièges. Le leader turc n'en reste pas là. Il exige une victoire totale. La tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 lui offre une occasion rêvée. Il obtient la levée de l'immunité parlementaire de plusieurs élus du HDP et leur arrestation.

« Maintenant, ils vont payer pour ce qu'ils ont fait », lance-t-il. Parmi eux, Selahattin Demirtas, le coprésident du mouvement, l'homme à abattre. Car, lui, c'est le chou-chou de l'Occident. Avocat de talent, défenseur des droits de l'homme, père de famille modèle, il est surnommé l'« Obama kurde ». Surtout, il tient tête au leader islamo-conservateur – et rivalise avec lui dans l'art de mobiliser les foules. Pour Erdogan, il est urgent de l'écarter des caméras. La justice ouvre une dizaine de procédures à l'encontre de Demirtas, l'accusant de liens avec le PKK. Son dossier s'épaissit et l'expose à une peine d'emprisonnement de plus d'un siècle.

Qu'importe, derrière les murs de sa prison, le tribun kurde poursuit son action politique. Il défie même le président turc dans les urnes lors de l'élection présidentielle en juin 2018. Sa cellule se transforme en bureau de campagne, les réseaux sociaux lui servent de tribune, sa femme devient sa porte-parole. En dépit



Chef de guerre.

Recep Tayyip Erdogan lors d'une cérémonie militaire, à Isparta, le 12 octobre 2018.

AP/SIPA

■ d'obstacles colossaux, il obtient 8,4% des voix. En attendant, Erdogan savoure sa victoire. Il sait que l'absence de Demirtas prive le HDP de figure charismatique. Et il balaise les protestations de la Cour européenne des droits de l'homme, qui demande la libération du leader kurde. Sa priorité: le maintenir en prison. D'autant qu'en mars se profilent les élections municipales, un test pour la popularité du chef de l'Etat.

Alors Erdogan met au pas les régions kurdes. Il démet de leur mandat plus de 90 maires affiliés à la branche locale du HDP, «*par souci de protéger l'argent public des mains de la guérilla kurde*». Il y nomme ses *kayyum*, des administrateurs aux ordres d'Ankara. Il y interdit les manifestations, crée de nouveaux postes de police et y dépêche des patrouilles militaires. Dans le même temps, il tente de conquérir les cœurs en soignant son image de bâtisseur et en finançant des projets de reconstruction jusque-là refusés aux maires destitués. Et en cas de revers électoral, Erdogan a déjà tout prévu: «*Si les personnes impliquées dans le terrorisme sortent des urnes, nous nommerons des administrateurs sans délai*», menace-t-il. Enfin, comme il en a désormais l'habitude avant chaque échéance électorale, Erdogan ressort l'épouvantail du mouvement armé kurde. Le chef de l'exécutif annonce en boucle le lancement imminent d'une nouvelle opération militaire contre les combattants kurdes en Syrie. Désormais, pour lui, le principal danger se trouve aux portes de la Turquie. Il n'a plus qu'une urgence: pulvériser

« N'attendez pas un nouveau processus de paix, cette affaire est terminée. » Erdogan, à l'automne 2018

le *terör koridoru* (« couloir du terrorisme »), cette longue bande située dans le nord-est de la Syrie, contrôlée depuis 2012 par le Parti de l'union démocratique (PYD) et ses milices armées, les YPG, des forces kurdes considérées par Ankara comme l'émanation syrienne du PKK. Dans un élan néo-ottoman, Erdogan se rêve en père protecteur des peuples de la région. «*Nous n'abandonnerons pas les Kurdes syriens à la merci de la persécution du PKK et du PYD*», dit-il. Une vision très parcellaire. «*Erdogan craint surtout que le modèle d'autonomie des Kurdes en Syrie n'inspire le mouvement kurde en Turquie*, souligne Nazmi Gür, un cadre du HDP. *Voilà pourquoi il bloque toute discussion en Turquie.*»

De fait, Erdogan maintient les négociations au point mort, soucieux de ne pas froisser une opinion turque gagnée par le sentiment nationaliste. «*N'attendez pas un nouveau processus de paix, cette affaire est terminée*», tranche-t-il à l'automne. Une position définitive? «*Tout dépendra des Kurdes de Syrie et du conflit voisin*, souligne l'universitaire Vahap Coskun. *S'il est satisfait de l'issue de la guerre, alors peut-être qu'il reprendra le dialogue avec les Kurdes de Turquie.*» ■

Le Parisien

6 JANVIER 2019

Syrie : avant leur retrait, les Etats-Unis veulent s'assurer de la sécurité des Kurdes

M.-L.W. | 06 janvier 2019
<http://www.leparisien.fr/>

De Jérusalem où il était en visite, le conseiller pour la sécurité nationale de la Maison-Blanche John Bolton a affirmé dimanche que le retrait américain de Syrie annoncé par Donald Trump le mois dernier devait se faire de telle sorte que la défense de l'Etat hébreu et « d'autres amis » de Washington dans la région soit « absolument assurée », dont celle des Kurdes.

Le retrait doit s'effectuer selon lui « de telle sorte que le groupe Etat islamique soit défait [...] et que la défense d'Israël et d'autres amis dans la région soit absolument assurée », a affirmé John Bolton aux journalistes à l'occasion d'entretiens avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Il a assuré que les Etats-Unis tiendraient compte « de ceux qui ont combattu avec nous contre l'organisation de l'Etat islamique et d'autres groupes terroristes ».



Le conseiller pour la sécurité nationale de la Maison-Blanche, John Bolton.
(Illustration) REUTERS/

UN RETRAIT SOUS CONDITIONS

John Bolton souhaite que la Turquie s'engage à ne pas attaquer les Kurdes, alors qu'Ankara n'a pas caché son intention de lancer une offensive contre eux pour éviter la formation, à ses portes, d'un embryon d'Etat

kurde susceptible de raviver le séparatisme des Kurdes de Turquie.

Le conseiller de Donald Trump se rendra lundi en Turquie pour des entretiens avec le président Recep Tayyip Erdogan et d'autres hauts responsables turcs au sujet des modalités du retrait américain, qui restent à définir tout comme son calendrier, selon l'agence Reuters.

Jusqu'ici allié de Washington dans la lutte contre les djihadistes, les combattants kurdes en Syrie craignent que le retrait américain ne les laisse démunis face à la Turquie. Après le retrait américain, la France serait la seule puissance occidentale aux côtés des Kurdes.

Depuis son annonce, qui a ébranlé de nombreux alliés de Washington, Donald Trump a assuré que le retrait se ferait « sur un certain temps » et pas « du jour au lendemain », semblant avoir pris acte des appels à éviter un départ précipité. ■

En Irak, le martyre sans fin des femmes yézidiées

Plus d'un an après la proclamation de la victoire contre Daech en Irak, les anciennes esclaves sexuelles yézidiées qui ont fui les djihadistes tentent de se reconstruire.

Cette minorité demande la reconnaissance du caractère génocidaire des massacres qu'elle a subis, et tente de retrouver la trace de ses disparus.

Dohouk
De notre correspondant



Une femme yézidie, ancienne esclave de Daech, dans un camp de réfugiés à Dohouk. Holly Pickett/Redux-REA



« Les djihadistes nous torturaient tous les jours. Celles qui essayaient de s'échapper, ils les tuaient devant nous, pour l'exemple. » Les yeux rivés vers le sol carrelé, Ronza (1) raconte pour la première fois son histoire depuis sa libération il y a trois ans.

Nous sommes à l'hôpital Azadi de Dohouk, au nord de Mossoul dans le Kurdistan irakien. Nos regards ne se croiseront que par accident. « Vos vêtements noirs et votre barbe lui rappellent Daech », analyse Burhan Mohamed, psychologue clinicien spécialisé dans le suivi des anciennes esclaves sexuelles de Daech.

Les patientes du service souffrent majoritairement de syndromes post-traumatiques, de dépression et d'anxiété chronique, et sont toutes issues de la minorité yézidie. Ces kurdophones, adeptes d'un monothéisme descendant du mazdéisme de la Perse

antique, et considérés par les islamistes comme des « adorateurs du diable », étaient systématiquement pris pour cible par Daech.

« Personne ne peut comprendre ce que nous avons vaincu. Ils voulaient détruire notre religion et nous exterminer », poursuit Ronza, la voix tremblante. Sur les 600 000 yézidis recensés en Irak, des milliers auraient été assassinés et enterrés dans des fosses communes, et près de la moitié auraient fui au Kurdistan irakien et à l'étranger, selon le Conseil norvégien pour les réfugiés.

Ronza déroule trente-deux années de vie. Son enfance heureuse

dans le Sinjar, province d'où sont majoritairement originaires les yézidis. Sa famille aimante. Son mariage. La naissance de ses deux enfants. Puis la prise de son village par Daech. À demi-mot, sa fille de 7 ans sur les genoux, elle évoque cinq mois de captivité rythmés par les violences psychologiques, physiques et sexuelles.

Un récit que Burhan Mohamed connaît par cœur : en trois ans, plus d'un millier de yézidiées ont franchi les portes de son service. « Il y a des patientes que nous ne parvenons pas à sauver, admet le psychologue. Récemment, je suivais une jeune fille de

14 ans que les djihadistes violaient quinze fois par jour. Ses bourreaux lui avaient brisé la mâchoire, et transmis une hépatite. Elle ne voulait plus vivre. »

La plupart des anciennes esclaves vivent dans des camps de réfugiés. Des conditions de vie précaires rendant difficile la prise en charge psychologique des patientes. Si les terres des yézidis sont désormais entièrement libérées, l'écrasante majorité d'entre eux ne peuvent rentrer chez eux. L'absence de financement attribué à la reconstruction du Sinjar depuis trois ans, alors que 70 % des bâtiments ont été détruits, en est la principale raison.

La peur de retourner dans cette zone proche de la frontière syrienne, contrôlée par des groupes armés rivaux, en est une autre. De ses parents et cinq frères et sœurs, Ronza est la seule à avoir échappé aux djihadistes. Exécutés, morts en détention, toujours captifs, impossible de savoir ce qu'ils sont devenus. « Lorsque je ferme les yeux, je vois leurs visages. Leurs fantômes rendent ma vie impossible. Je ne pourrais plus jamais être heureuse. »

Comme Ronza, des milliers de yézidis sont toujours à la recherche de leurs proches. Depuis quatre ans, Idris Kocho, lui-même yézidi, tente de retrouver la trace de toutes ces disparues. « Aujourd'hui, Daech est à l'agonie. Beaucoup de combattants veulent désertir, alors ils marchendent leurs esclaves à prix d'or pour s'offrir une nouvelle vie », explique ce « chasseur » qui a déjà fait libérer 206 otages. Mais les négociations, qui impliquent parfois près d'une vingtaine d'intermédiaires, coûtent aux familles jusqu'à 15 000 €.

Toutefois, certaines de ces esclaves, comme la fille d'Idris Kocho, ne sont pas à vendre. Ses geôliers envoient régulièrement à son père des photos de la fillette un couteau sous la gorge. « Ils se vengent car ils connaissent mes activités d'intermédiaire, mais rien ne m'arrêtera, assure le quinquagénaire. S'il le faut, je sacrifierai ma fille pour continuer à sauver celles des autres. »

Noé Pignède

(1) Le prénom a été changé.

3 000 femmes toujours introuvables

Selon Nadia Murad, prix Nobel de la paix 2018, ancienne captive yézidie devenue le porte-voix des esclaves sexuelles de Daech dans le monde, 3 000 femmes demeurent introuvables. La plupart seraient détenues dans les dernières poches contrôlées par le groupe djihadiste en Syrie, des dizaines d'entre elles se trouveraient chez d'anciens membres de Daech en Turquie et en Irak. La justice irakienne, de

son côté, a indiqué lundi 31 décembre que plus de « 616 hommes et femmes » d'origine étrangère ont été condamnés en Irak en 2018 pour appartenance à Daech. Parmi eux, « 508 adultes (...) - 466 femmes et 42 hommes - ainsi que 108 mineurs - 31 garçons et 77 filles ». Une centaine d'autres subissent encore des interrogatoires du parquet.

Spurning Erdogan's Vision, Turks Leave in Droves, Draining Money and Talent

By Carlotta Gall / Jan. 2, 2019
<https://www.nytimes.com>

ISTANBUL — For 17 years, President Recep Tayyip Erdogan won elections by offering voters a vision of restoring the glories of Turkey's Ottoman past. He extended his country's influence with increased trade and military deployments, and he raised living standards with years of unbroken economic growth.

But after a failed 2016 coup, Mr. Erdogan embarked on a sweeping crackdown. Last year, the economy wobbled and the lira plunged soon after he won re-election with even greater powers. As cronyism and authoritarianism seep deeper into his administration, Turks are voting differently — this time with their feet.

They are leaving the country in droves and taking talent and capital with them in a way that indicates a broad and alarming loss of confidence in Mr. Erdogan's vision, according to government statistics and analysts.

In the last two to three years, not only have students and academics fled the country, but also entrepreneurs, businesspeople, and thousands of wealthy individuals who are selling everything and moving their families and their money abroad.

More than a quarter of a million Turks emigrated in 2017, according to the Turkish Institute of Statistics, an increase of 42 percent over 2016, when nearly 178,000 citizens left the country.

Turkey has seen waves of students and teachers leave before, but this exodus looks like a more permanent reordering of the society and threatens to set Turkey back decades, said Ibrahim Sirkeci, director of transnational studies at Regent's University in London, and other analysts.



A commuter train in Istanbul passed an election poster for President Recep Tayyip Erdogan last June. Mr. Erdogan won re-election with greater powers, but the economy has faltered since then. CreditCreditSergey Ponomarev for The New York Times

"The brain drain is real," Mr. Sirkeci said.

The flight of people, talent and capital is being driven by a powerful combination of factors that have come to define life under Mr. Erdogan and that his opponents increasingly despair is here to stay.

They include fear of political persecution, terrorism, a deepening distrust of the judiciary and the arbitrariness of the rule of law, and a deteriorating business climate, accelerated by worries that Mr. Erdogan is unsoundly manipulating management of the economy to benefit himself and his inner circle.

The result is that, for the first time since the republic was founded nearly a century ago, many from the old moneyed class, in particular the secular elite who have dominated Turkey's cultural and business life for decades, are moving away and the new rich close to Mr. Erdogan and his governing party are taking their place.

One of those leaving is Merve Bayindir, 38, who is relocating to London after becoming Turkey's go-to hat designer in the fashionable Nisantasi district of Istanbul.

"We are selling everything," she said in an

interview during a return trip to Istanbul last month to close what was left of her business, MerveBayindir, which she runs with her mother, and to sell their four-story house.

Ms. Bayindir was an active participant in the 2013 protests against the government's attempt to develop Taksim Square in Istanbul. She said she remains traumatized by the violence and fearful in her own city.

Mr. Erdogan denounced the protesters as delinquents and after enduring arrests and harassment many have left the country.

"There is so much discrimination, not only cultural but personal, the anger, the violence is impossible to handle," Ms. Bayindir said. "If you had something better and you see it dissolving, it's a hopeless road."

Thousands of Turks like her have applied for business visas in Britain or for golden visa programs in Greece, Portugal and Spain, which grant immigrants residency if they buy property at a certain level.

Sign up for The Interpreter

Subscribe for original insights, commentary and discussions on the major news stories of the week, from columnists Max Fisher and Amanda Taub.

Applications for asylum in Europe by Turks have also multiplied in the last three years, according to Mr. Sirkeci, who has studied the migration of Turks to Britain for 25 years.

He estimates that 10,000 Turks have made use of a business visa plan to move to Britain in the last few years, with a sharp jump in applications since the beginning of 2016. That is double the number from 2004 to 2015.

Applications by Turkish citizens for political asylum also jumped threefold in Britain in the six months after the coup attempt, and six-fold among Turks applying for asylum in Germany, he said, citing figures obtained from the United Nations refugee agency. The >



Image
"We are selling everything," Merve Bayindir, a hat designer, said after closing her business in Istanbul and moving it to London. CreditMary Turner for The New York Times

➤ number of Turks applying for asylum worldwide jumped by 10,000 in 2017 to more than 33,000.

A large proportion of those fleeing have been followers of Fethullah Gulen, the Pennsylvania-based preacher who is charged with instigating the 2016 coup, or people accused of being followers, often on flimsy evidence.

Tens of thousands of teachers and academics were purged from their jobs after the coup, including hundreds who had signed a peace petition calling on the government to cease military action in Kurdish cities and return to the peace process. Hundreds have taken up posts abroad.

Mr. Erdogan has tried to make Turkey more conservative and religious, with a growing middle class and a tight circle of elites who are especially beholden to him for their economic success.

The flight of capital and talent is the result of this conscious effort by Mr. Erdogan to transform the society, said Bekir Agirdir, director of the Konda polling company.

With the help of subsidies and favorable contracts, the government has helped new businesses to emerge, and they are rapidly replacing the old ones, he said. "There is a transfer of capital underway," he said. "It is social and political engineering."

Ilker Birbil, a mathematician who faces charges for signing the peace petition and left Turkey to take up a position at Erasmus University Rotterdam in the Netherlands, warned that the country was losing people permanently.

"People who are leaving do not want to come back," Mr. Birbil said, citing the polarized political climate in the country. "This is alarming for Turkey."

"I have received so many emails from students and friends who are trying to get out of Turkey," he said.

Students are despairing of change partly because they have grown up with Mr. Erdogan in power for 17 years, said Erhan Erkut, a founder of MEF University in Istanbul, which teaches innovation and entrepreneurship.

A commemoration in Istanbul in July of the second anniversary of the attempted coup against the Erdogan government. Tens of thousands of teachers and academics were purged from their jobs after the coup. Credit: Ozan Kose/Agence France-Presse — Getty Images



"This is the only government they have seen, they do not know there is another possibility," he said.

Families are setting up businesses abroad for the next generation to inherit, said Mr. Sirkeci of Regent's University, adding that many students at his private university fell into that category.

At least 12,000 of Turkey's millionaires — around 12 percent of the country's wealthy class — moved their assets out of the country in 2016 and 2017, according to the Global Wealth Migration Review, an annual report produced by AfrAsia Bank.

Most of them moved to Europe or the United Arab Emirates, the report said. Turkey's largest business center, Istanbul, was listed among the top seven cities worldwide experiencing an exodus of wealthy people.

"If one looks at any major country collapse in history, it is normally preceded by a migration of wealthy people away from that country," the report said.

Mr. Erdogan has reviled as traitors businesspeople who have moved their assets abroad as the Turkish economy began to falter.

"Pardon us, we do not forgive," he warned in a speech at the Foreign Economic Relations Board, a business association in Istanbul in April. "The hands of our nation would be on their collars both in this world and in the after-life."

"Behavior like this cannot have a valid

explanation," Mr. Erdogan added.

His comments came amid reports that some of Turkey's largest companies were divesting in Turkey. Several such companies have made significant transfers of capital abroad, amid fears they would be targeted in the post-coup crackdown or as the economy began to contract.

One is the Turkish food giant Yildiz Holding, which came under fire on social media as being linked to Mr. Gulen's movement.

Soon after, Yildiz rescheduled \$7 billion of debt and sold shares of its Turkish biscuit maker, Ulker, to its London-based holding company, essentially transferring the family's majority holding of Ulker out of reach of Turkish courts.

(Yildiz representatives did not immediately respond to requests for an interview, but after publication of this article, they said that its companies were in no way associated with the Gulenist movement, which it called a "terrorist" group, and that the transfer of its debt and shares to its London-based holding company had no impact on its company's commitment to and operations in Turkey.)

"Billions of dollars have fled Turkey in the last couple of years, especially after the coup attempt when people started to feel threatened," said Mehmet Gun, the owner of a law firm in Istanbul.

Ms. Bayindir, the designer, began slowly moving her company to London two years ago. In Turkey she had half a dozen workers and a showroom, but now she designs and makes the hats herself out of a rented atelier in London.

"I could have stayed," in Istanbul, she said. "I would be better off."

But life in Turkey had become so tense, she said, that she fears civil strife or even civil war could develop between Erdogan supporters and their opponents.

"Now when I come here I don't see the same Istanbul. She does not have energy anymore. She looks tired," Ms. Bayindir said. "Me not wanting to come here is a big, big thing, because I am one of those people who is in love with the city itself." ●



Last year, the Turkish economy wobbled and the lira plunged soon after Mr. Erdogan won re-election with even greater powers. Credit: Ozan Kose/Agence France-Presse — Getty Images

REUTERS

Where do the Kurds fit into Syria's war?

January 3, 2019 BEIRUT (Reuters)

THE FUTURE OF KURDISH-led areas of northern and eastern Syria has been thrown into doubt by President Donald Trump's decision to withdraw U.S. troops who have helped to secure the region.

Amounting to about one quarter of Syria, the area is the largest chunk of territory still outside the control of President Bashar al-Assad, who is backed by Russia and Iran.

Trump said on Wednesday the United States would withdraw slowly "over a period of time" and would protect the U.S.-backed Kurdish fighters as Washington withdraws troops, but without giving a timetable.

Syrian Kurdish leaders fear Turkey will use the withdrawal as an opportunity to launch an assault.

As a result, they are in contact with Moscow and Damascus in the hope of agreeing arrangements to protect the region from Turkey while also aiming to safeguard their political gains.

HOW DID THE KURDS EMERGE AS A FORCE?

The main Syrian Kurdish faction, the Democratic Union Party (PYD), began to establish a foothold in the north early in the war as government forces withdrew to put down the anti-Assad uprising elsewhere. An affiliated militia, the People's Protection Units (YPG), secured the region.

Early in the conflict, their control was concentrated in three predominantly Kurdish regions home to roughly 2 million Kurds. Kurdish-led governing bodies were set up.

The area of YPG influence expanded as the YPG allied with the U.S.-led coalition against Islamic State (IS), becoming the spearhead of a multi-ethnic militia, the Syrian Democratic Forces (SDF).

SDF influence widened to Manbij and Raqqqa as IS was defeated in both. It has also reached deep into Deir al-Zor, where the SDF is still fighting IS.

Kurdish leaders say their aim is regional autonomy within a decentralized Syria, not independence.

WHY DOES TURKEY VIEW THEM AS A THREAT?

The PYD is heavily influenced by the ideas of Kurdish leader Abdullah Ocalan, a founding member of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has waged a 34-year insurgency in Turkey for Kurdish political and cultural rights. Ocalan has been in jail since 1999 in Turkey. He is convicted of trea-



FILE PHOTO: Kurdish-led militiamen ride atop military vehicles as they celebrate victory over Islamic State in Raqqqa, Syria, October 17, 2017. REUTERS/Erik De Castro/File Photo

son.

The PKK is designated a terrorist organization by Turkey, the United States and the European Union. Turkey says the PKK is indistinguishable from the PYD and YPG.

Turkey has a Kurdish minority equal to 15 to 20 percent of its population, mostly living in eastern and southeastern areas bordering Syria. Wary of separatism, Turkey views the PYD's Syrian foothold as a national security threat.

Syria's main Kurdish groups do not hide Ocalan's influence: they organized elections towards establishing a political system based on his ideas.

Turkey has already mounted two cross-border offensives in northern Syria as part of its efforts to counter the YPG.

FOR KURDS, IS ASSAD A FRIEND OR FOE?

Syria's Baathist state systematically persecuted the Kurds before the war. Yet the YPG and Damascus have broadly stayed out of each other's way during the conflict, despite occasional clashes. They also have been seen to cooperate against shared foes, notably in and around Aleppo. [IDnL8N1Q213V]

The YPG has allowed the Syrian state to keep a foothold in its areas. The YPG commander told Reuters in 2017 it would have no problem with the Assad government if Kurdish rights are guaranteed in Syria.

But Damascus opposes Kurdish autonomy demands: the Syrian foreign minister last month said "nobody in Syria accepts talk about independent entities or federalism".

Talks between the sides last year made no progress.

The Kurdish-led authorities are launching a new initiative aiming to put pressure on the government to reach a political settlement "within the framework of a decentralized Syria," leading Kurdish politician Ilham Ahmed said last week.

Analysts say the Kurds' negotiating position has been weakened by Trump's announcement.

WHAT WOULD AN ASSAD-KURD DEAL MEAN FOR THE WAR?

The territory held by Damascus and the Kurdish-led authorities accounts for most of Syria. A political settlement - if one could be reached, perhaps with Russian help - could go a long way to stitching the map back together.

But it would not mark the end of the war.

Anti-Assad insurgents, though defeated across much of Syria by the government and its allies, still have a foothold in the northwest stretching from Idlib through Afrin to Jarablus. Turkey has troops on the ground in this area.

The rebels include Turkey-backed Free Syrian Army groups and jihadists.

Enmity runs deep between the YPG and these groups.

For the YPG, one priority is recovering Afrin from the rebels who seized it in a Turkey-backed offensive last year.

Assad also wants Turkey out as he vows to recover "every inch" of Syria. ●



Kurdish female fighters of the Women's Protection Unit gesture in the Sheikh Maksoud neighborhood of Aleppo, Syria, February 7, 2018. OMAR SANADIKI/ REUTERS



SUR LA SYRIE, TRUMP À ERDOĞAN : « VOUS SAVEZ QUOI ? C'EST À VOUS. JE M'EN VAIS »

Par Régis Le Sommier

« **F**rappes israéliennes sur la Syrie, guerre des Saoudiens au Yémen, Turcs qui veulent attaquer les Kurdes syriens, Assad au pouvoir et l'Etat islamique qui est tout sauf défait, l'Iran qui accroît son expansion régionale et la Russie comme puissance extérieure la plus influente : bienvenue dans le Moyen-Orient post-américain. » Au-delà d'une litanie de mauvaises nouvelles, ce Tweet de Richard Haass traduit une immense nostalgie. Pour ce diplomate des années Bush père et fils, comme pour beaucoup d'observateurs à Washington, l'annonce du retrait américain de Syrie est dur à avaler. Evidemment, les Américains n'ont jamais été les bienvenus au Moyen-Orient. Mais, plus qu'une capitulation face à l'Iran et à la Russie, leur départ est synonyme d'une atteinte à la grandeur de l'Amérique.

Ils ne quittent pas unilatéralement la région. Deux mille hommes vont être retirés de Syrie, certes. Mais, des Emirats à l'Egypte en passant par le Qatar, le Koweït, la Turquie et la Jordanie, les Américains en conservent 50000. En Irak, ils sont près de 7000. La construction de deux bases près de la frontière montre que l'état-major n'exclut pas d'intervenir en Syrie pour capturer les derniers chefs de Daech, notamment son calife, Abou Bakr al-Baghdadi, qui court toujours...

L'émergence de Daech au Levant entre 2013 et 2017 n'aura été qu'un contretemps dans un désengagement du Moyen-Orient souhaité depuis longtemps. En janvier 2008, alors qu'il n'est encore qu'un candidat en campagne, Barack Obama confie à Paris Match : « Occuper l'Irak nous met en porte-à-faux avec le monde entier. » Et il tient sa promesse. En 2010, les troupes américaines quittent le pays. Quatre ans plus tard, face à la menace que fait peser sur le monde l'émergence de l'Etat islamique, le président américain décide d'agir. A contrecœur, car cela s'oppose au mantra antiguerre pour lequel il a été élu. Pas question de déployer 150000 hommes comme George Bush. Obama pense éradiquer le mal au moyen de frappes aériennes, appuyées au sol par les Kurdes et l'armée irakienne, elle-même épaulée par des milices chiites soutenues par l'Iran. Mais, au bout d'une épuisante décennie de guerre, cette intervention met les Américains mal à l'aise. En 2013, Obama refusera d'engager son pays dans une offensive en Syrie contre le régime de Bachar El-Assad. « Lorsque les Etats-Unis accèderont à l'indépendance énergétique, il sera plus difficile de convaincre le peuple d'envoyer ses "boys" risquer leur vie pour assurer l'approvisionnement en pétrole du Japon et de l'Europe », avait prévenu le général McChrystal, qui fut commandant des

forces américaines en Afghanistan, dans une interview à la revue « Politique internationale ». Grâce au développement des forages du gaz de schiste, on n'en est plus très loin. Les Etats-Unis ont les yeux tournés vers l'Asie, notamment la Chine qu'ils courtisent tout en voulant la contenir. A l'image de Donald Trump, beaucoup d'Américains pensent que, pour leur pays, le temps est venu d'arrêter de dépenser des sommes folles et de perdre des milliers d'hommes dans le seul but de faire la police dans ce coin ingérable du monde auquel ils ne comprennent rien.

Il reste la réalité des alliances, celle de l'Otan en particulier. Si les Etats-Unis veulent contrer l'expansion de la Russie et de l'Iran, ils n'ont d'autre choix que de s'appuyer sur la Turquie, membre de l'Alliance atlantique, et ne peuvent laisser celle-ci tomber dans l'escarcelle de Moscou et de Téhéran. Cela signifierait perdre pied. Or, au Levant, le combat au sol contre Daech s'est fait avec les Unités de protection du peuple (YPG), fondées en 2011 par des vétérans du PKK venus de leur fief de Qandil, en Irak. Depuis des décennies, ils y mènent une guérilla contre Ankara, qui les considère comme des terroristes. Grâce à leur héroïque victoire à Kobané en janvier 2015, les YPG deviennent le bras armé de la lutte contre Daech. Leurs exploits, largement diffusés en Occident, permettent de passer sous silence le rôle non négligeable de l'armée



de Bachar dans la défaite du même ennemi. Qu'importe ! Pour les Turcs, les YPG restent l'émanation d'une guérilla de nature terroriste, comme l'ETA pour l'Espagne.

En janvier 2018, le ministre américain des Affaires étrangères, Rex Tillerson, annonce que les Etats-Unis maintiendront un contingent au nord-est de la Syrie, en appui des YPG. Au-delà du combat contre Daech, l'idée est d'établir en Syrie du Nord une structure indépendante du gouvernement syrien, qui soit aussi une épine dans le pied de l'Iran, un obstacle sur l'autoroute Téhéran-Beyrouth, le « croissant chiite ». Cette décision est suivie d'une réaction brutale de la Turquie, qui envahit l'enclave d'Afrin au nord-ouest de la Syrie. Recep Tayyip Erdogan s'appuie alors sur des milices composées des lambeaux de l'Armée syrienne libre, pour conquérir ce berceau du nationalisme kurde, perpétrant des massacres et provoquant l'exode d'une partie de la population. Le front se stabilise. Erdogan n'en démord pas et interpelle Trump : « Pourquoi continuez-vous à armer des Kurdes syriens pour combattre Daech alors que vous considérez le PKK comme un groupe terroriste ? Pourquoi les soutenir si, comme vous le dites, Daech a été vaincu ? » Trump n'est pas loin de penser comme Erdogan, mais pour des raisons différentes. Il s'obstine à diriger sa politique étrangère avec comme souci principal d'économiser le moindre dollar. Déjà, les sommes dépensées via l'Otan pour protéger les alliés sont difficilement supportables. Alors que dire de celles octroyées aux YPG ! En avril, à un meeting dans l'Ohio, il lâche : « Nous allons bientôt quitter la Syrie. Laissons les autres s'en occuper. » Stupeur à Washington. Le président est-il sérieux ?

« Vous savez quoi ? C'est à vous. Je m'en vais. » L'histoire ne dit pas quelle fut la réaction d'Erdogan en raccrochant avec Trump le 14 décembre, mais on peut imaginer une satisfaction mêlée d'incrédulité. Comme si quelque chose qui vous semblait impossible devenait tout à coup réalité. Un peu trop facilement, de surcroît. En échange, Erdogan a promis de s'occuper personnellement des restes de Daech. A Washington, Donald Trump n'a prévenu personne, pas même son secrétaire à la Défense, James Mattis, dont la démission couvait de longue date. Le coup de fil à Erdogan va la précipiter. Mattis la présente le jour même. Cette volte-face de Trump, alors que plusieurs membres du gouvernement parlaient jusqu'ici d'une « présence à durée indéterminée », intervient dans un contexte où le président américain a pu se sentir acculé. Embourbé dans l'enquête sur l'aide que la Russie aurait apportée à son élection, la paralysie de l'activité fédérale décidée au Congrès par le refus des démocrates de financer « son » mur avec le Mexique, ou encore les fluctuations baissières de la Bourse, Trump a peut-être voulu déclencher un contre-feu. Ses adjoints tentent de le raisonner. « Cela nous coûte une fortune, leur dit-il. Et pour quel résultat ?

UN VIEUX PROVERBE DIT : « LES KURDES N'ONT D'AMIS QUE LES MONTAGNES »

Qu'est-ce que ça nous rapporte ? Et puis, nous avons vaincu Daech. C'est pour ça que nous étions là-bas, non ? »

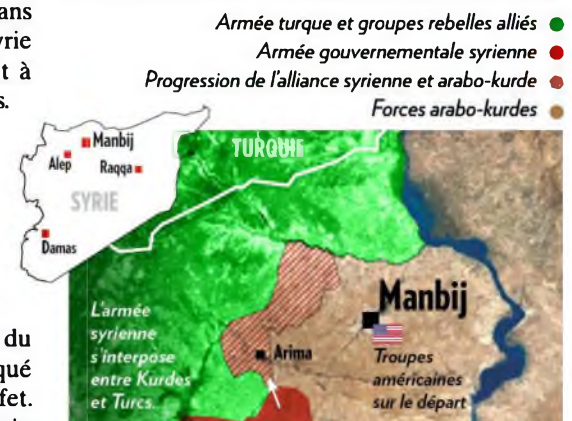
Sur la défaite de Daech, Trump n'a pas tout à fait tort. En cette fin 2018, le groupe qui, jadis, occupait un territoire vaste comme l'Angleterre agonise dans un coin de désert. Il reste dangereux, mais son retour, s'il a lieu, tiendra surtout dans la capacité ou non de l'Irak et de la Syrie à reconstruire Mossoul et Raqqa et à répondre aux besoins des populations.

« Nous invitons le gouvernement syrien à prendre le contrôle des zones où nos forces se sont retirées et de les protéger contre une invasion turque. » Devant l'imminence du retrait américain, les YPG n'ont eu d'autre choix que de se tourner vers Moscou et Damas. Dans la matinée du vendredi 28 décembre, le communiqué de leur état-major est vite suivi d'effet. L'armée syrienne, qui stationnait non loin de la ville, vient aussitôt se positionner à

l'ouest de Manbij pour occuper le terrain déserté par les Américains et les YPG. Le moment est douloureux pour les Kurdes. A la grande époque du califat, Manbij était surnommée « Little London », en raison du nombre de volontaires d'origine britannique présents, et qui l'utilisaient pour préparer des attentats en Occident. Entre mai et août 2016, les YPG ont perdu 500 combattants pour arracher aux fanatiques cette ville située au nord-est d'Alep, sans la rayer de la carte, contrairement à une Raqqa libérée par la coalition où ne subsistent que des ruines.

« Ces territoires appartiennent à la Syrie. Une fois que les organisations terroristes les auront quittés, nous n'aurons plus rien à y faire. » Par ces paroles, Erdogan montre qu'il entend respecter l'accord conclu sous la houlette des Russes. Il souhaite avoir deux fois gain de cause : plus d'Américains, plus de Kurdes. Les Turcs détestent El-Assad mais plus encore l'éventualité d'un Kurdistan autonome à leur frontière. Une fois encore, les Kurdes voient s'éloigner la perspective de se forger un pays. A la suite de Manbij, ils devront céder aux Syriens Raqqa et Hassaka, où vit une population majoritairement arabe. Ils n'auront plus alors qu'à espérer conserver un résidu de territoires en négociant avec l'Etat syrien. La partie n'est pas gagnée. El-Assad a promis de reconquérir chaque pouce de territoire syrien. Les Kurdes syriens ont en mémoire la mésaventure de leurs frères irakiens lorsque ceux-ci voulurent mener un référendum pour leur autodétermination... Un vieux proverbe dit que « les Kurdes n'ont d'amis que les montagnes ». A Manbij, un nouveau bain de sang a été évité. Pour l'instant. ■ [@LeSommierRgis](https://twitter.com/LeSommierRgis)

LA SITUATION À MANBIJ APRÈS L'ANNONCE DE TRUMP



Dumped by Trump After America leaves Syria, what next?

The new geopolitics of the Middle East

Jan 3rd 2019

<https://www.economist.com>



IT DID NOT take long for America's decision to withdraw from Syria to be felt across the Middle East. The Syrian regime, along with its Russian and Iranian allies, rejoiced. Arab states hurried to make up with Syria's leader, Bashar al-Assad. The Arab League will soon debate his return to the fold. America's Kurdish allies, crying betrayal, urged him to help fend off a looming Turkish invasion. Israel scrambled to contain the damage.

With a single tweet on December 19th—"We have defeated ISIS in Syria, my only reason for being there"—President Donald Trump has sent the region's geopolitics spinning like an old mechanical airport display. It announces big changes: an American exit, a triumph for Iran and Russia, the return of Syria and the repositioning of everybody else.

Mr Trump's decision to pull out America's 2,000-odd troops from eastern Syria astonished friend and foe alike, none more than his own envoys to the region. Granted, in April last year he declared that American forces would soon leave. But in September his administration announced that, in fact, they would remain indefinitely to ensure the lasting defeat of Islamic State (IS), the departure of Iranian and other foreign forces and the creation of an internationally acceptable government. On the eve of Mr Trump's about-turn, James Jeffrey, his special envoy for Syria, scoffed at the idea that Mr Assad might simply wait for America to give up: "I think if that's his strategy, he's going to have to wait a very long time." Brett McGurk, the American envoy for the war against IS, resigned within days.

As one Arab minister notes wearily: "The decision was a total surprise. But not the fact that

America changed policy. This is the fifth or sixth shift in America's position in Syria." Might Mr Trump change his mind again? On December 30th Lindsey Graham, a Republican senator, seemed to convince Mr Trump to slow down the withdrawal, to take place over four months rather than one. Israel and Jordan were lobbying for American forces to remain in some areas, particularly Tanf in the south.

Mr Trump casts himself as the antithesis of Barack Obama. He ripped up his predecessor's nuclear deal with Iran and reimposed sanctions on its clerical regime, embraced Saudi Arabia and recognised Jerusalem as Israel's capital. Whereas Mr Obama hesitated to take military action against Mr Assad for using chemical weapons in 2013, Mr Trump fired volleys of cruise missiles at Syrian bases.

Yet Mr Trump may be more like Mr Obama than he would admit, especially in his desire to reduce America's involvement in the Middle East, where presidents have suffered many failures and few successes. Regarding Syria, Mr Trump says explicitly what Mr Obama's reluctance to engage implied: America has no vital interests there. "There is much continuity between Trump and Obama: the US does not have the answers to the complicated problems of the Middle East, and is not willing to fight a major war to try to solve them," says Philip Gordon of the Council on Foreign Relations, a think-tank, who had been in charge of Middle East policy in Mr Obama's White House. He argues, though, that the American operation in Syria is relatively small and cheap, and that Mr Trump's impetuous manner has caused much damage.

To many in Washington, Mr Trump is thus throw-

ing away America's cards for no benefit. It controls the oil wells that produce 95% of Syria's oil and much of its gas; the waters of the Euphrates; prime agricultural land; and five large military bases.

The immediate losers are Syria's Kurds, whose dream of creating an autonomous region in Syria looks imperilled. Their fighters, the People's Protection Units (YPG), have proven to be the most capable allies in America's fight against IS, pushing the jihadists back from the Turkish border to the Iraqi frontier. America's presence, in turn, helped shield the YPG from attack by Turkey, which regards them as one and the same as its own Kurdish separatist insurgents, the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Turkish forces last year overran the Kurdish enclave of Afrin west of the Euphrates; the Turks have threatened to do the same imminently east of the river, where the Americans are mostly deployed. Mr Trump's withdrawal announcement came after he spoke to Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan. Whether Mr Trump feared a clash between American and Turkish troops, or accepted Mr Erdogan's promise to reduce the remaining IS enclaves, is unclear. A possible sale of American-made Patriot missiles may have helped their understanding. But Mr Erdogan's priority will be to push away Kurdish fighters on Turkey's border, not to fight IS, which still has thousands of fighters farther to the south. That may give the jihadists an opportunity to re-emerge, as they did after Mr Obama's withdrawal from Iraq in 2011.

The biggest winner is undoubtedly Mr Assad. In a war that has killed some 500,000 people and displaced about 13m, Mr Assad seemed on the brink of defeat in 2015. But through brutal tactics—and with the help of Russia in the air, and Iran and Shia militias on the ground—he has regained most of his country's heartland. He seems determined to keep fighting until he has recovered all his territory.

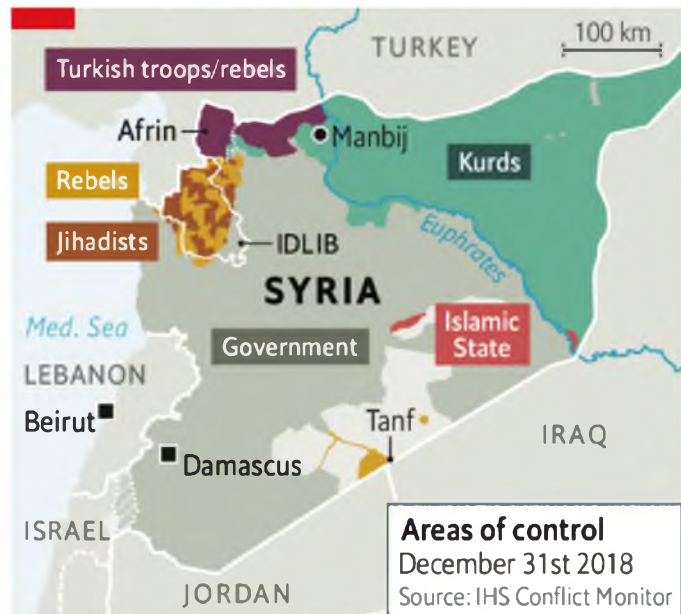
The YPG has lost no time in calling on Syrian forces to enter the district of Manbij to deter Turkey. Mr Erdogan will, in any case, have to calibrate any action against the Kurds. Russia and Iran may resist any attempt by Turkey to help its hotch-potch of Sunni Arab allies (jihadists linked to al-Qaeda are also mixed in with them) extend their fief and control the border. "Turkey will have to be careful about the other side's red lines," says Oytun Orhan, of ORSAM, a think-tank in Ankara. Failure to do so could precipitate a Syrian offensive in Idlib, the last bastion of the anti-Assad opposition.

Sunni Arab states are shifting from supporting the Sunni rebels to reconciliation with Mr Assad. On December 16th Sudan's president, Omar al-Bashir, became the first Arab head of state to visit Damascus since the Arab spring in 2011. On December 27th the United Arab Emirates reopened its embassy in Damascus. A meeting of Arab leaders in Beirut later this month is expected to discuss inviting Mr Assad to a summit in Tunisia in March. Although Saudi Arabia remains wary, Syrian officials see hope in the replacement of the hawkish Saudi foreign minister, Adel al-Jubeir, by the milder Ibrahim al-Assaf.

As with their re-engagement in Iraq, Gulf Arabs hope that diplomatic ties will over time give Syria reason to reduce its dependence on Iran—even though Mr Assad will forever remain indebted to it for his survival. If nothing else, Arabs are dismayed that the fate of Arab Syria is being determined mainly by non-Arab powers—Russia, Iran and Turkey.

Iran, for its part, is urging Iraqi forces to help fill the vacuum left by America in Syria. Iraq's prime minister, Adel Abdul Mahdi, has offered unspecified support; Iraqi planes have already been striking at IS pockets in Syria. If America leaves Syria entirely, Iran will more easily be able to establish a land bridge to Lebanon, supplementing the air bridge now in operation, to supply its powerful ally, Hizbullah.

Having thus saved Mr Assad and enabled his rehabilitation, Russia is supplanting America as the region's power-broker. Russia may have acted as the air force of the "Shia axis", yet it has strong ties with all the main actors, including Israel and Gulf states. Its readiness to stand by even its most repulsive allies makes it seem, to Sunni Arab leaders, more reliable than America. Saudi Arabia has worked closely with Russia to co-ordinate oil output. No one could miss the exuberant high-five in November between Mr Putin and Muhammad bin Salman,



The Economist

the Saudi crown prince who is accused of ordering the murder of a journalist, Jamal Khashoggi.

Israel, too, has long courted Russia. Its prime minister, Binyamin Netanyahu, has repeatedly

met Mr Putin in the hope of prising him away from Iran, or at least ensuring that Israel can act against Iran and its allies. Mr Trump promised that "we are going to take great care of Israel." He then alarmed it saying the Iranians could "frankly do whatever they want" in Syria. ●



JANUARY 2, 2019

France's Emmanuel Macron tells Vladimir Putin that Kurds should be protected

Wladimir van Wilgenburg January 02-2019

ERBIL (Kurdistan24.net) – The fight against the Islamic State (IS) in Syria is not over, and the Kurds should be protected, French President Emmanuel Macron told his Russian counterpart Vladimir Putin in a phone call on Wednesday.

According to a statement from the Elysee Palace, Macron underlined "the need to recognize the rights of local populations and to ensure forces allied with the [US-led] coalition, notably the Kurds," are protected given their ongoing efforts in the fight against IS.

Turkey continues to threaten another operation against the Syrian Kurds in the east of the Euphrates. Senior Syrian Kurdish officials fear this could lead to major displacement, and destabilize the region.

Macron stated that France's priority in Syria "is the fight against terrorism, in order to eradicate [IS] and counter any resurgence of terrorism in the region," the statement added.

"This fight is not over and continues on the ground as part of the International Coalition."

The French president emphasized the need to avoid any further destabilization that could fall into the "interests of terrorists."

France has earlier revealed its intention to remain in Syrian regions liberated from IS following US President Donald Trump's announcement in December that he would withdraw troops from the country.

Many analysts fear an early US departure would create a security vacuum and undo the progress made against the extremist group.

On Dec. 23, Macron expressed his disappointment with his American counterpart's decision to withdraw troops from Syria.

During a visit to Jordan on Tuesday, France's Defense Minister Florence Parly said it might be impossible for Paris to continue its mission after a possible Washington withdrawal.



France's Emmanuel Macron tells Vladimir Putin that Kurds should be protected

According to Le Figaro, which reported from Jordan, Parly confirmed that "without the Americans, who carry out 90 percent of the strikes – plus their contribution in terms of intelligence, air-to-air refueling, and bombardment guidance – the mission could become quite complicated, almost impossible."

The co-leaders of the Kurdish-backed Syrian Democratic Council (SDC), the Syrian Democratic Forces (SDF) political branch, met with advisors to the French president in December.

Ilham Ahmed, the co-head of the SDC, told the Defense Post after returning to Syria that French officials were receptive to their request for a no-fly zone over northern Syria, but said they needed to consult with the European Union and gain Washington's permission first. ◆

Ankara seeking Russian permission for use of Syrian airspace

Ankara's primary lesson learned from its two operations in northern Syria is not to enter Syria without air superiority.



Metin Gurcan
January 2, 2019
www.al-monitor.com/

If you asked me what was the top lesson Turkey learned from its two major operations in Syria — Euphrates Shield and Olive Branch — my answer without hesitation would be, "Don't enter Syria unless you are sure of air superiority." Both operations taught Ankara that close air support provided by F-16s, armed drones and attack helicopters to protect Turkish forces on the ground and to maintain the operational tempo are vital against enemy elements equipped with well-fortified posts, tunnels, anti-tank missiles, improvised explosive devices, snipers, conventional armor and massive indirect fire support with howitzers and multiple rocket launchers.

Turkey is well aware that a military operation in northeast Syria for Turkish soldiers to hold their ground and then advance requires, from time to time, opening Syrian airspace to the Turkish air force. During Operation Olive Branch, Ankara received substantial support from Russia involving airspace. Moscow was able to regulate the pace of the Olive Branch operation by occasionally closing Syrian airspace to the Turkish air force. Moscow's closure of Afrin airspace to Turkish planes between March 18-24 allowed Kurdish People's Protection Units (YPG) elements to withdraw from Afrin to Tel Rifaat without being targeted by the Turkish air force.

In other words, Moscow's permission for Ankara to use Syrian airspace enables Russia to set the pace and duration of Turkish military operations inside Syria.

Eyes again have turned to Moscow, which hosted a visit Dec. 29 by a major Turkish delegation of the foreign minister, the defense minister and the head of national intelligence.

The top item on their agenda, although it was not mentioned in post-meeting statements, was to persuade Moscow to allow Turkey to use Syrian airspace that has already been approved by Washington on condition that Turkey take on the Islamic State (IS).

The Russian team included Foreign Minister Sergey Lavrov, Defense Minister Sergei Shoigu, Chief of General Staff Valery Gerasimov, presidential envoy for Syria Alexander Lavrentiev and presidential aide Yuri Ushakov.

"Turkey and Russia said they agreed on coordination in Syria to clear all terror groups after the US announcement for withdrawal from the war-torn country. Lavrov stressed that the two countries agreed on coordination of troops to eliminate the terrorist threat in Syria, adding that the agreement also covered the need to intensify the work to ensure repatriation of refugees," the Hurriyet Daily News reported.

The US Air Force has effectively maintained a de facto no-fly zone over northeast Syria since the summer of 2014, marking the YPG Kobani resistance against the Islamic States. The US Air Force intercepted Syrian aircraft and helicopters targeting Kurdish forces in Hasakah in August 2016 and even shot down a Syrian warplane targeting Kurdish-led forces in Tabqa in July 2017. Also, in February 2018, some US Air Force A-10s decimated a heavily equipped Assad regime armored column, which was launching an attack across the Euphrates River against critical YPG targets.

Since the summer of 2014, despite some dangerous battle situations, the US Air Force did not intercept any Turkish aircraft nor did it target any Turkish military unit on the ground.

But after the surprise decision by US President Donald Trump to withdraw from Syria, the Syrian air dominance situation has changed. What is obvious is that the US Air Force will no longer have the same dominance over northeast Syria. Who will be the new boss then? Undoubtedly, Russia.

Ankara, from its experience in Syria, knows that Moscow doesn't joke around. Turkey well knows from its shooting down of a Russian Su-24 by



REUTERS/Murad Sezer
A Turkish F-16 fighter jet takes off from Incirlik airbase in the southern city of Adana, Turkey, July 27, 2015.

a Turkish F-16 on Nov. 25, 2015, how serious Turkish-Russian confrontation in Syrian air space can be. Also, Turks haven't forgotten that four Turkish soldiers were killed at Syria's al-Bab by ordnance dropped by Russian war planes because of "coordination error."

The YPG knows the importance of declaring a no-fly zone over northeast Syria. We have heard of reports that the PKK-affiliated YPG had spoken to France about possibility of declaring a de facto no-fly zone in northeast Syria.

Some argue for a UN-imposed no-fly zone over the skies of northeast Syria, similar to the one established in Bosnia in 1993 following UN Security Council Resolution 816, which authorized the enforcement of previous bans on all flights over Bosnia. Given the Russian and Chinese power to veto in the Security Council, however, passing anything resembling this resolution today seems highly unlikely.

Ankara, which appears to have received the blessing of the United States to use the northeast Syria airspace, followed up by sending its top defense and security officials to Moscow to secure permission for its flights. Ankara believes it is essential to use Syrian airspace both for its operations east of the Euphrates and to eradicate IS elements.

Well-informed sources in Ankara who didn't want to be identified said Ankara has plans to use the Syrian airspace and some bases that the United States will evacuate to eliminate IS elements who are 300-350 kilometers (185-220 miles) from the Turkish border. That would mean flights by Turkish F-16s as deep as Deir ez-Zor in Syria.

Ankara will also ask for coordination with Russian forces to persuade Assad forces to avoid targeting Turkish air force planes and helicopters.

In the third week of December there were unconfirmed local reports that Assad's forces might unilaterally declare a no-fly zone upon request of the YPG.

Ankara officials say they think that Damascus could not initiate such an action without Moscow's permission and that although Assad's forces have S-200 and S-300 air-defense systems, they are not technically capable. Turkish sources have been telling Al-Monitor that Ankara has been closely monitoring Israel's "preventive" air attacks against Syrian targets.

Ankara experts say any operation Turkey plans cannot be canceled just because Syrian President Bashar al-Assad's forces have air defense systems. As a deterrent against Assad's forces, Ankara primarily would rely on air-to-surface missiles and the TEBER-82 precision smart weapon, which were recently developed by Turkey.

Would Turkey dare use airspace in northeast Syria despite opposition by Moscow? No. If Ankara had been thinking of an air operation despite Russian opposition, the high-ranking Turkish delegation would not have been in Moscow on Dec. 29. ♦

Metin Gurcan is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. He served in Afghanistan, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Iraq as a Turkish military adviser from 2002 to 2008. After resigning from the military, he became an Istanbul-based independent security analyst.

Syrie: Washington veut s'assurer que "les Turcs ne massacrent pas les Kurdes"

Mike Pompeo a néanmoins refusé de donner un calendrier du retrait des troupes américaines de Syrie.

03/01/2019 www.bfmtv.com/

Les Etats-Unis veulent continuer de s'assurer que "les Turcs ne massacrent pas les Kurdes" en Syrie, malgré le retrait des militaires américains décidé par Donald Trump, a déclaré ce jeudi le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo.

"L'importance de faire en sorte que les Turcs ne massacrent pas les Kurdes, la protection des minorités religieuses en Syrie, tout ça fait toujours partie de la mission américaine", a-t-il dit dans un entretien au site Newsmax.

Il a refusé de fournir un calendrier du retrait américain, pour éviter que "les adversaires" des Etats-Unis "sachent précisément" quand les GIs quitteront le territoire syrien.

Un retrait progressif des troupes

Le président américain a créé la surprise avant Noël en annonçant le départ des quelque 2.000 soldats déployés en Syrie pour combattre les jihadistes du groupe Etat islamique. Cette décision a ébranlé de nombreux alliés de Washington et a provoqué la démission du ministre de la Défense Jim Mattis et de l'envoyé spécial des Etats-Unis auprès de la coalition internationale antijihadistes Brett McGurk.

Depuis, Donald Trump a assuré que le retrait se ferait "sur un certain temps" et pas "du jour au lendemain", semblant avoir pris acte des appels



Position américaine en Syrie. - Delil souleiman / AFP

à éviter un départ précipité.

Le retrait américain représente notamment une menace pour les combattants kurdes jusqu'ici alliés de Washington dans la lutte contre les jihadistes. Ankara ne cache pas son intention de lancer une offensive contre eux pour éviter la formation, à ses portes, d'un embryon d'Etat kurde susceptible de raviver le séparatisme des Kurdes de Turquie. ■

Syrie: l'armée annonce le départ de 400 combattants kurdes de la zone de Manbij

RFI 2 janvier 2019 Avec notre correspondant à Beyrouth, Paul Khalifeh <http://www.rfi.fr/>

L'armée syrienne a annoncé le départ, mercredi 2 janvier, de près de 400 combattants kurdes de la région de Manbij, dans le nord du pays, quelques jours après son déploiement dans le secteur à l'appel des forces kurdes menacées par une offensive turque.

Une trentaine de pick-up et de véhicules tout terrain transportant près de 400 combattants kurdes ont quitté Manbij ce mercredi. Une vidéo postée sur You Tube montre un convoi brandissant le drapeau kurde, qui a traversé l'Euphrate pour la rive gauche du fleuve.

Importants renforts syriens

Selon des sources syriennes, un autre contingent devrait quitter la ville dans les prochaines heures. Le retrait de mercredi intervient alors que l'armée syrienne continue d'envoyer d'importants renforts au nord de Manbij où les rebelles pro-turcs ont massé leurs forces après les menaces d'Ankara de prendre la ville d'assaut pour y chasser les milices kurdes, que la Turquie qualifie de terroristes.

Au terme d'un accord conclu avec Damas pour éviter une offensive turque, les Kurdes ont accepté le déploiement de l'armée syrienne dans la ville et le retour des administrations sous le contrôle du pouvoir cen-



tral.

Stationnement au nord et au nord-ouest de Manbij

L'armée syrienne est stationnée pour l'instant au nord et au nord-ouest de Manbij. Elle devrait se déployer à l'intérieur de la ville dès la fin du retrait des forces kurdes et des derniers soldats américains encore présents dans le secteur. ◆

Kurds Make 'Secret Offer' to Damascus

5 January, 2019 / -London - Ibrahim Hamidi

<https://aawsat.com/>

The top commander of the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG), Sipan Hemo, has recently visited Damascus and Moscow to make a "secret offer" on the group's approval to hand over the border area with Turkey to the "Syrian State" in exchange for forming a local administration under Russian guarantees, informed sources told Asharq Al-Awsat on Friday.

The sources said the YPG is aiming to strike a deal on "filling the gap" following the US decision to withdraw from Syria, and to also cut off any Turkish interference in the north and northeast of Syria.

Days after US President Donald Trump's decision more than two weeks ago to pull US forces out of Syria, Hemo traveled to the Russian military base in Hmeimim, then held a secret meeting in Damascus with Syrian intelligence chief Ali Mamlouk and Defense Minister Gen Ali Abdullah Ayoub, in the presence of a Russian military delegation, the sources told the newspaper.

Also, on Dec. 29, while a high-ranking Turkish delegation, led by Foreign Minister Mevlut Cavusoglu visited Moscow, Hemo met with Russian Defense Minister Sergey Shoigu and Chief of the Russian General Staff Valery Gerasimov in the Russian capital.

The YPG stressed in its message to Damascus the need to avoid repeating the mistake committed in Syria's Afrin.



Members of the People's Protection Units (YPG) gather in the town of Shadadi. AFP file photo

The Kurds had lost control of the northwest canton of Afrin after an assault by the Turkish military and its proxy fighters.

The Kurdish group expressed willingness to hand over the border area of east Syria to Bashar Assad's forces and allow the "Syrian State" to have sovereignty there.

The YPG's offer came as the US administration worked on speeding up arrangements for the withdrawal of its troops from Syria.

Washington is arranging for the visit of White House National Security Adviser John Bolton to the east Euphrates area following talks expected in Ankara next Monday, and before his scheduled trip to Tel Aviv. ♦



JANUARY 5, 2019

Kurdish public losing patience with slow government formation

By Rudaw 5/1/2019

ERBIL, Kurdistan Region – Government formation talks between the Kurdistan Region's biggest parties have dragged into 2019 without an agreement in sight. Speak to Kurdish voters on the street and you'll find patience is wearing thin.

Voters across the Kurdistan Region went to the polls on September 30 last year to elect a new parliament. Months later, the Kurdistan Democratic Party (KDP), Patriotic Union of Kurdistan (PUK), and the Change Movement (Gorran) have still not assembled a cabinet.

"The formation of the government will put an end to all the reluctance and people will feel stability, feel happy," Hoshang Khoshnaw, a shopkeeper in Erbil told Rudaw. "The formation of the government should become these parties top priority."

Mohammed Abu Bakir, an Erbil resident, believes further delays in government formation will damage trade and investment.



Gorran, PUK, and KDP banners during election campaigning. File photo: Rudaw

"The bazaars have come to a complete standstill. Companies have stopped working, basic services have stopped," Bakir warned, calling on the parties to form a government "as soon as possible."

A Sulaimani resident, who asked not to be named, echoed the sentiment that the political impasse between the winning parties is harming the Region's already crippled economy.

"Not forming a government has greatly contributed to the worsening of the economic situation. It has almost crippled the markets," he said.

The KDP won 45 seats in the September 30 election, the PUK came second with 21 seats, and Gorran came third with 12.

Both the PUK and its main rival Gorran are vying for the vice presidency, the deputy prime minister's

office, and deputy speaker of parliament.

The KDP's negotiating team has so far visited the PUK and Gorran twice without notable progress.

Firsat Sofi, a senior KDP official and former Kurdistan parliament MP, said talks between his party, the PUK, and Gorran will resume from next week.

The parties blame one another for the delay.

"There should be a deadline for these negotiations, not leaving it open," Amina Zikri, a former KDP MP, told Rudaw.

This way of doing politics is not in the interests of the people or the new cabinet itself, she said.

Former PUK lawmaker Salar Mahmoud, meanwhile, blamed the KDP for showing too little flexibility.

"[The KDP] have asked the PUK about the names of our candidates for the deputies of both positions. The PUK has informed them that we want both parties to work on a joint project and a real partnership, not positions," he said. ■

Syrie: un accord avec le régime est "inévitabile" selon un commandant kurde

Amuda (Syrie) (AFP) - 06/01/2019
www.lepoint.fr

Un accord avec le pouvoir en Syrie sur l'avenir de l'administration autonome kurde de régions du nord est "inévitabile", a déclaré samedi à l'AFP un haut responsable militaire kurde, en plaidant pour un maintien de ses combattants sur place.

Après des décennies de marginalisation, la minorité kurde de Syrie a pris le contrôle de 30% du territoire dans le nord et le nord-est du pays, où elle a instauré une autonomie de facto, à la faveur de la guerre déclenchée en 2011 et qui a fait plus de 360.000 morts.

"Il est inévitable que l'administration autonome kurde parvienne à une solution avec le gouvernement car nos régions font partie de la Syrie", a assuré à l'AFP Redur Khalil, un commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance dominée par les kurdes mais incluant des combattants arabes.

Fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), les FDS, aidées par une coalition internationale emmenée par les Etats-Unis, ont réussi à chasser les jihadistes de plusieurs régions de Syrie.

Mais l'annonce en décembre par Washington de son intention de retirer ses troupes de Syrie a poussé les Kurdes à une nouvelle alliance avec le régime de Bachar al-Assad pour faire face aux menaces d'une offensive de la Turquie voisine.



Photo de Redur Khalil, un commandant kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), à Amuda, dans le nord-est de la Syrie, le 4 janvier 2019 (AFP / Delil SOULEIMAN)

A l'appel des Kurdes, l'armée syrienne s'est déployée fin décembre et pour la première fois depuis six ans aux abords de la ville de Minbej (nord).

"Les négociations se poursuivent avec le gouvernement en vue d'une solution définitive concernant la gestion des affaires à Minbej", a affirmé M. Khalil dans un entretien dans la ville d'Amuda (nord-est).

"Si une solution réaliste qui préserverait les

droits de ses habitants était trouvée à Minbej, cette expérience serait généralisée au reste des zones à l'est de l'Euphrate", a-t-il dit, en allusion aux secteurs contrôlés par les FDS dans la province orientale de Deir Ezzor.

Les Kurdes ont entamé en juillet des pourparlers inédits avec le régime qui ne cesse d'affirmer sa volonté de reprendre la totalité du territoire syrien.

M. Khalil a fait état de "signes positifs" dans ces négociations. "Le déploiement de l'armée à la frontière nord avec la Turquie n'est pas à exclure".

Il a relevé néanmoins des "divergences avec le gouvernement qui nécessitent des négociations avec un appui international" et a plaidé en faveur d'un rôle de "garant" de la Russie, pays allié de M. Assad.

Le responsable kurde a dans ce contexte exclu un retrait des combattants kurdes de leurs régions.

"Peut-être leur mission peut changer mais nous ne nous retirerons pas de notre terre", a-t-il dit sans écarter leur "intégration dans l'armée nationale syrienne".

M. Khalil a appelé à "une nouvelle constitution qui garantira les droits de tous les citoyens, notamment ceux du peuple kurde".

Grâce à l'aide militaire de Moscou, le régime Assad a réussi à infliger de lourdes pertes aux rebelles et jihadistes et contrôle désormais les deux-tiers du territoire. ●

En Syrie, 32 morts lors de contre-attaques de l'EI visant une force kurdo-arabe

Beyrouth, 8 jan 2019 (AFP)
www.parismatch.com

Des dizaines de combattants ont péri lors de contre-attaques meurtrières menées par le groupe Etat islamique (EI) contre une coalition arabo-kurde soutenue par Washington dans l'est de la Syrie, a annoncé mardi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les contre-attaques lancées par l'EI dimanche soir à la faveur d'une tempête de sable et de mauvaises conditions climatiques ont tué 23 combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS), tandis que neuf jihadistes ont péri en menant ces assauts, selon l'OSDH.

"Utilisant des kamikazes, l'EI a lancé des contre-attaques meurtrières contre les FDS sur trois axes, notamment dans les villages de Soussa et al-Chaafa", a indiqué à l'AFP le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

Appuyée par la coalition internationale antijihadistes emmenée par Washington, la coalition arabo-kurde des FDS a lancé en septembre une offensive meurtrière contre un ultime réduit de l'EI dans la province orientale de Deir Ezzor, non loin de la frontière irakienne.

Ces derniers mois, l'avancée des FDS a été ralentie par les contre-attaques meurtrières des jihadistes, souvent menées à la faveur du mauvais temps. Mais les combattants kurdes et arabes ont conquis l'immense majorité du bastion, acculant les derniers membres de l'EI dans un territoire de plus en plus réduit.

Samedi, les FDS ont ainsi pris le village d'Al-Chaafa, a rapporté l'OSDH. Les jihadistes tiennent toujours les villages de Soussa, de Baghouz et des zones agricoles alentours, selon l'OSDH.



Après une montée en puissance fulgurante en 2014 et la conquête de vastes territoires en Syrie et en Irak, l'EI a vu son "califat" auto-proclamé se réduire comme peau de chagrin.

Déclenché en 2011, le conflit syrien a fait plus de 360.000 morts et des millions de déplacés et réfugiés. ◆

Yazidi rights group urges US to keep troops in Syria

Rights group says US troop withdrawal from Syria may allow ISIL to return, posing an 'existential threat' to minorities.

5 Jan 2019 www.aljazeera.com

A Yazidi rights group has urged the United States to delay its plans to withdraw troops from Syria, saying the move endangers religious minorities as it could allow ISIL to stage a comeback.

In a statement on Friday, the Netherlands-based Free Yazidi Foundation said the resurgence of the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL, also known as ISIS) group poses an "existential threat to minorities" such as the Yazidis.

When ISIL swept across northern Iraq and into Syria, fighters from the armed group killed 3,000 Yazidis and abducted and sexually abused nearly 7,000 Yazidi women and girls.

The United Nations has described the campaign against the Kurdish religious minority as genocide.

"Any premature withdrawal of the United States forces from Syria not only endangers religious minorities in Iraq and Syria, it vastly increases the likelihood of a resurgent Daesh militant power," the Free Yazidi Foundation said, referring to ISIL by its Arabic acronym.

"This is an existential threat to minorities like the Yazidis."

ABRUPT US ANNOUNCEMENT

US President Donald Trump announced his plans to withdraw some 2,000 US troops deployed in northern Syria on December 19, following a telephonic conversation with Turkish President Recep Tayyip Erdogan.

The abrupt announcement contributed to the resignation of US Defense Secretary James Mattis and prompted alarm from the Kurdish People's Protection Group or the YPG, the strongest armed group in the US-backed anti-ISIL alliance, the Syrian Democratic Forces (SDF).

The YPG fears US withdrawal could clear the way for a Turkish assault on Kurdish fighters.

Ankara views the YPG as a branch of its own Kurdish separatist movement.



The Free Yazidi Foundation says US troop withdrawal poses an 'existential threat' to minorities [File: Rodi Said/Reuters]

The Free Yazidi Foundation said the US must "delay withdrawal of forces for as long as possible" and also maintain the capacity to conduct air attacks in Syria and Iraq.

It also called for the establishment of a no-fly zone over northern Syria to prevent a potential Turkish assault on Kurdish strongholds.

Warning the UN to prepare for "the next wave of refugees fleeing Eastern Syria into Iraq" should the US pull out its troops, the group said the international body must also pay attention to possible attacks against minorities in Syria and Iraq.

Al Jazeera's Mohammed Adow, reporting from Gaziantep in southern Turkey, said the Yazidis were concerned because "no one understands the brutality of ISIL more than the Yazidi community in both Syria and Iraq".

"Many members of the Yazidi community remain displaced and fear going back to their homes," he added.

'CHEMICAL WEAPONS A RED LINE'

Meanwhile, US National Security Advisor John Bolton has warned the Syrian government it should not see the impending US military withdrawal from the country as an invitation to use chemical weapons.

While en route to Tel Aviv on Saturday, Bolton said there is "no change" to the US position that the use of chemical weapons is a "red line" that can't be crossed.

Trump has twice bombed Syria over the government's alleged use of chemical weapons, in April 2017 and April 2018.

More than half a million people have died during the Syrian war and 11 million have been forced to flee their homes. ♦

Eyeing greater bargaining power, Tahrir Al Sham seizes wider slices of Syria's north

Hashem Osseiran / Jan 7, 2019
www.thenational.ae

The group are wiping out rivals and taking areas of strategic interest to Turkey and Bashar Al Assad's government

Al Qaeda-linked militants in Syria are strengthening their grip on territory in western Aleppo's rebel-held countryside, nearly 18 months after taking most of the neighbouring province of Idlib.

The Hayat Tahrir Al Sham alliance, Syria's strongest and lar-

gest militant group, is trying to consolidate its hold on more of the rebel-held north for leverage in any talks with interested parties, including Turkey and Russia, analysts say.

"The more territory Tahrir Al Sham seizes in northern Syria, the stronger its hand will be in future negotiations," said Nawar Oliver, a Syria specialist at the Omran Centre in Turkey. "Power comes from control of territory so they are in need of this territory."

Turkey is the most involved

player in these parts of northern Syria. It established observation posts there and supports rebels near its own southern border.

A surprise campaign by Hayat Tahrir Al Sham last week caught Turkey and allied rebels by surprise.

With thousands of rebels stationed on front lines before a planned Turkish assault on the Kurdish-held city of Manbij in north-east Aleppo province, Hayat Tahrir Al Sham seized towns and villages from the Ankara-backed National Liberation

Front in the south-east.

"Tahrir Al Sham chose the right moment to attack," Mr Oliver said.

He said concentrating its forces near Manbij left rebels in Idlib and elsewhere in Aleppo exposed.

As of Sunday evening, clashes left 61 Al Qaeda-linked militants and 58 National Liberation Front fighters dead, the Syrian Observatory for Human Rights said. Hayat Tahrir Al Sham captured large amounts of territory from its rivals.

Last week, it seized all ➡

⇒ ground previously held by the powerful Nouredine Al Zenki rebel group, which is an affiliate of the National Liberation Front, in rural Aleppo.

"Zenki had been a thorn in Tahrir Al Sham's side and one of the most stubborn challenges to its dominance, and now it has been defeated," said Sam Heller, a senior analyst at the International Crisis Group.

The Observatory said that hundreds of Zenki fighters and other defeated National Liberation Front affiliates retreated to territory held by Turkey-backed rebels in Afrin, which Hayat Tahrir Al Sham cut off from other territory in Idlib.

It is also establishing control over important zones that would be politically and strategically useful in talks, including areas near the M4 and M5 motorways, Mr Heller said. These roads run east to west and north to south, linking the government-held city of Aleppo with Damascus and the Mediterranean coast. Both have been cut off in Idlib since 2014.

The M5 was a major trade route that connected the commercial centre of Aleppo to the Syrian capital and on to the Jordanian border in the south. Reopening these roads would help to revive trade from Turkey, which could then go to regime-held areas and on to Jordan

and the Gulf.

An agreement brokered by Turkey and Russia in Sochi in September last year to set up a demilitarised zone in Idlib also called for the two strategic routes to be reopened.

"It seems Tahrir Al Sham is positioning itself to negotiate the opening of the M4 and M5 highways," Mr Heller said.

The Syrian government and its Russian allies repeatedly used the presence of Hayat Tahrir Al Sham in northern Syria to justify attacks on the area.

Its expanded foothold may threaten the more than 2.5 million civilians in Idlib, half of whom have

been displaced from other parts of Syria.

It remains to be seen whether the group's expansion will upend the Sochi agreement to create a demilitarised zone around Idlib. But Russia and the Syrian government resumed air strikes at the weekend.

Three civilians were killed and nine others were injured in Russian air strikes that hit Aleppo, Turkey's state-run Anadolu news agency reported on Saturday.

Anadolu claimed that most of the casualties were in Darat Izza, a town captured by Hayat Tahrir Al Sham last week. ■

TheNational JANUARY 6, 2019

Bolton: Protection of Syria's Kurds a condition for US withdrawal

Washington asks Syrian Kurdish partners not to seek protection from Russia or Bashar Al Assad's government

Jan 6, 2019
www.thenational.ae

Turkey must agree to protect Washington's Kurdish partners in Syria before the US withdraws troops from the country, White House National Security Adviser John Bolton said yesterday, as battles with ISIS raged on the eastern banks of the Euphrates River.

Mr Bolton, who is scheduled to travel to Turkey on Monday, said that a US pull-out is also conditional on the defeat of ISIS, in comments that confirm that an exit announced by President Donald Trump last month has been slowed.

"We don't think the Turks ought to undertake military action that's not fully co-ordinated with and agreed to by the United States ... so that they meet the president's requirement that the Syrian opposition forces that have fought with us are not endangered," Mr Bolton said in Israel, before a meeting this week in Turkey with President Recep Tayyip Erdogan.

"Timetables or the timing of the withdrawal occurs as a result of the fulfilment of the conditions and the establishment of the circumstances that we want to see. And once that's done, then you talk about a timetable."

His comments drew the ire of Mr Erdogan's spokesman who said on Sunday it was irrational to claim Turkey targets Kurds.

Ibrahim Kalin said Ankara's targets are ISIS and the People's Protection Units (YPG) – a Syrian Kurdish group – as well as the Kurdistan Workers' Party (PKK), an outlawed militant group that has been waging an insurgency against



US National Security Adviser John Bolton said Turkey must agree to protect Washington's Kurdish partners in Syria. Reuters

the Turkish state since 1984.

The announcement by Mr Trump of a US withdrawal speeded up the resignation of senior White House officials, including defence secretary Jim Mattis and Washington's envoy to the anti-ISIS coalition, Brett McGurk.

It also sparked criticism from allies who accused Washington of abandoning its Syrian partners and exposing them to attacks by Turkey. Mr Bolton said the US has asked its Kurdish allies to "stand fast" and refrain from seeking protection from Russia or Syrian President Bashar Al Assad's government.

"I think they know who their friends are," he said, referring to Syria's Kurdish groups.

Some Kurdish groups are in talks with Russia to secure a deal with the Syrian government in Damascus. A Kurdish delegation visited Moscow to discuss a road map after a US withdrawal.

They aim to secure a Russian-mediated political deal with Damascus regardless of US plans to withdraw from the region, Badran Jia Kurd, a senior Kurdish official told Reuters this week.

"The final decision is [to reach an] agreement with Damascus, we will work in this direction regardless of the cost, even if the Americans object," Mr Jia Kurd said in the northern Syrian city of Qamishli.

Mr Bolton said Jim Jeffrey, who was named last week as the American special envoy for the anti-ISIS coalition, will go to Syria this week to reassure Washington's Kurdish allies they are not being abandoned.

Fighting yesterday continued between ISIS and the US-backed Syrian Democratic Forces around the village of Al Shaafa – one of the last major areas held by the militants.

A missile fired by ISIS on the

outskirts of the village of Al Shaafa on Saturday wounded two British soldiers in the US-led coalition and killed one Kurdish fighter, according to the Syrian Observatory for Human Rights.

The two British soldiers were transported by helicopter to receive medical care, the observatory said. When contacted by The National, the UK Ministry of Defence said it could not comment as the troops are members of the country's special forces.

A second missile attack on Sunday targeted an SDF position on the flanks of Al Shaafa and killed scores of Kurdish fighters, the activist-run DeirEzzor24 monitor said.

The SDF was not available for comment.

Fierce fighting in and around Al Shaafa since Saturday comes after the SDF and coalition forces made advances in the area in recent days.

Omar Abu Layla of DeirEzzor24 told The National that most of the village was under SDF control. ISIS defences in the area are "collapsing," he said.

He warned, however, that ISIS sleeper cells in Deir Ezzor still posed a threat.

Clashes east of the Euphrates have killed more than 1,000 ISIS militants and nearly 600 fighters affiliated with the SDF since the fighting began in September, according to the Observatory.

Thousands of people have also fled the militant-held area towards Kurdish-held territory in Deir Ezzor province over the past month, the war monitor said. ■

Bolton's Turkey Visit Ends in Acrimony Over Syria Withdrawal

Dorian Jones - ISTANBUL —January 08, 2019
www.voanews.com

U.S. National Security Advisor John Bolton ended a visit to Turkey in acrimony Tuesday with President Recep Tayyip Erdogan refusing to meet him. Erdogan dismissed Bolton's calls for the protection of the YPG Syrian Kurdish militia as a precondition to a U.S. troop withdrawal from Syria.

"Bolton has made a serious mistake and whoever thinks like this has also made a mistake. It is not possible for us to make compromises on this point," Erdogan said in an address in the Turkish parliament.

The YPG is a crucial ally in Washington's war against Islamic State, but Ankara considers it a terrorist group linked to an insurgency inside Turkey.

Erdogan also warned that preparations were complete for a military operation against the YPG.

"We will very soon mobilize to eliminate the terrorist organization in Syria," he said. "If there are other terrorists who would attempt to intervene in our intervention then it is our duty to eliminate them as well."

Turkish forces have been massing for weeks along the Syrian border. Observers said the threat of a Turkish operation against the YPG in northeastern Syria, where around 2,000 U.S. soldiers are deployed, was the reason for U.S. President Donald Trump's decision to withdraw from Syria.

Once Trump announced his intention, Erdogan said Turkey would delay any operation until all U.S. forces left.

Turkey's anger over preconditions announced by Bolton before a U.S. withdrawal, including security guarantees for the Kurdish militia, may have brought forward the timing of a strike against the YPG.

Erdogan sought to downplay his refusal to meet with Bolton, telling reporters it was not a deliberate snub. He maintained that Bolton's meeting with both the presidential spokesman and the defense minister was sufficient.

Turkish presidential spokesman Ibrahim Kalin, in speaking to reporters, tried to put a positive spin on his meeting with Bolton.

"A process of dialogue with U.S. military and officials would carry on," he said. "Syria should be cleansed from all terrorist organizations, no stepping back from the fight against Islamic State."

During a two-hour meeting with Bolton, the U.S. Joint Chiefs of Staff Joseph Dunford and U.S. Syria envoy James Jeffrey, Kalin pressed for a commitment to recover all weapons handed to the YPG by American troops in its war against IS.

U.S. National Security Adviser John Bolton and his Turkish counterpart Ibrahim Kalin (R) meet at the Presidential Palace in Ankara,



FILE - A line of US military vehicles drive through a checkpoint of the Internal Security Forces in Manbij as they head to their base on the outskirts of the northern Syrian city on Dec. 30, 2018.

"They [Bolton, Kalin] had a productive discussion of the president's decision to withdraw at a proper pace from Northeast Syria," said a statement read by National Security Council spokesman Garrett Marquis. "The U.S. looks forward to the ongoing military-to-military consultations."

CONTAINING THE FALLOUT

Despite apparent efforts by both sides to contain the diplomatic fallout, analysts suggest the U.S. position in the region has weakened since the withdrawal from Syria was announced.

"From a diplomatic point of view, it's a very difficult if not impossible position," said former senior Turkish diplomat Aydin Selcen. "To negotiate by starting to say 'yes, we are leaving and then putting some strings attached on your withdrawal' or try to impose some conditions to your counterparts, be they your adversaries or your allies."

Despite the heightened rhetoric and the threat of imminent military action, analysts suggest Ankara will try to avoid a full-blown crisis with Washington.

"Turkey cannot do anything against America," said international relations professor Huseyin Bagci. "We had a crisis in recent months and Turkey got her lesson from this conflict."

ECONOMIC COST

Last year, the Turkish currency collapsed after Trump imposed sanctions over the detention in Turkey of American pastor Andrew Brunson, who has since been released. Although the sanc-

tions lasted only a few weeks, Turkey's economy is now facing a recession. The lira fell sharply Tuesday on fears of renewed U.S.-Turkish tensions.

Turkish media are also reporting divisions within Turkey's military over the launching of a military operation into Syria in winter and before the full withdrawal of U.S. forces.

Selcen predicts Erdogan will now look to Trump to resolve the current tensions.

"We have to wait to see what Mr. Erdogan has to say with Mr. Trump," he said, "because he [Erdogan] himself managed to persuade Mr. Trump that the United States will be leaving Syria."

BOLTON UNDER FIRE

Turkish media are already blaming Bolton for the latest tensions, accusing him of going "rogue." Washington is also facing criticism in Turkey for sending conflicting messages on its Syria policy.

Analysts, however, suggest Turkey is banking on shared regional interests and the personal chemistry of Trump and Erdogan to prevent a new crisis.

"There will be a lot of crisis and trouble, but both sides will try to solve this according to their national interest without violating the interests of the other," said Bagci. "And I see there is the political readiness and political will to do this between President Trump and President Erdogan." ♦

US relocates large force to Kirkuk military base

By Rudaw 7/1/2019

ERBIL, Kurdistan Region — A significant number of US forces are stationed in Kirkuk's K1 military base, the Peshmerga confirmed.

Nuri Hama Ali, the head of the Peshmerga Pirde Front, told Rudaw on Monday the US force went to the base because they have no other suitable facility locally.

Ali's statements confirm several media reports over the weekend of the US forces stationing in Kirkuk.

Part of the US force was pulled from Syria and others have come from Anbar, according to Ali.

Ali welcomed the US move and said it would positively reflect in military relations between the forces of the Kurdistan Regional Government and Iraqi government.

"If the US forces remain in the base, it will positively impact rela-

tions between the KRG and the Iraqi forces as currently a Peshmerga delegation is engaged in talks with the coalition to normalize Kirkuk's situation and free the city of all various forces that have come in," he said.

The US government has made previous statements that it does not want to mediate between Erbil and Baghdad over disputed territories. Washington argues it is up to Iraqis to resolve their issues constitutionally.

Prior the events of October 2017, the K1 base had been controlled by the Peshmerga. It later fell to the Iraqi forces.

The base is just 15 kilometers from Kirkuk city center.

Diverse and disputed Kirkuk province is strategic. It is home to tremendous oil reserves, an airport, shares a border with Iran, and links



A file photo of K1 military base in Kirkuk.

several northern Iraqi provinces to the Kurdistan Region.

Thousands of families from Kirkuk and surrounding areas were displaced because of the October events. Many say they will not return until the Peshmerga and Asayesh (Security) forces go back because of

ISIS sleeper cells.

KRG Peshmerga are constitutionally a part of the Iraqi Security Forces (ISF). Relations between the Peshmerga and traditional Army units are far better than with Hashd al-Shaabi paramilitias and the Federal Police. ■

Russia, Turkey Discuss Syria as Pompeo Counters Erdogan's Threats against Kurds

Wednesday, 9 January, 2019 <https://aawsat.com/>

RUSSIAN Defense Minister Sergei Shoigu and his Turkish counterpart Hulusi Akar discussed in a telephone call Wednesday the situation in Syria.

The Defense Ministry said in a brief readout of the phone call that the two ministers discussed the situation in Syria's northwestern province of Idlib and other regional security issues.

It did not say whether the situation with the Kurdish fighters was part of the conversation.

The telephone call took place shortly after Ankara's statement that it would hesitate to act against Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG) fighters.

Earlier this week, Turkey has rejected US national security adviser John Bolton's demands for assurances that Ankara would protect US-allied Kurdish fighters in northeastern Syria before American troops pull out from the region.

On Wednesday, Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said his country will not refrain from military action to protect its borders from what he describes as threats posed by the YPG.

Erdogan denounced on Tuesday Bolton's remarks, calling them a "serious mistake."

US troop withdrawal from Syria will not be scuppered despite Turkish threats against Washington's Kurdish allies there, Secretary of State Mike Pompeo said on Wednesday, promising to ensure that the Kurds would still be protected.

Pompeo met leaders in Iraq's capital and its semi-autonomous Kurdistan region on Wednesday, aiming to reassure them about Washington's plans following President Donald Trump's surprise announcement last month of an abrupt withdrawal from Syria.

The unannounced visits to Baghdad and the Kurdish regional capital Erbil came on the second day of a Middle East tour also taking in Jordan, Egypt, Bahrain, Qatar, United Arab Emirates, Saudi Arabia, Kuwait and Oman.

Pompeo has the task of explaining US policy in the region after Trump's announcement of the withdrawal, which rattled allies and came as



US Secretary of State Mike Pompeo (L) meets with Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani (R) in the Kurdistan Region's capital of Erbil, Jan. 9, 2019. (Photo: AFP/Caballero-Reynolds)

a shock to top US officials.

Asked in Erbil if Erdogan's pushback on the protection of the Kurds puts the withdrawal at risk, Pompeo told reporters: "No. We're having conversations with them even as we speak about how we will effectuate this in a way that protects our forces..."

"It's important that we do everything we can to make sure that those folks that fought with us are protected and Erdogan has made commitments, he understands that," Pompeo added.

The US forces have been working with Kurdish forces to fight ISIS. The Kurds control a swath of northeastern Syria.

Washington has repeatedly said its Kurdish allies will remain safe despite the withdrawal. But Turkey, which considers the YPG an enemy, has repeatedly vowed to crush the group. ♦

En Irak, Pompeo rassure sur le retrait de Syrie et le sort des milices kurdes

Bagdad (AFP) - 09/01/2019
<https://www.lepoint.fr/>

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a fait étape mercredi en Irak pour assurer à Bagdad et au Kurdistan que le retrait américain de Syrie n'affecterait ni la coopération entre Washington et l'Irak, ni les forces kurdes engagées dans le pays voisin.

Depuis que le président Donald Trump a annoncé, à la surprise générale, le retrait de quelque 2.000 soldats américains de Syrie, les interrogations se multiplient sur le sort des Unités de protection du peuple (YPG), principale milice kurde syrienne et fer de lance du combat contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Ankara, qui considère les YPG comme une organisation "terroriste", menace de les attaquer.

Il est "important de faire tout ce que nous pouvons pour nous assurer que ces gens qui ont combattu avec nous soient en sécurité", a déclaré M. Pompeo tout en confirmant la décision du retrait américain de Syrie.

S'exprimant depuis Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, il a encore assuré que le président turc Recep Tayyip "Erdogan a pris des engagements, il comprend (...) que nous voulons en être sûrs".

"Nous allons faire de vrais progrès dans les jours à venir", a-t-il ajouté, alors que mardi Ankara a catégoriquement démenti s'être engagé auprès de Donald Trump à garantir la sécurité des YPG.

Il y a deux semaines, M. Trump avait suscité les critiques en Irak en rendant visite à des soldats américains stationnés dans le pays, sans rencontrer aucun dirigeant irakien.

M. Pompeo, lui, a été reçu par les dirigeants kurdes à Erbil et des autorités fédérales à Bagdad.

Il leur a promis "le soutien des Etats-Unis (...) pour assurer la stabilité et la sécurité".

Et il a plaidé pour "la poursuite de la coopération" entre armées "pour s'assurer que la défaite du groupe Etat islamique (EI) soit durable".

"L'EI est défait militairement mais la mission n'est pas accomplie", a renchéri le président irakien Barham Saleh, estimant avoir "besoin du soutien américain".



Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a notamment rencontré Masoud Barzani, le leader du Parti démocratique du Kurdistan, à Erbil, 9 janvier 2019.

Le conseiller américain à la sécurité nationale John Bolton, en visite mardi en Turquie, avait affirmé que les Etats-Unis allaient s'assurer que l'EI avait vraiment été vaincu avant un départ de Syrie.

Mike Pompeo s'est refusé à évoquer un calendrier, alors que l'administration américaine s'emploie à rassurer ses partenaires régionaux et occidentaux, déjà ébranlés par la stratégie parfois illisible du président américain au Moyen-Orient.

ENTRE WASHINGTON ET TÉHÉRAN

La question de la présence de l'EI en Syrie, qui partage avec l'Irak plus de 600 km de frontières, désertiques et propices à l'installation de cellules jihadistes clandestines, est majeure pour Bagdad.

Même s'il a annoncé en décembre 2017 la fin de trois années de guerre contre l'EI, des jihadistes continuent de mener des attaques. Mardi, deux personnes ont ainsi été tuées par une voiture piégée au nord de Bagdad.

Après la Jordanie et l'Irak, M. Pompeo doit se rendre en Egypte, à Bahreïn, aux Emirats arabes unis, au Qatar, en Arabie saoudite, à Oman et au Koweït.

Fin décembre, M. Trump avait bien assuré que, s'il retirait les troupes américaines de Syrie, il ne prévoyait "pas du tout" de retirer celles d'Irak, qui pourrait servir de "base" pour éventuellement "intervenir en Syrie".

Mais cette présence même fait débat dans le pays, pris en étau entre ses deux grands alliés eux-mêmes ennemis, l'Irak et les Etats-Unis.

Ainsi, le bloc pro-Irak qui gagne en puissance militaire et surtout politique en Irak avait de nouveau poussé pour un calendrier de retrait

des forces américaines au lendemain de la visite de M. Trump.

"PRESSION SUR L'IRAN"

L'Irak occupe une place centrale dans un Moyen-Orient en recomposition, où, selon les experts, l'Iran commence à voir se réaliser un scénario souvent évoqué: un corridor terrestre qui lui permettrait d'atteindre la Méditerranée à travers l'Irak, la Syrie et le Liban.

Au coeur de cet axe qui pourrait servir au transit de biens et de personnes, l'Irak joue désormais les intercesseurs auprès de Damas.

Selon un haut responsable irakien, Bagdad -- en plus de se ménager le terrain pour investir dans la reconstruction de la Syrie-- joue les médiateurs pour le rétablissement des liens entre Damas et le Qatar, où MM. Saleh et Hakim sont attendus en soirée.

Mais alors que la priorité numéro un de Washington dans la région est de contrecarrer l'influence de l'Iran que les Américains jugent "déstabilisatrice", Bagdad cherche à défendre ses bonnes relations avec son voisin iranien.

L'Irak a déjà obtenu des exemptions face aux nouvelles sanctions américaines en s'engageant à réduire sa dépendance énergétique à l'Iran.

Bagdad entend obtenir leur prolongation même si M. Pompeo a promis mardi de "redoubler" "les efforts diplomatiques et commerciaux pour mettre vraiment la pression sur l'Iran".

A Bagdad, il a répété "l'importance d'avancer vers l'indépendance énergétique de l'Irak". ●

Washington renonce à un retrait rapide de Syrie



Le conseiller américain à la sécurité nationale, John Bolton, lors de sa rencontre avec le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, à Jérusalem, le 6 janvier.

ODED BALILTY/AP

WASHINGTON - correspondant

Donald Trump a eu tôt fait d'identifier le coupable. Sur son compte Twitter, il a accusé, lundi 7 janvier, le *New York Times* d'avoir « sciemment écrit une histoire très inexacte sur mes intentions concernant la Syrie ». Le quotidien n'avait pourtant que rapporté les propos de son conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, écartant la veille toute perspective de retrait rapide des forces spéciales américaines déployées dans le nord-est de la Syrie contre l'organisation Etat islamique (EI).

Ces propos, a assuré le président des Etats-Unis, ne sont, « pas différents de mes déclarations initiales ». « Nous partirons à un rythme approprié tout en continuant à nous battre contre [les djihadistes] et à faire tout ce qui est prudent et nécessaire! », a-t-il ajouté. Dans la nuit de mardi, Donald Trump et Emmanuel Macron ont évoqué au téléphone un retrait « réfléchi et coordonné » de Syrie.

Le 19 décembre 2018, Donald Trump avait pourtant pris de court son administration et ses alliés en annonçant ce retrait sur Twitter. « Ils rentrent tous, et ils rentrent maintenant », avait-il ajouté à propos de ces combattants dans une vidéo diffusée dans la journée. Le président des Etats-Unis, hostile de longue date à ce déploiement, avait justifié sa décision en annonçant la défaite de l'EI que ces forces spéciales combattaient en s'appuyant

sur une milice majoritairement composée de Kurdes syriens.

La tâche n'est pas « terminée »

En déplacement à Jérusalem, dimanche 6 janvier, M. Bolton a singulièrement recadré cette perspective en avançant deux conditions préalables au retrait de ces troupes : qu'il soit conduit « de telle sorte que l'EI soit défait », suggérant ainsi que la tâche n'était pas terminée, et « que la défense d'Israël et d'autres amis dans la région soit absolument assurée ». Une formulation prudente visant certainement les alliés kurdes des Etats-Unis. A la veille d'une visite à Ankara, où il sera reçu par le président Recep Tayyip Erdogan, qui avait annoncé en décembre une offensive imminente contre les forces kurdes considérées par la Turquie comme « terroristes », M. Bolton s'est montré plus explicite au sujet de cet allié incommode de Washington. « Nous ne pensons pas que les Turcs devraient entreprendre une action militaire qui ne soit pas entièrement coordonnée et acceptée par les Etats-Unis », a estimé le conseiller à la sécurité nationale, alors que les critiques du président l'avaient accusé d'avoir trahi les Kurdes.

En dépit des dénégations de l'intéressé, M. Bolton est également revenu sur les propos de Donald Trump à propos du rôle de l'Iran dans la région. Le 2 janvier, au cours d'une réunion de cabinet, le président avait assuré que Téhéran amorçait également un retrait de Syrie. « L'Iran n'est plus le même

pays, avait-il répété. Ils peuvent faire ce qu'ils veulent là-bas, franchement, mais ils retirent leurs forces. » A Jérusalem, à l'unisson de ses hôtes, M. Bolton s'est gardé d'une telle affirmation, évoquant au contraire le maintien durable de forces spéciales américaines au sud de leur zone d'influence, à Al-Tanf, sur un axe de communication stratégique pour l'Iran. Par ce biais, le conseiller à la sécurité nationale est parvenu, au moins pour un temps, à réintroduire un autre motif de maintien de forces américaines dans la région.

En septembre 2018, il avait assuré en marge de l'Assemblée générale des Nations unies (ONU) que « nous ne partirons pas tant que les troupes iraniennes resteront à l'extérieur des frontières iraniennes, ce qui vaut également pour les milices iraniennes » déployées en Syrie à la faveur de la guerre civile. Avant d'être sèchement désavoué par le président le 19 décembre.

M. Bolton a enfin évoqué un point sensible pour les alliés de Washington, notamment européens, engagés dans la coalition mise en place par l'administration précédente contre l'EI. Il a assuré que Washington recherche également une « solution satisfaisante » pour les quelque 800 prisonniers djihadistes actuellement détenus par les combattants soutenus par les Etats-Unis.

Le conseiller à la sécurité nationale est resté volontairement évasif sur la question d'un calendrier, sans doute pour éviter de mettre en évidence les différences avec les propos initiaux de Donald Trump. Au cours de sa première visite à des forces déployées sur le terrain, le 26 décembre, le locataire de la Maison Blanche s'était en effet campé en homme de décision face à des « généraux » quémandant toujours plus de temps pour venir à bout des derniers combattants de l'EI.

Assurant qu'« il est maintenant temps que les autres prennent en charge ce combat », Donald Trump s'était vanté d'avoir refusé les six mois supplémentaires requis pour prendre le contrôle des

« Nous partirons à un rythme approprié tout en continuant à nous battre [contre les djihadistes] »

DONALD TRUMP

dernières poches de résistance djihadistes, le long de la frontière avec l'Irak. Les conditions avancées par M. Bolton dimanche pourraient permettre aux forces spéciales américaines de disposer in fine de ce laps de temps.

Les corrections apportées par le conseiller à la sécurité nationale soulignent en creux les dysfonctionnements de la Maison Blanche, dont le crédit ne peut que pâtir de ces atermoiements, et surtout les limites de l'exercice solitaire du pouvoir qu'affectionne de plus en plus Donald Trump.

Fait accompli

Sa décision du 19 décembre avait en effet suscité la stupéfaction et la réprobation publique d'alliés, à commencer par la France et le Royaume-Uni, placés chacun devant le fait accompli. Au niveau intérieur, elle a provoqué la démission du très respecté secrétaire à la défense, James Mattis, ainsi que celle du coordinateur de la coalition internationale contre l'EI, Brett McGurk. Ce dernier a depuis été remplacé par l'émissaire pour la Syrie de Donald Trump, James Jeffrey.

Ces dysfonctionnements qui caractérisent l'administration Trump risquent d'être entretenus par le nombre actuel de responsables provisoires que compte son gouvernement. Cinq postes de ministre ou équivalents à ce rang sont actuellement occupés par des intérimaires, à commencer par ceux de la défense et de la justice, ainsi que la fonction stratégique de directeur de cabinet du président. La majorité nécessitant une confirmation du Sénat, ces intérimaires risquent de durer encore plusieurs semaines, sinon des mois. Loin de s'en inquiéter, le président a assuré s'en féliciter dimanche. « Cela me donne plus de flexibilité », a-t-il assuré sans vouloir en dire plus. Les derniers départs importants de son administration ont concerné pour l'essentiel des personnalités capables de lui résister. ■

GILLES PARIS

John Bolton boudé par le président turc

Le conseiller américain à la sécurité nationale John Bolton, venu à Ankara le mardi 8 janvier discuter du retrait américain prévu de Syrie, a essuyé la colère de Recep Tayyip Erdogan pour avoir défendu une milice kurde syrienne que la Turquie entend mettre en déroute. Il en est reparti sans avoir rencontré le président turc, qui a refusé de le recevoir. Les désaccords entre les deux pays portent sur les Unités de protection du peuple (YPG). Partenaires de Washington dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), ces unités sont considérées comme « terroristes » par Ankara car liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre les forces turques depuis 1984. Lors d'un déplacement en Israël dimanche, M. Bolton avait déclaré que le retrait des Etats-Unis de Syrie, annoncé en décembre par le président américain Donald Trump, serait notamment conditionné à des garanties concernant la sécurité de leurs alliés kurdes.



Le porte-parole du président turc, Ibrahim Kalin (à d.), s'entretenant avec John Bolton, le conseiller à la Sécurité américaine. Service de presse du président turc, AFP

Les Pays-Bas accusent Téhéran de l'assassinat de deux opposants

L'Union européenne a dévoilé mardi un nouveau volet de sanctions contre des responsables du renseignement iranien

BRUXELLES - bureau européen

Les autorités néerlandaises se sont longtemps tues, mais, mardi 8 janvier, le ministre des affaires étrangères, Stef Blok, a confirmé les informations selon lesquelles Téhéran était responsable de l'assassinat de deux opposants iraniens vivant aux Pays-Bas. Dans une lettre cosignée avec sa collègue de l'intérieur, Kajsa Ollongren, et adressée à la Chambre des députés, M. Blok a d'abord mentionné l'implication des services iraniens dans l'assassinat, à Almere, en 2015, d'Ali Motamed, 56 ans, un électricien dont la véritable identité était Mohammad Reza Kolahi Samadi, selon le renseignement néerlandais.

Les services iraniens recherchaient cet homme depuis le 28 juin 1981. Téhéran l'accusait d'avoir perpétré un attentat contre le siège du parti de la République islamique dans la capitale iranienne, deux ans après la révolution de 1979. L'attentat avait tué 73 personnes, dont l'ayatollah Mohammad Beheshti, l'un des clercs les plus influents de l'époque.

En 2017, un second opposant, Ahmad Mola Nissi, 52 ans, était tué par balles en plein centre de La Haye. Vivant aux Pays-Bas depuis 2006, il était l'un des dirigeants du Mouvement de lutte arabe pour la libération d'Ahvaz (Amsla), un mouvement politique et militaire financé principalement par l'Arabie saoudite, se-

lon les services néerlandais. Cette formation réclame l'autodétermination du Khouzistan, une province pétrolière du sud-ouest de l'Irak, frontalière de l'Irak, où réside une forte minorité arabe de confession chiite.

La mouvance séparatiste locale s'est liée à des groupes djihadistes d'Irak depuis la chute de son ancien patron, le dictateur irakien Saddam Hussein, en 2003. Les autorités iraniennes la tiennent pour responsable d'un attentat perpétré contre une parade militaire à Ahvaz, en septembre 2018. Revendiquée par l'organisation Etat islamique, l'attaque avait fait 24 morts. Trois membres de l'Amsla vivant en exil au Danemark avaient été, par la suite, visés par un projet d'assassinat, déjoué en octobre, ont affirmé les autorités de Copenhague.

Invoquant la nécessité de ne pas influencer sur des enquêtes judiciaires en cours, le gouvernement de Mark Rutte avait refusé jusqu'ici de confirmer le rôle de l'Iran dans

les assassinats commis aux Pays-Bas. Durant l'été 2018, deux diplomates ont toutefois été renvoyés à Téhéran et l'ambassadeur iranien a été convoqué au ministère des affaires étrangères.

« Collaboration intensive »

M. Blok souligne, par ailleurs, que son pays a largement contribué à l'adoption d'un nouveau volet de sanctions européennes, dévoilé mardi 8 janvier. L'UE vise la direction pour la sécurité intérieure du ministère du renseignement iranien, ainsi que son chef, le vice-ministre Saeid Hashemi Moghadam, et un diplomate anciennement en poste à Vienne, Assadollah Asadi. Les fonds et autres actifs financiers du service et de ses responsables ont été gelés.

Les autorités françaises se sont félicitées, mardi, de l'adoption de ces nouvelles sanctions. Fin juin, elles avaient annoncé avoir déjoué un projet d'attentat organisé par les services de renseignement de Téhéran et visant un rassemblement de l'Organisation des moudjahidin du peuple iranien, à Villepinte (Seine-Saint-Denis). M. Asadi, le diplomate iranien, est actuellement détenu en Belgique, d'où devait partir un couple transportant du matériel explosif. Il est soupçonné de les avoir manipulés. L'enquête, confiée au parquet d'Anvers, se déroule dans le plus grand secret.

Aux Pays-Bas, Dick Schoof, le directeur des services de renseignement,

a évoqué la « collaboration intensive » qui se poursuivrait entre les services européens pour éclairer l'implication de l'Iran dans les meurtres commis en Europe.

Mardi, la France s'est jointe aux Pays-Bas, à la Belgique, au Danemark, au Royaume-Uni et à l'Allemagne pour exprimer de « sérieuses inquiétudes » quant à l'attitude de Téhéran. Leur prise de position mentionne toutefois que « ces éléments ne remettent pas en cause » l'engagement des Européens à poursuivre le dialogue avec l'Iran et à préserver l'accord international sur le nucléaire de juillet 2015, « tant que les autorités de Téhéran s'acquitteront à cet égard de leurs obligations », a assuré Paris.

L'Union européenne travaille, elle, toujours à la mise au point d'un système – ou « véhicule spécial » – censé préserver ses relations économiques et commerciales avec l'Iran. L'élaboration de cet outil complexe sera-t-elle compromise par les révélations sur les actions des services iraniens sur le sol européen ? Pour le service d'action extérieure, dirigé par la haute représentante Federica Mogherini, il ne faut pas perdre de vue les objectifs essentiels qui sont d'assurer la stabilité régionale et d'empêcher à tout prix le régime de se doter d'un armement nucléaire. Une parole de plus en plus difficile à tenir. ■

LOUIS IMBERT (À PARIS)
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

La France s'est jointe aux Pays-Bas pour exprimer de « sérieuses inquiétudes » quant à l'attitude de l'Iran

Bras de fer américano-turc sur la Syrie

Le président Erdogan a snobé la visite de John Bolton, qui ne veut pas lâcher les alliés kurdes de l'Amérique.

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoul
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

MOYEN-ORIENT Ce devait être une visite constructive, visant à définir les modalités du retrait des troupes américaines de Syrie, annoncé le mois passé par Donald Trump. Arrivé lundi soir à Ankara, après un détour par Israël, le conseiller du président américain pour la sécurité nationale, John Bolton, avait prévu de rencontrer ce mardi Recep Tayyip Erdogan, après une série d'entretiens avec de hauts responsables turcs. Mais le chef de l'État turc s'est désisté à la dernière minute en invoquant, selon le quotidien progouvernemental *Daily Sabah*, « un emploi du temps chargé ». Snobant son interlocuteur américain, il a préféré lui adresser un message par procuration en s'exprimant devant le Parlement turc. Les forces armées turques, a-t-il prévenu, « ont presque achevé leurs préparatifs pour une offensive militaire contre Daech » en Syrie, selon l'accord scellé le mois dernier avec son homologue américain. « Nous sommes également déterminés à faire le nécessaire contre les organisations terroristes telles que le YPG », a-t-il précisé, en visant les combattants kurdes syriens liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classés « terroristes » par Ankara.

Il ne fait aucun doute que sa déclaration se lit comme une fin de non-recevoir aux conditions posées la veille par John Bolton. De passage en Israël, ce dernier avait provoqué l'ire de la Turquie en soulignant que le retrait des 2 000 soldats américains stationnés au nord-est de la Syrie ne s'effectuerait pas sans un accord avec la Turquie préservant la sécurité des milices kurdes YPG, considérées par Washington comme de précieux alliés dans la bataille contre les djihadistes de Daech. « Les Turcs ne devront pas entreprendre d'action militaire qui ne soit pas pleinement acceptée et coordonnée avec les États-Unis, au minimum pour éviter de mettre en danger nos troupes, mais aussi pour répondre à l'exigence du président (Trump, NDLR) de ne pas mettre en danger les forces d'opposition syriennes qui ont combattu avec nous », avait-il déclaré lundi à l'issue d'entretiens menés à Jérusalem. La *qui ne soit pas pleinement acceptée et coordonnée avec les États-Unis, au minimum pour éviter de mettre en danger nos troupes, mais aussi pour répondre à l'exigence du président (Trump, NDLR) de ne*



Le conseiller à la sécurité nationale américaine, John R. Bolton, s'entretient avec le porte-parole de la présidence turque, Ibrahim Kalln, mardi à Ankara. AFP

pas mettre en danger les forces d'opposition syriennes qui ont combattu avec nous », avait-il déclaré lundi à l'issue d'entretiens menés à Jérusalem. La réaction du ministre turc de la Défense avait été quasi immédiate. « Cette organisation terroriste représente une menace pour la sécurité et la stabilité de la région et est un obstacle devant le retour dans leurs terres des réfugiés syriens dont le retour de nos frères kurdes en tête », avait lancé Hulusi Akar, en insistant néanmoins sur la nécessaire distinction entre « séparatistes » et « civils kurdes ».

« Finir le travail »

Ces échanges par discours interposés sont révélateurs de la discorde qui continue d'opposer Washington et Ankara sur le devenir des forces kurdes de Syrie. Pour les Américains, les milices YPG, composante principale des Forces démocratiques syriennes (FDS) du nord de la Syrie, sont à la pointe du combat contre l'organisation État islamique (EI). Mais pour Ankara, elles doivent être éliminées pour empêcher la création d'une région autonome kurde aux portes de la Turquie.

Ces déclarations mettent aussi en lumière les dysfonctionnements - voire les dissensions - dans l'Administration américaine, John Bolton écartant par ses dernières remarques toute perspective de retrait rapide des forces américaines, ce qu'avait préalablement annoncé le président Trump. Ce nouveau rebondissement contrarie également les ambitions d'Ankara, pressé de prendre le relais des Américains dans la lutte contre

Daech et de mener une ultime offensive contre les combattants kurdes du nord de la Syrie.

L'affaire avait pourtant montré quelques signes d'apaisement depuis le 14 décembre, date du fameux entretien téléphonique entre Trump et Erdogan. Ce jour-là, le président américain avait confié, à la surprise générale, à son homologue turc, vouloir se retirer de Syrie après avoir obtenu son engagement à poursuivre la lutte contre les djihadistes - décision confirmée 5 jours plus tard sur son compte Twitter. Ce lundi, le président turc avait pour sa part réitéré, dans une tribune publiée dans le *New York Times*, la capacité d'Ankara à « finir le travail », en l'accompagnant de plusieurs propositions, notamment le remplacement des YPG par une force de stabilisation composée de toutes les franges de la société syrienne, et l'élection de conseils locaux - propositions saluées positivement par les observa-

teurs de la Turquie, à condition « qu'elles respectent l'équilibre démographique des villes », précise Ozgür Unluhisar-cikli, représentant à Ankara du German Marshall Fund of the United States. Pour l'heure, la situation est de nouveau au point mort. « La discorde autour des milices kurdes est avant tout révélatrice d'un manque profond de confiance entre la Turquie et les États-Unis », estime Arzu Yilmaz, spécialiste turque du Moyen-Orient. ■

Les Kurdes soumettent leur « feuille de route » à la Russie

GEORGES MALBRUNOT
@Malbrunot

ABANDONNÉS par les États-Unis, les Kurdes n'ont d'autre choix que de se tourner vers la Russie et Damas pour éviter une offensive militaire turque sur leurs bastions du Nord-Est syrien. Lors d'un voyage à Moscou le 14 décembre, dans la foulée de l'annonce surprise d'un retrait américain des zones kurdes de Syrie, des responsables kurdes ont ainsi présenté à des diplomates russes une feuille de route en vue d'établir « un système de défense général contre des menaces extérieures », selon l'un des participants à ces discussions, Badran Jia Kurd.

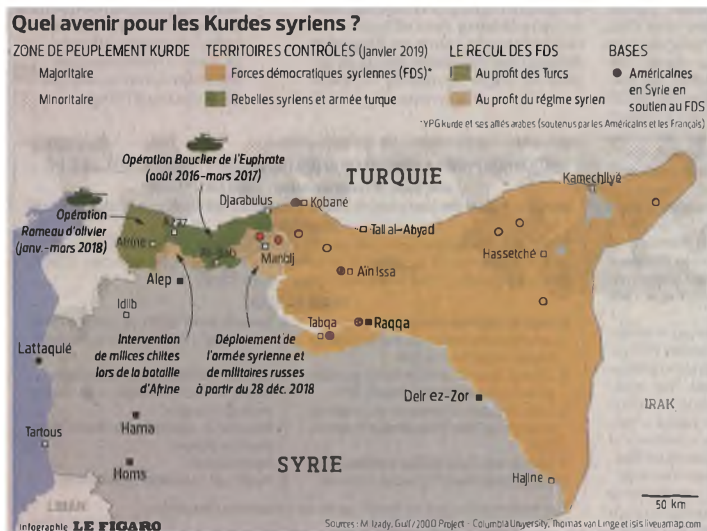
À Moscou, la délégation kurde a sollicité une médiation russe. Selon Jia Kurd, « la Russie a pris cette médiation très au sérieux » et est prête « à travailler pour préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie ».

Sachant que « la décision finale est de négocier un accord avec le gouvernement syrien (...) même si les Américains s'y opposent », ajoute Badran Jia Kurd.

Premier élément de cette feuille de route : protéger la frontière avec la Turquie, à l'est de l'Euphrate. Ce devrait être le rôle de l'armée syrienne, qui renverrait des gardes-frontières face à la Turquie, dans des régions d'où les troupes de Damas s'étaient retirées en 2012 – en accord avec les Kurdes – alors que la révolte contre Bachar el-Assad gagnait du terrain. « Le déploiement de l'armée à la frontière nord avec la Turquie n'est pas à exclure », reconnaît Eldar Khalil, autre cadre kurde à s'être rendu à Moscou. Mais les Kurdes réclament que certains des leurs soient intégrés dans les gardes-frontières.

Dissoudre leurs milices

Deuxième élément, le plus sensible : la dissolution des Forces démocratiques syriennes (FDS), cette alliance incluant des Arabes mais dominée par les combattants kurdes qui a joué un rôle important aux côtés des Occidentaux dans la guerre contre



Daech. C'est une exigence turque pour ne pas envahir le nord-est. « Une partie des FDS rejoindrait l'armée syrienne, confie un opposant syrien, impliqué dans les contacts entre Kurdes et Russes. Ceux qui n'en ont pas envie retourneraient à la vie civile. Parmi les Assayech, les forces de sécurité kurdes, certains sont d'anciens policiers et rejoindraient la police syrienne, et ceux qui n'ont pas été formés iraient en instruction à l'Académie de police. » Les Kurdes veulent croire que la dissolution des FDS ne signifie pas que les armes données par les Américains seraient reprises. Des négociations sont en cours entre les deux parties. Mais selon cet opposant, « les Américains seraient prêts à laisser ce qui a été donné à un combattant arabe ou kurde pour lutter contre Daech. » « Y

compris les armes lourdes comme les missiles antichar ? », s'interroge, dubitatif, un diplomate onusien en charge du dossier syrien, « même si, in fine, ces armes lourdes finissent entre les mains de l'armée syrienne ». Selon l'agence Reuters, plusieurs officiers américains ont recommandé au Pentagone de laisser les armes offertes aux Kurdes jusqu'à la fin de leur guerre contre les dernières poches djihadistes.

Le partage des richesses est également mentionné dans la feuille de route kurde soumise aux Russes. Mais ce n'est pas le

point le plus épineux. Les Kurdes ne s'opposent pas au retour dans le giron gouvernemental syrien des puits de pétrole qu'ils contrôlent dans le nord-est du pays. Les négociations seront plus délicates sur le maintien de leur gouvernance propre – mini-Parlement élu et forces de sécurité. Ces dernières années, les Kurdes ont expérimenté une autonomie de leur région. Si leur feuille de route indique clairement qu'ils veulent vivre dans une « Syrie unifiée », les Kurdes espèrent préserver une part de leur autonomie, que garantirait une nouvelle Constitution. Sur cette revendication autonomiste, des négociations s'étaient ouvertes l'été dernier avec le gouvernement syrien, mais elles ont rapidement capoté. L'idée d'octroyer aux Kurdes un statut particulier est évoquée. Même si le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid el-Mouallem, s'est, une fois, déclaré « pas hostile » à une certaine dose d'autonomie kurde, le régime baasiste regarde toujours avec défiance le concept de décentralisation. Les Kurdes comptent sur la Russie pour faire fléchir Damas.

Reste le sort de Manbij, cette ville majoritairement arabe à l'ouest de l'Euphrate, d'où les Kurdes ont chassé Daech en 2016, que la Turquie menace d'attaquer, si les combattants kurdes ne s'en retirent pas, conformément à un accord passé entre Ankara et les États-

Unis, l'été dernier. Finalement, ces dernières semaines, les « conseillers kurdes » ont été exfiltrés de Manbij. Les forces américaines patrouillent encore dans la ville. Les troupes syriennes, elles, s'en sont rapprochées à l'ouest. À l'intérieur, à l'initiative des tribus loyales à Damas, le conseil militaire a déployé le drapeau gouvernemental. Et selon l'accord en négociation avec Moscou pour établir une « zone neutre » à Manbij, la police militaire russe prendrait la place des forces américaines dans la ville, où l'administration gouvernementale syrienne reviendrait, mais pas les soldats de Bachar el-Assad. « Sans terroristes, nous n'avons plus de raison d'intervenir », a déjà déclaré le président turc, Recep Tayyip Erdogan.

« Moindre mal »

Dans ces pourparlers pour préserver leurs acquis, les Kurdes ont peu de marge de manœuvre. « Il y a parmi eux des durs, prêts à défendre coûte que coûte leur région, analyse leur ex-allié au sein des FDS, l'opposant syrien Haytham Manna. Mais ils sont aujourd'hui minoritaires. »

Avant l'annonce de leur retrait, dans un geste à l'égard de la Turquie, les États-Unis ont obtenu le départ des chefs militaires kurdes syriens, venus de leur fief montagneux irakien de Qandil, dont l'expérience combattante a été utile ces dernières années.

Chez les Kurdes, l'heure de l'autocritique semble avoir sonné. « Beaucoup croyaient que quel que soit le président américain, l'État profond, c'est-à-dire la CIA, le Pentagone ou le département d'État ne les laisseraient pas tomber », constate Haytham Manna. Entre leur ex-allié américain sur le départ, leur nouveau protecteur russe qu'ils ont déçu dans le passé et un Bachar el-Assad triomphateur que les Kurdes voient comme un « moindre mal », la voie du salut sera très étroite. ■

Irak

L'impossible décompte des morts de Mossoul

A gauche : plus de 1500 victimes de la bataille de Mossoul sont enterrées dans le cimetière d'Al-Mamoun (ouest de la ville). Certaines sépultures ne sont marquées que d'une simple pierre, d'autres portent une pierre tombale avec la mention « chahid » (« martyr ») sous le nom du défunt.

PHOTOS : ALEXANDRA ROSE HOWLAND
POUR « LE MONDE »



Un an et demi après la fin des combats contre l'organisation Etat islamique, les survivants de la métropole du nord recherchent toujours leurs disparus. Des milliers de corps sont enfouis dans les décombres de la ville ou ont été jetés dans les charniers de l'EI, qui succèdent à ceux de Saddam Hussein

HÉLÈNE SALLON

MOSSOUL (IRAK) - envoyée spéciale

Recroquevillée sur le bord du canapé, dans un état d'abattement, Zeinab Qassem peine à contenir la peur et les tourments qui l'habitent depuis qu'elle est revenue vivre dans la vieille ville de Mossoul. Alors que la vie reprend lentement dans le centre historique de la métropole du nord de l'Irak, un an et demi après la fin de la bataille contre l'organisation Etat islamique (EI), cette femme de 39 ans vit recluse chez elle, avec ses deux enfants. La moitié du quartier est encore à l'état de ruines, jonché de décombres et parfois de corps. « Je ressens de la haine et de la tristesse en voyant ces destructions, confie-t-elle. On ne peut pas faire notre deuil et oublier. C'est effrayant, ces corps partout. C'est comme s'ils allaient sortir la nuit comme des zombies. »

Ses cernes marqués disent les nuits sans sommeil, hantées par les morts. Les images des corps ensanglantés de ses parents et de treize autres proches, tués par un kamikaze qui s'est fait exploser parmi eux lorsqu'ils ont fui la vieille ville en juillet 2017, ne la quittent plus. Tout dans la maison lui rappelle son mari, disparu peu de temps avant. « Il est sorti chercher de l'eau et n'est jamais revenu. Il y avait des frappes partout. Je sens qu'il est vi-

vant. Il est peut-être dans une prison. Daech [l'acronyme arabe de l'EI] a arrêté beaucoup de gens qui ont été retrouvés et emmenés par l'armée », espère-t-elle. Sans certificat de décès à présenter, Zeinab Qassem n'existe plus vraiment non plus aux yeux des autorités : elle ne peut ni toucher de pension de veuvage ni effectuer de démarches administratives, comme inscrire ses enfants à l'école.

Mossoul se reconstruit peu à peu, mais la vieille ville reste le témoignage de la dévastation produite par l'EI et sa chute. Ses venelles portent le souvenir de la terreur imposée par les djihadistes dès juin 2014. Quand la bataille a commencé, en octobre 2016, 1,5 million de Mossouliotes se sont trouvés pris au piège. Les combats entre les djihadistes et les forces irakiennes appuyées par la coalition internationale ont été d'une violence rare, dont les immeubles en ruine portent les stigmates, surtout dans les quartiers ouest et dans la vieille ville, lieu de l'ultime bataille de mi-juin à mi-juillet 2017. Selon les Nations unies, plus de 40 000 maisons ont été détruites ou endommagées à Mossoul, laissant des quartiers entiers dévastés.

UN BILAN EN DEÇÀ DE LA RÉALITÉ

Il n'y a pas une famille qui n'ait des morts à

pleurer, des disparus à déplorer. Personne ne peut pourtant dresser un bilan définitif du lourd tribut qu'ont payé les civils. Celui de 1260 morts, avancé par le premier ministre sortant Haider Al-Abadi, semble bien en deçà de la réalité : selon les informations recueillies par *Le Monde*, la bataille a fait au moins dix fois plus de victimes civiles. Si l'on inclut ceux qui ont été tués sous le règne de l'EI, plus de 20 000 civils pourraient avoir été tués dans ce nouvel épisode tragique de l'histoire irakienne.

La mort a pris de multiples visages. Le docteur Hatham Al-Taï en a été l'un des tristes comptables. Depuis la prise de la ville par l'EI, le médecin légiste âgé de 51 ans a dressé des milliers de certificats de décès. Sous le règne djihadiste déjà, dans la morgue centrale installée à l'hôpital Al-Joumhourî, dans l'ouest de Mossoul, se souvient-il, « on recevait cinquante corps par jour environ. Des combattants de l'EI et des civils tués par eux ou par les mortiers et les obus d'artillerie. Des gens récupéraient les corps pour les enterrer on ne sait où, certains dans des charniers. Les djihadistes menaçaient de mort les familles qui demandaient les dépouilles ».

Le médecin légiste n'était pas autorisé à voir

les corps de ceux que l'EI exécutait. Il établissait les certificats de décès à partir de listes de noms : « Quarante à cinquante par semaine. Certains noms restaient secrets. » L'EI a arrêté et exécuté ses opposants présumés : officiers, policiers, employés de l'Etat, figures politiques et religieuses... Ceux qui enfreignaient son code moral rigoriste ont été soumis aux pires châtiments, comme les informateurs supposés. « L'EI a tué, sous son règne, près de 10 000 personnes », estime Oussama Eddin Sadoun, chargé des martyrs et des disparus au gouvernorat de Mossoul. Rares sont les familles qui savent où se trouvent les dépouilles. Certaines ont été jetées dans le fleuve Tigre qui traverse la ville, un plus grand nombre reposent dans des charniers découverts aux alentours.

Dans un rapport publié en novembre, les Nations unies ont recensé 202 charniers de l'Etat islamique en Irak. Ils pourraient contenir entre 6 000 et 12 000 corps. La province de Ninive compte 95 charniers à elle seule, renfermant des victimes de Mossoul. Khasfa, une fosse de 50 mètres de diamètre et 250 mètres de profondeur, à 5 kilomètres au sud de la ville, est le plus grand. L'EI pourrait y avoir jeté 7 000 victimes, estime Oussama Eddin Sadoun. Ils forment une strate supplémentaire de l'horreur, recouvrant les corps dont s'était débarrassée au même endroit la dictature de Saddam Hussein (1979-2003).

En novembre 2018, le plan d'excavation de Khasfa a été suspendu sine die en raison du risque lié aux pièges explosifs que l'EI y a disséminés. « Qui va dire aux familles que l'excavation n'aura jamais lieu ? », interroge une source onusienne, sans illusion sur la volonté des autorités irakiennes de fouiller les charniers. « Le département des charniers a indiqué qu'il lui faudrait huit cents ans pour le faire... Ses responsables se justifient en disant qu'ils ne sont que six, mais veulent-ils vraiment de l'aide ? Ils ont reçu 800 000 dollars (695 000 euros), c'est beaucoup d'argent ! », poursuit-elle.

Pendant la bataille de Mossoul, le docteur Hatham Al-Taï a poursuivi sa macabre besogne à l'hôpital Al-Joumhourî, puis à la tête de l'institut médico-légal de la province de Ninive. Les victimes y ont été amenées, répertoriées, et leur ADN a été prélevé. Les registres tenus entre octobre 2016 et fin 2018 mentionnent 30 000 noms : des soldats tués au combat, des prisonniers morts en détention et 13 000 civils. L'identité de 10 000 civils a été établie. Les 3 000 autres dépouilles sont pour certaines conservées à la morgue, sous la garde des services de renseignement, d'autres déjà enterrées par manque de place.

LE SCÉNARIO DU PIRE

Certaines dépouilles pourraient être celles de familles de djihadistes que personne n'est venu réclamer par peur des forces de sécurité. « Il y a aussi des cas où tous les membres d'une famille sont morts. On a trouvé des maisons renfermant de quarante à cinquante corps. Parfois, des survivants ne viennent pas reconnaître les corps, car à quoi bon se donner un mal de crâne avec toute la paperasse quand vous n'avez plus rien ? Certains sont totalement désespérés », explique le docteur Al-Taï. La signature du *moukhtar*, le chef de quartier,

KHASFA, UNE FOSSE DE 50 MÈTRES DE DIAMÈTRE ET 250 MÈTRES DE PROFONDEUR, EST LE PLUS GRAND CHARNIER DE LA VILLE. L'EI POURRAIT Y AVOIR JETÉ 7 000 CORPS

LES DATES

2014

10 juin L'organisation Etat islamique (EI) s'empare de Mossoul après quatre jours d'offensive : 1,5 million de Mossouliotes sont pris au piège des djihadistes.

2016

17 octobre Après avoir libéré les territoires aux mains de l'EI dans le centre et l'ouest du pays, 100 000 membres des forces irakiennes, appuyés par la coalition internationale, lancent la bataille pour reconquérir Mossoul.

2017

Fin janvier Les quartiers est de Mossoul sont repris par les forces irakiennes.

19 février Les forces irakiennes lancent l'offensive sur les quartiers ouest de la ville.

10 juillet Au terme de trois semaines de combats dans la vieille ville, le premier ministre, Haïder Al-Abadi, proclame la libération de Mossoul.

et celles de deux témoins sont requises pour attester qu'une personne n'est pas membre de l'EI, afin que la sûreté nationale autorise la délivrance du certificat de décès.

Le nombre de civils tués ne surprend pas les organisations de défense des droits de l'homme, qui ont très tôt alerté sur le risque élevé de victimes collatérales dans une bataille menée au milieu de 1,5 million d'habitants. Le scénario du pire a été évité dans l'est, entre octobre 2016 et janvier 2017, les combattants de l'EI ayant choisi de battre en retraite sur l'autre rive. La bataille a pris un tour autrement plus meurtrier, de février à juillet 2017, dans les quartiers densément peuplés de l'ouest, où les djihadistes, pris au piège, étaient résolus à combattre jusqu'à la



mort, en entraînant avec eux le plus grand nombre de victimes militaires et civiles.

Selon Amnesty International, la responsabilité des morts civiles à Mossoul incombe aux deux belligérants : l'EI et les forces progouvernementales. Dans un rapport réalisé entre janvier et mai 2017, l'ONG accusait l'EI d'avoir forcé les habitants à les suivre au gré des combats pour les utiliser comme boucliers humains. Les djihadistes ont refusé de fournir à la population nourriture, eau et médicaments, alors qu'un siège sévère était imposé. Ils ont piégé les rues et des maisons pour empêcher les civils de fuir et exécuté ceux qui tentaient de le faire.

Qahtan Ahmad, un travailleur journalier de 55 ans, a survécu au plus grand massacre perpétré par l'EI à Mossoul, le 1^{er} juin 2017. Sur l'avenue qui jouxte l'usine Pepsi, dans le quartier Shifa, à l'ouest, au moins 163 civils ont été tués par les snipers djihadistes, selon les Nations unies. « On était des milliers à fuir les combats de la vieille ville. Les snipers de l'EI nous tiraient depuis l'hôpital comme des bêtes. On marchait sur les corps. Ma fille de 17 ans a été touchée à la poitrine. Je n'ai pas pu l'aider, il y avait trop de tirs, je l'ai abandonnée en lui demandant de me pardonner », se souvient ce père de six enfants. Son fils de 11 ans a été tué par une kamikaze de l'EI dissimulée dans la foule. Deux autres enfants ont encore des balles dans le corps.

Face à cette stratégie de la terre brûlée de l'Etat islamique, les forces irakiennes et la coalition internationale ont échoué à adapter leurs tactiques afin d'épargner les civils, poursuit Amnesty International. A cause des pertes occasionnées dans leurs rangs, les forces progouvernementales ont fait un usage plus fréquent des frappes aériennes et de l'artillerie, avec des charges à forte puissance, bénéficiant dès décembre 2016 d'un assouplissement des règles d'engagement par les Américains. Selon l'organisation indépendante Airwars, en neuf mois de bataille, les forces de la coalition ont effectué 1 250 frappes sur la ville et utilisé plus de 29 000 munitions. « Il y a eu un usage excessif de la force, surtout à l'ouest. Dès qu'un lieu ne pouvait être facilement libéré, ils bombardaient lourdement. Les bombardements auraient pu parfois être remplacés par des armes plus légères », observe Oussama Eddin Sadoun.

DES BAVURES MEURTRIÈRES

Le responsable du gouvernorat cite le recours

à des frappes aériennes ciblant des snipers sur un toit avec des charges pouvant détruire des maisons entières, ou des bombardements aléatoires au mortier et à la roquette par la police fédérale sur la vieille ville. Dans un décompte établi en décembre 2017, l'agence Associated Press (AP) estimait, sur la base des registres de la morgue, qu'un tiers des 10 000 victimes civiles alors enregistrées avaient été tuées dans des frappes aériennes et des tirs d'artillerie des forces progouvernementales et un tiers par les djihadistes. La responsabilité était difficile à attribuer dans les autres cas. Ces estimations n'ont jamais été confirmées par les autorités irakiennes ou les forces de la coalition – qui endossent la responsabilité de 326 morts civiles, sans avoir réalisé d'enquête de terrain. Elles renvoient toute la responsabilité de la mise en danger des civils sur l'EI.

Les pertes civiles sont pourtant devenues une préoccupation majeure du commandement militaire dès février 2017, obligeant à une pause dans les combats après des bavures, selon AP. La plus meurtrière d'entre elles a été perpétrée par la coalition anti-EI le 17 mars 2017 dans le quartier Al-Djadida, dans l'ouest de Mossoul, faisant au moins 105 morts. Le 25 mai 2017, le département de la défense américain a reconnu que les frappes d'un avion américain contre deux snipers de l'EI postés sur un toit avaient occasionné des explosions secondaires à l'origine du massacre. Les survivants et des témoins réfutent la présence d'un véhicule piégé qui aurait explosé dans la frappe. Cette bavure ne serait pas un cas isolé. Selon Basma Bassim, à la tête du conseil local de Mossoul, plusieurs frappes aériennes menées dans ce quartier entre le 10 et le 17 mars ont tué plus de 500 civils. La défense civile a confirmé y avoir ramassé 531 corps.

Les victimes du 17 mars reposent dans le cimetière d'Al-Mamoun, à l'ouest, où les fossoyeurs ont enterré plus de 1 500 personnes pendant les combats. Chaque jeudi, après la prière de l'après-midi, des dizaines de familles viennent se recueillir sur les tombes. Certaines ne sont marquées que d'une simple pierre, d'autres portent une pierre tombale où est inscrite, en lettres colorées, la mention *chahid* (« martyr ») sous le nom du défunt. Assis devant trois pierres tombales, Omar Marwan, un instituteur de 40 ans, et sa vieille mère, Chahar Khaled, inconsolables, laissent échapper des cris déchirants.

« J'aurais aimé mourir avec eux. Je n'ai plus personne à part Omar. Mon cœur se meurt. Grâce à Dieu, on a été débarrassés de Daech, mais le gouvernement et la coalition ont fait un usage excessif de la force », dit la vieille dame enveloppée d'une abaya noire. Elle a perdu sept enfants et tous ses petits-enfants, le 17 mars 2017. « Il y a 140 personnes enterrées ici, dont 20 membres de notre famille. Quand les corps ont été extraits des décombres, il n'en restait plus que des bouts. Seuls trois corps étaient entiers. Il y a certains enfants dont nous n'avons rien retrouvé du tout », raconte Omar Marwan.

Ils n'ont que trois tombes sur lesquelles se recueillir, les autres dépouilles reposent dans des fosses communes. Les corps, trop abîmés

**« LE 1^{ER} JUIN 2017,
ON ÉTAIT DES
MILLIERS À FUIR
LES COMBATS
DE LA VIEILLE VILLE.
LES SNIPERS DE L'EI
NOUS TIRAIENT
COMME DES BÊTES.
ON MARCHAIT
SUR LES CORPS »**

QAHTAN AHMAD
habitant de Mossoul



Ci-contre : des petites filles traversent le cimetière d'Al-Mamoun pour se rendre à l'école.

pour être identifiés, ont été enterrés à la va-vite avec des dizaines d'autres, sous la menace des bombes, par les fossoyeurs et des habitants.

Omar Marwan blâme l'armée qui les a fait attendre dix jours après la frappe avant de les laisser accéder aux décombres. « Mon frère Youssef est resté en vie durant deux jours. Il est mort le troisième jour », déplore-t-il. Il l'a appris de l'un des survivants, Ali Zaanoun. Le quinquagénaire a survécu cinq jours sous les décombres en buvant des gouttes oculaires, avant d'être extrait par des proches qui vivaient à proximité. Vingt et une personnes de sa famille ont été tuées – dont ses deux épouses, ses sept enfants et un petit-fils – dans ce qu'il décrit comme la frappe de trois missiles sur la maison où ils s'entassaient à 120. « Youssefa survécu deux jours avant de divaquer et de mourir. Pendant un moment, ma femme m'appelait aussi. Je sentais la chair de mon fils dans mon dos, la main de ma fille, des cheveux aussi. C'était horrible », raconte Ali Zaanoun, sa main droite abîmée gantée de noir et ses jambes encore faibles après 64 opérations.

L'espoir de trouver des survivants n'a cessé d'animer les équipes de la défense civile, jusqu'à opérer parfois au-delà de la ligne de front, en territoire EI. Ils ont extrait des milliers de corps pendant les combats, et même longtemps après qu'ils ont cessé. Selon la Haute Commission indépendante pour les droits de l'homme, 4 000 corps ont été extraits des décombres par la défense civile depuis la fin de la bataille; l'identité de 2 665 d'entre eux seulement a pu être établie. Pendant des mois, la défense civile n'a été autorisée à retirer que les corps réclamés par des proches. Il lui était interdit de collecter ceux des djihadistes gisant dans les ruines. L'ordre a finalement été donné mi-mai 2018 par le bureau du premier ministre, après qu'une infirmière de 23 ans, Sorour Al-Hosayni, a alerté les médias sur le risque de contamination sanitaire posé par les corps en décomposition.

Une équipe municipale a été chargée des dépouilles des membres de l'EI. Selon le responsable du gouvernorat, 800 corps ont été ex-

traits, en majorité des Irakiens. Le nombre serait beaucoup plus élevé, selon la défense civile qui a mené les opérations pendant un mois. « Des centaines de corps ont été extraits : les trois premiers jours, environ 300 quotidiennement. Un jour, on en a retrouvé 400 rien que sur la rive. Des femmes, des enfants, des hommes de nationalité différente », indique le sergent Mohamed Shihab. Tous ont été enterrés, sans identification préalable, dans une fosse commune hors de Mossoul. « Pour certains corps, on ne peut dire si ce sont des combattants ou des civils mais, comme depuis des mois plus personne ne vient nous signaler des proches morts, les corps extraits sont classés automatiquement comme membres de Daech », reconnaît Oussama Eddin Sadoun, du gouvernorat.

Des corps arrivent encore à la morgue de façon épisodique, surtout d'autres villes de la province. « Il reste de nombreux corps sous les décombres de la vieille ville. On ne sait pas combien », souligne toutefois le médecin légiste. « On pourra les retrouver quand la vieille ville aura été déminée et déblayée, estime le sergent Mohamed Shihab. La vieille ville est tout à la fois : un charnier, un champ de mines et une cache au trésor. Si vous creusez, vous pouvez trouver un corps, une mine ou de l'argent ! » Certains pourraient être parmi les 1917 disparitions signalées aux autorités locales. « Ce sont surtout des personnes qui ont disparu sous le règne de l'EI, qui étaient dans ses prisons », estime Oussama Eddin Sadoun. Pessimiste, il pense que « peut-être seuls 20 ou 100 de ces disparus sont encore vivants. Certains ont peut-être été transférés pour interrogatoire à Bagdad par les forces de sécurité pendant la bataille ».

Ce mince espoir suffit aux proches comme Azzam Zaki, qui est sans nouvelles de son oncle maternel, Ahmed, un officier à la re-



Syrie: un groupe jihadiste influent en faveur d'une offensive turque contre les Kurdes

Beyrouth, 14 janvier 2019 (AFP)

LE CHEF du groupe jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), Abou Mohamad al-Joulani, a affirmé lundi que son organisation --ex-branche syrienne d'Al-Qaïda-- appuie l'idée d'une offensive militaire turque contre les Kurdes dans le nord-est de la Syrie.

Ankara menace depuis plusieurs semaines de mener une offensive contre la principale milice kurde en Syrie, les Unités de protection du peuple (YPG), qu'elle qualifie de "terroriste" pour ses liens présumés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène une guérilla armée sur le sol turc depuis 1984.

L'annonce par le président américain le 19 décembre d'un retrait de ses quelques 2.000 soldats déployés en Syrie en soutien aux Forces démocratiques syriennes (FDS) dont les YPG constituent l'épine dorsale, a attisé les craintes parmi les Kurdes d'une opération turque imminente.

Les Kurdes, qui représentent 15% de la population syrienne, ont constitué une région autonome de facto dans le nord-est de la Syrie.

"Nous sommes en faveur d'une libération de cette région du PKK (...)", a

affirmé M. Joulani dans un entretien publié lundi par le média "Amjad", affilié à HTS, en assimilant les YPG au PKK, comme le fait la Turquie.

"Nous ne saurons être un obstacle à une opération contre un des ennemis de la révolution" syrienne, a répondu le chef de HTS à une question sur une éventuelle offensive turque contre les YPG.

HTS a étendu la semaine dernière son emprise administrative sur la province d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, et des segments des provinces voisines de Hama, Lattaquié et Alep, en reprenant aux rebelles soutenus par la Turquie plusieurs zones qu'ils contrôlaient jusqu'alors.

La guerre en Syrie a éclaté en 2011 après la répression par le régime de manifestations prodémocratie. Elle s'est complexifiée au fil des ans avec l'implication de groupes jihadistes et de puissances étrangères. Le conflit a fait plus de 360.000 morts. ●



15 janvier 2019

Syrie: Erdogan pour une "zone de sécurité" sous contrôle turc

Istanbul, 15 jan 2019 (AFP) La Rédaction, www.parismatch.com

Le président Recep Tayyip Erdogan a indiqué mardi que la Turquie était prête à établir une "zone de sécurité" en Syrie entre sa frontière et les positions d'une milice kurde soutenue par Washington, une décision perçue par Damas comme une "agression".

Ce dispositif a été évoqué dans un entretien téléphonique lundi soir entre M. Erdogan et Donald Trump destiné à apaiser les tensions après que le président américain eut menacé de "dévaster" l'économie de la Turquie si celle-ci attaquait les combattants kurdes en Syrie.

Au cours de cette conversation "extrêmement positive", M. Trump "a mentionné une zone de sécurité d'une largeur de 20 miles, ce qui représente plus de 30 km, qui sera établie par nous le long de la frontière", a déclaré M. Erdogan, se disant favorable à l'idée.

Répondant peu après aux questions de journalistes, le chef de l'Etat a ajouté que la Turquie demanderait un appui logistique de la coalition internationale antijihadiste regroupant une soixantaine de pays, dont les Etats-Unis et la France.

Depuis l'annonce, le mois dernier par Donald Trump, du retrait prochain des troupes américaines de Syrie, la Turquie et les Etats-Unis s'efforcent de trouver un accord qui les satisfasse mutuellement au sujet de la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG).

Si Washington appuie les YPG contre l'organisation Etat islamique (EI), Ankara qualifie ce groupe de "terroriste" et menace depuis plusieurs semaines de déclencher une nouvelle offensive contre ses positions dans le nord de la Syrie.

L'annonce du futur départ des militaires

américains a été bien accueillie par la Turquie, mais des déclarations de responsables américains évoquant l'établissement d'un lien entre ce retrait et la garantie de la sécurité des combattants kurdes ont suscité la colère d'Ankara.

- PEUT ÊTRE "ÉTENDUE" -

La Turquie défend depuis plusieurs années l'idée d'une "zone de sécurité" le long de sa frontière en Syrie, mais cette proposition a jusqu'ici été rejetée, y compris par le prédécesseur de Donald Trump, Barack Obama.

Cependant, cette option est revenue sur le devant de la scène lorsque le président américain l'a sommairement évoquée dans un tweet dimanche, une occasion que le gouvernement turc s'est empressé de saisir.

"J'aborde ce sujet positivement, il est possible de travailler sur cette idée", a déclaré à la presse mardi M. Erdogan, ajoutant, sans autres précisions, que la largeur de cette zone pourrait même être "étendue" au-delà des 20 miles évoqués par M. Trump.

Pour Damas, les déclarations de M. Erdogan sont "irresponsables". Elles "montrent une nouvelle fois que son régime ne traite qu'avec le langage de l'occupation et de l'agression", a indiqué l'agence officielle Sana, citant une source au ministère des Affaires étrangères.

"Nous sommes déterminés à défendre par tous les moyens notre peuple et notre territoire contre toute forme d'occupation ou d'agression, y compris l'occupation turque", a-t-elle poursuivi.

Le chef d'état-major turc Ibrahim Kalin rencontrera son homologue américain mercredi à Bruxelles pour définir les "modalités" de cette zone de sécurité qui serait "contrôlée par la Turquie, selon le porte-parole du président turc.

Il a aussi affirmé que "la population locale"



serait associée à la création de cette "zone de sécurité", faisant une comparaison avec des régions du nord-ouest de la Syrie, comme Jarablous, Al-Bab et Afrine, sous contrôle de rebelles appuyés par Ankara.

"Même si on n'utilise pas ce terme, il y a de facto là-bas une +zone de sécurité+ sous le contrôle de la Turquie (...). Un modèle similaire peut aisément être transposé" aux portions frontalières sous contrôle des YPG, a affirmé M. Kalin.

Mais la création d'une telle zone supposerait que les YPG acceptent de quitter leurs positions le long des 900 km de la frontière turco-syrienne, dont la milice kurde contrôle une grande partie.

- APRÈS TRUMP, POUTINE -

Alors que les désaccords au sujet des YPG enveniment les relations entre la Turquie et les Etats-Unis depuis deux ans, M. Erdogan s'est dit convaincu mardi d'être parvenu à "une compréhension mutuelle d'une portée historique" avec M. Trump au cours de l'entretien de lundi.

Ce ton apaisé tranche sensiblement avec l'atmosphère orageuse des jours précédents. La menace de Donald Trump de "dévaster" l'économie turque a réveillé le spectre de sanctions américaines, celles-ci ayant déjà accéléré l'effondrement de la livre turque l'été dernier. Lundi, la monnaie nationale a perdu plus de 1,5% de sa valeur face au dollar.

Membre de l'Otan et soutenant des groupes rebelles en Syrie, la Turquie coopère par ailleurs étroitement avec la Russie, le principal soutien du régime de Damas.

M. Erdogan a annoncé mardi qu'il se rendrait le 23 janvier dans ce pays pour s'y entretenir notamment du retrait américain avec le président Vladimir Poutine. ◆

Donald Trump warns Turkey of economic devastation if Kurdish forces attacked

Josie Ensor, 14 January 2019
www.telegraph.co.uk

Turkey has responded furiously to a threat from US President Donald Trump to devastate its Nato ally's economy if they attacked Kurdish partners in Syria.

Mr Trump tweeted late on Sunday that the US will "devastate Turkey economically if they hit Kurds."

Mevlut Cavusoglu, Turkish Foreign Minister, sharply rebuked Mr Trump, saying that strategic partners do not speak to each other through social media and stressing that Turkey is "not afraid of any threat. You cannot achieve anything with economic threats."

"We would do whatever is necessary to eliminate threat to our security," said Mr Cavusoglu, adding that Ankara saw the Kurdish People's Protection Units (YPG) as terrorists who needed to be defeated.

Mr Trump's tweet saw the Turkish lira lose some 1.6 per cent of its value against the dollar on Monday, dealing another blow to its

already ailing economy.

Asked to explain the tweet, Mike Pompeo, US Secretary of State, said he assumed Mr Trump was referring to the imposition of sanctions should Ankara take military action against the YPG, its allies in the fight against Islamic State of Iraq and the Levant (Isil).

Mr Trump imposed sanctions and trade tariffs on Turkey in August to pressure them to release an American pastor who had been arrested on charges of supporting a failed 2016 coup against Mr Erdogan.

Relations between Turkey and the US have soured in recent years over the issue of Washington's support for the YPG, and has only been made worse by the US's confused messaging on its withdrawal of troops from Syria.

John Bolton, US National Security adviser, visited Ankara last week as part of a tour of the Middle East aimed at assuaging fears over the drawdown.

But by all accounts, the meetings went badly. Recep Tayyip Erdogan, Turkey's president, decli-

ned to meet Mr Bolton over comments the adviser made before his visit imploring Ankara to protect Syria's Kurdish fighters.

Turkish officials had been expecting Mr Bolton to bring with him draft plans for the withdrawal, but instead delivered what they described as a "non-paper". They claimed Mr Bolton's team did not present any operational information or discuss a timetable or post-pullout planning.

The two countries did appear to agree on one point, however, with Mr Trump tweeting his support for a Turkish proposal for a 20-mile "safe zone" along Turkey's southern border with Syria.

Such a zone would see Kurds pushed back from the frontier, but would provide them some protection against a threatened Turkish assault.

"We want to make sure that the folks who fought with us to down Isil have security... and also that terrorists acting out of Syria aren't able to attack Turkey," Mr Pompeo said.

But the proposal has been met with concern from Syrian

Turkish President Recep Tayyip Erdogan and Donald Trump
Credit: AFP



Kurds, who fear a large-scale repopulation of Kurdish areas.

Turkey has already led offensives inside Syria aimed at installing allied rebels along its border to prevent Kurdish expansion and the transfer of weapons between the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), an insurgent group operating out of southern Turkey, and the YPG.

A map of the "safe zone" drawn up by Turkish analysts Syria Agenda, shows some of the largest Kurdish-majority towns in their area of self-administration would be included.

"What does a safe zone mean? Who keeps it safe? And safe from whom?" asked Nadim Houry, a director at Human Rights Watch.

"A 20-mile safe zone would encompass some of the most populated towns in Northeast Syria. Kobane, Qamishli, Tal Abyad, Amuda, Derbasiyeh, Rumeilan." ♦



JANUARY 11, 2019

Officials in Syria's Manbij say both Russia and US now patrolling

Wladimir van Wilgenburg / January 11-2019
http://www.kurdistan24.net

ERBIL (Kurdistan 24) – Senior local officials in the northern Syrian city of Manbij said that both the US-led coalition and the Russian military police are operating in the area, including conducting regular patrols.

Manbij Military Council (MMC) Commander Mohammed Abu Adel told Kurdistan 24 that there have been no changes on the ground regarding coordination with US forces and joint patrols, both of which continue.



Manbij Military Council spokesperson Sharwan Derwish speaks about US and Russian troops in Manbij. (Photo: Kurdistan 24).

"We also have contact with Russian troops in Manbij. But there is only the internal security forces and Manbij Military Council forces that are deployed on the ground in Manbij," Adel said.

Since Monday, Russian military police units have been patrolling a 5 km wide and 27 km long security zone near Manbij city on the al-Arimah - ⇨

⇒ Yulanli - Saydiyah - Dali Fa'r - Bawz Kij route, a Russian government-linked monitoring center confirmed on Tuesday.

According to the Syrian Observatory for Human Rights, the joint patrols are run between the al-Bab Military Council, which is linked to the Syrian Democratic Forces (SDF), and Russian soldiers.

Until recently, there were no Russian troops or military police in Manbij, but they entered after the re-establishment of the Russian-Syrian Coordination Centre in Manbij in late December.

On Dec. 28, the Kurdish People's Protection Units (YPG) called on Damascus to protect Manbij against Turkish attacks.

MMC spokesperson Sharvan Darwish told Kurdistan 24 at the time that, "there are no other forces in Manbij apart from the Manbij Military Council."

"The YPG have withdrawn their forces since 2016 after Manbij was liberated from Daesh [Islamic State]," he said, adding that, after the US withdrawal announcement, different forces have been trying to enter Manbij.

Timur Akhmetov, a researcher at the Russian International Affairs Council, told Kurdistan 24 that the new patrols "might be interpreted as Russia's desire to prove itself as a mediator between the PYD [Democratic Union Party] and other forces."

"This is yet another attempt to minimize chances of open conflict. Seeing this, Turkey might think to use Russian services to strike a deal with relevant parties in northern Syria," he continued.

"After [the] US refusal to acknowledge Turkish concerns, Russian mediation might be yet another way of diffusing tensions with the Syrian Kurdish PYD without resorting to open conflict and risking lives of Turkish servicemen."

Akhmetov concluded by saying, "In the end of the day, Russia has been advocating a return of SDF-controlled territories under sovereign control of Damascus and dialogue between Syrian and Turkish governments on the Kurdish armed groups and relevant issues."

In recent weeks, delegations from the Kurdish-led administration and the SDF have met Russian officials in Moscow and at the Hmeimim military base in Syria in attempts to head off a Turkish attack and to reach an agreement with Damascus on local self-rule.

However, Mohammed Ismail, a senior leader of the Kurdistan Democratic Party - Syria (KDP-S) told Kurdistan 24 that Russia is not being serious in their dealings with Kurdish parties.

"Russia is not against the Kurds, but Russia follows its own interests and they want everything to go back to the [Syrian] regime."

He said Russia might pressure Damascus into accepting Kurdish rights in the Syrian constitution, "But the regime won't accept that."

Bedran Ciya Kurd, a senior official in the local Kurdish-led self-administration, told the Hawar News Agency on Dec. 31 that meetings he attended as part of a delegation to Moscow earlier in the month were successful.

"[We] presented a roadmap to start a dialogue mediated by Russia and the map contains the main points on how to protect the areas of north and east of Syria," he said.

He also added that the plan included suggestions on how to include "all rights of constituents constitutionally within a unified Syria and the way of distribution of economic wealth in a fair manner to all Syrians," but gave no further specifics of the proposed roadmap. ●

Intel: How Trump's tweet is sparking debate over a new Syrian 'safe zone'

Al-Monitor Staff January 14, 2019
www.al-monitor.com

As he cuts his seven-country Middle East tour short today, Secretary of State Mike Pompeo once again finds himself fending off questions about foreign policy directives hatched via presidential tweet. The latest confusion began on Sunday when President Donald Trump called for a "safe zone" to protect US-backed Syrian Kurds fighting near the Turkish border.

Why it matters: Trump's tweet, Pompeo told reporters, aimed to "make sure that the folks who fought with us to take down the [Islamic State] caliphate ... have security, and also that terrorists acting out of Syria aren't able to attack Turkey. Those are the twin aims."

Since the United States and Turkey are still hashing out the details, Pompeo said, the "precise methodology" on next steps is still in the works. The top US diplomat indicated that the Trump team hasn't decided whether it will be a "safe zone" or a "buffer zone." President Trump called his Turkish counterpart Recep Tayyip Erdogan today and called for the United States and Turkey to work together in the northeast, including to make sure the Syrian Kurds are not attacked, according to a readout of the call.

Give and take: The emerging "safe zone" plan could see the Turks gain more control on the border with Syria, potentially allaying Ankara's fears of US military support for the Kurdish People's Protection Units, or YPG. Experts tell Al-Monitor such a zone could keep Turkish forces away from areas liberated from the Islamic State in the Euphrates Valley.

"My understanding of US policy is, now, to try and keep the Turks out of the northeast, even if the US pushes for the YPG to accept some Turkish-backed opposition into areas along the border," said Aaron Stein, director of the Middle East Program at the Foreign Policy Research Institute, a Philadelphia-based think tank.

Whose zone? Trump's tweet and Pompeo's gaggle also didn't make clear who would enforce the new US-backed "safe zone."



Fighters from a new border security force under the command of Syrian Democratic Forces hold flags during a graduation ceremony in Hasakeh, northeastern Syria, Jan. 20, 2018. REUTERS/Rodi Said

Soner Cagaptay, a fellow at the Washington Institute for Near East Policy, indicated that Turkey and the YPG would share power in the northeast — with Ankara taking the countryside and the Syrian Kurds taking major cities. The AFP wire service reported that Pompeo's comments didn't indicate whether the United States or Turkey would be in charge of the safe zones.

What's next: With 2,200 US troops set to withdraw from Syria, experts tell Al-Monitor that the Trump administration may be debating how to bring a residual CIA presence into the fight to monitor the defeat of the Islamic States, keep Iran out of the country and deter Turkey from striking the Kurds.

"This is the challenge of Turkey," said Nick Heras, a Middle East fellow at the Center for a New American Security. "How do you deter a treaty ally other than with the force of persuasion?" One alternative, Heras said, would be to use so-called Title 50 authorities for fighting ➤

➤ unconventional foreign threats to allow CIA paramilitaries to enter the fight.

The Title 50 option, which would see the covert units deploy to Syria directly, is only one potential option. The Trump administration is also considering a Pentagon-backed plan that would allow US commandos to conduct cross-border raids, according to the New York Times.

In his remarks in Riyadh, Pompeo specifically indicated Trump had decided to withdraw "uniformed personnel" from Syria, referring to US troops whose existence is acknowledged by the Pentagon, as opposed to covert units who do not dress in American military uniforms.

Using Title 50 forces, however, could raise more legal questions about the US administration's legal authorization for fighting in Syria – depending on whom they're fighting.

"If they're targeting [the Islamic State], they can still rely" on the 2001 congressional authorization to battle terrorism, said Scott Anderson, a fellow at the Brookings Institution. "But if they were trying to expand their efforts to Iran and the [Bashar al-Assad] regime, that would raise all sorts of questions about what they could do."

Know more: Pompeo told reporters that the United States still seeks "a unified Syria" and to curb Russian and Iranian influence in the country. Learn more from Pentagon correspondent Jack Detsch about UN-backed efforts supported by the Trump administration to rewrite Syria's constitution and hold new elections, which failed in December. ♦

- Jack Detsch



JANUARY 10, 2019

Al-Qaida-linked group's seizure of Idlib puts pressure on Turkish-Russian deal

Wladimir van Wilgenburg January 10-2019 ERBIL
www.Kurdistan24.net

Hay'at Tahrir al-Sham (HTS), which the United States links to al-Qaida, has taken full control of Idlib. The development could end the de-escalation deal between Russia and Turkey on Idlib which has prevented a Syrian regime offensive on the province.

Both the HTS and the Turkish-backed National Liberation Front (NLF) agreed on Thursday to hand over Idlib to the HTS-affiliated Government of Salvation, the news website Syria Call reported.

The HTS took full control after clashes with Turkish-backed groups that erupted in early January.

"HTS controls all of Idlib. It is a black day," Mahmoud Abbi stated. Abbi was the spokesperson of the Free Idlib Police, which dissolved itself after the HTS-NLF agreement.

Abbi said he fears for civilians in Idlib who are now under risk of possible attacks. "The fate of Idlib is black. I think Idlib will be bombed by Assad-Russian warplanes," he added.

Turkey set up several army observation points in Idlib early last year as part of a de-confliction deal with Russia.

According to Syria call, fighters that did not accept the deal were moved toward Turkish-occupied Afrin, which could lead to more demographic changes in the Kurdish-majority region.

Idlib, a strategic governorate that borders Turkey and hosts over two million people, is the last major territory still in militant hands, apart from land held under the Turkish-backed groups in northern Syria.

Elizabeth Tsurkov, a Research Fellow at the Forum for Regional Thinking, who specializes in Syria, said civilians in Idlib are frightened of a possible regime offensive after the HTS violated the Astana deal.

"They [civilians] know that the border with Turkey is locked. They have nowhere to run," she told Kurdistan 24.

In September, Russia and Turkey reached a deal on Idlib that stopped a Syrian government offensive on the province.

According to the deal, Turkey agreed to remove the HTS from the province. However, the area is now entirely under HTS-rule.

Sam Heller, the International Crisis Group's Senior Analyst on Non-State Armed Groups, said the province's future is unpredictable.

"I don't know what the future of Idlib is. The de-escalation agreement now covering Idlib is built on a Russian-Turkish understanding, one that encompasses a number of non-Idlib issues," Heller told Kurdistan 24.

"I don't think we can say for sure whether that understanding will survive HTS' takeover of the Idlib area."

Some Western diplomatic sources and senior Syrian Kurdish officials also think the HTS takeover would lead to Damascus taking control of Idlib.



Hay'at Tahrir al-Sham took full control over Idlib province on Jan. 10, 2018. (Photo: AFP)

On Wednesday, Turkish state-media Anadolu Agency quoted Turkey's Foreign Minister Mevlut Cavusoglu who denied any "problems faced so far with [the] implementation of the Idlib deal." He added that Ankara did not "wish to face problems going forward."

According to Elizabeth Tsurkov, a Research Fellow who specializes in Syria at the Forum for Regional Thinking, an Israeli think-tank, the HTS takeover makes it easier for Russia and Damascus to justify an assault on the province.

"The regime and Russia launched attacks without such pretexts in the past," Tsurkov explained. "It is unclear at the moment whether Russia will seek to capitalize on this development to launch – together with the Assad regime – the assault on Idlib."

The HTS' swift takeover of Idlib from Turkish-backed groups has surprised many on the ground.

"It is a mystery to me what Ankara is thinking. They invested heavily in supporting Ahrar al-Sham, Faylaq al-Sham, and the National Liberation Front, only to stand idly by and see them wiped out by HTS," Tsurkov said.

Some Turkish-backed rebel groups and civilians believe that Ankara may have allowed the "HTS to take over Idlib to justify [a] regime offensive on the area in return for Russian permission to take Manbij and Kurdish areas," she added.

However, until now, a US troop presence in Manbij has thwarted such a scenario.

The head of the Manbij Military Council (MMC), Mohammed Abu Adel, told Kurdistan 24 on Wednesday that there were no changes on the ground yet, despite the US withdrawal announcement. ●

Syrie : Donald Trump menace de "dévaster" l'économie de la Turquie si elle s'en prend aux Kurdes

le 14 janvier 2019 www.europe1.fr

Alors qu'il a annoncé le retrait prochain des troupes américaines de Syrie, le président Trump a menacé dimanche la Turquie de la "dévaster économiquement" si elle s'attaquait aux Kurdes. Il a également appelé ses alliés face à Daech à ne pas "provoquer" Ankara.

Le président américain Donald Trump a menacé dimanche la Turquie d'une catastrophe économique, en cas d'attaque contre les Kurdes après le prochain retrait des troupes américaines de Syrie, tout en appelant les Kurdes à ne pas "provoquer" Ankara.

Une menace envers la Turquie. Les États-Unis vont "dévaster la Turquie économiquement si elle attaque les Kurdes", a tweeté Donald Trump, qui appelle également à la création d'une "zone de sécurité" de 30 kilomètres, sans plus de précisions sur sa localisation ou sur son financement. Dans le même temps, Washington demande aux Kurdes de "ne pas provoquer la Turquie".

Une tournée de Pompeo pour rassurer ses alliés. Ces déclarations interviennent alors que le secrétaire d'État américain Mike Pompeo effectue une tournée au Moyen-Orient. Une visite destinée à rassurer ses alliés alors que la tension est montée entre les États-Unis et la Turquie au sujet du sort des Kurdes de Syrie, qui ont lutté aux côtés des États-Unis contre le groupe djihadiste État islamique (EI).

Mike Pompeo a cherché à rassurer les alliés kurdes des États-Unis, assurant pouvoir garantir leur protection malgré le retrait, annoncé par Donald Trump en décembre, des 2.000 soldats américains déployés en Syrie pour combattre l'EI. Saluée par la Turquie, elle a fragilisé la situation des combattants kurdes.

Une situation tendue autour de la question kurde. Ankara qualifie les YPG (les Unités de protection du peuple) de "terroristes" pour leurs liens présumés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui livre une guérilla sur le territoire turc depuis 1984. Et elle ne cache pas son intention de lancer une offensive contre eux pour éviter la formation, à ses portes, d'un embryon d'État kurde susceptible de raviver le séparatisme des Kurdes de Turquie.



Ankara avait réagi vivement à des informations selon lesquelles Trump envisageait de conditionner le retrait des soldats américains à la sécurité des combattants kurdes. Samedi, plus de 600 personnes ont été évacuées du dernier bastion de l'EI dans l'est de la Syrie, selon un organisme de surveillance.

Un retrait prochain des soldats américains. "La Russie, l'Iran et la Syrie ont été les plus grands bénéficiaires de la politique américaine de long terme de destruction du groupe État islamique en Syrie - des ennemis naturels. Nous en bénéficions aussi mais il est temps maintenant de faire rentrer nos troupes à la maison. Stop aux GUERRES SANS FIN", a écrit Donald Trump dans ses tweets de dimanche. ♦

Challenge^s N°593 - 17 JANVIER 2019

Actualité internationale

Pour Ankara, 2019 sera-t-elle l'année de la récession ?

La crise monétaire a fait des ravages dans l'économie turque. Et les marges de manœuvre d'Erdogan sont minces.

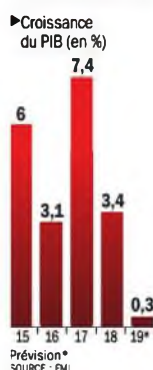
MOYEN-ORIENT © The Economist

A l'été 2018, la lire turque a connu une spirale mortelle. Mais elle a rebondi récemment à ses plus hauts niveaux depuis août, date à laquelle Washington a instauré des taxes sur les importations d'acier et d'aluminium turcs. Et l'inflation, qui en octobre dépassait 25% en glissement annuel, a baissé de 5 points ces deux derniers mois, grâce notamment aux hausses des taux d'intérêt. Pourtant, les conséquences de la crise monétaire continuent de ravager l'économie du pays. Au troisième trimestre 2018, la croissance annualisée n'a été que de 1,6%, contre 5,3% pour les trois mois précédents. Et une récession semble imminente. En novembre, l'agence Moody's an-

nonçait que l'économie turque se contracterait de 2% en 2019. De son côté, le FMI n'envisage qu'une maigre croissance de 0,3%.

Malgré sa récente remontée, la lire turque a perdu près de 30% de sa valeur face au dollar en 2018. Ce qui pèse sur les entreprises ayant contracté des dettes en devises. L'an dernier, 846 compagnies ont demandé à bénéficier de la protection de la loi sur les faillites. Selon certains experts, plusieurs milliers de sociétés seraient concernées. Confrontées à une avalanche de demandes de refinancement et à des taux d'intérêt en forte hausse, les banques ont du mal à fournir de nouveaux crédits. « Nous sommes encore solides et pouvons restructurer l'essentiel de la dette, explique un banquier turc. Mais si une entre-

CHUTE VERTIGINEUSE



Recep Tayyip Erdogan, à Istanbul, le 23 décembre. Le président a besoin que les banques relancent leurs prêts.

prise ne nous règle pas les intérêts sur ses emprunts, nous ne pouvons pas prêter à d'autres. »

Le président Recep Erdogan pourrait mettre la pression sur les banques afin qu'elles relancent leurs prêts avant les élections locales de mars. Sa marge de manœuvre est mince. Un net relâchement de la discipline budgétaire ou un abaissement prématuré des taux par la banque centrale provoquerait un nouvel effondrement de la lire. « Erdogan doit jongler avec ses électeurs, la géopolitique et l'économie, analyse le responsable Turquie de la banque espagnole BBVA. Mais, en dernier ressort, il devra tenir compte de la réaction de la lire. C'est le principal contrepois à son pouvoir. »

© The Economist - London 2019

Au Kurdistan irakien, Le Drian réaffirme le soutien de la France contre l'EI

RFI- Avec notre correspondant à Erbil, Noé Pignède 15 janvier 2019

Le ministre français des Affaires étrangères Jean Yves Le Drian était ce mardi 15 janvier en visite à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. L'occasion pour le ministre de réaffirmer la présence de la France au Moyen-Orient, notamment dans la lutte contre le terrorisme.

Jean-Yves Le Drian est venu ce mardi au Kurdistan irakien avec un message clair : la France restera aux côtés des Kurdes dans la lutte contre le groupe Etat islamiste. Le gouvernement français prend ainsi de nouveau le contre-pied de Donald Trump. Contrairement aux troupes américaines, les quelque 800 soldats français présents en Syrie resteront sur le terrain.

Car selon le ministre, la lutte contre le terrorisme n'est pas terminée. « Le contexte de l'ensemble de la région est plus serein d'un certain côté, mais plus compliqué d'un autre, constate Jean-Yves Le Drian. Daech a été éliminé territorialement, même s'il y a des risques d'émergences d'un Daech aujourd'hui souterrain. Les risques de déstabilisation à partir du nord-est de



Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian à Erbil, aux côtés du leader kurde irakien Massoud Barzani, le 15 janvier 2019. (FRANCE-INFO)

la Syrie sont toujours très forts tant qu'il n'y aura pas une solution politique trouvée en Syrie. »

La présence militaire française pourrait donc perdurer jusqu'à la stabilisation de la situation syrienne. Avec comme base arrière l'Irak, présenté comme « un pivot et un pôle d'équilibre » par le ministre des Affaires étrangères. Quelque 350 militaires français sont aujourd'hui déployés dans le pays, notamment pour former les

troupes d'élite irakiennes et lutter contre les derniers combattants de l'organisation Etat islamique.

Selon Jean-Yves Le Drian, la prévention de l'émergence du jihadisme passe également par la reconstruction économique de l'Irak. Le chef de la diplomatie française a annoncé un prêt d'un milliard d'euros sur quatre ans à Bagdad. ●

AFP

Turquie: Öcalan a rencontré son frère en prison (parlementaire)

Istanbul, 12 janvier 2019 (AFP)

LE LEADER EMPRISONNÉ du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, a été autorisé à rencontrer samedi son frère dans sa prison située dans une île proche d'Istanbul, à la suite d'une grève de la faim sur ses conditions de détention lancée par un parlementaire d'un parti prokurde.

Öcalan a rencontré son frère Mehmet pour la première fois depuis plus de deux ans, a annoncé sur Twitter Pervin Buldan, co-présidente du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche kurde).

Le chef historique du PKK -- parti interdit en tant que groupe terroriste par la Turquie -- "était en bonne santé", a-t-elle précisé.

Öcalan, 55 ans, purge une peine de prison à vie après avoir été capturé par la Turquie en 1999.

La rencontre a été confirmée à l'AFP par le neveu du fondateur du PKK, Omer

Öcalan, un parlementaire, qui a précisé que son oncle restait en isolement dans sa prison de l'île d'Imrali.

"En tant que famille, nous demandons qu'Öcalan soit soumis aux mêmes règles que d'autres prisonniers(...) Il a le droit de rencontrer sa famille chaque semaine", a plaidé le neveu.

Abdullah Öcalan avait pour la dernière fois rencontré son frère Mehmet le 11 septembre 2016.

La députée du HDP Leyla Güven, détenue depuis janvier 2018, avait entamé une grève de la faim en prison le 8 novembre pour protester contre les conditions de détention d'Öcalan.

Le HDP avait alors affirmé que la santé du leader turc s'était dégradée à un point "mettant sa vie en danger".

Plus de 150 prisonniers politiques sont en grève de la faim dans les prisons turques pour protester contre "le maintien à l'isolement" de M. Öcalan, selon le HDP.

Mme Güven a été arrêtée en janvier 2018 après avoir critiqué l'offensive turque qui était alors en cours dans l'enclave à majorité kurde d'Afrine dans le nord de la Syrie.

Le HDP avait fait porter au gouvernement turc la responsabilité "pour toutes les conséquences négatives découlant de la protestation de Leyla Güven et les autres militants qui poursuivent leur grève de la faim en prison". ●

LE FIGARO · fr

16 JANVIER 2019

Syrie: Ankara s'oppose à la présence du régime à Minbej

Par Le Figaro.fr avec AFP r le 18/01/2019

La Turquie s'est dite aujourd'hui opposée à toute présence du régime syrien dans la ville clef de Minbej, où une milice

kurde à laquelle Ankara est hostile a invité l'armée syrienne à se déployer.

"Les efforts des YPG (une milice kurde syrienne) pour faire entrer le régime à Minbej ne sauraient être permis", a déclaré à la presse

le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Hami Aksoy.

Minbej, une ville du nord syrien, est actuellement sous contrôle des Forces démocratiques syriennes (FDS), une force arabo-kurde dominée par les YPG et soutenue par la coalition internationale antijihadiste. La ville a été reprise au groupe Etat islamique (EI) en 2016. Les YPG sont considérées comme un groupe "terroriste" par Ankara en raison de leurs liens avec le Parti des travailleurs ➤

► du Kurdistan (PKK), qui mène une guérilla sanglante sur le territoire turc depuis 1984.

Minbej est également une place forte pour les forces américaines, visées mercredi par un attentat revendiqué par Daesh et qui a fait 19 morts, dont quatre Américains. Après

l'annonce par les Etats-Unis du prochain retrait de leurs troupes de Syrie, les combattants kurdes, redoutant une offensive turque, ont appelé fin décembre le régime syrien à déployer son armée à Minbej. Damas avait annoncé le jour même un déploiement de ses forces dans la région.

La Turquie, soutien des rebelles qui cherchent à renverser le président syrien Bachar al-Assad, voit d'un mauvais oeil toute tentative du régime de gagner du terrain dans des zones qui échappent à son contrôle dans le nord de la Syrie à la faveur du retrait américain attendu. ■

TheArabWeekly | January 20, 2019

What safe zone? Turkey's margin to manoeuvre in Syria shrinks

Viewpoint



Yavuz Baydar

Analysing events in the Middle East is like palm reading through opal glass – nothing is as it seems and not much is clear. Today's political winner is tomorrow's big loser. Those in power would be wise to listen to good advice, pay attention to history and think everything through more than twice.

US President Donald Trump is the latest victim of his own impulsiveness. Turkish President Recep Tayyip Erdogan, who has also been misled by his own delusions of grandeur, doesn't seem to be able to recover from what looks like a massive misstep.

With ripple effects of the US decision on military withdrawal from Syria, both Trump and Erdogan are in serious trouble. Both have been cornered by their short-sightedness.

The January 16 terror attack in Manbij in north-eastern Syria, in which four US troops were among the 20 people killed, may be just one of the unexpected events linked to Trump's decision. It is hard to tell what has been set in motion in the complex situation in Syria but the attack will probably lead to consequences that will add to the drama.

Aside from that, the American side realises the implications of a pullout from Syria. It means abandoning a key role in defining Syria's future. It is tantamount to a declaration that the UN-backed Geneva process is null and void and it leaves a wider opening for Russia and Iran.

Soon after Trump's stunning announcement of the American pullout, this column argued that, despite Ankara's euphoric reaction, Erdogan would not emerge a winner. There has been much zigzagging in Washington since then. There is

every indication that Ankara is more squeezed diplomatically than ever before and that it has much less room for manoeuvre between the major players in Syrian theatre.

Much of the talk in Turkey has centred on a so-called safe zone, a strip along Syrian-Turkish border. Erdogan said Trump has given Turkey the green light to set up a safe zone, more than 500km long and 32km wide. The region referred to as "east of the Euphrates" is vast. Do the maths and it is clear from the American and Turkish statements that they have a completely different understanding of what this zone is to be about.

Initially, Erdogan was talking about building houses in the safe zone with US financing. Perhaps, the Americans found the idea so laughable he received no reaction from Trump or his aides.

Yasar Yakis, a former Turkish foreign minister, explained to the Ahval news site that Turkey wants to go it alone in controlling the safe zone. The United States wants to secure the Kurdish presence in north-eastern Syria and a no-fly zone through the United Nations. At another level, there seems little clarity on how the American pullout will be handled by the two allies.

Aaron Stein, an American expert on military issues in Syria, posted on Twitter: "The US non-paper says that the US and TR (Turkish Republic) will coordinate on the withdrawal but, per my understanding, the US withdrawal is not conditioned on agreement w/ TR. Why does this matter? If the buffer zone talks implode, the countermove by the other actors important to future of NE (north-eastern Syria)."

It is not about if but when the buffer zone talks implode. Syria



Calling the shots. Russian President Vladimir Putin (L) meets with his Turkish counterpart Recep Tayyip Erdogan in Sochi, last September. (Reuters)

has told Turkey that any move into its territory will be considered a hostile act. Russian Foreign Minister Sergei Lavrov indicated hesitation about Ankara's intentions to control a large zone in Syria. Iran is keeping its counsel because it sees the impractical nature of the Turkish position. After the attack in Manbij, the Americans may modify their decision on Syria.

The positioning of all four powers helps to explain a lot. It makes clear that there cannot be a Turkey-controlled safe zone inside Syria without consent from all. The safe zone will remain a verbal reality. It is ridiculous to suppose Turkey will enter foreign territory uninvited, disregard Kurdish private properties and start huge construction projects. Experts agree that a safe zone would, in any case, require a UN Security Council decision.

Faced with this reality, Erdogan

sees Moscow as his only hope but he may get nowhere in terms of assistance for his Syria plans. Russia has become impatient with what it views as Turkish inability or unwillingness about Idlib. Jihadists there are advancing instead of being disarmed by Ankara. It is safe to assume that Moscow will talk tough on Idlib. Clearly, Turkey's margin to manoeuvre has shrunk.

Yavuz Baydar is a Turkish journalist and regular columnist for The Arab Weekly.

Idlib, sous la coupe des djihadistes syriens

La prise de contrôle de la province par l'ex-Al-Qaïda marque l'échec des rebelles soutenus par la Turquie en Syrie

ISTANBUL - correspondante

L'ordre djihadiste règne à Idlib. Dimanche 13 janvier, le « gouvernement de salut national » a enjoint aux commerçants, transporteurs et chauffeurs de taxi de cette province du nord-ouest de la Syrie de s'enregistrer sur-le-champ et d'acquiescer une licence. Réglementer les professions et percevoir des taxes: quoi de plus naturel pour qui veut exercer un semblant de souveraineté? Moins anecdotique, une circulaire du ministère en charge des collectivités locales dudit gouvernement ordonne désormais aux boutiques de baisser le rideau pendant la prière hebdomadaire du vendredi. L'étendard de la Syrie révolutionnaire a, lui, perdu ses étoiles, remplacées par la *shahâda*, la profession de foi de l'islam.

Derrière les oripeaux civils de ce gouvernement autoproclamé et la rondeur apparente de ses technocrates se cache en fait le plus puissant mouvement djihadiste de Syrie: Hayat Tahrir Al-Cham (HTS), ancien Front Al-Nosra et ex-branche d'Al-Qaïda en Syrie, qui s'est emparé de la province et de ses 3 millions d'habitants au détriment des factions armées réunies au sein du Front national de libération (FNL), une coalition de forces disparates soutenues par la Turquie. Ce coup de tonnerre consacre la stratégie du groupe et de son chef, Abou Mohammed Al-Jolani, qui s'emploie depuis des années à neutraliser l'opposition armée non djihadiste dans la province. Il signe aussi, de fait, la fin du compromis de Sotchi, négocié en septembre par Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan, dans la ville russe.

Ankara a d'autres priorités

La Turquie avait promis à la Russie que ses supplétifs syriens neutraliseraient à Idlib les factions les plus extrémistes, dont le HTS. C'est le contraire qui s'est produit. Sur le terrain, les rebelles proturcs du Front de libération national, réputés mauvais guerriers, indisciplinés, ont baissé les armes. Quand ils n'ont pas battu en retraite en direction des territoires contrôlés



par Ankara après la déroute, début janvier à l'ouest d'Alep, de la principale formation affiliée au FNL, Nouredine Al-Zinki. « La défaite d'Al-Zinki, le groupe qui était militairement le plus à même de contrôler le HTS a signifié aux autres factions que toute résistance serait vaine. Beaucoup ont choisi de proclamer leur neutralité pour éviter d'être écrasées par un HTS enhardi », observe Elizabeth Tsurkov, chercheuse associée au Forum for Regional Thinking et spécialiste de la société civile en Syrie. « Le fait que la Turquie ne leur ait pas porté assistance a également contribué à l'effondrement du FNL. »

Obsédées par leur volonté d'éradiquer les forces kurdes des YPG (unités de protection du peuple, proche du PKK) à l'est de l'Euphrate, les autorités turques semblent peu préoccupées par ce qui se passe dans la province. Ankara a d'autres priorités, à savoir négocier son incursion dans le nord-est avec Washington et Mos-

cou. Sous couvert d'anonymat, certains analystes en Turquie sont persuadés que Moscou et Ankara ont trouvé un accord: le HTS peut être attaqué à Idlib par le régime syrien et l'aviation russe, la Turquie ne réagira pas. En retour, elle aurait l'aval russe pour mener son incursion au nord-est de la Syrie.

Mevlut Cavusoglu, le ministre des affaires étrangères turc, semble s'être fait à l'idée d'une offensive à venir des Russes et des forces du président syrien Bachar Al-Assad. « Le but du régime et des pays qui le soutiennent est d'attaquer Idlib », a-t-il déclaré le 14 janvier lors d'une conférence de presse. « Si Idlib est un nid de terroristes, ce n'est pas la faute de la Turquie mais celle du régime syrien et des pays qui soutiennent ce régime », a-t-il ajouté, déplorant que « des terroristes armés aient été envoyés depuis l'est de la Ghouta, Homs et Deira vers Idlib ». La suite dépendra de la Russie et de l'Iran, les partenaires de la Turquie au sein du groupe d'Astana qui devraient se rencontrer d'ici la fin janvier.

Jusqu'ici, la Turquie se montrait plutôt compréhensive envers le HTS, qu'elle a fini, malgré tout, par classer comme « organisation terroriste » en août 2018. Or, pour la première fois, dimanche 13 janvier, la police a lancé des opérations contre des membres présumés du groupe djihadiste. Treize personnes ont été arrêtées à Istanbul, à Ankara et à Adana. Les prévenus sont accusés d'avoir

Des combattants syriens du mouvement djihadiste HTS, dans la province d'Idlib, le 14 août 2018. OMAR HAJ KADOUR/AFP

aidé le HTS au moyen de recrutements, d'envois d'argent au groupe et aussi d'avoir participé à des combats en Syrie. Le début d'un lâchage?

Faussement magnanime, Abou Mohammed Al-Jolani a promis lors d'une rare apparition filmée, mise en ligne lundi, que son groupe « ne sera pas un obstacle à une opération [turque] visant à déraciner le PKK des régions sunnites [et que le pouvoir à Idlib] serait exercé par des institutions civiles ». Mais dans les rues de la province, les 3 000 hommes et femmes de la police libre d'Idlib ont mis fin à leurs patrouilles. Ce corps paramilitaire non armé, qui veillait à la sécurité publique et routière, a préféré prendre les devants en annonçant sa dissolution avant même que le HTS ne prenne le

La Turquie semble s'être faite à l'idée d'une offensive à venir des Russes et des forces de Bachar Al-Assad

contrôle de ses locaux. En août déjà, son principal bailleur de fonds, le gouvernement britannique, avait annoncé la fin de son programme de soutien.

Manifestations d'ampleur

« Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont déjà réduit leurs fonds de stabilisation qui ont été utilisés pour soutenir des ONG et des conseils locaux [les municipalités], poussant nombre d'entre eux à cesser leurs activités. La prise de contrôle du gouvernement du salut national entraînera probablement l'arrêt complet des fonds de stabilisation destinés à la Syrie », confirme Elizabeth Tsurkov.

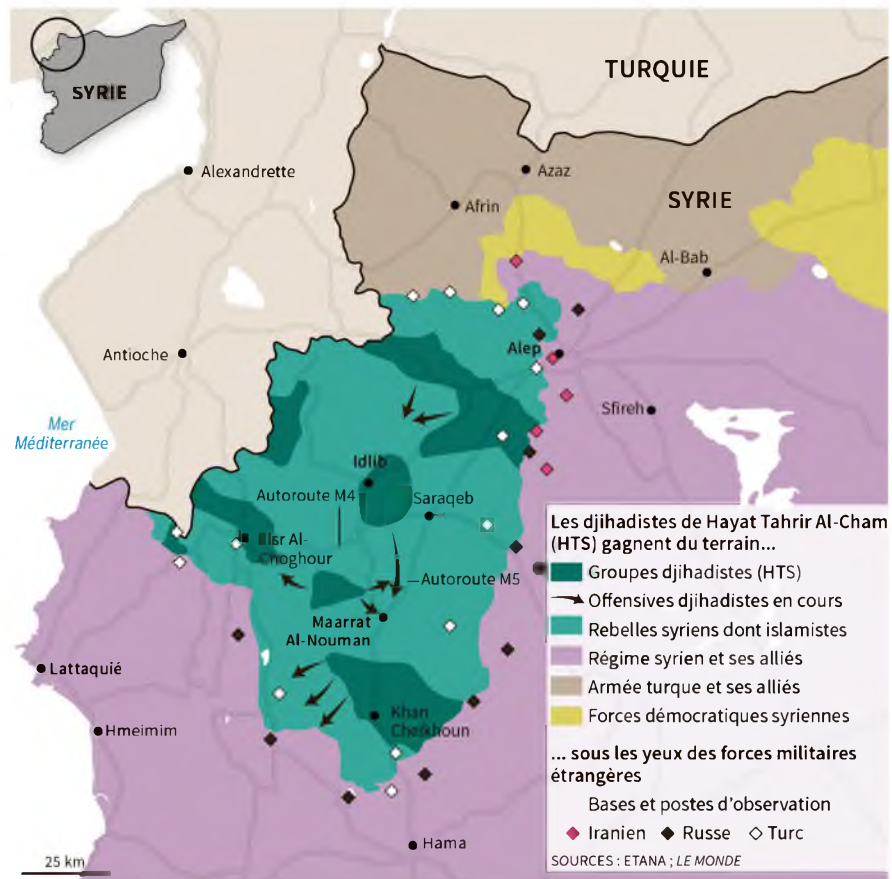
L'appareil sécuritaire du HTS occupe pendant ce temps le terrain à

grand renfort de descentes musclées. Elles visent officiellement le grand banditisme. Mais ce sont les escadrons de la mort qui inquiètent aujourd'hui ses opposants. A Maarat Al-Noaman, théâtre en septembre de manifestations d'ampleur contre les djihadistes,

un militant – qui préfère taire son nom – garde à l'esprit le sort réservé à plusieurs activistes, enlevés ou assassinés ces derniers mois. Le 23 novembre 2018, Raed Fares, fondateur et animateur de Radio Fresh et l'une des dernières figures de renom qui continuait

de s'exprimer depuis l'intérieur de la Syrie, tombait sous les balles des djihadistes avec l'un de ses compagnons, Hammoud Al-Jneid. « Les organisations de la société civile sont impuissantes, elles ne sont pas en mesure de se protéger, constate Elizabeth Tsurkov. Elles ont pu mobiliser des manifestants pacifiques. Mais en Syrie, encore une fois, les acteurs pacifiques finissent écrasés par les acteurs armés. » ■

MARIE JÉGO ET
MADJID ZERROUKY (À PARIS)



Le Monde 16 JANVIER 2019

Trump et Erdogan s'entendent sur une « zone de sécurité »

APRÈS AVOIR MENACÉ DANS UN TWEET de « dévaster » l'économie turque si Ankara attaquaient les milices kurdes de Syrie, le président américain Donald Trump s'est entretenu par téléphone lundi 14 janvier avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan sur l'après-retrait américain de Syrie. Après cette conversation, M. Trump, coutumier du chaud et froid dans les relations, s'est réjoui du « formidable potentiel » de coopération économique entre les deux pays, alliés au sein de l'OTAN.

Les deux présidents sont tombés d'accord sur la nécessité de créer « une zone de sécurité débarrassée du terrorisme au nord de la Syrie », selon le communiqué publié par la présidence turque. Elle pourrait s'étendre sur une profondeur de 32 kilomètres, « 20 miles », avait indiqué M. Trump dans son Tweet, dimanche. Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a confirmé ce projet. « Nous voulons une frontière sûre pour toutes les parties, pas seulement pour les Turcs et les Kurdes. Il y a aussi dans la région des Arabes et des chrétiens, contre lesquels nous ne voulons pas voir des violences se reproduire », a-t-il expliqué à l'issue de sa visite en Arabie saoudite.

Ankara « n'est pas contre », a fait savoir Mevlüt Cavusoglu, le chef de la diplomatie turque. Des consultations sont prévues à ce sujet mardi entre les chefs des états-majors américain, Joseph Dunford, et turc, Yasar Güler. La création d'une « zone tampon » le long de la frontière turco-syrienne est une concession de taille faite au président Erdogan qui n'a eu de cesse jusqu'ici de la réclamer, en vain.

Bête noire de la Turquie

Le périmètre serait géré par l'armée turque et ses supplétifs rebelles syriens afin, selon l'argument officiel, d'empêcher toute incursion des milices kurdes syriennes YPG sur le sol turc. Alliées aux Américains dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), elles sont la bête noire d'Ankara qui leur reproche leur affiliation au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guérilla contre les forces turques depuis 1984. Leur sort, comme celui des Forces démocratiques syriennes (FDS) dont les YPG constituent la colonne vertébrale, est en suspens depuis que les Etats-Unis ont brusquement annoncé en décembre vouloir entamer leur retrait de Syrie, laissant

les mains libres à la Turquie qui rêve d'en découdre avec elles.

Les FDS-YPG demeurent la principale pomme de discorde entre Washington et Ankara. C'est ce qui ressort des comptes rendus, assez différents, publiés de part et d'autre après la conversation entre MM. Trump et Erdogan. Dans son communiqué, la présidence turque ne dit rien de la mise en garde adressée par Donald Trump à son homologue turc sur la nécessité de ne pas « maltraiter les Kurdes et les autres communautés », avec lesquelles les Etats-Unis ont lutté « pour vaincre l'EI ».

Le flou est total sur les contours que pourrait prendre cette zone et sur son mode d'administration. Qui en sera maître ? Pas les Américains puisqu'ils se retirent. Des troupes turques sont massées à la frontière en vue d'une incursion à l'est de l'Euphrate. « Une zone tampon, c'est bien, mais pour qu'elle remplisse ses objectifs de protection, il faut des garanties de la part des Turcs et des FDS qu'ils ne se tireront pas dessus et ça, c'est difficile », a expliqué lundi dans un Tweet Aaron Stein du Foreign Policy Research Institute à Washington. ■

M. JÉ. (ISTANBUL, CORRESPONDANTE)

France FM expresses continued support for Kurdistan Region in Erbil

By Rudaw.net 15/1/2019

ERBIL, Kurdistan Region — France's top diplomat met with Kurdistan Regional Government PM Nechirvan Barzani in Erbil where they discussed continued bilateral relations, the formation of the next KRG, lasting defeat of ISIS, and Baghdad.

French Foreign Minister Jean-Yves Le Drian expressed his country's support to the Kurdistan Region, according to a readout from Barzani's office on Monday.

The French minister additionally expressed his pleasure over his visit to Erbil. He also hoped for better relations between Baghdad and Erbil.

For his part Barzani thanked France for its continued support for the Kurdistan Region as it assisted Erbil in the fight against ISIS within the framework of the international coalition.

Barzani hailed French President Emmanuel Macron for maintaining relations with the Kurdistan Region during what he described as tough times and for Paris encouraging dialogue between Erbil and Baghdad.

KRG Deputy Prime Minister Qubad Talabani also attended the meeting to discuss ongoing cabinet formation efforts in Erbil.

Le Drian also met Kurdistan Region Security Council head Masrour Barzani and KDP President Masoud Barzani in Erbil.

Masrour Barzani called his mee-

ting with Le Drian productive and appreciated the partnership.

Masoud Barzani thanked Paris for its support through difficult times in the Kurdistan Region.

"The President made reference to the fact that the French government was supportive of the Kurdistan Region during some of the most challenging times in our recent history," read a statement from Masoud Barzani's office.

They also touched on the impending US pullout in Syria and Turkish threats of action.

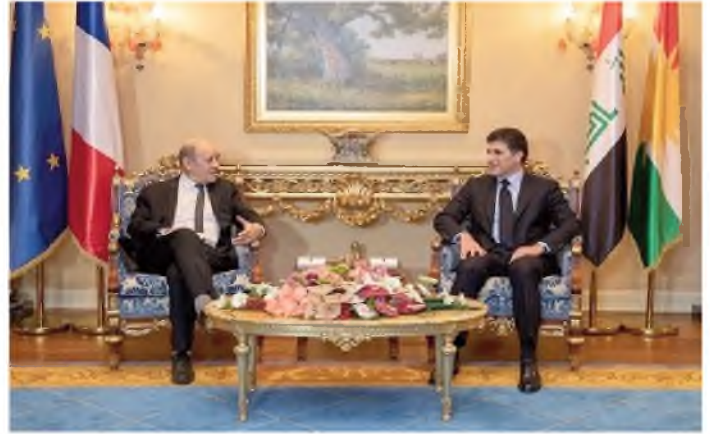
They "agreed that the Kurds of Syria should not be victimized due to political agreements between the various powers involved in Syria," read Masoud Barzani's statement.

They spoke about "improved" relations between Erbil and Baghdad.

"Minister Le Drian stated that the new Iraqi government and President Barzani's recent visit to Baghdad have paved the path for a brighter future between Erbil and Baghdad," according to Masoud Barzani's office.

Masoud Barzani said he will continue to support Iraqi PM Adil Abdul-Mahdi "in pursuit of the mutual benefit for the people of the Kurdistan Region and Iraq" while expressing "optimism."

"My visit was a friendly, honorable and loyal visit. It was to pay respect to Kurds and Kurdistan. In my previous when I was visiting the Kurdistan Region, ISIS was so close



French FM Jean-Yves Le Drian meets with KRG PM Nechirvan Barzani in the Kurdistan Region capital of Erbil on January 14, 2019. Photo: KRG

and had large territories under its control. The Peshmerga was in conflict against ISIS and played a pivotal role in the fight," said Le Drian.

He described relations between Paris and Erbil as being "historic."

"President Barzani has had strong relations with French presidents. I also have had the chance to enjoy very friendly relations with President Barzani," said Le Drian.

He was optimistic about relations between the KRG and central government.

"Erbil-Baghdad relations now are much better and have stemmed from legitimacy. After the Iraqi and Kurdistan Region elections, a new

government in the Kurdistan Region is in the making and a new opportunity has come forward for the resumption of fresh dialogue between Erbil and Baghdad," said Le Drian.

France has been a staunch supporter of the Kurdistan Region prior to and through the ISIS conflict.

Paris was instrumental in the establishment of the no-fly zone that allowed de facto semi-autonomy from Baghdad and shielded Kurds from the previous regime's massacre nearly 30 years ago.

Le Drian first visited Iraqi officials in Baghdad on Monday.■

PUK confident Turkey to open airspace for Sulaimani by end of month



Sulaymaniyah International Airport is one of two commercial airports in the Kurdistan Region. File photo: Sulaimani airport

By Rudaw.net 14/1/2019

ERBIL, Kurdistan Region — Turkey could open its airspace to flights to and from the Sulaimani airport by the end of January, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) has said.

"Efforts to lift the flight ban on the Sulaimani airport have yielded good results," said Saadi Pira, the PUK spokesperson. "Undoubtedly, flights from Sulaimani to Turkey's cities will resume by the end of this month and at the beginning of next month."

Another PUK official who did not want to be named said the possibility of the reopening of the airspace comes amid efforts made by party leaders to normalize relations with

Ankara and after the visit to the Turkish capital by Iraqi President Barham Salih, a PUK member.

"Barham Salih, the president of Iraq, was assured by [Recep Tayyip] Erdogan to reopen Turkey's airspace to flights made from Sulaimani airport," said the PUK official.

"Barham Salih never talked about PUK's relations with Ankara, but just asked for the resumption of flights between Turkey and Sulaimani, this was particularly so, because he is the president of Iraq and has responsibilities," added the official.

Ankara, after opening its airspace to flights to and from Erbil, refused to lift the ban for Sulaimani after accusing the PUK of supporting →

→ the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Sulaymaniyah International Airport officials say the continued Turkey's flight ban has caused millions of dollars in damage.

The ban forces travelers to drive nearly three hours to Erbil International Airport or first fly to another Iraqi airport like Baghdad.

As PUK is trying to placate Turkey's concerns over pro-PKK activities in Sulaimani region, in

recent days, Asayesh (Security forces) loyal to the PUK have raided offices of Tavgarî Azadi, arrested members, and banned the screening of a film about the life of an assassinated PKK founder.

Tavgarî Azadi accused the PUK of cracking down on their party in order to curry favor with Turkey.

The PUK leader dismissed the claims saying the recent crackdown on the Tavgarî Azadi is because they do not carry a license in the

Kurdistan Region.

"Tavgarî Azadi's problem is that they do not possess a license," said the leader. "If the KRG interior ministry licenses this party, they can do activities normally in Sulaimani."

The party is licensed by the Iraqi federal government.

Turkey's relations had deteriorated with the PUK long before the flight ban after the arrest of Turkish MIT agents by the PKK in the PUK's heartland of Sulaimani in August

2017. Ankara then expelled the PUK's representative to Turkey.

"The PUK wants to tell Turkey that it had no role in the disappearance of the two Turkish MIT members on Dukan road," the source said.

The PKK's headquarters is in the Qandil Mountains situated at the borders of the Kurdistan Region of Iraq, Turkey, and Iran. Turkey regularly targets the PKK with air and artillery strikes. ■

AL-MONITOR

JANUARY 24, 2019

Iraqi Kurdistan parties move to form new Cabinet

After a lengthy deadlock, Iraqi Kurdistan's main political parties have agreed to form a new government.



Fazel Hawramy
January 24, 2019
www.al-monitor.com

Kurdish political parties in northern Iraq are taking big strides in hammering out their differences in order to form a new regional government, pledging to bring stability and prosperity to the people of this semi-autonomous region.

This new opening comes at a vital time for the Kurdish people, who have endured four years of war with the Islamic State (IS), as well as a harsh financial crisis. Now that the battles with IS are over, the region's two main parties, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Movement for Change (Gorran), have locked horns over how to run the government, resulting in the closure of parliament and most ministries.

The KDP and Gorran, with the help of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), are now in the final stages of reaching an agreement that could usher in a stable government for the next four years. The KDP and PUK have also agreed to negotiate a new agreement that outlines major policy positions, thus replacing the 2005 "strategic agreement" signed by Masoud Barzani and Jalal Talabani. Kurdish participation in Baghdad politics, in particular the return of the KDP, is a vital component of this new beginning in Kurdistan.

"The meetings are to establish a solid foundation, to create trust, to create a strong government that could serve the people of Kurdistan," Dana Abdulkarim, a member of the Gorran negotiating team, told reporters Jan. 22 in Erbil, after their third meeting with the KDP delegation.

Gorran took a beating in last September's elections, losing half of its 24 seats in parliament. The party was created over a decade ago, on a platform of reform. Back in 2013, when Gorran entered the government, the tension with the KDP created years of instability in which the electorate were the main losers. After Gorran's loss, the KDP has realized that the main challenge to creating a stable government for the forthcoming prime minister, Masrour Barzani, is not presented by the PUK, but by Gorran.

The KDP wants to avoid the mistakes of the last four years, when Gorran was forced out of the government, creating serious doubts about the legitimacy of the Kurdistan Regional Government (KRG) administration. Due to the war with IS, the international community continued to work with the KRG, but with the war coming to a close, the KDP leadership knows it cannot behave as it did in October 2015, when it barred the parliamentary speaker from entering Erbil, the capital of the Kurdistan region.

With its charismatic leader Nawshirwan Mustafa dead and its power in parliament reduced, Gorran has realized that the past several years of tension with the KDP produced nothing but hardship for the people of Kurdistan. Now that the next election is in sight, Gorran wants to be part of the government, in the hope that it will recover its lost seats. Because of this, Gorran has presented a comprehensive program to reform the KRG. This would put Gorran in a position to oversee the reforms within the peshmerga, the Kurdistan Region



A general view of the Kurdish parliament building in Erbil, Iraqi Kurdistan, April 29, 2014. SAFIN HAMED/AFP/Getty

Security Council, and the ministries of Interior and Finance. Peyser Press, funded by Gorran, reported Jan. 22 that the KDP had agreed to some of Gorran's demands, specifically its request for positions within the Kurdistan Region Security Council.

Yet the PUK, which has balanced the tension between Gorran and the KDP, all the while continuing to negotiate with the KDP over the governorship of Kirkuk province, believes that the negotiations over the government should continue. "We want a stable and coherent Cabinet to be formed, so in the future it won't face the problems that the previous Cabinet encountered," senior PUK official Farid Asarsad told Kurdistan 24 Jan. 21. "Even when the previous Cabinet was formed, it was done in a hurry and needed more negotiations. It is better if we negotiate with each other longer, [rather] than forming a Cabinet in a haste."

Asarsad said that, in the negotiations, the issue of Kirkuk and the KRG's relations with Baghdad should be one package. If the PUK and KDP are not singing the same song in Kirkuk, it could affect the stability of the KRG Cabinet in Erbil.

When asked what would happen if Gorran and the KDP formed a Cabinet without the PUK, Asarsad sounded the alarm. "This would be a bad option," he said. "That means leaving the PUK out. If the PUK is out, all the possibilities are open and there is no such thing called the KRG [without the PUK]." He said that regardless of how many seats the PUK has in the regional parliament, the KDP should be realistic and deal with the PUK differently, because the PUK rules a region similar in size to the KDP-controlled area and has the same number of security forces under its command.

While the negotiations continue, the outlook in the Kurdistan region is positive. Perhaps the political parties have come to their senses to work together, with the backing of international and regional actors. Al-Monitor has learned that Iran's foreign minister, Mohammad Javad Zarif, who met with the representatives of the major parties in his recent trip to Iraq, urged all the parties to work together to establish a stable Cabinet.

The most striking aspect of the recent negotiations has been how the KDP and Gorran have changed their rhetoric. Just a year ago, Gorran and the KDP were accusing each other of "treason" over contentious issues, such as the Kirkuk debacle of October 2017. "We are not saying we have a magic wand ... we say we are in negotiation for this [reform] program," said Sardar Qader, a senior member of Gorran, Jan. 22. "If our [national] council decides to participate, we will join [the government] based on these principles. ... Joining the government is not treason and staying as opposition is not treason either." ♦

Fazel Hawramy is an independent journalist currently based in Iraqi Kurdistan.
Twitter: @FazelHawramy

Le lourd bilan de quarante ans de République islamique en Iran

— Le 16 janvier 1979, l'exil contraint du chah Mohammad Reza Pahlavi ouvrait la voie à la proclamation, le 11 février, de la République islamique en Iran.

— Quarante ans plus tard, le régime des mollahs y joue la carte du nationalisme pour remédier à l'échec global de l'islam politique.



Les images, historiques, avaient fait le tour du monde. « Je suis très fatigué », avait lâché, les larmes aux yeux, le dernier chah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi, avant de franchir la passerelle du Boeing 707 qui allait le conduire à Assouan, en Haute-Égypte, où le président de l'époque Anouar Al Sadate devait alors l'accueillir. Sous la pression de la rue, le souverain déchu et malade s'envolait, en ce 16 janvier 1979, vers un avenir pavé d'incertitudes, emportant avec lui près de 2 500 ans de gouvernance monarchique en Iran.

Contraint à plusieurs mois d'exil international, jusqu'à sa mort en juillet 1980, il ne remettra jamais les pieds dans le pays, soufflé par le puissant vent de la révolution islamique. Le 11 février de la même année y fut en effet officiellement proclamée, après des mois de manifestations populaires réclamant un changement de régime, la République islamique d'Iran, fondée sur un système politique, culturel et social nouveau sous l'égide de l'ayatollah Rouhollah Khomeyni, tout juste revenu au pays.

Quarante ans plus tard, l'Iran actuel n'a guère de points communs

avec l'ère Pahlavi. La figure du dernier souverain n'y aura d'ailleurs pas vraiment fait date. « Il n'y a pas gardé une image très positive aux yeux de la population : il est parti à l'époque sans combattre la révolution, sans résister aux Américains ou aux religieux », analyse Bernard Hourcade, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

« Il y a en revanche un mythe autour de son père (Reza Chah, NDLR), figure autoritaire et fer de lance des grands chantiers de construction d'infrastructures, qui renvoyait alors cette image d'un État fort », poursuit le spécialiste des mondes iranien et indien. « Alors que les espoirs d'ouverture internationale se sont évanouis – du fait notamment du retour des sanctions américaines –, le pays est aujourd'hui secoué par un regain de nationalisme : on y affirme que l'Iran est éternel, ce qui rejoint un peu les slogans de l'époque du chah. Pourtant, il y a bien aujourd'hui une nostalgie d'autre chose... »

Ce retour au protectionnisme est porté par le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei. Il occupe depuis 1989 cette fonction, la plus élevée dans la hiérarchie du régime. Le religieux défend une « économie de résistance », appelant notamment à acheter des produits *Made in Iran*. « Sur le plan international, il martèle aussi un discours hostile aux États-Unis, et de méfiance à l'égard de l'Europe, sans franchir le pas d'une confrontation pour le moment », décrypte Hamid Enayat, analyste iranien et opposant.

« Mais son principal souci reste celui d'une explosion sociale et politique en Iran. Il masque cette peur sous des discours de mise en garde



Au centre de Téhéran, fresque à l'effigie des dignitaires religieux, l'actuel Ali Khamenei (à gauche) et Ruhollah Khomeyni.

Jeremy Suyker/Item

contre des complots émanant de l'étranger, mais en réalité le danger vient de l'intérieur », poursuit encore l'exilé politique. Selon lui, des affiches de propagande à l'effigie des dirigeants du pays – y compris du guide suprême – seraient même désormais brûlées ou déchirées par la population.

Vagues d'arrestations de dissidents, répression musclée de manifestations populaires, assassinats ou cas de torture dans les prisons... L'Iran passe toujours pour être l'un des régimes les plus répressifs au monde. « Le bilan de quarante années de théocratie se résume en une gestion calamiteuse du pays, avec une économie en ruine, une population appauvrie, une jeunesse en détresse, une corruption généralisée à toutes les échelles du pouvoir et une situation des droits de l'homme insupportable... », condamne Hamid Enayat.

Cependant, la République islamique, appuyée par le puissant réseau des mollahs et par le corps des Gardiens de la révolution, la principale force militaire du pays, reste une institution très forte. « Le religieux résiste toujours aussi bien, car il n'y a pas d'alternative politique viable qui se dessine. Hassan Rohani est très critiqué, mais le pays tourne : il y a de l'eau, de l'électricité, les trains sont à l'heure... », poursuit Bernard Hourcade.

« La population, qui a vu ce qui s'est produit en Irak ou en Syrie, n'est pas prête à payer le prix d'une guerre civile pour renverser le régime, conclut encore le spécialiste. Quarante ans après la révolution, l'islam n'a plus du tout la même force de mobilisation politique. Il n'y a plus de consensus populaire, la République islamique a tué l'islam politique. »

Malo Tresca

repères

Un système verrouillé autour du guide

Le Conseil des gardiens de la Constitution. Composé de 12 membres – 6 religieux choisis par le guide suprême et 6 juristes –, il veille à la compatibilité

des lois de la Constitution avec l'islam. Toutes les lois de l'Assemblée doivent obtenir son approbation.

Le président. Élu au suffrage universel direct, sous l'autorité du guide suprême, sa marge de manœuvre est limitée. Il ne dispose d'aucun moyen pour imposer une politique au Parlement.

Le Conseil de discernement de l'intérêt supérieur du régime. Créé en 1988 par l'ayatollah Khomeyni, il arbitre les litiges entre le Parlement et le Conseil des gardiens.

L'Assemblée des experts. Ses 80 membres peuvent élire ou révoquer le guide suprême.

Syrie: 16 personnes tuées dont quatre Américains

L'attentat, survenu un mois après l'annonce du retrait américain, a été revendiqué par l'EI



Image du lieu de l'attentat-suicide à Manbij, le 16 janvier 2019.

À peine un mois après l'annonce par les Etats-Unis de leur retrait militaire de Syrie, les forces américaines ont subi leurs plus importantes pertes en une journée depuis l'entrée en action de la coalition internationale dans ce pays en 2014. Seize personnes, dont quatre Américains, ont été tuées, mercredi 16 janvier, dans un attentat-suicide revendiqué par l'organisation Etat islamique (EI) à Manbij, dans le Nord. « Deux militaires, un employé civil du ministère de la défense et un employé d'un sous-traitant du Pentagone ont été tués, et trois autres militaires ont été blessés », a confirmé le commandement central de l'armée américaine.

Doze autres personnes – sept civils et cinq combattants membres du Conseil militaire de Manbij, une force arabo-kurde qui accompagnait la patrouille américaine – ont également péri dans l'attaque, qui a visé un restaurant dans lequel les forces américaines avaient coutume de s'arrêter lors de leurs patrouilles. Le 19 décembre, le président américain, Donald Trump, avait justifié sa décision de retirer les forces américaines – environ 2 000 soldats – en affirmant que l'EI avait été vaincu.

« Le président Trump et moi-même condamnons l'attentat terroriste en Syrie qui a coûté la vie à des Américains », a réagi dans un communiqué publié mercredi le vice-président américain, Mike Pence. « Alors que nous commençons à rapatrier nos troupes, le peuple américain peut être assuré que, pour le bien de nos soldats, de leurs familles et de notre pays, nous ne permettrons jamais aux vestiges de l'EI de rétablir leur califat malfaisant et meurtrier, ni aujourd'hui ni jamais », a-t-il ajouté. Cette analyse est loin de faire l'unanimité.

« La mort de ces hommes confirme l'inquiétude suscitée par la décision du président Trump de se retirer de Syrie. Une décision extrêmement prématurée », estime Charles Lister, directeur de recherche au Middle East Institute, à Washington. L'EI n'est pas vaincu. La mort de ces hommes à Manbij en témoigne. »

L'EI, défait militairement dans la région, maintient des réseaux clandestins qui passent régulièrement à l'action dans et autour de Manbij, une cité au carrefour des tensions diplomatiques et militaires dans le Nord syrien. Contrôlée par l'organisation djihadiste de 2014 à 2016, la ville, à majorité

arabe, avait été reconquise par les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition à dominante kurde, dont l'épine dorsale est constituée par les forces des Unités de protection du peuple (YPG), liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la bête noire de la Turquie.

« Cellules dormantes »

Les zones du nord-est de la Syrie contrôlées par les unités à dominante kurde sont menacées par une offensive d'Ankara, qui pourrait survenir une fois le retrait des Etats-Unis effectif. Chasser ces forces de Manbij est une priorité formulée de longue date par le président turc, Recep Tayyip Erdogan. « Depuis des mois, nous alertons nos partenaires occiden-

taux sur le risque que représentent les cellules dormantes et les réseaux que l'EI a maintenus dans le Nord. Stabiliser la région demande du temps, explique une source sécuritaire des FDS. Or, à Manbij, nous sommes aussi sous la menace des milices pro-turques et des réseaux du régime. Tous nos ennemis ont intérêt à frapper ici. »

À l'ouest de la ville, les forces de Damas se sont toutefois renforcées, ces dernières semaines, dans des localités rurales dont elles partagent le contrôle avec les FDS depuis deux ans. Un début d'accord serait en négociation afin d'organiser le retour progressif du gouvernement syrien dans des zones contrôlées par les forces à dominante kurde. ■

MADJID ZERROUKY

AFP

L'Irak approuve le budget 2019, l'un des plus importants de son histoire

Bagdad, 24 janvier 2019 (AFP)

LES DÉPUTÉS IRAKIENS ont approuvé jeudi le budget 2019, en hausse de près de 45% par rapport à 2018 et l'un des plus importants de l'histoire du pays pétrolier, avec notamment une revalorisation des allocations au Kurdistan autonome.

Les recettes s'élèvent à 111,8 milliards de dollars, basées sur des exportations de pétrole de 3,9 millions de barils par jour au prix moyen estimé de 56 dollars. Actuellement, le prix du baril est de 63 dollars.

Le budget indique que 89% des recettes proviennent du pétrole.

Le déficit se monte à 23,1 milliards de dollars -et a plus que doublé par rapport à 2018- et les investissements à 27,8 milliards de dollars.

Les recettes pétrolières prévues incluent 250.000 bj produits au Kurdistan qui, après une coupe en 2018 de sa part du budget -de 17% à 12,6%- , a vu son allocation revalorisée pour 2019.

En rétorsion au référendum d'indépendance et après avoir repris aux Kurdes les zones pétrolières disputées, Bagdad avait posé comme condition que ces 250.000 bj soient exportés via la Somo, l'agence étatique chargée de commercialiser le pétrole, et que leurs recettes reviennent au budget fédéral.

En échange, Bagdad prendra en charge en 2019 l'ensemble des salaires des fonctionnaires kurdes, notamment les combattants peshmergas, dont les soldes ont longtemps fait l'objet de discordes entre la région autonome kurde

et le pouvoir central à Bagdad.

Et pour la première fois, ces salaires seront versés, que la région autonome se tienne ou pas à l'exportation via la Somo des 250.000 bj, a dit à l'AFP Sarkawt Chemseddine, député du parti kurde d'opposition Nouvelle génération.

Le chômage endémique, qui touche les jeunes deux fois plus que le reste des actifs, et la déliquescence des services publics provoquent régulièrement des mouvements sociaux en Irak.

C'est le défi principal auquel fait face le gouvernement, dont le chef Adel Abdel Mahdi a été nommé en octobre mais n'a toujours achevé de former son cabinet, selon l'économiste Ali al-Mawlawi.

"Le gouvernement essaie de répondre aux revendications populaires en augmentant le nombre de fonctionnaires: sur le court terme, cela peut alléger la pression", dit-il. Mais sur le long terme, cela ajoute aux dépenses publiques alors que les salaires, pensions et cotisations sociales pour les fonctionnaires représentent déjà 52 milliards de dollars, soit 15% de plus qu'en 2018 et près de la moitié du budget.

Les parlementaires des provinces ravagées par les combats contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), dans l'ouest et le nord du pays, s'estiment, eux, lésés et plaident pour plus de fonds pour la reconstruction en 2019.

La loi budgétaire doit encore être ratifiée par le président Barham Saleh avant d'être publiée au Journal officiel.

Pour 2018, le budget n'avait été approuvé par le Parlement qu'en mars. ●

News & Analysis **Turkey**

After 16 years of Erdogan rule, Turks are less religious

Thomas Seibert

Istanbul

After more than 16 years under a government led by a party with roots in political Islam, Turks are less religious today than in the past, a new study indicated.

A survey by the Konda research and consultancy company has ignited debate about the effects of an Islam-inspired government on society.

The poll, which compared views on various lifestyle aspects among Turks today with those from 2008, said 51% of respondents described themselves as “pious,” compared to 55% ten years earlier. In the same decade, the figure of those asked who said they were atheists or “without belief” rose from 2% to 5%.

Observers said one of the reasons for the Konda results is that Turks are disillusioned by public demonstrations of piety by people accused of arrogance and corruption.

Konda’s findings suggest that an increasing number of Turks, while still conservative and religious, said they feel less bound by Islamic rules, are more aware of women’s rights and more tolerant of different religious views.

The percentage of people defining themselves as “religious” – as opposed to “pious” – rose from 31% to 34%. About 45% of survey participants said they were “traditional conservative,” up from 37% ten years ago. The number of Turks defining themselves as “religiously conservative” fell from 32% to 25%.

While about 67% of Turks today said they follow fasting rules during Ramadan, the figure was more than 75% in 2008. The percentage of Turks insisting that a woman must

have her husband’s permission to get a job fell from 69% to 55%, the poll stated. Also, 40% of respondents said their bride or groom could be of another faith, up from 30% in 2008.

“The result of Islamism is the escape from Islam,” Mustafa Akyol, a senior fellow at the Cato Institute in Washington, commented on Twitter.

Since the Justice and Development Party (AKP) of Turkish President Recep Tayyip Erdogan achieved power in November 2002, it has faced accusations that it wants to turn Turkey’s secular republic into a country ruled by Islamic laws.

The AKP, a party founded as an off-shoot of an Islamist group, denied the charge. It said it has merely abolished laws and regulations discriminating against observant Muslims – such as a ban on headscarves in public institutions – that were introduced before it took over.

Selim Sazak, a US-based Turkey analyst, said the Konda poll reflected “a typical case of reaction-reaction,” given the way the AKP has ruled the country. “The more you impose a social agenda on the people, the more they react against it,” Sazak said via e-mail.

The AKP has overseen the rise of a new Muslim elite. Female government ministers in headscarves have become the norm, as have speeches by politicians peppered with religious references. Critics say public displays of Muslim piety have become an important career move for politicians and public servants.

Observers said one of the reasons for the Konda results is that Turks are disillusioned by public demonstrations of piety by people accused of arrogance and corruption.

Sazak said the AKP’s “very public pursuit” of Islamisation “made political Islam’s contradictions too apparent in the public eye.”

He pointed to the public persona of Erdogan, an observant Muslim who is fiercely proud of his lower-middle-class background. However, he lives in a 1,000-room presidential palace in Ankara, is accused by critics of having amassed huge wealth and oversees extravagant menus at state receptions, where guests drink dragon fruit smoothies and eat ginger and salmon sushi.

“What’s happening now is that a growing segment of the Turkish society is comfortable with renouncing religion alongside religious politics,” Sazak said.

Commenting on the religious aspects of the Konda poll and other religious issues is not without risk for Turkish scholars. Cemil Kilic, a theologian and high school teacher, said on Twitter that he was fired from his teaching job following a campaign by Yeni Akit, an Islamist newspaper, that presented him as a “teacher against religion.”

In a Twitter post, Kilic said atheism and deism – a belief that God created the universe but does not influence events on Earth – were on the rise in Turkey. “This rise is especially strong among children of conservative families,” he wrote, adding that actions by Turkey’s state authorities for religion, activities by Islamic sects and “policies by the AKP” were among the reasons for the development.

Ihsan Eliacik, a maverick author and theologian, has emerged as one of the leading government critics in the context of Islam. Eliacik is the spiritual leader of a movement depicting itself as a group of anti-capitalist Muslims arguing that the



Changed society. Turkish young women look on as veiled women pass by in front of a fast-food restaurant at Istanbul’s Istiklal Avenue.

(AFP)

AKP is selling out Islamic values by embracing capitalism.

“Even in the lifetime of the Prophet, inequality was a problem,” Eliacik said at a recent workshop in Istanbul on “Islam and the Left,” in which anti-Erdogan Muslims and leftist intellectuals explored ways to cooperate despite a long history of enmity.

“Concerns of the left – about workers, about the downtrodden, about equality – are not alien to Islam,” Eliacik said.



Sidération à Idlib après la conquête éclair des jihadistes



Des combattants du groupe Hayat Tahrir al-Sham s'entraînent avant d'affronter les forces du régime, dans la province d'Idlib, le 14 août. PHOTO OMAR HAJ KADOUR. AFP

La dernière province contrôlée par l'opposition au régime est tombée entièrement aux mains du groupe Hayat Tahrir al-Sham, issu d'Al-Qaeda. Cette offensive fait craindre une nouvelle dégradation des conditions de travail des organisations humanitaires.



Front de libération nationale (FLN), coalition de groupes pour la plupart issus de l'Armée syrienne libre, soutenue par la Turquie, comptait plus de 50 000 hommes. Le rapport de force, a priori défavorable, n'empêche pas HTS de lancer début janvier une série d'offensives à Idlib et dans l'ouest de la province voisine d'Alep. Les groupes du FLN ne résistent pas longtemps. Leurs commandants attendent un soutien de la Turquie, en armes ou en renseignements. Leur espoir ne semble pas démesuré. En septembre, un accord entre Moscou et Ankara a permis de repousser un assaut annoncé du régime syrien et de ses alliés. Ankara se dit alors capable de défaire les groupes les plus radicaux d'Idlib, dont HTS. Le gouvernement turc peut s'appuyer sur le FLN, à qui il fournit régulièrement des armes.

«GOUVERNEMENT DE SALUT»

Mais début janvier, aucune aide ne vient quand HTS attaque. «La Turquie a clairement laissé faire», explique Thomas Pierret, chercheur au CNRS. Certains disent même qu'elle a donné des instructions au FLN pour qu'il ne résiste pas. Il est très difficile de lire ses intérêts aujourd'hui. Les Turcs se sont peut-être dit que le FLN n'était pas capable militairement de s'opposer à HTS. Le fait est qu'ils ne se sont même pas battus pour leur survie. Une version plus cynique serait qu'Ankara a décidé que, tôt ou tard, il laisserait les Russes et le régime syrien reprendre Idlib. Mercredi, Moscou, allié de Damas, a relancé l'hypothèse d'une offensive contre la province. «Nous sommes convaincus que nous devons mener à son terme la bataille contre le terrorisme, maintenant, le principal foyer de terrorisme est la zone d'Idlib», a déclaré le chef de la diplomatie, Sergueï Lavrov.

La Turquie a en réalité un autre objectif prioritaire : chasser les forces kurdes du YPG (Unités de protection du peuple), liées au PKK, et considérées comme terroristes par Ankara. Elle refuse qu'elles soient déployées le long de la frontière turque et milite pour la

création d'une «zone de sécurité», dont elles seraient exclues. Le président Recep Tayyip Erdogan répète depuis plusieurs semaines qu'il veut lancer une offensive à l'est de l'Euphrate, alors que son homologue américain Donald Trump a annoncé fin décembre le retrait des 2 000 soldats américains déployés dans la région pour lutter contre l'Etat islamique.

Depuis Idlib, le chef de HTS, Abou Mohamad al-Joulani, a affirmé dans une rare intervention filmée qu'il appuyait une éventuelle offensive turque. «Nous sommes en faveur d'une libération de cette région du PKK. [...] Nous ne saurons être un obstacle à une opération contre un des ennemis de la révolution», a-t-il déclaré. «C'est peut-être ça, l'accord qui est derrière : HTS soutient les Turcs dans le Rojava [la région kurde, ndlr] et la Turquie les laisse faire à Idlib», soupire le jeune humanitaire syrien. Début janvier, les jihadistes d'HTS ont donc accumulé les victoires et se sont imposés dans plusieurs dizaines de villages. Ils n'ont pas eu besoin de se battre longtemps. La plupart des groupes, dont Nourredine al-Zinki, ont capitulé au bout de quelques jours. Il ne reste plus aujourd'hui à Idlib que quelques poches, notamment dans le djebel Zawya, qui échappent au contrôle d'HTS.

Les jihadistes ont désormais les moyens d'imposer leur ordre dans la province. Lors de son interview, Joulani a affirmé que la gestion civile des villes et villages ne serait pas assurée par ses hommes, qui se consacreront à la lutte armée. Son «gouvernement de salut» sera administré par des civils, a-t-il assuré. Mais personne n'y croit. «Un enfant d'Idlib de 10 ans sait que le gouvernement de salut, c'est HTS. Ils le contrôlent totalement, ce sont leurs hommes et leurs décisions. Et tous les impôts leur reviennent», explique le travailleur humanitaire.

Le groupe jihadiste s'est en outre fait connaître pour emprisonner, ou assassiner, ceux qui lui résistent. Le 23 novembre, l'activiste de la première heure Raed Fares, animateur de radio dans sa ville de Kafrañbel, était abattu par balle alors qu'il était dans sa voiture. Il avait été harcelé plusieurs fois par HTS qu'il critiquait régulièrement. La mainmise jihadiste sur Idlib menace aussi le financement humanitaire. En

Par
LUC MATHIEU

Il se disent stupéfaits et furieux. Habitants d'Idlib, humanitaires qui y travaillent, analystes qui suivent le conflit depuis huit ans, personne ne l'avait vu venir. Aucun n'avait anticipé que les jihadistes puissent s'emparer aussi facilement, et aussi rapidement, de la dernière province syrienne encore contrôlée par l'opposition à Bachar al-Assad. «Je ne comprends pas. Que s'est-il passé? Pourquoi maintenant? Pourquoi de cette façon? Je me dis qu'il y a des accords entre la Turquie, la Russie, les Américains. Mais je ne sais pas lesquels. Pour la première fois depuis le début de la guerre, je n'ai aucune réponse. Tout ce que je sais, c'est que c'est triste et honteux», dit un jeune Syrien, qui est né et a grandi à Idlib, et travaille aujourd'hui pour une ONG européenne.

Il aura fallu deux semaines à Hayat Tahrir al-Sham (HTS) pour s'imposer comme maître à Idlib. Le groupe est issu du Front al-Nusra, l'ex-branche syrienne d'Al-Qaeda. Il s'en est officiellement séparé, mais des doutes subsistent et il est de toute façon jihadiste.

Jusqu'à la fin de l'année dernière, il contrôlait un peu plus de la moitié de la province d'Idlib.

Ses effectifs étaient estimés à 10 000 combattants. En face, le

octobre dernier, l'USAID, l'agence de développement du département d'Etat américain, avait annoncé qu'elle coupait les fonds pour les projets implantés dans les zones contrôlées par les jihadistes. L'agence britannique DFID avait, elle aussi, arrêté de financer des projets dits de «stabilisation», tel celui de la Police syrienne libre, chargée de lutter contre la criminalité. «Cela a directement renforcé HTS, qui a mis en place ses propres structures pour remplacer les nôtres», expliquait récemment à Libération Adeb al-Shalaf, l'un des fondateurs de l'organisation.

«CATASTROPHIQUE»

Pour compenser l'annulation des fonds, plu-

sieurs ONG occidentales ont cherché en catastrophe des solutions, en basculant vers Idlib des financements d'autres projets ou en faisant appel à leur gouvernement. La province, où vivaient moins d'un million d'habitants avant la guerre, en compte aujourd'hui près de 4 millions, venus de tout le pays pour fuir les combats. Des centaines de milliers vivent dans des camps le long de la frontière, notamment à Atmé. Avec l'arrivée de l'hiver, plusieurs ont été ravagés par les pluies et des torrents de boue. «Ces camps ne survivent que grâce à l'aide internationale. Si les financements sont coupés, c'est terminé. La situation humanitaire est déjà catastrophique, elle deviendrait totalement ingérable», explique un

responsable de projet humanitaire dans le Nord syrien.

Fin décembre, l'USAID a finalement rétabli ses financements. Les ONG s'en sont félicitées, mais n'ont pas compris pourquoi. «Rien n'avait changé, les jihadistes contrôlaient les mêmes endroits, poursuit le responsable. La vraie question est : cela va-t-il durer maintenant que HTS a pris le pouvoir? Nous n'avons aucune indication sur ce que les Occidentaux vont décider. Mais il faudrait qu'ils comprennent que les bénéficiaires de l'aide ne sont pas les jihadistes, ce sont des civils déplacés qui n'ont plus rien.»



16 JANVIER 2019

En Syrie, les Kurdes rejettent une "zone de sécurité" sous contrôle turc

Qamichli (Syrie) (AFP) 16.01.2019 -
www.courrierinternational.com

Les Kurdes de Syrie ont rejeté mercredi l'instauration d'une "zone de sécurité" sous contrôle de la Turquie dans le nord du pays, une initiative dévoilée par Ankara en partenariat avec Washington, qui cherche à atténuer les conséquences du départ annoncé de ses troupes.

Depuis mi-décembre, la Turquie est revenue à la charge contre la principale milice kurde de Syrie, les Unités de protection du peuple (YPG), menaçant de lancer une nouvelle offensive dans le nord syrien pour déloger les combattants de sa frontière.

Dans ce contexte délicat, Washington, allié stratégique de la Turquie au sein de l'Otan, mais également proche partenaire des YPG dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI), se retrouve entre deux feux, et tente de trouver une solution qui convienne à toutes les parties.

Le président américain Donald Trump a ainsi récemment évoqué la création d'une "zone de sécurité" de 30 km en Syrie, et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan a assuré mardi que l'idée était de laisser la Turquie se charger de cette initiative.

Mais l'idée semble d'autant plus problématique que ce secteur pourrait englober plusieurs villes dominées par la communauté kurde situées directement à la frontière, à l'instar de Kobané ou encore Qamichli.

La proposition a été rejetée en bloc par l'influent politicien kurde Aldar Khalil, haut responsable de l'administration semi-autonome mise en place par la minorité.

"La Turquie n'est pas neutre, c'est une partie prenante au conflit (...) et toute partie (prenante) ne peut pas être un garant de la sécurité", a indiqué M. Khalil à l'AFP.

- FORCES DE L'ONU ? -

"Il peut y avoir une ligne de démarcation entre la Turquie et le nord syrien avec des forces de maintien de la paix de l'ONU (...) Tout autre choix est inacceptable", a-t-il souligné.

"M. Trump veut mettre en place ces zones de sécurité en coopérant avec la Turquie, mais



Des combattants des forces démocratiques syriennes (FDS) et des soldats américains en patrouille dans la ville de Darbasiyah, dans le nord-est de la Syrie, près de la frontière turque - AFP/Archives

n'importe quel rôle turc va changer l'équilibre et la région ne sera pas sûre", a insisté M. Khalil.

Toujours est-il que le chef d'état-major turc doit rencontrer son homologue américain mercredi à Bruxelles pour définir les "modalités" de cette "zone de sécurité" qui serait contrôlée par Ankara, selon le porte-parole du président turc Ibrahim Kalin.

Mardi, après un entretien avec son homologue américain, M. Erdogan a expliqué que son pays pouvait se charger d'établir cette zone entre la frontière et les positions des YPG.

Au cours de cette conversation, Donald Trump "a mentionné une zone de sécurité d'une largeur de 20 miles, ce qui représente plus de 30 km, qui sera établie par nous le long de la frontière", a déclaré M. Erdogan, se disant favorable à l'idée.

Les tensions entre les Kurdes syriens et la Turquie sont exacerbées par l'annonce de M. Trump, en décembre, du retrait des quelque 2.000 soldats américains déployés en Syrie pour lutter contre l'EI aux côtés des forces kurdes.

Aucun calendrier n'a été dévoilé, mais l'annonce a pris de court les forces kurdes, qui craignent un lâchage américain. Et quand Washington a tenté de les rassurer en réclamant des garanties concernant leur sécurité, c'est Ankara qui s'est mise en colère.

- "AGRESSION" TURQUE -

De son côté, le pouvoir de Bachar al-Assad a qualifié d'"irresponsables" les déclarations de M. Erdogan sur une zone de sécurité en territoire syrien.

Elles "montrent une nouvelle fois que son régime ne traite qu'avec le langage de l'occupation et de l'agression", a indiqué l'agence officielle Sana, citant une source au ministère des Affaires étrangères.

L'antagonisme entre la Turquie et les Kurdes illustre la complexité de la guerre qui ravage la Syrie depuis 2011 et a fait plus de 360.000 morts.

Ankara considère les YPG comme une "organisation terroriste". De fait, la Turquie voit d'un mauvais oeil l'autonomie de facto acquise par la communauté kurde à la faveur du conflit syrien, craignant que cela ne galvanise les velléités indépendantistes de la minorité sur son propre territoire.

Cette autonomie de facto, établie par les Kurdes syriens dans le nord et le nord-est du pays directement à la frontière avec la Turquie, s'est traduit par la création de forces militaires et de forces de police, mais aussi l'instauration d'institutions publiques et d'écoles où la langue kurde est enseignée.

Ces territoires, où se trouvent d'importants champs pétroliers, représentent près de 30% de toute la Syrie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). ♦

Paris lutte pour préserver son influence en Syrie

ISABELLE LASSERRE [@llasserre](#)

DIPLOMATIE Depuis le début de la guerre, la France perd l'un après l'autre les leviers d'influence dont elle a si longtemps bénéficié en Syrie. Le retrait programmé des militaires américains, annoncé en décembre par Donald Trump dans un tweet, aura pour Paris et ses alliés, s'il est mené à son terme, des « conséquences telluriques » selon les mots d'un responsable français. « S'ils partent, nos forces terrestres seront obligées de suivre le mouvement. Les Occidentaux risquent de perdre la seule carte dont ils disposaient encore, celle du nord du pays. » C'est sans doute pour l'allié français que l'addition risque d'être la plus salée. En cas d'offensive turque contre les Kurdes, la guerre pourrait gagner les zones où sont retenues les familles des djihadistes français, qui pourraient se retrouver éparpillées dans la nature. Et si les Kurdes de Syrie, par dépit, finissaient faute de mieux par s'allier au régime après la défection du faux ami américain, permettant aux forces syriennes d'avancer jusqu'à la frontière turque, quel sort réserveraient-elles aux djihadistes français emprisonnés dans la région ? S'en seraient-elles tentées de les relâcher ? Ou de s'en emparer pour exercer un chantage contre Paris ?

La diplomatie française n'entend pas pour autant baisser les bras. Depuis l'annonce américaine en décembre, elle a redoublé d'efforts pour convaincre Donald Trump de renoncer à sa décision ou au moins d'en retarder l'application. Les arguments sont nombreux : le risque chimique perdu, on ne peut pas abandonner l'allié kurde qui a participé à la lutte contre les djihadistes, il est contradictoire de désigner l'Iran comme un ennemi mais de se retirer de Syrie où il renforce sa présence. Sur tout, la lutte contre Daech n'est pas terminée. « La victoire est loin d'être encore acquise. Il reste des poches djihadistes en Syrie. En Irak, Daech redresse la tête », prévient un haut diplomate.

Il se dit persuadé qu'Emmanuel Macron, qui entretient toujours un dialogue régulier avec Donald Trump, a contribué à la décision de finalement ralentir le retrait des forces américaines. « On a gagné entre deux et quatre mois », estime-t-il. Juste après le secrétaire d'État américain Mike Pompeo, le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, s'est rendu en Irak la semaine dernière pour réaffirmer son soutien à ce pays où la coalition antidjihadiste dirigée par les Américains poursuit sa lutte. Le retrait programmé de Syrie a redonné une nouvelle importance, aux yeux de Paris, à l'Irak devenu un pivot régional.

Malgré ses efforts, les leviers dont dispose encore la France restent cependant minimes. Ses buts en Syrie n'ont pas changé. Il s'agit de lutter contre le terrorisme et d'aider à trouver « une solution politique inclusive » - notamment vis-à-vis des sunnites - sans laquelle il serait illusoire, prévient Paris, de penser pouvoir éradiquer Daech et le djihadisme. « Une victoire de Bachar el-Assad et des Russes ne permettra pas de rétablir un équilibre géostratégique et la paix entre communautés. Il faut des élections et une nouvelle Constitution », affirme une source haut placée. Mais il le reconnaît : « Il faut prendre acte du fait qu'il y a des choses qu'on ne peut plus faire et que notre influence s'est érodée. Ceux qui ont l'avantage au niveau politique sont ceux qui l'ont au niveau militaire. Avec le retrait des Américains, notre capacité à contrôler l'évolution de la politique intérieure syrienne va devenir très faible. »

Pouvoir de nuisance

La désillusion est d'autant plus grande que les débuts de Donald Trump en Syrie avaient été prometteurs. Contrairement à son prédécesseur Barack Obama qui avait lâché ses alliés français au dernier moment et refusé de répondre à un massacre chimique en août 2013, le nouveau président américain a frappé deux fois des installations du régime syrien quand il s'est installé à la Maison-Blanche.



Lors de son séjour en Irak, le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a été reçu par le leader kurde Massoud Barzani (PDK), le 15 janvier à Erbil.

SAFIN HAMED/AFP

La France peut encore agir grâce à son siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, qui donnera son aval à la paix syrienne quand elle arrivera. Elle a aussi récemment été sollicitée par la Russie, qui n'a pas réussi seule à transformer sa victoire militaire en succès politique. Les conversations entre Emmanuel Macron et Vladimir Poutine n'ont pour l'instant débouché sur aucune mesure concrète. Mais Paris se félicite, comme le dit un diplomate, « d'avoir un pouvoir de nuisance vis-à-vis de la Russie ». La France reste en outre l'un des rares pays, avec la Russie, qui parle à tout le monde dans la région. « À un moment, elle devra faire partie de la solution », espère un haut diplomate.

Pour l'heure, les perspectives d'avenir ne sont guère enthousiasmantes. Les Nations unies ont été court-circuitées par la Russie, l'Iran et la Turquie. La confiance envers l'allié américain a été sérieusement ébranlée. « Et le fait que la politique américaine en Syrie et en Iran est à la fois incohérente et contradictoire n'empêchera peut-être pas Donald Trump de se retirer un jour de tout le Moyen-Orient », prévient un haut diplomate. ■

Bombing in Syria Targets U.S.-Led Military Patrol



A still from a video published by Hawar News Agency shows the scene of a car bombing that targeted a joint American-Kurdish patrol on Monday. Credit: Credit AHNA, via Agence France-Presse — Getty Images

By Vivian Yee and Rukmini Callimachi
Jan. 21, 2019
<https://www.nytimes.com>

BEIRUT, Lebanon — A car bombing targeted a joint American-Kurdish patrol in Syria on Monday, injuring a number of fighters from a Kurdish-led force allied with the United States. The Islamic State claimed responsibility for the attack.

The explosion came just five days after at least 15 people, including four Americans, were killed in a suicide bombing by the Islamic State in Manbij, Syria, which is controlled and protected by American-backed local forces.

Coming only weeks after President Trump ordered American troops to withdraw from Syria, the attacks serve as a reminder that the Islamic State, while controlling just a small fraction of the territory it once had, remains capable of striking in what was considered relatively safe territory.

The Amaq News Agency, which is linked to the militant group, reported that a suicide bomber had attacked a convoy of United States troops and Syrian Democratic Forces in what it claimed as a “martyrdom-seeking attack,” wor-

ding it uses to take responsibility.

The explosion took place near the town of Shadadi in Hasakah Province, in far northeastern Syria, according to both Amaq and the Syrian Observatory for Human Rights, a group based in Britain that monitors the Syrian war.

The Observatory said a suicide bomber in a vehicle had attacked the convoy, killing at least five Kurdish fighters from the Syrian Democratic Forces, the group that has served as the United States’ military’s main partner on the ground in battling the Islamic State. The deaths were not independently confirmed.

But Mustafa Bali, a spokesman for the Syrian Democratic Forces, said in a tweet that there were no casualties in Monday’s car bombing.

No Americans were killed in the attack, a spokesperson for the American-led coalition said.

One American has died in the area: Army Specialist Etienne J. Murphy, 22, died in May 2017 in an incident involving a vehicle that rolled over. He was one of four American service members who died in Syria between American forces’ arrival there in 2015 and last week; the bombing last Wednesday matched that casualty count in one day.

As the Islamic State has lost territory, many of its fighters have gone underground or returned to their former lives rather than being killed or captured. An estimated 20,000 to 30,000 fighters remain at large in Iraq and Syria, raising concerns about a resurgence of the group.

In announcing the planned American withdrawal from Syria, Mr. Trump declared, “We have won against ISIS.”

He made the decision after speaking with President Recep Tayyip Erdogan of Turkey, who assured Mr. Trump that his country could mop up what was left of the Islamic State. But many American officials warned against abandoning the United States’ Kurdish allies; Mr. Erdogan wants to defeat them, as well, seeing them as tied to a Kurdish insurgency within Turkey.

Mr. Trump and Mr. Erdogan spoke by phone on Sunday, and the Turkish leader said his forces were ready to take over security in Manbij without delay, Anadolu, the semi-official Turkish news agency, reported.

A White House statement and the Anadolu report stressed that the two presidents had agreed to work together against terrorism. Anadolu also said that Mr. Erdogan had told Mr. Trump that he would not allow Kurdish forces in northeastern Syria to be a destabilizing force.

The White House put a more conciliatory gloss on that issue, saying, “the two leaders agreed to pursue a negotiated solution for northeast Syria that achieves our respective security concerns.”

Mr. Erdogan also expressed condolences for the American deaths last week, Anadolu reported, calling the attack a provocation to influence the United States withdrawal.

On Monday, a State Department spokesman, Robert Palladino, said that Secretary of State Mike Pompeo had spoken with his Turkish counterpart, Mevlut Cavusoglu, and discussed “the deliberate and coordinated withdrawal of U.S. forces from Syria.”

Mr. Pompeo also spoke about the United States’ commitment to addressing Turkey’s security concerns, Mr. Palladino said, and “the protection of forces” that have worked with the United States-led coalition against ISIS.

Vivian Yee reported from Beirut, and Rukmini Callimachi from New York. Hwaida Saad contributed reporting from Beirut, and Karam Shoumali from Berlin. ●

REUTERS

Exclusive: Syrian Kurdish YPG expects negotiations with Damascus soon

January 24, 2019 / Rodi Said QAMISHLI, Syria (Reuters)

The head of the Syrian Kurdish YPG militia believes talks with the government over the future of the northeast region will begin in days after a “positive” reaction from Damascus.

Any deal between the YPG and President Bashar al-Assad’s state could piece together the two biggest chunks of a nation splintered by eight years of conflict.

Dialogue attempts have revived in the wake of U.S. President Donald Trump’s decision to withdraw troops from the Kurdish-led region.

“There are attempts to carry out negotiations ... the Syrian government stance was positive,” the YPG commander Sipan Hemo told Reuters. “We believe they will start in the coming days.”

In a voice recording sent from his representatives late on Wednesday, Hemo said U.S. moves to withdraw were over-hasty and could not happen while the battle against Islamic State militants still rages. □

Syrian Kurdish leaders have sought Russian mediation for talks with Assad's state, hoping to safeguard their autonomous region when U.S. troops currently backing them pull out.

They fear an attack by neighboring Turkey, which has threatened to crush the YPG.

On a recent visit, U.S. envoy James Jeffrey talked to him and other officials about both satisfying Turkey and protecting northern Syria, Hemo said.

U.S. arming of the Syrian Democratic Forces (SDF), which the YPG spearheads, has infuriated NATO ally Turkey. Ankara sees the Syrian Kurdish fighters as indistinguishable from the Kurdish PKK movement that has waged an insurgency inside Turkey.

The Kurdish-led authority that runs much of north and east Syria presented a road map for an agreement with Assad in recent meetings with his key ally Russia.

Hemo said there had been no direct talks with the state since, but Damascus had received the proposal, which focused on preserving Kurdish and minority rights, including education, as well as self-rule.

Kurdish forces and Damascus have mostly avoided combat during the war. Assad, who has vowed to recover the entire country, has long opposed Kurdish ambitions for a federal Syria.

Short-lived talks between the two sides last summer went nowhere.

Government officials were not immediately available for comment, but a minister last week expressed optimism.

"LONG WAR WITH DAESH"

Mixed messages from Washington have clouded Trump's abrupt announcement last month, which sparked concern among Western allies. The 2,000 American forces are still deployed in the SDF region, rich in oil, farmland and water - the biggest chunk of Syria outside state rule.

"Implementing this (U.S.) decision to withdraw practically is not possible in the near term," Hemo said.

SDF fighters are now battling Islamic State remnants in an enclave in eastern Syria, after seizing vast swathes of land from the jihadists with U.S. help.

"Daesh is headed towards demise. There are many sleeper cells and there will be a long war with Daesh in this region," Hemo said, using the Arabic acronym for Islamic State.

He said any safe zone in northeast Syria, which Trump mentioned on Twitter, should be under U.N. auspices. The SDF has welcomed the possibility but said any such zone must keep Turkey out.

"We want to be on good ties as neighbors, but the Turkish state does not accept this," Hemo said. "If Turkey attacks our region, we will respond appropriately."

Ankara has drawn on Syrian rebel proxies to help fight the YPG in the northwest before and has vowed to march further east.

Turkey's foreign minister said on Thursday his country has the capacity to create a safe zone in Syria but would not exclude other states that want to cooperate. ●

FINANCIAL TIMES

January 22, 2019

Turkey's ambitions in Syria are likely to be frustrated

Ankara's aim is to crush Kurdish separatism but Russia wants Assad to reassert control

OPINION TURKEY

David Gardner
January 22, 2019
<https://www.ft.com>

US president Donald Trump's decision to withdraw US forces from Syria has predictably emboldened Turkey to step up its campaign against American-allied Kurdish fighters in the north of the country. President Recep Tayyip Erdogan claims Mr Trump is even encouraging Ankara to set up a 30km-deep "safe zone" inside Syrian territory across Turkey's southern border.

Whether or not that turns out to be settled US policy — Mr Trump also warned Ankara against attacking Washington's Syrian Kurd allies — Mr Erdogan is in Moscow this week for talks on Syria and the buffer zones with President Vladimir Putin. Russia's intervention in Syria, alongside Iran's, has brought victory to the regime of Bashar al-Assad, as well as its own triumphant return to the Middle East. It shows no sign of wanting to relinquish its hold on the country.

It is with Mr Putin's blessing that Mr Erdogan has been able to establish



Turkish military vehicles in Syria. Ankara is likely to find its ambitions in the region quashed by Russia © Reuters

two Turkish-run buffer zones in north-western Syria: through Operation Euphrates Shield in 2016, which carved out an enclave from Jarabulus on the Euphrates river to Azaz in the west, and Operation Olive Branch, the cover for last year's Turkish invasion of the Syrian Kurdish canton of Afrin.

It is Mr Putin's imprimatur, more than a Trumpian volley of tweets, that Mr Erdogan will need to even attempt to establish any kind of buffer zone in the areas the US plans

to vacate east of the Euphrates — the more than one-quarter of Syria largely controlled by the Kurdish Democratic Union party (PYD) and its militias. Is he likely to get it?

Russia's consent to the Euphrates Shield operation in 2016 involved one of the regular realignments in the political shell game of alliances so characteristic of Syria and the Levant. Where Moscow backed the Damascus regime, Ankara was on the opposite side of the civil war, supporting a variety of jihadi rebels

against the Assads. Mr Putin evidently saw an opportunity after the abortive coup against the Erdogan government in July 2016 and drew Turkey into his orbit, forming a tripod of power by adding Turkey to its alliance with Iran.

There was a price. Turkey got the green light to invade after leaving in the lurch its Sunni allies in Aleppo, the last urban fortress of the Syrian rebellion whose fall in late 2016 was the turning point of the war. Similarly, Russia seemed happy for Turkey to invade Afrin a year ago, so long as it shared the burden with Russia of policing the jihadi-infested nearby province of Idlib, the last redoubt of the rebels.

Recent Isis-claimed bombings against US and Kurdish targets — in the west and the east of northern Syria — might seem a ready-made argument in favour of Turkey establishing a solid buffer. On the other hand, Ankara's proxy Syrian rebel army just lost most of Idlib to al-Qaeda-linked jihadi fighters — a setback likely to be high on the Putin-Erdogan agenda in Moscow. The Syrian Kurdish fighters, by contrast, are proven victors on the battlefield. That is why the US backed them against Isis.

But there are murkier considerations about Turkey's ambitions in Syria. There is no doubt that Ankara's overriding strategic aim is to crush Kurdish separatism in northern Syria and northern Iraq, areas it sees as "safe zones" for its domestic enemy, the Kurdistan Workers' party (PKK), which has fought the state in south-east Turkey for more than 30 years. From Turkey's point of view, the PKK fights from bases in the Qandil mountains of northern Iraq and through its sister Syrian organisation, the PYD, and its militias. Now the US intends to leave Syria, it

seems only logical to Ankara that it should establish a buffer as part of its struggle against the PKK.

But there is a facet in Turkey's Syria policy that has flashed alarmingly in the nationalist wave that followed the failed putsch, which hankers after the past glory of the Ottoman Empire that once ruled the Middle East.

After Euphrates Shield, Mr Erdogan started reviving — complete with maps — past claims on adjoining territory from Aleppo in Syria to Mosul in Iraq. This could be dismissed as rhetoric, but Turkey is

putting down roots in its north-west Syrian enclaves: Turkish-speaking schools, hospitals, administrators from the southern Turkish city of Gaziantep, and even universities.

"They are planning to stay in Syria the way they stayed in northern Cyprus," says one independent political scientist in Istanbul, who wished to be anonymous, noting how Turkey cemented a permanent presence in the Turkish half of the divided east Mediterranean island after invading in 1974.

But there are strong reasons why Ottoman-era irredentism will fail in

north and east Syria. Mr Putin wants the Assad regime back in control of all of Syria. Mr Erdogan's putative buffer will push the Syrian Kurds into some sort of deal with the Assads — to the benefit of Russia and Iran.

Meanwhile, Arab leaders, slowly coming to terms with the Assad victory, will not greet a neo-Ottoman revival headed by Mr Erdogan, an Islamist they feel subverted them in the upheavals that shook the Arab world after 2011 and now see as in alliance with a Turkic supremacist party at home. Syria is not Cyprus. ■
david.gardner@ft.com

HAARETZ

January 27, 2019

Iraq to Summon Turkish Ambassador After Troops Open Fire on Kurdish Protesters



A smoke rises from vehicles after protesters stormed a Turkish military camp near Dohuk, Iraq January 26, 2019 REUTERS/Stringer

Reuters Jan 27, 2019 www.haaretz.com

One protester was killed and at least 10 others wounded when they stormed a Turkish military camp near Dohuk in Iraq's semi-autonomous Kurdish region on Saturday, burning two tanks and other vehicles, residents and Kurdish officials said.

Najib Saeed, the chief health official in the area, said it was not yet clear what caused the death. He said Turkish soldiers had shot at protesters and that the burning of vehicles and equipment had caused several explosions.

Baghdad's foreign ministry criticised the Turkish troops for opening fire and said it would summon Turkey's ambassador over the incident.

Turkey said the attack was carried out by members of the Kurdistan Workers Party (PKK) who disguised themselves among civilians to fuel conflict between Turkish forces and local residents.

"We are committed to maintaining our close partnership with the people of Dohuk and doing everything in our power to prevent civilian casualties in the area," Fahrettin Altun, communications director for the Turkish Presidency, told Reuters.

Turkey carries out regular air raids near the border against the PKK insurgent group which has bases in northern Iraq and has fought a decades-long insurgency in Turkey.

The Kurdish government in Erbil in northern Iraq condemned the storming of the camp, accusing "saboteurs" of instigating the incident, a veiled reference to the PKK, a rival of the Kurdistan Democratic Party (KDP) that dominates the Erbil government and has a working relationship with Turkey.

Get our daily election roundup in your inbox

Erbil said it had sent its forces to the area to calm the situation.

A Kurdish official in the region of Dohuk said the crowd was demonstrating over a recent Turkish air raid that killed four civilians. The official did not want to be named.

A second Kurdish official, who also did not give his name, said Turkish troops at the camp in Shiladze, east of Dohuk, had initially shot at the protesters and then left the camp.

Kurdish security forces are trying to control the situation, he said.

The surprise announcement last month that U.S. forces would withdraw from neighbouring Syria, where they have been directing the fight against Islamic State, raised fears that Turkey would move against U.S.-backed Kurdish forces which it views as terrorists.

Turkey says the Syrian Kurdish YPG militia is an extension of the PKK. Trump has threatened economic ruin for Turkey should it attack the YPG, however. ♦

Syrie: cinq combattants tués dans une attaque contre des forces kurdes et américaines (ONG)

Par AFP, le 21/01/2019 www.lexpress.fr

Beyrouth - Un convoi des forces américaines et de leurs alliés arabes et kurdes a été pris pour cible lundi par un kamikaze au volant d'une voiture piégée dans le nord-est de la Syrie, faisant cinq morts et deux blessés, a rapporté une ONG.

Cinq combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS), l'alliance arabo-kurde soutenue par Washington, ont été tués, tandis que deux soldats américains ont été blessés dans cette attaque survenue dans la province de Hassaké, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Cet attentat intervient moins d'une semaine après une attaque à Minbej, dans le nord syrien, revendiquée par les jihadistes du groupe Etat islamique (EI). Egalement perpétrée par un kamikaze contre un convoi américain escorté par les FDS, elle a fait 19 morts, dont quatre Américains.

Lundi, "un convoi des troupes américaines escorté par les FDS a été pris pour cible par un kamikaze au volant d'une voiture piégée", a précisé à l'AFP le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

"La voiture piégée a percuté un véhicule des FDS, tuant cinq combattants des FDS et



Un véhicule militaire est en feu sur le site d'une attaque kamikaze revendiquée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) contre un convoi des forces américaines et de leurs alliés locaux en Syrie, dans la province de Hassaké (nord-est), le 21 janvier 2019 Photo -

blessant deux Américains", a-t-il précisé.

L'attentat a eu lieu sur la route reliant la ville de Hassaké à celle de Chadadi, a-t-il indiqué.

Washington a mis sur pied en 2014 une coalition internationale antijihadiste engagée en Syrie dans la lutte contre l'EI aux côtés des FDS.

Le 16 janvier à Minbej, dix civils et cinq combattants des forces arabo-kurdes ont été tués dans l'attentat revendiqué par l'EI. Quatre Américains ont également péri: deux militaires, un employé civil du ministère de la Défense et

un employé d'un sous-traitant du Pentagone.

Il s'agissait de l'attaque la plus meurtrière contre les forces américaines en Syrie, au vu des chiffres du Pentagone qui rapporte la mort ces dernières années de deux Américains tombés au combat dans ce pays, dans deux incidents distincts.

Déclenché en 2011 avec la répression de manifestations par le pouvoir de Bachar al-Assad, le conflit en Syrie s'est complexifié au fil des ans avec l'implication de pays étrangers et de groupes jihadistes, sur un territoire de plus en plus morcelé. ♦

L'alliance antijihadistes arabo-kurde en Syrie devra bénéficier d'un "statut spécial" (commandant)

Par AFP, le 25/01/2019 Hassaké (Syrie) www.lexpress.fr

L'alliance antijihadistes arabo-kurde en Syrie devra bénéficier d'un "statut spécial" en cas d'accord politique entre les Kurdes et le régime de Bachar al-Assad, a déclaré un haut commandant kurde impliqué dans l'offensive contre le groupe Etat islamique (EI).

"Tout accord politique devra inclure un statut spécial" pour les Forces démocratiques syriennes (FDS) qui ont lutté contre les jihadistes "au nom de l'humanité toute entière et même de l'armée syrienne", a déclaré dans une interview exclusive à l'AFP Mazloum Kobani, commandant en chef de cette force soutenue par les Etats-Unis.

"C'est notre ligne rouge et nous ne céderons pas sur ce point" lors des discussions en cours avec le régime syrien, a-t-il souligné.

La coalition arabo-kurde a "protégé le nord-est de la Syrie. Elle a libéré ces régions et c'est son droit de continuer à en assurer la protection", a dit le commandant Kobani qui s'est entretenu avec l'AFP près de la ville de Hassaké.



Mazloum Kobani, commandant en chef des Forces démocratiques syriennes lors d'un entretien exclusif avec l'AFP près de Hassaké dans le nord de la Syrie, le 24 janvier 2019 afp.com/Delil SOULEIMAN

Les FDS contrôlent environ un tiers du territoire syrien après avoir chassé les jihadistes de l'EI de vastes territoires dans le nord et l'est du pays en guerre avec l'aide de la Coalition internationale antijihadistes dirigée par Washington.

Pour sa part, le régime syrien contrôle désormais deux tiers du pays après avoir recon-

quis des territoires aux rebelles et aux jihadistes avec l'aide de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah libanais.

Le régime syrien refuse d'accepter une autonomie des régions kurdes du nord-est de la Syrie.

Après des décennies de marginalisation, les Kurdes sont eux réticents à abandonner l'autonomie qu'ils ont conquise à la faveur du conflit.

Depuis juillet, des représentants politiques kurdes négocient avec le régime afin d'arriver à une décentralisation favorable à leur région.

"Les discussions sont en cours mais n'ont pas encore donné de résultat positif", a indiqué M. Kobani.

Selon lui, le régime "continue à penser qu'il peut revenir à la situation d'avant 2011", année où la guerre a éclaté. "Il espère toujours pouvoir prendre militairement le contrôle de toute la région, mais il doit comprendre que c'est impossible".

Selon M. Kobani, les FDS sont préparées à "protéger la frontière syrienne et l'unité du territoire syrien". ♦

Turquie. Un pays dans tous ses états



FOCUS

Alors que le président turc menace de lancer ses troupes contre les Kurdes en Syrie, la situation économique se détériore, et l'islamisation à marche forcée pousse les gens vers l'athéisme.

Erdogan s'en va-t-en guerre

Le discours martial du président turc contre les Kurdes fait partie de sa stratégie pour se maintenir au pouvoir.

—Gazete Duvar Istanbul

Les Kurdes de Syrie ont fait savoir clairement que, avec ou sans soutien américain, ils n'entendaient renoncer à aucun de leurs droits acquis. Ils disposent pour le moment de trois possibilités :

1. Si les Américains font finalement le choix de rester, les Kurdes continueront d'être sous leur protection. Cela pourrait leur

laisser le temps de se renforcer et d'affirmer leur ancrage territorial. Dans ce cas, ils deviendraient une force indépendante de toutes les puissances de la région, Syrie comprise. C'est un mauvais scénario pour Erdogan. Lui qui a pourtant fortement incité les Américains à intervenir en Syrie, notamment en appui des rebelles anti-Assad, considère que leur soutien aux Kurdes est une menace contre laquelle il doit lutter.

2. Si le retrait américain est effectif (nous n'en sommes pour l'heure qu'à des déclarations contradictoires), alors, en dépit de leurs divergences et des problèmes que ce rapprochement ne manquera pas de faire naître, les Kurdes pourraient être obligés de se rapprocher de Damas. Dans ce cas, la Turquie, qui se sera débarrassée des Américains, devra faire face à l'alliance entre

Damas et les Kurdes, ce qui n'est pas sans évoquer certains souvenirs [dans les années 1980 et 1990, Damas a abrité et aidé la guérilla Kurde du PKK en lutte contre la Turquie].

3. Les Kurdes pourraient s'allier à une "force arabe" composée des tribus arabes locales et peut-être de soldats étrangers, grâce au soutien des pays du Golfe, comme le ministre des Affaires étrangères américain Mike Pompeo l'a récemment déclaré à l'occasion d'une visite aux Émirats arabes unis (EAU). Ce scénario, bien que peu probable, a déjà été évoqué par le passé. Il supposerait pour la Turquie d'avoir, après les Américains, les Saoudiens et les Émiratis pour peu enviables voisins [l'Arabie Saoudite et les EAU sont farouchement opposés à l'alliance Turquie-Qatar].

Un moindre mal. Ces trois possibilités sont toutes mauvaises pour le pouvoir turc. S'il doit néanmoins accepter un de ces scénarios, c'est celui du maintien de l'influence américaine dans la zone qui semble le moins mauvais. Dans les autres cas, il se retrouverait face à des forces régionales comme la Syrie, l'Iran ou la Russie. L'Amérique apparaît comme un moindre mal, à condition qu'il s'agisse

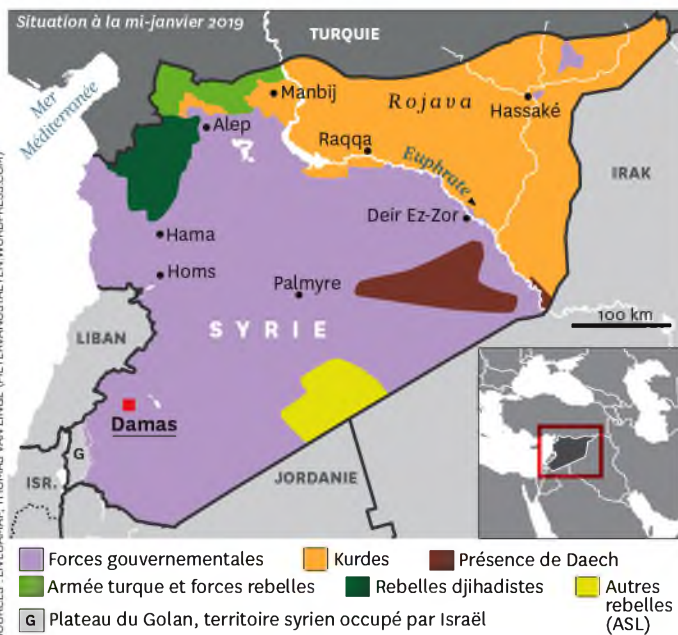
uniquement des Américains et pas des Américains épaulés par des "alliés régionaux" ou "forces arabes" émirato-saoudiennes, scénario dont Ankara ne veut pas entendre parler.

Alors que le président Trump semblait avoir décidé le retrait définitif des forces américaines de Syrie, il est finalement revenu partiellement sur cette décision et semble tergiverser. Comme pour compliquer encore la situation, Pompeo s'est adressé en ces termes à la Turquie : "Que tout le monde le sache, les Kurdes de Syrie ne sont pas des terroristes." Une déclaration sur laquelle Trump a surenchéri par



un message posté sur Twitter où il prévient ouvertement : "Si vous attaquez les Kurdes, nous détruirons l'économie Turque."

Dans le même tweet, il évoque la constitution dans le nord de la Syrie d'une zone tampon de 20 miles. Ankara n'a pas manqué de condamner ces menaces, mais, concernant la constitution d'une zone tampon, elle s'est contentée de répondre : "Mais c'est bien ce que nous demandons depuis le début." Quelles sont donc les conséquences de la création de cette zone tampon



Zone tampon. Ankara, en dépit de son envie d'avoir de l'influence dans le monde arabe, devra faire contre mauvaise fortune bon cœur et accepter ses nouveaux voisins, quels qu'ils soient. Et dans tous les scénarios qui se profilent, la porte d'entrée sud de la Turquie, c'est-à-dire celle qui mène vers le monde arabe, sera aux mains des Kurdes. Même si les Kurdes se retirent de leurs positions à l'ouest de l'Euphrate, la frontière terrestre de la Turquie sera occupée par des Kurdes, de l'Euphrate à l'Irak jusqu'à l'Iran. Et cette zone tampon voulue par Ankara pourrait bien lui couper ses débouchés vers le monde arabe.

Une telle zone serait aussi problématique pour les Kurdes, puisqu'ils seraient obligés de se replier vingt kilomètres vers le sud, vers les territoires qu'ils ont conquis sur l'organisation État islamique. Cette nouvelle situation les couperait de leur proximité géographique avec les Kurdes de Turquie et les contraindrait à une plus grande proximité avec l'autorité de Damas, multipliant d'autant les risques d'affrontement avec l'armée syrienne.

Le langage guerrier utilisé par le pouvoir turc est en partie responsable des développements récents. Erdogan, devant la perspective d'un accord entre Damas et les Kurdes après le retrait américain, a multiplié les déclarations menaçantes à l'égard des Kurdes. Alors que le retrait américain n'avait même pas commencé, le gouvernement

a choisi d'annoncer sa volonté d'intervenir immédiatement militairement, ce qui a braqué les Américains.

Cela ne signifie pas que Washington ne se retirera jamais de Syrie, mais il est désormais clair que les États-Unis entendent continuer à y exercer leur influence et à protéger les Kurdes même après le départ de leurs troupes. Plutôt que de mobiliser l'armée et d'appeler à la guerre, le pouvoir turc aurait pu attendre, négocier, essayer d'avoir une approche constructive. Cependant, la stratégie de ce gouvernement pour se maintenir au pouvoir passe par la guerre et l'hostilité, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

“Si vous attaquez les Kurdes, nous détruirons l'économie turque.”

Donald Trump,
PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Erdogan doit d'abord décider s'il veut ou non de la présence des Américains en Syrie, et s'il est prêt à accepter l'existence d'une entité kurde en Syrie sous quelque forme que ce soit. S'il persiste dans son indécision et dans sa politique guerrière, alors il risque de se mettre à dos tous les acteurs et toutes les forces régionales. “Quoi qu'il en soit, le monde entier est contre nous, qu'ils viennent s'en prendre à nous s'ils l'osent”, pense peut-être Erdogan, mais il doit se rendre compte que chaque mot qu'il prononce, chaque pas qu'il

Une crise économique sans précédent

L'économiste turc Erkin Sahinöz a répondu aux questions du site **Diken**. Il prévoit pour 2019 une accélération de la chute de la livre turque.

DIKEN Les prévisions pour 2019 sont assez pessimistes. Si rien n'est fait, combien de temps la crise va-t-elle durer?

ERKIN SAHINÖZ Si le gouvernement ne trouve pas une source de financement, que ce soit des investisseurs étrangers ou le FMI, la crise durera au moins trois ans.

La Turquie est déjà passée par de nombreuses crises. En quoi celle-ci est-elle différente?

La crise que nous avons devant nous ne ressemble pas à celles que la Turquie a connues auparavant. C'est une crise du secteur réel. Les entreprises se sont massivement endettées en dollars pour réaliser des investissements qui leur apportent des livres turques. Quand le cours des devises étrangères a augmenté, elles n'ont plus pu rembourser. À ce choc des cours s'ajoute celui des taux d'intérêt. Les entreprises déposent le bilan les unes après les autres et le chômage va s'installer durablement. Concernant

les banques, les problèmes de recouvrement des dettes vont augmenter. Ils vont se répercuter sur le public, en particulier sur les couches les plus défavorisées de la population.

Que se passera-t-il si nous ne faisons pas appel au FMI?

Je suis en principe farouchement opposé au recours au FMI. Mais il ne nous reste pas d'autre choix, les investisseurs se détournent de la Turquie et la politique, qui a créé un écosystème affranchi du droit, contribue à ce désintérêt. Si nous ne parvenons pas à un accord avec le FMI, alors la Turquie va se retrouver face à une des pires crises de son histoire.

Si la Turquie se lance dans une opération militaire en Syrie, le cours du dollar va-t-il augmenter?

Une opération militaire serait un poids pour la Turquie. Alors que nous avons de graves problèmes dans le secteur réel comme dans le secteur bancaire, se lancer dans une économie de guerre est périlleux. Sans compter qu'une opération militaire aurait pour répercussions de faire chuter la livre turque face au dollar.—

effectue dans cette direction empire la situation.

—**Musa Özugurlu**
Publié le 15 janvier



Irak: la Turquie lève son blocus aérien sur Souleimaniyeh au Kurdistan

Souleimaniyeh (Irak), 26 janvier 2019 (AFP)

LA TURQUIE a repris samedi les vols vers la ville de Souleimaniyeh, dans le Kurdistan irakien, après 16 mois d'interruption en raison du blocus aérien imposé en rétorsion au référendum d'indépendance.

En septembre 2017, le "oui" l'avait massivement emporté lors de cette consultation, condamnée par la communauté internationale, les voisins turcs et iraniens de l'Irak en tête. Aussitôt, Bagdad avait imposé une série de sanctions, dont un blocus aérien, levé après six mois.

La Turquie, qui compte elle-même une minorité kurde et redoutait que les velléités indépendantistes ne fassent tâche d'huile, avait suivi.

Elle avait ensuite levé le blocus sur l'aéroport d'Erbil, la "capitale" de la région autonome du nord irakien, mais l'avait maintenu sur celui de Souleimaniyeh.

Samedi, "conformément à la décision du gouvernement turc de lever le blocus sur les voyages vers Souleimaniyeh ou via Souleimaniyeh vers l'Europe, un premier vol de Turkish Airlines a atterri puis a redécollé de Souleimaniyeh", a indiqué à la presse le directeur de l'aéroport Taher Abdallah.

En raison du blocus, a-t-il ajouté, l'aéroport de Souleimaniyeh, ouvert en 2005, "a perdu plus de cinq millions de dollars en 2018".

L'aviation civile irakienne a indiqué que les vols d'Iraqi Airways de et vers la Turquie reprendraient également dans les prochains jours. ●



Update: Four killed, two missing in Turkish airstrike in Duhok province

By Rudaw.net 24/1/2019

ERBIL, Kurdistan Region – Four civilians were killed and another two are still missing in a Turkish airstrike in a village in Duhok province on Wednesday night.

Ismael Mustafa, the mayor of Amedi, had initially confirmed that Turkish jets targeted the village of Gali Rashava in the Deraluk region, killing two and wounding two civilians.

On Thursday however, the villagers found out that two civilians were missing. Relatives fear the two have been incinerated in the blast.

"Four of the victims are relatives," Idris Rekani, a local resident of Deraluk told Rudaw. "Two of them were Peshmerga. They had gone to the spot for fishing in the Upper Zab River."

Mohammed Salim Nerwai, a villager, confirmed that two civilians were missing and that their families were looking for them among the rubble of the air strike.

Turkey regularly carries out

cross-border air raids, targeting alleged PKK positions. It usually targets sparsely populated areas, though tens of civilians have been killed over the years.

The bombings have also forced villagers out of their homes in some of the mountainous areas, made pasture lands off limits, and destroyed forests.

Turkish jets earlier this week also bombed a village in Sidakan area in Erbil province, causing in material damage.

The parliamentary bloc of the governing Kurdistan Democratic Party (KDP) denounced the airstrikes in a statement as "not justified" and said that the civilian population must not become victims of any armed conflict in the area.

"Unfortunately, due to Turkey's airstrikes in the border areas of the town of Deraluk in Amedi two civilians were martyred and two are missing," said the KDP parliamentary bloc on Wednesday.

The statement said that civilians should not become victims of any



The burial procession of two civilians who were killed in Wednesday night's Turkish airstrikes in Deraluk, Amedi, Duhok. Rudaw video

armed conflict in the area.

"Bombarding Kurdistan Region's civilian population cannot be justified and we strongly denounce it. Also the forces who have become an alibi for the airstrikes shouldn't make their rivalry a justification for victimizing civilians and villagers of Kurdistan Region."

In operations carried out between January 20 and 22, the

Turkish army claimed to have "neutralized" 21 PKK fighters in the Kurdistan Region. The army uses the term "neutralized" to refer to those killed, wounded, or otherwise removed from the battlefield.

The PKK has its headquarters in the Kurdistan Region's Qandil Mountains. ■

REUTERS

Turkish court releases Kurdish MP on hunger strike

DIYARBAKIR, Turkey (Reuters) -January 25, 2019 Umit Ozdal

A Turkish court on Friday released a Kurdish lawmaker who was jailed last year for criticising Ankara's military operation in Syria and has been on hunger strike for nearly three months.

Leyla Guven still faces trial and up to 31 years' jail over charges of terrorism leadership and propaganda for her opposition to Turkey's incursion into northwest Syria's Afrin region.

The judge in the largely Kurdish city of Diyarbakir released Guven as she had already been in custody for a year.

Her health has deteriorated during a 79-day hunger strike to protest against the prison isolation of Kurdish militant leader Abdullah Ocalan, those close to her say.

"This is a bittersweet joy for us," Guven's daughter, Sabiha Temizkan, told Reuters, saying her mother would continue her hunger strike despite her release.

"I hope her demand will be met and her hunger strike will be finished before it does damage to her," Temizkan said.

Guven, wearing a surgical mask, made a victory sign from inside an ambulance after her release.

She has been consuming water with sugar, salt and vitamins. The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), says 250 inmates and politicians have joined the hunger strike.

Guven was among some 600 people detained over social media posts and protests criticising Turkey's operation last year into Afrin where it pushed out the U.S.-backed Kurdish YPG, viewed by Ankara as a terrorist group.

Last June, Guven was elected to parliament as a HDP member while in



FILE PHOTO: A supporter of pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) holds a picture of jailed lawmaker Leyla Guven, during a demonstration in solidarity with her, in Diyarbakir, Turkey January 12, 2019. REUTERS/Sertac Kayar/File Photo

detention. Ten former HDP parliamentarians detained are still in prison.

Vietnamese-style reforms might work for North Korea

Guven is also co-leader of the Democratic Society Congress (DTK), an umbrella group of civil society organisations based in Diyarbakir.

Jailed militant Ocalan is head of the Kurdistan Workers Party (PKK), which has fought an insurgency in southeast Turkey since 1984 and is designated a terrorist group by Turkey, the United States and European Union. ●

Erdogan's newfound love for cannabis

For decades, the Turkish government took pride in burning cannabis fields in its battle against PKK terror. Now, a boasting Erdogan leads Islamists in celebrating industrial hemp cultivation as a method of resistance to the West.



Pinar Tremblay
January 24, 2019
www.al-monitor.com

Recep Tayyip Erdogan has flip-flopped on several crucial issues, but not on his dislike and disapproval of alcohol and tobacco consumption or on his outspoken war on drugs. Easily justified with Islamic teaching, Erdogan's Justice and Development Party has passed several bills making the production of tobacco and alcohol — even home-brewing — almost impossible with increasingly strict regulations. Drug wars are enforced with harsh punishment for users and dealers. Government spending to prosecute drug dealers has gradually increased, reaching up to 720 million liras in 2016 (about \$140 million with today's exchange rate). That is precisely why Erdogan's advocacy for cannabis cultivation in his campaign speeches surprised audiences.

Indeed, the restrictions on hemp production were lifted in 1990 and re-regulated by the Turkish parliament to make it even more liberal in September 2016. Today, it is already legal to grow hemp in 19 cities, but you need government permits. The updated 2016 legislation relaxes the permission process for farmers. It also adds a flexible licensing process for researchers.

However, it did not catch the attention of Erdogan until now. A source close to the Palace told Al-Monitor, "Turkey is working with international consulting firms, and we believe they are the ones that brought this lucrative plant to the president's attention." Global consulting firm McKinsey & Co. has given similar advice to Lebanon. The Turkish agreement to work with that firm was cut off abruptly and suspiciously after widespread public reaction.

But desperate times call for interesting measures. On Jan. 9, Erdogan blasted out to the "enemies of Turkey who pretend to be friends," saying that they have compelled Turkey to end its cannabis production. In an emotional speech, referring to his ancestral city of Rize and remembering when they used to make underwear from hemp that is more absorbent than any other material, Erdogan said Turkey has been importing the plant but is now taking steps for its widespread production.

On social media, pundits took this "enemies who pretend to be friends" to be the United States, which pressed to ban opium poppy production in 1971. Up until then, Turkey was a major producer of legal opium, but farmers were known to produce also significant amounts of the plant illegally.

Currently, Turkey has one alkaloid processing plant in Central Anatolian province of Afyon, which means "opium" in Turkish. Afyon is known for its high-quality poppy seed production. The factory produces ingredients to be used in prescription drugs. Turkey's conservative segments now applaud Necmettin Erbakan, the late leader of the Islamist movement in Turkey, for his firm support for the construction of the plant in the late 1970s.

Pro-government media promptly started distributing informational graphs and pieces on the benefits of cannabis production — which they referred to as a national matter — to the health sector and the economy, declaring this to be a "cannabis war" and praying for a victory. Even the uses of hemp for the Ottoman navy were cited in the news.

Turkish government television TRT started airing infomercials about



Image by Hugo Goodridge/Al-Monitor

cannabis while referring to it as an "Anatolian plant" and elaborating on countless uses of hemp. Islamist media particularly was quite eager to back Erdogan. For example, Mehmet Toprak, a columnist for *Dirilis Postasi*, wrote a piece titled "Cannabis will make the US' dollar weapon explode in their own hands." Toprak emphasized that "President Erdogan's decision on cannabis production is a turning point in our history. It is as revolutionary as the July 15 victory. This decision shows us how crucial it is to stand behind Erdogan for the future of our country and the Muslim lands."

Yeni Safak Daily's prominent columnist Abdurrahman Dilipak also praised the decision. International outlets have reported surprise at Islamists' reaction, yet Dilipak was an advocate for cannabis long before Erdogan's speech. In January 2018, Dilipak wrote that Erdogan can win the cannabis war as Erbakan won the alkaloid processing plant battle.

"Cannabis production is now presented as a form of national resistance to the West," said an Agriculture Ministry bureaucrat who is expecting to receive significant incentives from the government to spread plantations. Personnel at the ministry believe Erdogan is serious. "In the last two years, since the legislation passed, not much has been done to assist the farmers to harvest hemp; now there is a national call for it. If it proves lucrative, in a few years it will be legalized in more than 19 cities, and we have to invest in a way to process the plant as well," added the senior bureaucrat, who spoke on the condition of anonymity.

It should also be noted that the Turkish government's official rhetoric encourages the production of low THC cannabis, which is commonly known as industrial hemp. It lacks properties to turn into heroin or other drugs. Agricultural experts appearing in different media outlets have been calling for a national hemp seed production that will classify as industrial hemp.

All of this, including the Islamist and state support behind cannabis production, appears as lucrative and smart public policy planning. Yet this is rather an incomplete presentation of Turkey's agricultural politics.

Al-Monitor spoke with food and agricultural engineers to evaluate the recent interest in cannabis cultivation. All the experts in the field are delighted about the proposed government support for a crop. Yet they are also surprised because little has been done in the last decade. One agricultural engineer working as a government employee said on the condition of anonymity that "food prices have skyrocketed, particularly in the last year. For example, onion [which is a staple ingredient for most recipes in Turkish cuisine] prices went up 185% in 2018. While its population is increasing, Turkey is producing fewer basic crops like wheat, barley, chickpeas, beets, beans and potatoes now than it did five years ago. Plus, cotton and flax production, just like hemp, has been decreasing in volume gradually over the last 15 years. This can be blamed on the government's lack of planning for the impact of climate change on crops; its policies to lift tariffs on these goods, encouraging cheaper imports; and the rise in pesticide and fertilizer prices, making production more expensive. The government has failed to support farmers almost every step of the way, leaving them alone to the whim of the weather, cheap exports and inadequate storage disasters."

A food engineer conducting research on food security at an Istanbul university concurred with her colleague. "These great promises on cannabis cultivation as a form of ultra-nationalistic stand against the West are exciting for the crowds ... but how about other staple goods people need to survive? The arable land and number of farming families are dwindling. In 2017, meat [red and white] consumption in Turkey per person was

➤ averaging around 30 kilograms. In the European Union, that average is almost 70 kilos per person. We are much more dependent on grains and vegetables in our diet. Now if we switch to cannabis, what will people eat?" she said, speaking on the condition of anonymity.

According to The Turkish Official Gazette on Jan. 16, all tariffs are to be removed on imports of rice, wheat, barley, corn and beans. Experts fear cannabis production on a large scale will only add to increasing food insecurity in Turkey, and government-published data support the validity of such concerns.

Whether McKinsey or another consulting firm recommended increasing cannabis production in Turkey has not been confirmed; however, cannabis is now making headlines in Turkish media with all the positive vibes. For years, the crop appeared in the media as the most important income

source of the Kurdistan Workers Party, and security forces burned the hemp fields. Looking at the map of cities in which cannabis cultivation has been legalized, we see in the southeastern areas that the majority Kurdish population has not been allowed to grow the crop.

As Turkey approaches municipal elections, the promise of a lucrative cannabis dream that would benefit dozens of different industries seems like Erdogan's newfound, charming slogan to keep the crowds interested if not convinced. ♦

Pinar Tremblay is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse and a visiting scholar of political science at California State Polytechnic University, Pomona. She is a columnist for Turkish news outlet T24. Her articles have appeared in Time, New America, Hurriyet Daily News, Today's Zaman, Star and Salom. On Twitter: @pinartremblay

The Washington Times

January 22, 2019

Deciphering confusion about the Kurds

ANALYSIS/OPINION:

By Lee Smith - Washington - January 22, 2019
<https://www.washingtontimes.com>



U.S. foreign policy hands are concerned that President Trump's withdrawal from Syria is likely to encourage Turkey to prosecute a military campaign against the Kurds. Many fear that abandoning a partner in the campaign against the Islamic State will show that America does not stand by its allies.

Mr. Trump has vowed to protect the Kurds, warning Turkey that he will destroy its economy should it lay siege to them. Hence, Washington and Ankara are trying to work out details of a buffer zone separating Kurdish and Turkish forces.

However, short of a permanent deployment, there is little the United States can do to shelter the Kurds long-term, never mind ensure an independent Kurdish state in northern Syria. That the Kurds will now turn toward other powers — like Iran and Russia — is a natural fact of history and geography, i.e. geopolitics.

Even analysts and journalists appear to be confused about the Kurds — including the nomenclature used to describe them. The Kurds are a Middle Eastern minority spread out from Syria in the West, through Turkey and Iraq, to Iran in the east, and further divided into various political groupings.

But this is not what the foreign policy establishment is referring to in the Syria debate. Rather, they are talking about a specific Kurdish political institution in northern Syria, the Democratic Union Party (PYD), and its military wing, the People's Protection Units (YPG). This is the Syrian franchise of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been at war with Turkey for 35 years, and is a U.S.-designated terrorist group inspired by Marxist doctrine.

How the United States came to ally with such an organization in the first place was a function of Barack Obama's grand strategy for the Middle East — to realign U.S. interests with Iran.

Mr. Obama never wanted to intervene in Syria, fearing that it might jeopardize his blossoming relationship with Iran, patron of Syrian president Bashar Assad. But the White House felt pressured to step in after ISIS murdered American journalists. The trick was to avoid turning the intervention against ISIS into an instrument that would help anti-Assad rebels and Turkey.

"The PKK was the perfect partner for the Obama White House," says Tony Badran, senior fellow at the Foundation for the Defense of Democracies. "Not only were they not interested in pursuing an anti-Assad agenda but they would also create an irritant for Turkey that would distract or even block Ankara from fighting Assad."

Mr. Obama's military alliance with the PKK naturally angered then-Prime Minister and now President Recep Tayyip Erdogan. The group presents Ankara with its most vital national security concern, threatening Turkish peace at home, and is hence Mr. Erdogan's greatest political liability.

Mr. Erdogan initiated a peace process with the PKK as early as 2012, which was stalled in part by the 2014 U.S. intervention. With the White House at its back, the PKK was convinced it had enough leverage to walk away from peace talks to acquire more, by carving out territory in northern Syria — with American support. Mr. Erdogan is a difficult U.S. ally, distrusted by both Democrats and Republicans. However, the idea that Washington should swap out a NATO member and replace it with the PKK is strategically wanton.

In spite of the PKK's proven military abilities, it is no substitute for a nation-state with an army, an important air base at Incirlik, and naval bases on major waterways. As Mr. Trump's Syria envoy James Jeffrey recently said, "the United States does not have permanent relationships with substate entities."

Sympathetic Westerners believe that the PKK

in Syria deserves a state. But merit does not factor into geopolitics: You have a state if you can keep it.

A map shows why that is unlikely. The Syrian PKK is land-locked, with Assad regime forces to the west, Sunni Arabs to the south, Turkey to the north, and to its east another Kurdish party in Iraq that is hostile to them, the Kurdistan Democratic Party, a longstanding U.S. ally with Turkish ties.

Kurdish politics are historically shaped by the fact of the two regional powers, Turkey and Iran, from whom they must choose a patron. As a Turkish PKK adviser once put it: "Iran influences the PKK because the PKK is based on the Iranian border. When you fight a party, you have to find support from some other party."

Unless the PKK comes to its senses and reaches an American-brokered compromise with Turkey that satisfies the latter's national security interests, it has no choice but to partner with Iran and its axis, which now includes Russia. The United States' temporary alliance with the PKK only delayed the inevitable.

As it is, the United States empowered the PKK beyond its wildest imagination. By funding, training and arming a substate actor, Washington made the PKK the envy of substate actors the world over. Any of which would welcome the same munificence, even though they know, as the PKK did, that the United States will someday return home, far over the horizon.

Now that Mr. Trump has decided it is time to leave, the PKK, grateful to the United States for having buttressed its negotiating position, would be wise to re-initiate peace talks with Turkey. ♦

• Lee Smith is the author of "The Strong Horse: Power, Politics, and the Clash of Arab Civilizations."

Ils ont juré de faire mordre la poussière aux fous d'Allah. Après la reprise des villes de Mossoul, Alep et Raqqa, c'est dans le désert que s'achève la guerre contre l'organisation Etat islamique. En 2015, cette dernière contrôlait 90 000 km² d'un territoire entre la Syrie et l'Irak et comptait dans ses rangs 100 000 combattants. Désormais, ils ne seraient plus que 700 soldats acculés dans des villages syriens avec leurs familles, soit environ 3 000 personnes. Depuis septembre, ils résistent aux offensives des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance arabo-kurde soutenue par la coalition internationale. Mais près de la moitié d'entre eux viennent de se rendre. Si Daech n'a pas perdu la bataille idéologique, sa défaite militaire est imminente.

SYRIE DANS LE DERNIER RÉDUIT DE DAECH



LES KURDES NETTOIENT LES QUELQUES VILLAGES OÙ LES DJIHADISTES SE SONT REPLIÉS. POUR LE CALIFAT, C'EST TERMINÉ

Les FDS lancent un assaut à la mitrailleuse contre les hommes de Daech retranchés à Soussa, près de la province de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie, le 15 janvier.

Photos **Frédéric Lafargue**



Leur tentative de contre-attaque a été stoppée par des roquettes arabo-kurdes. Sur le terrain, les FDS découvrent des adversaires en sous-nombre mais redoutables. Ce sont les mercenaires les plus aguerris de Daech. Des djihadistes étrangers et des dirigeants de premier plan capables de réorganiser le groupe en guérilla. Et d'infliger de nouvelles pertes à la coalition. En décembre 2018, Donald Trump annonçait la défaite de Daech et le retrait de ses troupes de Syrie. Le 16 janvier, un attentat revendiqué par les terroristes tuait seize personnes dont quatre Américains à Manbij, dans le nord du pays. Et rappelait qu'en pleine déroute Daech cultive la haine.

PLUS D'AVENIR POUR LES IRRÉDUCTIBLES QUI AVAIENT SURVÉCU À MOSSOUL ET À RAQQA

Au sol, deux djihadistes tués par un tir de lance-grenades RPG des Forces démocratiques syriennes, le 14 janvier.



1



2

Les familles se rendent

1. Ces hommes se prétendent non combattants. Les Forces démocratiques syriennes prendront leurs empreintes digitales et vérifieront les identités.
2. Venues de la zone tenue par Daech, 1 000 civils se sont rendus le 21 janvier. Ces femmes doivent se dévoiler pour être prises en photo.

DANS SA RETRAITE, DAECH DÉPLOIE DES TRÉSORS D'INVENTION POUR TUER. SA NOUVELLE TROUVAILLE, LA MINE AVEC COMMANDE LASER

De notre envoyé spécial en Syrie **Nicolas Delesalle**

Adnan le sait bien, la victoire est là, au bout de la nuit. Il faut aller la chercher à pied, la trouille au ventre. L'officier de 21 ans est assis près d'un brasero de fortune, sur le toit plat d'une maison délabrée parsemé de douilles. La lueur de sa tablette numérique, où s'affiche la carte satellite du front, éclaire son visage vieillir par la guerre. Il aimerait lui aussi marcher, aller combattre, mais ce soir il commande.

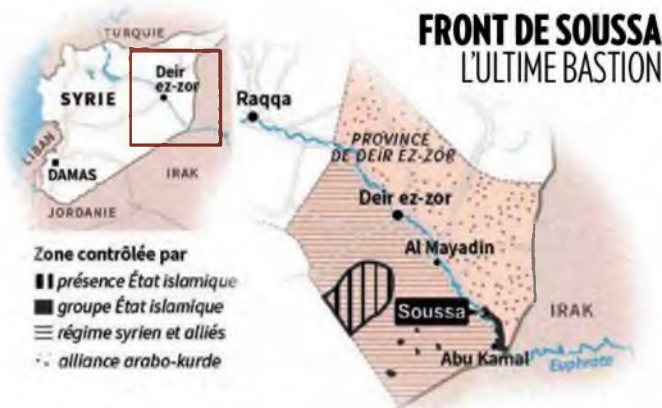
Ses hommes sont partis au crépuscule, enguenillés, lourds manteaux de laine, peaux de mouton retournées, treillis dépareillés, le visage tordu par l'exaltation, saisi par le froid, une colonne de grimaces hérissées de kalachnikovs, mitrailleuses légères, fusils russes des années 1930. Ils sont arabes et appartiennent aux Forces démocratiques syriennes (FDS), créées en 2015 par les Kurdes, qui les dirigent. Chaque nuit, une dizaine d'entre eux sont tués. Beaucoup d'autres, blessés. Dans quelques jours, ils feront tomber le dernier carré de Daech, après six ans

d'un règne sanglant. Mais ce soir de janvier, la bête traquée se défend encore et les hommes serrent les dents.

Il y a vingt minutes, Adnan, seul officier arabe des FDS, a donné l'ordre. Les «douchkas», des mitrailleuses lourdes montées sur des pick-up, ont écrasé la nuit de leur vacarme. Des obus traçants ont zébré le ciel. Et puis Abu Zola, œil noir, barbe clairsemée et sourire aux lèvres, est parti seul en tête dans son bulldozer, criblé d'impacts, pour écraser les mines sur la route. «Ce mec est dingue», a soufflé un homme. A sa suite, de vieux Humvee irakiens volés par l'organisation terroriste et récupérés par les Kurdes ont démarré pour mitrailler tous azimuts. Les phares balayaient les têtes hagardes. En file indienne, les soldats reprennent chaque maison à l'ennemi et la nettoient de ses mines en y lançant des explosifs.

C'est l'ultime bataille pour Daech. Les plus déterminés de ses soldats sont là. Ceux qui ont survécu à Kobané, Mossoul et Raqqa. Sept cents combattants parmi lesquels, peut-être, les frères Clain, qui ont revendiqué les attentats du 13 novembre 2015 à Paris; 3 000 personnes avec les familles, coincés dans une bulle grande comme deux arrondissements parisiens. Daech est encerclé. A l'ouest, l'Euphrate et les forces de Bachar El-Assad coupent toute possibilité de retraite. Au nord, à l'est et au sud, les FDS progressent de 1 kilomètre chaque nuit. Ces fantassins ferraillent pour 235 dollars par mois. Ou se vengent. Comme Ali Ahmed, de la tribu Jobour-Mahasen. Daech a massacré 35 des siens.

Cet après-midi, il souriait à côté de cadavres de djihadistes: «Ils étaient cachés. Ils sont sortis à moto pour nous attaquer. Un tir de RPG les a arrêtés.» L'un d'eux portait des papiers iraniens. L'autre, des habits Decathlon. Déguisés en civils, beaucoup essaient de s'enfuir. Pas seulement pour sauver leur peau. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, depuis début



PARISMATCH DU 24 AU 30 JANVIER 2019



3. Les enfants mentent difficilement. Alors on les interroge en premier sur la présence éventuelle de djihadistes.
4. Tous sont emmenés dans le camp de réfugiés Al-Hole, près de la frontière avec l'Irak.

décembre, ils ont tenté de convoier hors de la zone 40 millions de dollars. L'argent amassé quand l'Etat islamique contrôlait 60 % de la Syrie, et qui devait financer des attentats futurs.

« Peu de djihadistes se rendent », a maugréé Ali Ahmed. Mais tous faiblissent. Les dollars ne se mangent pas. « On ne retrouve plus aucun reste de nourriture. » Mais une capote Durex usagée, pourrait-il préciser. Elle gît à ses pieds.

Soudain, une déflagration. Une mine. Deux hommes ont une jambe arrachée. L'information grésille à la radio. Il vérifie la position des blessés sur la tablette, indifférent aux bombardements des avions de la coalition qui font trembler le sol, et envoie une ambulance. Devant lui, à 500 mètres, entre les ruines et les cratères, 200 types marchent dans un cauchemar et comptent sur lui.

La peur est partout. Sur les visages, dans les ombres qui dansent dans le noir, dans les débris explosés qui jonchent l'asphalte défoncé : bouts de plastique, fils électriques, gravats par milliers. Même un vélo d'enfant abandonné peut annoncer la fin du monde. Tout est piégé. Dans sa retraite, l'organisation déploie des trésors d'invention pour tuer. Sa dernière trouvaille, la mine avec commande laser, explose quand on traverse son faisceau laser invisible. D'autres mines sont reliées à un cordon garni de micropoints de pression et caché sous le carrelage. « On ne se bat pas contre des soldats mais contre des cerveaux », résume un des hommes. Cela n'empêche pas quelques gaillards de rechercher des objets à revendre. Partout, les carcasses de voitures sont désossées, les maisons pillées. La guerre est un marché de misère.

A l'arrière, des membres des YPG kurdes (Unités de protection du peuple), les troupes d'élite des FDS, trompent l'attente. Prêts à partir au feu, ces aristocrates du combat, rompus aux manœuvres subtiles, n'interviendront qu'en cas de coup dur. Parmi eux, Chektar, la tête couverte d'un châle fleuri, venait de Nantes : « Des Français ! Ça fait plaisir », s'est-il exclamé. Six mois qu'il se battait. On avait prévu de le revoir. Mais Chektar a été tué deux jours plus tard. Une contre-attaque éclair de Daech.

Les détonations se succèdent, tandis que la radio d'Adnan grésille : « Le groupe des Sharks refuse d'avancer. Ce sont des nouveaux, ils croyaient qu'il n'y aurait pas de combat. Ils ont la trouille ! » « Je ne veux pas entendre ça, répond l'officier. Vous avez encore huit maisons à prendre. Avancez ! » Adnan jongle avec quatre groupes. Il annonce une frappe aérienne. Précise des coordonnées. Rassure. Demande des munitions. Soudain, à l'ouest, une fusée éclairante dégouline au-dessus de l'Euphrate. Invisible, un Hercules C130 vrombit. Ses canons pulvérisent des cibles à l'horizon, Adnan ne tourne même pas la tête. Il s'est engagé à 19 ans. « Au début, c'était juste une expérience. Maintenant, j'aime cette mission. C'est une cause juste et bonne. »

Comment des Arabes en sont-ils venus à se placer sous les ordres des Kurdes ? Haïder, 38 ans, a sa petite idée. Il a passé trois ans dans la prison d'Adra, en 2012 : « Daech tue. Mais avec

Assad, c'est la prison et la mort lente. » Restent donc les Kurdes. A ses côtés, Kurdi, démineur. Daech a décapité deux de ses oncles à Raqqa : « Tout le monde est en deuil, ici. Mais on ne paie pas ce prix pour laisser le régime contrôler un jour cette zone. » Agit écoute. Il vient de Homs, il a 19 ans. Le régime a torturé sa famille. Son frère a été tué. Il y a six jours, ses quatre meilleurs amis sont morts sur une mine. « Je sais juste une chose : les FDS croient aux droits humains et ça nous change de tout ce qu'on a connu. »

Le supérieur d'Adnan, le YPG Heval Baghouz, me rappelle la lettre de Camus, publiée dans la clandestinité : « Nous luttons pour cette nuance qui sépare le sacrifice de la mystique, [...] la force de la cruauté. » Baghouz est un guerrier. Il sait gérer les attaques suicides. Ses hommes l'ont vu face à deux voitures bourrées d'explosifs qui fonçaient sur lui. Au milieu de la route, à découvert, il les a détruites au RPG. Un témoin a raconté la scène. Le héros n'en parle pas. Ce matin, il a descendu un drone Phantom de Daech, lanceur de grenades, avec son fusil M16 équipé d'une lunette. Avant la guerre, il était étudiant en droit. On lui a demandé ce qu'il ferait après. Il a hésité, comme s'il avait oublié ce que voulait dire « après » : « Après, ça sera encore la guerre. On a beaucoup d'ennemis. Mais je suis heureux d'en finir avec ces gens qui ont semé la mort partout dans le monde. »

Le QG du YPG Heval Baghouz prévient Adnan de l'imminence d'une frappe aérienne. Il relaie à la troupe : « Ne bougez plus ! Ça va taper fort ! – OK, mais dis-leur, là-haut, de ne pas rater leur cible », répond une voix inquiète. Malgré le retrait annoncé par Donald Trump, les forces américaines tiennent toujours le ciel syrien. Et agissent au sol. On les a vues en action dans un combat aux mortiers. Quant aux forces françaises, leur artillerie pilonne Daech depuis Baghouz Tahtani. Emmanuel Macron a rappelé que la France restera engagée en 2019. Et les Kurdes ? Pourquoi bataillent-ils au sud alors que la Turquie les menace au nord ? Les prisonniers étrangers – plus de 1000 sous leur contrôle – sont une monnaie d'échange. « Nous combattons Daech, nous emprisonnons ses djihadistes, vous nous soutenez contre Erdogan. Aucun pays occidental, et surtout pas la France, ne veut rapatrier ses citoyens honnis », explique-t-on.

Le soleil va bientôt se lever. A la radio, Adnan apprend qu'un bulldozer est tombé dans les égouts, « Il est recouvert des merdes de Daech ! » lâche une voix hilare. L'officier sourit, mais tristement : « On ne tue pas une idéologie avec des balles. La vraie bataille est sociale. Des milliers de gamins ont grandi sous cette idéologie totalitaire. C'est loin d'être fini. » ■

[@KoliaDelesalle](https://twitter.com/KoliaDelesalle)

EVÉNEMENT PARIS MATCH
Découvrez notre documentaire sur la bataille de Mossoul, le 29 janvier à 20 h 30 au Ciné-Garches, 86, Grande-Rue, à Garches (93). Réservations sur contact@vents-contraires.com.



Russia is nudging Turkey to seek ties with Assad over Syria security concerns

Thomas Seibert

Istanbul

Russia is trying to channel Turkish demands for a Syrian buffer zone into a security model involving a rapprochement between Ankara and Damascus after years of enmity.

Russian President Vladimir Putin, whose role as top power broker in Syria has been boosted by the announcement of the US withdrawal from the country, used this year's first face-to-face meeting – January 23 in Moscow – with Turkish President Recep Tayyip Erdogan to remind his guest of a Turkish-Syrian treaty on terrorism. Putin said the accord could serve as an instrument to calm Ankara's security concerns over the presence of Kurdish fighters in northern Syria.

Putin praised Turkey for helping stabilise Idlib but emphasised that more joint efforts were needed to combat militants.

Erdogan, who cooperates with Putin regarding Syria, wants to create a buffer zone in northern Syria to contain the Kurds but chances for Turkey to get full control over such a zone are slim, analysts said.

"I very much doubt the Russians would agree to the establishment of a buffer zone," Roland Popp, a security analyst in Zurich focusing on Middle Eastern affairs, said via e-mail. "It is much more likely that Moscow is trying to convince the Turks to accept the return of Syrian government control in the north-east as the most effective approach to contain Kurdish ambitions and also in order to solve the refugee problem in the long term."

Erdogan has been a hard-line critic of Syrian President Bashar Assad for years and has called for Assad's removal from power. There are no official contacts between Ankara and Damascus but Putin appears to be pushing Erdogan into accepting an arrangement with Damascus. If the Kremlin's plan works, it would be a big step for Assad to regain international recognition after almost eight years of war.

Erdogan, who cooperates with Putin regarding Syria, wants to create a buffer zone in northern Syria to contain the Kurds but chances for Turkey to get full control over such a zone are slim.

Speaking at a news conference in Moscow after almost two hours of talks with Erdogan, Putin said Russia respected Turkish interests, especially in the field of security.

"There is a treaty between the Syrian Arab government and the Turkish Republic from 1998, which deals especially with terrorism," Putin said, as reported by the Turkish Anadolu news agency.

He was referring to the Adana Protocol of 1998, in which Syria agreed to end support for the Kurdistan Workers' Party (PKK), a militant group fighting Ankara since 1984, to close PKK camps on its territory and to recognise the PKK as a terrorist organisation. Turkey and Syria also resolved to establish a direct telephone line between security services of the two countries to prevent PKK cross-border activities.

Turkey regards the Syrian-Kurdish militia People's Protection Units (YPG), which has created an autonomous region along the southern Turkish border, as the PKK's Syrian affiliate and a security threat. Ankara is planning a military intervention to push the YPG back from the border but Putin said the 1998 agreement could serve as a starting point to address Turkish concerns. "It can cover many issues to safeguard Turkey's security, especially on the southern border," he said.

Analysts said Moscow is, in effect, telling Erdogan that Ankara will not get what it wants in northern Syria without some cooperation with Damascus.

"You have to talk to Assad; is what Putin is trying to say," Orhan Gafarli of the Ankara Policy Centre said. "Don't create the safe zone east of the Euphrates without talking to Assad."

Commenting on Putin's remarks on his way back from Moscow, Erdogan said the Adana accord had been "an important step," news reports said.

Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu told the A Haber news channel that "indirect contacts" between Ankara and Damascus were in place but Erdogan said his government would not engage in "top-level contacts" with the Syrian government, accusing Assad of being responsible for the death "of nearly a million people."

Besides encouraging exchanges between Turkey and Syria, Russia is eager to sponsor talks between the Syrian government and the Kurds in the hope that it would extend the Syrian government's gains and further cement its hold on the country.



A partnership of convenience. Russian President Vladimir Putin (R) and his Turkish counterpart Recep Tayyip Erdogan leave after a joint news conference in Moscow, January 23. (Reuters)

"We are in favour of a dialogue between Damascus and the Kurds," Putin said. The Syrian pro-government paper Al-Watan reported that a Kurdish delegation arrived in Moscow a day before Erdogan. There was no confirmation from Kurdish officials. A deal between Assad's government and the YPG could be an obstacle for Turkey's planned buffer zone.

Turkey is also coming under pressure in the Syrian province of Idlib. Putin and Erdogan struck a deal last September that prevented a Syrian government attack on the rebel-held region amid Turkish fears that fighting could trigger a new wave of refugees into Turkey. The agreement created a security zone free of heavy weapons and monitored by Turkish troops to halt fighting.

Turkey wants the deal to stay in place, fearing that Syrian government forces are trying to undermine the agreement. Russia has urged Turkey to act more resolutely in reining in militants in Idlib who have attacked Syrian government forces and the Russian military.

Putin praised Turkey for helping stabilise Idlib but emphasised that more joint efforts were needed to combat militants. "The cessation of hostilities mustn't hurt the fight against terrorism that should continue," he said. Erdogan stressed that "our fight against terror organisations in Idlib will continue jointly in the same way."

Popp said a solution to problems in Idlib and an agreement between Assad and the Kurds could lead to more extensive exchanges between

Ankara and Damascus.

"In case of restoration of government control in Idlib and some negotiated solution to Kurdish autonomy on terms acceptable to Turkey the way towards a limited rapprochement would be open," Popp wrote. "Reconciliation between Turkey and Syria would also be conducive to the Russian strategy of eliminating US influence from the northern part of the Middle East."

During their Moscow meeting, Putin and Erdogan boasted of their efforts to produce a list of candidates for a committee that would work out Syria's new constitution. Putin noted that its approval by the United Nations has been blocked by France, Germany and Britain, and voiced hope that a compromise will be found.

Thomas Seibert is an Arab Weekly correspondent.

Turkish imperialism



Cengiz Aktar
Jan 26 2019
<https://ahvalnews.com>

January 20 was the first anniversary of Turkey's invasion of Afrin, the northwest Syrian enclave that had been under the control of Syrian Kurdish militias from the People's Protection Units (YPG).

Discussion of Afrin is off limits in Turkey, where only acclaim of the conquest is permitted. It is likely no coincidence that, days before the operation's anniversary, prosecutors prepared an indictment against Necla Demir and her news site Gazete Karınca for reporting the realities of Afrin. The regime is warning others not to broach the subject.

In fact, there is little need for such a warning, since in Turkey the operation is a source of pride for people of all sides, with the exception of the Peoples' Democratic Party (HDP). The triumphal legends of the "New Turkey" are being written on Syrian land!

Despite, Afrin is under strict lockdown, and no one can enter besides military officers, Turkish civil servants and the regime media. There are no independent sources on what took place during the Turkish attack, and what has happened since March, when Turkey invaded the city thanks to military support from Russia. What information we have comes to us second-hand.

This is the case with two reports by intergovernmental institutions scrutinising claims of crimes against civilians and human rights infractions. The first was prepared by the United Nations High Commissioner for Human Rights last June. Another report by the same body presented to the Human Rights Council under "situations that require the Council's attention" was published in September. Naturally, U.N.'s rapporteurs were not permitted to carry out fieldwork, but in any case, by cross referencing their data they have presented the most objective analyses possible.

Both reports say it is beyond doubt the invading force has violated the rights of the civilian population of Afrin, both during the military operation and after it.

Besides these two U.N. reports we have news items that come in dribs and drabs from Turkish official sources, describing the new life brought to the area with administrative and humanitarian projects – irregular reports describing the new branch of the Turkish Post Office or Turkish state-run Ziraat Bank that have opened, the blankets or food distributed to residents, or the officials appointed to the district.

The second U.N. report contains a self-congratulatory statement submitted at the rapporteurs' request by the Turkish regime on its projects in Afrin. Item 17 reads:

"Seven Local Councils composed of representatives of the local people are now in place. As an example, the Local Council in Afrin city, presided by a Kurdish representative, is composed of eleven Kurds, eight Arabs and one

Turkmen, demonstrating the demographic nature of the region."

Yet the fact that independent journalists and observers have been prohibited by Ankara from entering Afrin despite their claims is enough to raise suspicions on the scale and nature of the invasion. If everything is so good there, why not let the world in to see?

The answer is that the entire situation in Afrin is appalling! The 1907 Hague Convention respecting Laws and Customs of War on Land, which is still in effect, states that an invading state is obliged to ensure public order and protect the lives of civilians in the territory it invades. These are also the limits set on the invading state, meaning it cannot use sovereign powers. Not only has Ankara failed to protect the civilians of Afrin, it has also allowed its Syrian auxiliary jihadist groups to brutalise them without challenge. And, of course, Ankara is acting as a sovereign in the territory it has invaded.

Likewise, the concept of self-defence used by Turkey as a legal justification for its invasion can only cover a specified period of time.

Even if none of the world's countries were convinced by the stories of security threats spun by Turkey to justify the invasion, they nevertheless turned a blind eye to it for a number of reasons. Some countries may have calculated that Turkey would get bogged down in a conflict in Afrin.

In any case, since the military operation launched in Syria was based on the concept of self-defence enshrined in article 51 of the U.N. Charter, it was not supposed to exceed a set limit. Yet a year has passed and the occupation appears to be open-ended. Looking at the situation in Afrin, the fact that Ankara is seeking to replicate the occupation in other parts of Rojava (Syrian Kurdistan) is doubly shameful.

However, Ankara continues to pursue countless activities in Afrin and other occupied Syrian cities which show it is there to stay.

On a civil level, Turkey is exercising sovereign powers in Syria by appointing district governors belonging to the Turkish civil administration. By setting up hospitals, post offices, schools, police stations and banks, it is establishing a separate system in parallel with the existing Syrian administration. Thus, last October, when clocks went backward one hour across Syria, the time in Afrin stayed the same, leaving the area one hour ahead of the rest of the country but in line with Turkish time.

As for commerce, Afrin's world-famous olives, the area's most important source of income, have been taken over by jihadists and are being sold to world markets through Turkey.

On a human level, a continuous stream of Arab jihadists and their families is being settled in Afrin, a practice that amounts to demographic engineering. Afrin locals fleeing for their lives to other areas have seen their properties stolen.

On a religious level, the Sunni interpretation



of the Turkish Directorate of Religious Affairs is imposed on Afrin citizens. On a linguistic level, schoolchildren are being forced to learn Turkish. At the same time, the antique heritage of the local region, which is of significance to the entire world, is being destroyed, as we saw when the 3,000-year-old Ain Dara Temple was reduced to rubble in a Turkish airstrike.

So, Ankara is enforcing a Turkification process on the predominantly Kurdish area of Afrin, and what it is unable to convert it is simply destroying.

Soldiers from Iran, Lebanon, Russia and the United States are currently deployed in Syria, besides the significant numbers of Chechen and Uighur jihadists. None of these forces have flown their flags and attempted to govern their areas of deployment. The only foreign force to do so is Turkey. Moreover, it is doing so proudly, with the temerity to behave as though its mission is to bring civilisation to "backwards" Kurds and Arabs. Scholarly speaking this policy is called "imperialism."

When one people – directly or indirectly, but always by force – imposes political, economic, commercial, linguistic or religious dominance over another, as Ankara has done in Syria, this precisely fits the definition of imperialism.

Acting through allied jihadist Arab and some local Kurdish groups is another practice typical of imperialism.

People in Turkey never accept their own country's actions as imperialism, and in fact the political concept has been cunningly distorted as a source of everlasting victimhood. The historical argument stretching back to the collapse of the Ottoman empire is ever-ready as a justification for this stance.

Kurdish politicians have discussed Turkish imperialism for decades, but their arguments were circumvented by the widely accepted official story of "Kurdish-Turkish brotherhood". Now, though, Turkey's ongoing occupation of Kurdish-majority territories in Syria, and its desire to extend its activities to further regions, have debunked that myth and made clear its imperialist intentions.

Despite this, the anniversary of the Afrin operation has been and gone, and except for the HDP and a few dissenting voices, a crushing majority in Turkey continue to take pride in the operation. At best they ignore the shameful acts it entailed.

Even those who position themselves as Erdoğan's opposition would have appreciated the commander-in-chief's words just as his followers did on the day of the anniversary: "The struggle that took place in Afrin will have an everlasting place in our memories." ■

Irak: l'ambassadeur turc convoqué après la mort d'un manifestant au Kurdistan

Bagdad, 27 jan 2019 (AFP)
www.atlantico.fr

Le ministère irakien des Affaires étrangères a annoncé dimanche qu'il convoquait l'ambassadeur de Turquie au lendemain d'une manifestation violente dans le Kurdistan au cours de laquelle une personne a été tuée par des tirs turcs.

Samedi, des protestataires avaient attaqué une base militaire turque à Cheladzi, dans l'ouest de la région autonome du Kurdistan irakien, frontalière de la Turquie.

Des vidéos de ces heurts, survenus dans la province de Dohouk, ont montré des manifestants incendiant des véhicules militaires turcs et s'en prenant aux forces turques qu'ils accusent d'avoir tué quatre civils dans un récent bombardement.

Dans son communiqué, le ministère dit "condamner les tirs des forces turques sur des citoyens (...) qui ont fait un mort et plusieurs blessés". En outre, poursuit le texte, "les avions militaires turcs ont ensuite survolé la foule à très basse altitude, ce qui a effrayé les gens".

"Une note de protestation" sera remise à l'ambassadeur turc, indique encore le ministère, qui avait déjà convoqué le diplomate en décembre pour protester contre des bombardements "répétés" sur son sol, dénonçant une "violation de (sa) souveraineté".

Ankara affirme exercer son droit à la légitime défense pour frapper en Irak des bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) --une

Des protestataires ont attaqué une base militaire turque à Cheladzi, dans l'ouest de la région autonome du Kurdistan irakien, frontalière de la Turquie, le 26 janvier 2019.



formation considérée comme "terroriste" par Ankara, l'Union européenne et les Etats-Unis-- et appelle régulièrement Bagdad à coopérer dans la lutte contre le PKK.

Samedi sur Twitter, le ministère de la Défense turc a accusé les manifestants d'avoir été "incités par le PKK" et indiqué que les dégâts dans la base turque étaient limités à "des véhicules et des équipements militaires".

Et dimanche, le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu a indiqué à la presse que l'aviation turque avait mené des "opérations couronnées de succès" contre "des repaires terroristes du PKK".

"Perturbé" par ces opérations, "le PKK provoque la communauté locale et nous savons qu'il est derrière" ces violences, a-t-il ajouté.

M. Cavusoglu a affirmé que le Premier ministre kurde irakien Netchirvan Barzani lui avait assuré samedi soir par téléphone qu'il prendrait "les mesures nécessaires". "Nous leur avons dit qu'ils devaient impérativement interdire des provocations de ce genre", a-t-il encore dit.

Le gouvernement de la région du Kurdistan irakien s'était dit samedi soir "attristé par les dégâts humains et matériels". Son communiqué évoquait "des événements à Cheladzi", derrière lesquels se cachent "des saboteurs", sans toutefois mentionner la Turquie ou la présence de forces turques sur son sol.

Le PKK, qui mène une insurrection armée en Turquie depuis 1984, dispose dans le nord de l'Irak de bases arrières régulièrement visées par les forces armées turques. ♦

L'orient
LE JOUR

25 JANVIER 2019

Une députée kurde en grève de la faim libérée en Turquie

Leyla Güven avait été arrêtée en janvier 2018 après avoir critiqué l'offensive turque qui était alors en cours dans l'enclave à majorité kurde d'Afrine dans le nord de la Syrie.

OLJ/AFP
25/01/2019
www.lorientlejour.com

Une députée kurde observant depuis 79 jours une grève de la faim qui a entraîné une grave détérioration de son état de santé a été remise en liberté conditionnelle vendredi dans le sud-est de la Turquie. La décision de faire sortir de prison Leyla Güven, détenue depuis janvier 2018, a été prise par un tribunal de Diyarbakir, la principale ville de cette région dont la



population est en majorité kurde.

Cette mesure a été assortie d'une interdiction de quitter le territoire. Son procès a été ajourné au 29 mai.

Quelques heures après cette décision, la députée du Parti démocratique des peuples (HDP), le principal parti prokurde en Turquie, a été libérée de la prison de Diyarbakir et conduite vers son domicile à bord d'une ambulance, selon un correspondant de l'AFP sur place. Mme Güven, 55 ans, n'était pas présente à l'audience à laquelle ont assisté des représentants de plusieurs partis européens de gauche pour exprimer leur solidarité avec l'élue kurde.

Celle-ci avait entamé une grève de la faim en prison le 8 novembre afin de dénoncer les conditions de détention d'Abdullah Öcalan, le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), qui ➔

⇒ purge une peine de prison à vie sur une île proche d'Istanbul après avoir été capturé par la Turquie en 1999.

"POURSUIVRE LA GRÈVE"

La codirigeante du HDP, Pervin Buldan, a rendu visite à Leyla Güven après sa remise en liberté, affirmant qu'elle allait "poursuivre sa grève de la faim chez elle". Sur des photos de la rencontre, on peut voir la députée, affaiblie et portant un masque hygiénique, la tête appuyée sur l'épaule de Mme Buldan.

Selon le HDP, des médecins doivent l'examiner vendredi et rendre public un rapport sur son état de santé.

"Nous, on est là, ici

aujourd'hui, pour exprimer notre solidarité avec Leyla Güven, notre solidarité avec le HDP, pour soutenir et appuyer sa revendication qui est la libération de tous les prisonniers politiques en Turquie et la rupture de l'isolement que subit Öcalan", a déclaré à l'AFP devant le tribunal Danielle Simonnet, une personnalité de La France Insoumise (gauche radicale).

Le HDP avait affirmé le 10 janvier que son état de santé s'était à un tel point dégradé que sa vie était "en danger". Selon ce parti, Leyla Güven a perdu "quelque 15 kilos" depuis qu'elle a cessé de s'alimenter et "ne peut plus marcher seule".

Le HDP affirme que des dizaines de "prisonniers politiques" ont observé des grèves de la faim

dans les prisons turques pour protester contre "le maintien à l'isolement" de M. Öcalan sur l'île d'Imrali.

Leyla Güven a été arrêtée en janvier 2018 après avoir critiqué l'offensive militaire turque alors en cours dans l'enclave en majorité kurde d'Afrine dans le nord de la Syrie.

Après la décision du tribunal, des partisans du HDP se sont rassemblés devant la prison de Diyarbakir pour attendre sa sortie.

"Les autorités ont attendu qu'elle soit à l'article de la mort pour la libérer. L'Etat n'aurait pas dû la traiter de la sorte", a déclaré à l'AFP l'un d'eux, Ramazan Yakar.

Le président turc Recep Tayyip

Erdogan accuse le HDP d'être la vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux. Le chef de file du HDP, Selahattin Demirtas, est détenu depuis novembre 2016. Il est accusé de diriger une "organisation terroriste", de "propagande terroriste" et d'"incitation à commettre des crimes". Ce parti a été frappé de plein fouet par les purges qui ont suivi la tentative de putsch de juillet 2016 et plusieurs de ses députés ont été arrêtés. ●

LA CROIX 29 JANVIER 2019

Les yézidis perdent leur « prince », infatigable défenseur de sa communauté

Marianne Meunier
29/01/2019
www.la-croix.com

Tahsin Saïd Ali est mort à l'âge de 85 ans lundi 28 janvier. Il était le chef mondial de cette religion monothéiste surtout présente dans le nord de l'Irak et massivement attaquée par Daech.

Jusqu'au bout, il n'aura eu de cesse d'alerter le monde sur les douleurs de sa communauté. « Avec votre aide, peut-être reviendrons-nous sur nos terres », espérait-il, la voix tremblante, lors d'une intervention organisée par le groupe de réflexion Chatham House, à Londres, en septembre 2016.

Mais Tahsin Saïd Ali, chef des yézidis, n'aura pas réalisé son vœu d'un retour au pays natal. Malade, il est mort dans la ville allemande de Hanovre lundi 28 janvier. Il avait 85 ans.

Une histoire de persécutions

Tahsin Saïd Ali n'en avait que onze lorsqu'il a succédé à son père à la fonction fort prestigieuse et respectée de « prince des yézidis en Irak et dans le monde », communauté kurdeophone adepte d'un monothéisme dépourvu de livre sacré et vénérant plusieurs anges, dont le principal



Le pape François et Tahsin Saïd Ali, le 8 janvier 2015. / AP

est « l'Ange Paon ».

La religion des yézidis, empreinte de syncrétisme, leur a valu de multiples persécutions par les extrémistes, qui les considèrent comme des adorateurs de Satan. Des souffrances qui ont atteint un point culminant à partir de 2014.

En août de cette année-là, les djihadistes de Daech envahissent le Sinjar, berceau des yézidis, dans le nord montagneux de l'Irak, et tuent en masse les hommes de la communauté, embrigadent les enfants et réduisent les femmes en esclavage sexuel. Plus de 3 000

yézidis ont ainsi péri et près de 7 000 ont été enlevés.

Un « génocide », selon plusieurs experts de l'ONU, mais aussi selon une résolution adoptée en France par l'Assemblée nationale.

Exil du prince des yézidis en Allemagne

Exilé en Allemagne, qui compte la deuxième communauté yézidie au monde, Tahsin Saïd Ali avait lancé un appel dès août 2014, alors que les forces kurdes abandonnaient le Sinjar aux terroristes islamistes. À tous, le vieil homme à la longue barbe blanche demandait alors de

remplir leurs « responsabilités » et rappelait que les yézidis sont des gens « pacifiques, qui reconnaissent tous les principes et valeurs humanitaires et respectent de toutes les religions ».

En septembre 2015, il avait dirigé une délégation de la communauté reçue par le Pape François, au Vatican. Au cours de l'entretien, « la solidarité entre chrétiens irakiens et yézidis » avait été évoquée.

Accueil des femmes violées dans la communauté

Alors que Daech s'acheminait vers la défaite, il devait insister sur l'accueil, par la communauté, des femmes violées par les djihadistes. « Nous respectons toute femme qui revient, nous respectons nos filles », avait-il assuré lors de son intervention à Londres en septembre 2016. Un engagement nécessaire pour éviter que les victimes de viol ne souffrent d'une tradition de rejet par les leurs au motif qu'elles ont été souillées.

Une bienveillance qui n'aura pas échappé à Nadia Murad, ancienne esclave sexuelle et prix Nobel de la paix 2018. À l'annonce de la mort du « prince », elle a salué un « leader sage et un fervent partisan de la paix ».

Tahsin Saïd Ali devrait « être entermé lors d'obsèques officielles dans les jours à venir en Irak », a indiqué à l'AFP Vian Dakhil, députée irakienne, elle-même yézidie. Avant son décès, il avait désigné son fils Hazem, qui vit au Kurdistan irakien, pour lui succéder. ●

Marianne Meunier

National Security Council statement reiterates Syria red lines

<https://ahvalnews.com> Jan 30 2019

Turkey's National Security Council has issued a statement focusing largely on developments in Syria after a five-hour meeting in Ankara on Wednesday.

The council, which shapes Turkey's national security policy, had met to review events of the past year and shape policy for 2019. In the statement following the meeting it reiterated its "red lines" regarding Syrian Kurdish militants in what Turkish news portal Diken said was a "message to the United States."

Ankara has threatened to attack forces loyal to the Peoples' Protection Units (YPG) in northern Syria, a Kurdish group that has fought alongside U.S. troops in the battle against the Islamic State, but which Ankara views as a terrorist group due to its links to insurgent groups in Turkey.

U.S. President Donald Trump called for an immediate withdrawal of troops from northern Syria on December 19, but since then plans to withdraw have been delayed, largely due to disagreement from officials in Washington over the threat a withdrawal would pose to Kurdish allies.

"The National Security Council renewed (its) call for ending foreign support to terrorist groups and said the fight against all terror outfits will continue 'uninterruptedly,'" Turkey's state-run Anadolu agency reported.

The council also called for an end to foreign support for the Syrian Democratic Forces, a U.S.-backed multi-ethnic group in northern Syria that is allied to and includes many fighters from the YPG.

It said Turkey would continue to pursue its "roadmap" deal with the United States in Manbij, a northern Syrian area west of the Euphrates river where U.S. forces have been deployed alongside the YPG and SDF. The deal, struck last June, demanded the removal of the Kurdish forces from



the area and established joint U.S.-Turkish patrols around its borders.

The statement said Turkey would continue striving to safeguard the existing situation in Idlib, the last Syrian province controlled by opposition groups. A deal struck in September last year prevented an impending invasion of the province by forces loyal to Syrian President Bashar al-Assad's regime.

The National Security Council also touched on Turkey's pursuit of the outlawed Gülen religious movement, which the Turkish government blames for the failed July 2016 coup attempt. The statement said Turkey would continue to pursue members of the group within Turkey and internationally, and condemned countries it said had refused to extradite "terrorist fugitives."

The movement's leader, Islamist cleric Fethullah Gülen, has been resident in the United States since 1999. The Turkish government has made several requests for his extradition since 2016 without success.

The National Security Council includes Turkey's Chief of Staff, Yaşar Güler, President Recep Tayyip Erdoğan, and members of Turkey's cabinet. ■



JANUARY 31, 2019

UAE reiterates support for Syria's Kurds

Kosar Nawzad January 31-2019

ERBIL (Kurdistan24.net) – The United Arab Emirates' Minister of State for Foreign Affairs said on Wednesday that his government rejects Turkey's plans to establish a buffer zone in northeast Syria aimed at isolating the nation's Kurds and that Ankara's repeated threats to do so "worry" both Abu Dhabi and Washington.

Turkey says it is preparing to set up a 32-kilometer-deep safe zone along its southern border inside Syria, a move Ankara says will pave the way for the return of four million Syrian refugees to their country.

Ankara also claims to be protecting their lands from "terrorists," the term it commonly uses to refer to the US-backed Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG), which they see as an offshoot of the Kurdistan Workers' Party (PKK). Ankara, Washington, and the EU have designated the PKK as a terror group.

"We have great sympathy for the Kurds... also for the Kurds in Iraq," said Anwar Gargash, the UAE minister, in an interview with US-supported Alhurra television on Wednesday.

He added that Kurdish fighters in Syria "did

well" in the fight against the Islamic State and made "great sacrifices" in the conflict.

"In this sense, I think protecting the Kurds within a unified Syria is our declared position."

This is not the first time the minister has expressed support for Syria's Kurds. His country's diplomatic ties to Turkey significantly deteriorated in 2017 after Abu Dhabi publicly accused Ankara of "colonial" ambitions in Syria.

In mid-January, Gargash stated that the regional and international community should be "concerned" about the fate of Syria's Kurds, stressing the need to maintain the "territorial integrity" of the country. During his recent interview, Gargash also said that Turkish threats to Kurdish fighters "worry" the UAE and the US.

The Syrian Democratic Forces (SDF), a multi-ethnic armed group dominated by the Kurdish YPG, played a major part in clearing Islamic State militants from vast territories in the country.

Anti-ISIS operations conducted by the SDF were put on hold multiple times as Turkey, along with Syrian militias it backed, took over the Afrin Canton in early 2018 and later shelled other areas under YPG control.



Anwar Gargash, the United Arab Emirates' Minister of State for Foreign Affairs. (Photo: Archive)

Gargash said that "clear steps must be taken to protect those who fought on the ground against Da'esh [Islamic State] and sacrificed" after the announced US withdrawal would take place, claiming they would ensure that "Turks won't slaughter Kurds."

"Any intervention of non-Arabs in Arab lands, we consider to be negative," the Emirati minister said, though the phrase "non-local" might be more appropriate since multiple groups living in the areas in question, Kurds prominent among them, are not ethnically Arab.

"This is our position on the presence of Turkish troops in northern Iraq, and this was our position on the Iranian military presence in Iraq and in Syria." ●

Kurdistan region of Iraq caught between Turkey-PKK conflict

The Kurdistan Regional Government in northern Iraq tries to maintain stability in war-torn region.

By Seth J. Frantzman / January 28, 2019
www.jpost.com

On Saturday Kurdish protesters in northern Iraq briefly entered a Turkish base after Turkish airstrikes had killed Kurdish civilians last week. The rare protest comes amid rising tensions in the region as Turkey seeks to strike at the Kurdistan Workers Party (PKK) in Iraq and Syria. This puts the autonomous Kurdish region in a bind, as it simultaneously desires to support the civilian protesters while maintaining amicable relations with Turkey and preventing the PKK-Turkey conflict from inflaming tensions in the region.

Established in the 1990s, the Kurdistan Regional Government saw many years of instability after its foundation as the leading Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) fought a civil conflict. The Kurds had emerged from the terror of Iraqi dictator Saddam Hussein's regime to enjoy a respite of sorts from Saddam's genocidal chemical attacks and depopulation efforts. Along the border with Turkey more than 600 villages had been abandoned by the Kurds as Saddam sought to move them into towns and keep an eye on the restive region.

From the 1990s to the 2000s a new conflict elbowed its way into the region. The PKK was fighting Turkey in that country's east and had set up bases in the mountains of northern Iraq. Turkey, which had hosted many Kurdish refugees during the Saddam era, sent its troops into Iraq. It expanded its operations after the 2003 US-led invasion of Iraq toppled Saddam Hussein. Just as the KRG was expanding its economy and becoming the most peaceful region of Iraq, free from insurgents, Turkey expanded operations in 2007. Between 2013 and 2015 Turkey and the PKK held a ceasefire. The KRG, content to be rid of the Turkish-PKK fighting that had an impact on its territory, was then faced with a massive attack by Islamic State in August 2014. Thousands of Kurdish Peshmerga died in the subsequent battles with ISIS.

The KRG and its President Masoud Barzani enjoyed a warm relationship with Turkey during this period. Kurdish officials regularly visited Turkey, meetings with foreign minister and then prime minister Ahmet Davutoglu and also with President Recep Tayyip Erdogan. These high level meetings took place from 2013 to 2017. In 2017 the Kurdish flag was even raised at the airports in Ankara and Istanbul, and was present alongside the Iraqi flag at meetings.



Iraqi Kurdish Peshmerga, in a photo taken in 2015.. (photo credit: SETH J. FRANTZMAN)

(Turkey had difficult relations with Iraq at the time, and Iraq opposed the Turks' building a base at Bashiqa on hills overlooking Mosul where Turkey was training local Arab forces.) But things soured in September 2017 when the KRG held an independence referendum. KDP offices were closed in Turkey and Ankara worked with Iran and Iraq to oppose the KRG's independence efforts. Turkey even stopped flights to Sulimaniyah, the city where the PUK is strongest. There were threats to the KRG economy, which has survived on oil and other exports and imports via Turkey.

This year the Turkish-Kurdish conflict appeared to be on the mend, but Turkey drove a hard bargain. With the PKK-Turkey ceasefire in tatters since 2015, Turkey has increased its campaign against the PKK. It launched airstrikes in Sinjar in April 2017 and August 2018 to strike at what it says are PKK units among the Yazidis on Sinjar mountain. It increased its operations in the KRG's mountains and even near Erbil, the capital. Ankara said it had 11 bases in northern Iraq in the summer of 2018. Many of these consist of hill forts, with HESCO-style barriers, tanks and vehicles. The overall number of Turkish soldiers is not known. The war with the PKK is largely fought in the shadows in northern Iraq. Sometimes Turkish F-16s also target what Ankara says are PKK positions. In December they struck at an outpost near a refugee camp near Makhmour, a half hour drive from Erbil.

In general Turkey has been careful not to kill

local civilians, but the KRG feels caught in the middle. KRG Peshmerga, the armed forces of the region, were killed in the 2017 Sinjar airstrikes. On January 23 two Kurdish men journeyed from their village near Diraluk, in a bucolic valley, to tend their bees on a hillside, and then were killed in an airstrike. Locals say four more men were also killed last week. This led to anger in Diraluk and Shiladze, a nearby village. These villages mostly support the KDP, which has traditionally had warm relations with Ankara. Some are also supporters of the KIU party, a Kurdish party influenced by the Muslim Brotherhood. But the locals, who are not PKK supporters, were so outraged that they marched toward the Turkish base with black banners calling on the PKK and Turkey to end the war in their area.

Based on conversations with locals, the protesters were initially peaceful but some youth threw stones and Turkish soldiers fired in the air. Enraged, the protesters burned the Turkish army vehicles. This was embarrassing for Turkey. Its soldiers fired at the feet of the protesters and two protesters were reported killed. However, the KRG has now been criticized for its reaction. Instead of condemning Turkey, its statement blamed outside hands for inflaming the crowd, while also expressing sympathy for the victims. The statement hinted that the KRG was holding the PKK responsible.

Locals say that the situation is difficult. They want the war to end in the mountains so that the KRG can improve its economy and so ➡

➔ that Turkish forces will withdraw. They also oppose Turkey's crackdown, but they wish the conflict would remain on Turkey's side of the border. The KRG can't force the Turkish army to leave. Baghdad has summoned the Turkish ambassador in the past and complained again this week, but Iraq has no power to control its own airspace or to keep Turkey from hunting the PKK in Iraq. The leading parties of the KRG, the KDP and PUK have difficult relations with the PKK, but they are against an internal

Kurdish conflict. This leaves the status quo, in which Turkey and the PKK hold sway in the mountains near the border, and locals, who tend to support the KDP or PUK, go about their life.

With Turkey vowing to clear eastern Syria of the Kurdish People's Protection Units (YPG), which Ankara says is part of the PKK, the region may be inflamed by a larger Turkey-PKK war again. Turkey has vowed to eradicate the PKK,

including in Afrin where it launched an operation in January 2018. It also wants to remove what it says are PKK elements from Sinjar and other areas in northern Iraq. Neighboring countries and the international community do not oppose Turkey's efforts, leaving local governments like the KRG to balance anger against the powerful Turkish army with their own desire to maintain stability. After the protests this weekend, the situation remains on edge. ■



JANUARY 23, 2019

US-backed SDF forces close to victory in last ISIS-held pocket: Monitoring group

Wladimir van Wilgenburg - January 23-2019
www.Kurdistan24.net

ERBIL – The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) on Wednesday claimed the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) are getting close to defeating the Islamic State in the countryside of Deir al-Zor.

"The SDF managed to achieve an important and strategic advancement in the area, through advancing into and taking the control of about the half of Al-Baghuz Foqani town, which is the last town left under the control of the "Islamic State" organization in Syria," the SOHR said.

Ranya Mohammed, a Syrian Kurdish journalist, also tweeted that SDF fighters have reached the town of Baghuz and that many Islamic State families had fled to SDF-held areas.

Currently, the jihadist group holds only about 10 square kilometers in that region. According to some sources, morale among the remaining Islamic State fighters is at an all-time low with many surrendering to the Kurdish-led SDF.

"The rest of ISIS members who are still in an enclave east of the Euphrates refuse to surrender," as "hundreds" of their members have surrendered to the SDF "in the past 24 hours," the monitor group asserted.

According to Hawar News Agency (ANHA), some 60 Islamic State fighters have handed themselves over to the SDF in the past few days.

"A large group of ISIS families are handing themselves over to," the SDF, the official account of the Democratic Union Party (PYD) tweeted on Wednesday. "They are from several countries," the account noted, including Pakistan, France, Iraq, and Turkey.

It's unclear what a territorial defeat of the Islamic State in Syria will mean regarding a potential US withdrawal and the ongoing risk of sleeper cells resuming their activities.



Members of the People's Protection Units (YPG)



Thousands of people fleeing ISIS territory reached SDF-held front lines on Jan. 22, 2019. (Photo: Mahmoud Sheikh Ibrahim).

Former US special presidential envoy, Brett McGurk, in an interview with CBS News on Monday warned that a US withdrawal could lead to a resurgence of the group.

"We have taken away a lot of their physical space but we always said and our policy was, until most recently, we had to make sure that we completed the enduring defeat of ISIS," he said.

"What that meant was taking away their physical space and retaining a presence so they could not resurge."

According to Nicholas A. Heras, a Middle East security analyst at the Center for a New American Security, "the SDF's work is not yet finished as the coalition expects its allies on the ground to remain and prevent the reemergence of the Islamic State. However, the question now being posed is what type of US presence is deemed enough to "oversee the immediate post-ISIS phase," he asked.

"It will likely be months before there is a big US drawdown in the MERV [Middle Euphrates River Valley]," he added.

Syrian Kurds, nevertheless, have expressed doubts regarding the statements coming from Washington.

"Syrian Kurds and allies are deeply confused about conflicting and unclear statements coming from Washington in terms of the withdrawal and future of the US in Syria, and in terms of safe zone," Washington-based Kurdish Affairs analyst, Mutlu Civiroglu, told Kurdistan 24.

"But something that is clear to the Kurds is that they do not want Turkey in their land and they are negotiating with the Syrian government and Russia to prepare for a possible Turkish occupation," he explained, or "Turkey setting up a safe zone."

Civiroglu also mentioned that for the Kurds, a safe zone "under US or UN supervision" would be something "different and acceptable." ●



Turkey Warns It's Ready for Strike Against Syrian YPG

Dorian Jones January 29, 2019
<https://www.voanews.com>

ISTANBUL — Turkey claims its military preparations for a cross-border operation into Syria against a Kurdish militia are complete.

Turkish Defense Minister Hulusi Akar made the announcement Tuesday.

"When the time comes, the necessary actions will be taken both in Manbij and east of the Euphrates," Akar said during a visit to a military facility in Turkey's Central Anatolian province of Eskisehir.

In the past month, Turkish forces have been massing along the Syrian border for a military strike against the Syrian Kurdish militia YPG. Ankara considers the YPG as terrorists linked to a decades-long Kurdish insurgency in Turkey.

Akar's announcement will ramp up pressure on Washington, which is calling for restraint. The YPG was an ally in the U.S. war against the Islamic State.

But Turkish President Recep Tayyip Erdogan has said he is determined to create a safe zone 250 kilometers long and 32 kilometers deep to protect Turkey's frontier from attack.

Erdogan also sees the safe zone as solving another major problem facing Turkey.

"We are aiming in the first phase to create safe zones where four million Syrians who now live in our country can return," said the Turkish president Monday to representatives of the Red Crescent and Red Cross in Istanbul.

With an eye on looming local elections in March, political observers suggest Erdogan's comments aim to allay rising public discontent over refugees.

"There is a huge discontent, and there is probably a racial aspect involved — the Syrians haven't fit into the Turkish society — as well as an economic dimension," said political analyst Atilla Yesilada of Global Source Partners.



Turkish tanks and armored personnel carriers are seen near the Turkish-Syrian border in Kilis province, Turkey, Jan. 31, 2018.

A recent opinion poll said 13 percent of Turks cite the presence of Syrian refugees as the biggest problem facing Turkey. Only the economy and unemployment ranked higher.

But a Turkish military operation into Syria against the YPG puts Ankara on a collision course with the U.S.

While U.S. President Donald Trump is claiming victory over Islamic State and withdrawing U.S. forces in Syria, he says the security of its Kurdish allies needs to be assured.

Secretary of State Mike Pompeo underlined the message this month to his Turkish counterpart Mevlut Cavusoglu.

"[U.S.] Secretary of [State Mike] Pompeo reiterated the commitment of the United States to addressing Turkish security concerns along the Turkey-Syria border, while emphasizing the importance that the United States places on the protection of forces that worked with the United States and the Global Coalition to Defeat ISIS," read the U.S. readout of a telephone conversation between Pompeo and Cavusoglu.

SAFE ZONE STICKING POINTS

Washington's backing of the YPG has poisoned relations with its Turkish NATO ally. But Erdogan welcomes Trump's decision to pull out of Syria

and claims common ground exists on the creation of a safe zone in Syria.

Trump proposed to Erdogan a Syrian safe zone to protect Turkey's border and the YPG. However, analysts point out there is still no consensus between the NATO allies on who will control and administer the zone.

"Americans won't leave the area without any concrete protection plan or safe haven for the Kurds," said international relations professor Huseyin Bagci of Ankara's Middle East Technical University. "I think the Turkish military operation will not be the case in the foreseeable future. Turkey must talk to the Americans and Russians as both support the Kurds, this is the dilemma facing Ankara."

Last week, Erdogan met with Russian President Vladimir Putin in Moscow. According to reports, Erdogan failed to secure Russian support for the creation of a Syrian safe zone.

Analysts suggest Putin is using the threat of a Turkish strike against the YPG to persuade the militia to make a deal with Damascus. Talks between the YPG and its political wing, the PYD, and the Syrian regime were held this month.

Former senior Turkish diplomat Aydin Selcen who served widely in the region says Ankara may not be unduly concerned by talks between the Syrian regime and YPG.

"Ankara is happy to live with a potential situation of Damascus authority extending to the Turkish frontier replacing the PYD or YPG along the frontier," Selcen said. "It's a second best option for Ankara to a military cross-border operation for the time being."

International relations professor Bagci goes further, saying a Damascus deal with the militia maybe the best-case scenario for Ankara, given the Turkish economy is facing recession and growing budget deficit.

"If they [Turkey] intervene in northern Syria, how long will it be for? One day, one week, one month, one year? Under these economic conditions, can Turkey afford \$30 or \$40 million a day? No," Bagci said. ♦



A U.S. military commander, second from right, walks with Kurdish fighters from the People's Protection Units (YPG) at the YPG headquarters that was hit by Turkish airstrikes in Mount Karachok near Malikiya, Syria, April 25, 2017.



éditorial

par Guillaume FOURMONT

Que se passe-t-il dans le nord-est de la Syrie ? Depuis la libération de Raqqa, « capitale » de l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech), en novembre 2017, les djihadistes sont sans territoire, réduits à des cellules d'activistes éparpillées. Jusqu'à Kobané dans le nord, Al-Malikiyah dans l'est et Abou Kamal dans le sud, un nouvel espace géographique et politique est en train de naître, coïncé entre la Syrie de Bachar al-Assad, la Turquie et l'Irak. C'est là, où habitent quelque 3 millions de personnes, que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Abdullah Öcalan (emprisonné depuis 1999 sur une île de la mer de Marmara) tente d'administrer un nouvel État à travers les organes de sa branche syrienne, le Parti de l'union démocratique (PYD).

L'initiative peut sembler une revanche sur l'histoire, tant les Kurdes ont été marginalisés et pourchassés par les gouvernements de la région ; ils peuvent enfin gérer un territoire de leur propre chef, selon leur vision de la kurdicité et, surtout, selon un idéal socio-économique répondant aux thèses du municipalisme libertaire de l'Américain Murray Bookchin (1921-2006) et du confédéralisme démocratique d'Abdullah Öcalan. Qu'en est-il sur le terrain ? Peu de chercheurs réussissent à se rendre sur place pour en témoigner et tirer quelques

conclusions. Les témoignages nous arrivant sont généralement partisans, présentant soit un laboratoire politique unique et plein d'espoirs au Moyen-Orient, soit une utopie risquant de tomber dans le soviétisme autoritaire.

Les défis sont nombreux pour ladite Fédération démocratique du Nord-Syrie (FDNS). Son nom officiel rappelle que les Kurdes ont compris qu'ils devaient partager avec les autres communautés, notamment les Arabes, pourtant les ennemis d'hier. Seront-ils capables de le faire vraiment, et ce durant combien de temps ? Les rancœurs peuvent-elles s'oublier alors que la priorité est la reconstruction de zones ravagées par la guerre, avec les enjeux de pouvoir que cela implique ? Car la viabilité politique de la FDNS passera surtout par l'économie : si ce nouveau territoire reste isolé, il ne saurait survivre, chose qui arrangerait bien la Turquie de Recep Tayyip Erdogan. À Damas, on écoute les demandes de négociations, mais on continue de voir la FDNS comme un territoire à reconquérir. Pour l'instant, ce « laboratoire » lancé par le PKK dans le nord-est de la Syrie est un moment de calme pour des civils brisés par la guerre depuis près de huit ans.

DOSSIER

KURDISTAN SYRIEN



Un membre des services de sécurité intérieure (Assayish) surveille les fêtes de Newroz, le Nouvel An kurde, à Qamichli, en 2014.

Réalité politique ou utopie ?

REPÈRES ROJAVA • CARTOGRAPHIE

Marginalisés par les autorités de Damas depuis l'indépendance, en 1946, les Kurdes de Syrie ont vu dans le soulèvement populaire de 2011 contre Bachar al-Assad (depuis 2000) la possibilité de changer la donne. Avec pour modèle la lutte armée de leurs « frères » de Turquie et l'autonomie politique de ceux d'Irak, ils s'engagent sur deux fronts, combattant à la fois le régime baasiste et l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech). Objectif : créer une instance politique autonome dans le nord de la Syrie, chose devenue réalité sur le terrain avec la déclaration d'autonomie du Rojava (« Kurdistan occidental ») en novembre 2013, puis la déclaration de la Fédération démocratique du Nord-Syrie (FDNS) en mars 2016.

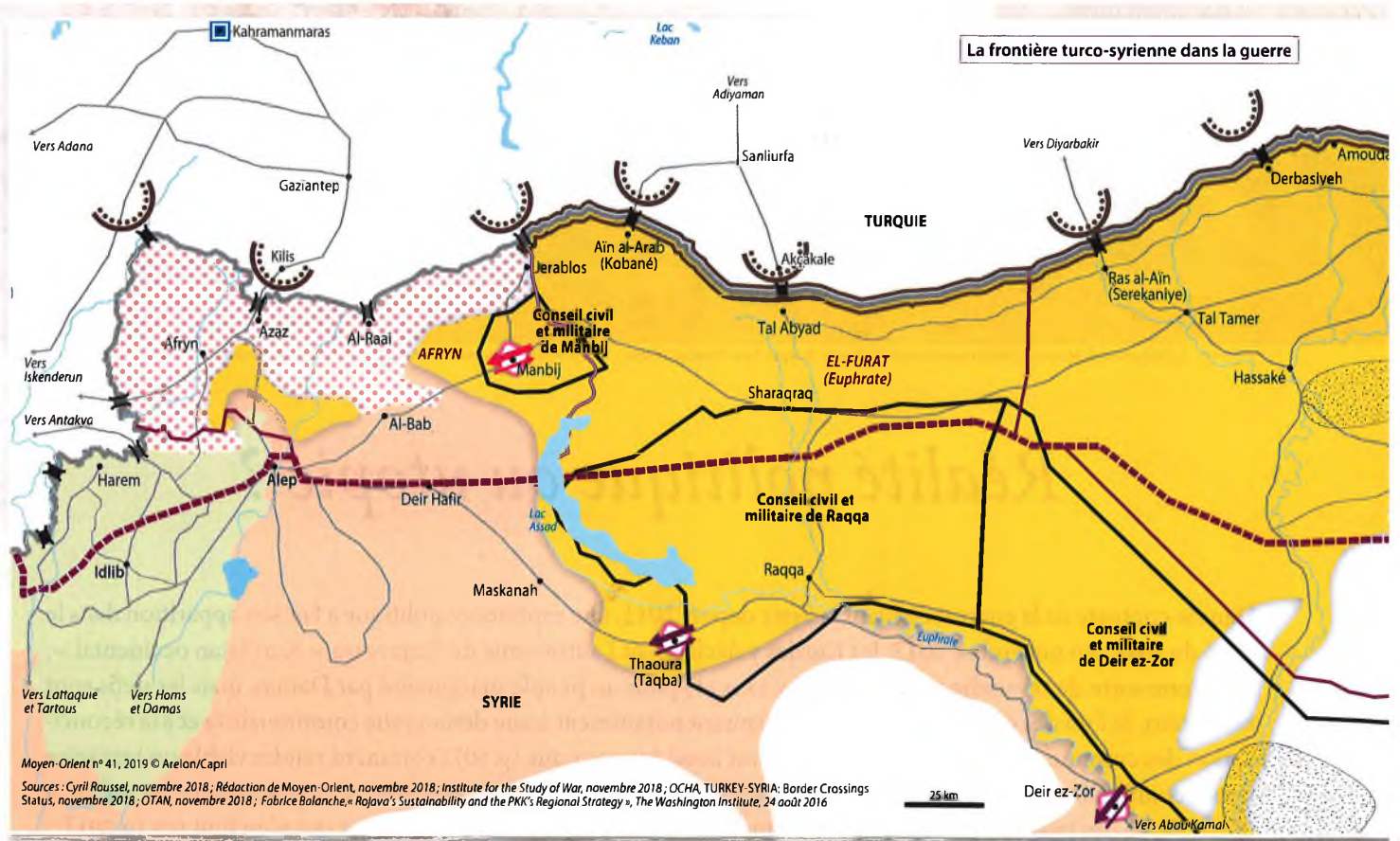
Des Kurdes, mais pas seulement

Il est difficile d'accéder à des données sur la présence kurde en Syrie. En effet, la guerre civile qui y fait rage depuis 2011 rend les statistiques peu fiables. En 2012, sur un total de 35 mil-

lions de personnes, les Kurdes étaient ainsi répartis : 18,1 millions en Turquie, 7,87 millions en Iran, 7,16 millions en Irak et 1,92 million en Syrie, les mêmes chiffres circulant depuis sans trop de changement. Dans le cas syrien, le conflit et ses conséquences humaines, avec les flux de réfugiés, rendent encore plus délicates les estimations de populations, d'autant que le dernier recensement officiel date de 2004. Les Kurdes sont principalement installés dans le nord du pays, dans les régions d'Afryn à l'ouest, de Kobané et Tal Abyad au nord, de Hassaké, Qamichli et Al-Malikiyah à l'est. Toutefois, ce territoire est riche en communautés, notamment les Arabes, répartis un peu partout : les Turkmènes près d'Azaz, Al-Raai et sur la côte méditerranéenne, au sud de Kessab, et les Assyriens à Tal Tamer, impliquant autant de religions et de langues différentes. Au total, quelque 3 millions de personnes habitent dans cet espace.

À l'automne 2018, les Kurdes ne contrôlent pas complètement ce territoire, notamment depuis l'incursion de l'armée turque à Afryn en janvier. À travers le Parti de l'union démocratique (PYD), organisation sœur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc créée en 2003, et sa branche armée, les Unités de défense du peuple (YPG), ils imposent leur autorité dans le nord syrien dès 2012, les forces de Bachar al-Assad préférant se retirer pour combattre les rebelles dans des zones plus stratégiques et créant par la même occasion une zone tampon entre la Syrie et la Turquie. On parle alors de Rojava, constitué des cantons d'Afryn, de Kobané (Euphrate depuis 2014) et de Djézireh. Sous l'impulsion des Kurdes irakiens au pouvoir à Erbil, le Conseil national kurde de Syrie (ENKS) est créé en octobre 2011, mais il est vite dominé par le PYD. Ce dernier annonce l'autonomie de la région en novembre 2013, ainsi qu'une Constitution deux mois plus tard. Le texte de celle-ci est révélateur des intentions politiques kurdes : fidèle à l'idéologie du PKK, qui s'oppose à la création d'un État-nation kurde au Moyen-Orient, il indique que le Rojava demeure une « partie intégrante de la Syrie » (article 12) dans l'espoir de former une fédération postconflit. Par ailleurs, il reconnaît la diversité ethnique, religieuse et linguistique

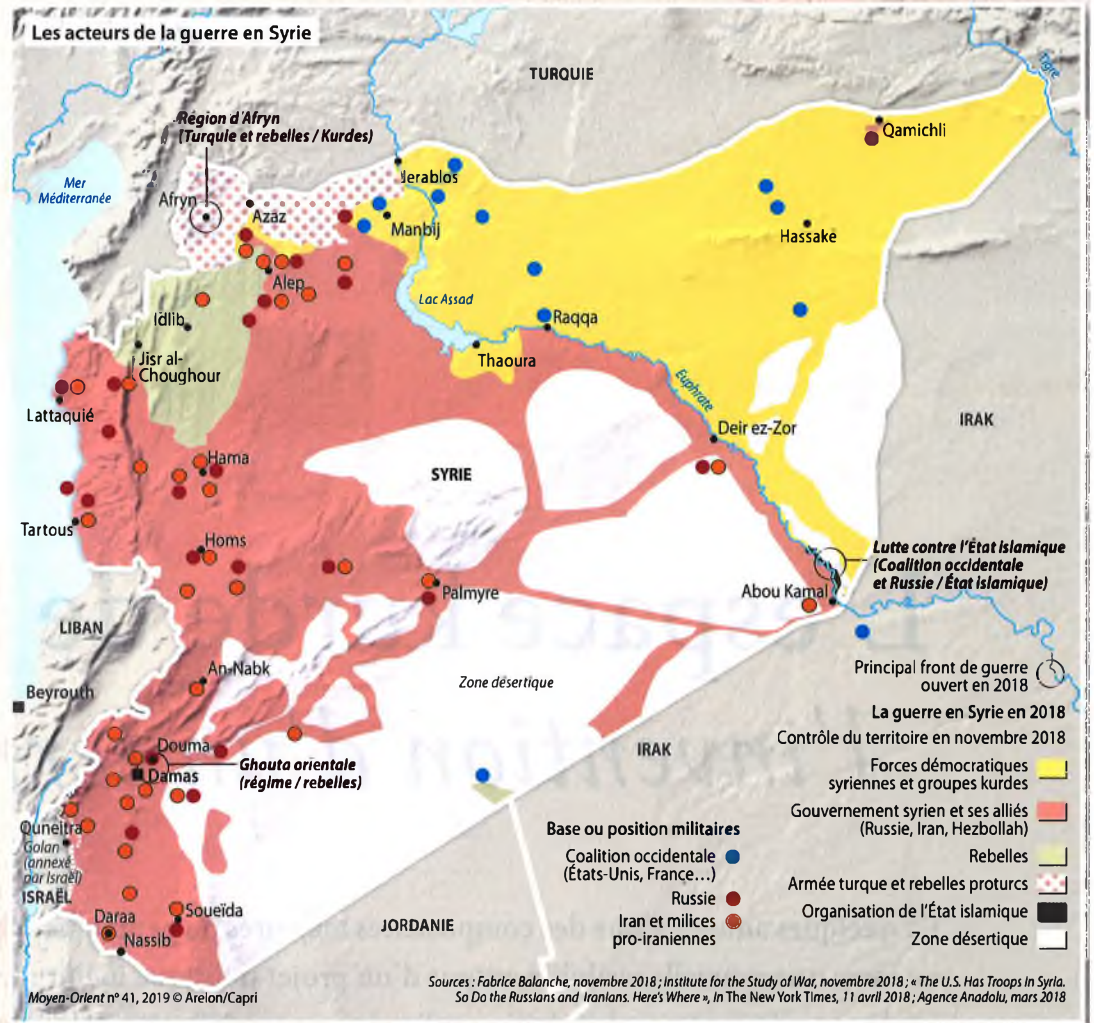
La frontière turco-syrienne dans la guerre



de la Djézireh (articles 3 et 9). Cette vision sera la clé pour que le PYD maintienne son autorité sur les nouvelles administrations, jusqu'à la naissance de la FDNS. En effet, si les Kurdes restent en haut des instances de gestion et de gouvernance, ils appellent à la réconciliation, intégrant au sein des divers organismes toutes les communautés, notamment les Arabes, autrefois privilégiés par le régime baasiste au détriment des autres.

Une ambition politique

Le PYD tire cette légitimité politique de son sacrifice au combat. Dès 2013, les groupes armés kurdes combattent les éléments d'Al-Qaïda et de l'EI voulant s'installer dans le nord. On retiendra la bataille de Kobané : les djihadistes de Daech marchent



sur la ville en octobre 2014, mais ils en sont repoussés en janvier 2015. Située au centre géographique du Rojava, la ville était et reste stratégique aux yeux des Kurdes pour instaurer leur projet d'autonomie le long de la frontière turque, de l'autre côté de laquelle se trouve, certes, une importante population kurde, mais où les forces d'Ankara sont en lutte contre le PKK depuis 2015. Avec cette victoire, les YPG s'assurent le soutien occidental, notamment des États-Unis, et, en octobre 2015, naissent les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui regroupent Kurdes, Arabes et Syriens contre un ennemi commun : les djihadistes. Elles s'imposent alors progressivement dans tout le nord-est du pays, jusqu'à Deir ez-Zor et la frontière irakienne, en passant par Thaoura et Raqqa. La prise de la « capitale » de l'EI en octobre 2017 après onze mois de combats marque la fin territoriale de l'organisation terroriste, faisant des FDS, donc des YPG, des alliés de taille pour les Américains. Mais, sans ces derniers, les Kurdes savent qu'ils ne pourraient résister aux forces loyalistes syriennes appuyées par la Rus-

sie et l'Iran. Cet appui à la rébellion est d'ailleurs un enjeu important dans la coalition anti-Bachar al-Assad, les États-Unis devant ménager leur allié turc, qui voit d'un mauvais œil les administrations autonomes naissantes de la FDNS.

En s'installant dans le nord de la Syrie, le PYD met en pratique la théorie du confédéralisme démocratique du leader du PKK, Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie depuis 1999. Chaque canton est doté de conseils populaires élus par des assemblées de communes. Chaque conseil gère les ressources agricoles et énergétiques, les finances, l'éducation, etc. Ainsi, il règne fin 2018 une certaine paix dans le nord de la Syrie, par rapport au reste du pays, avec la reprise d'une vie « normale », avec par exemple l'ouverture d'écoles et de centres de santé. Toutefois, les difficiles relations entre les FDS et le régime de Damas, la dépendance des premières au « parapluie américain » ainsi que le possible retour de tensions entre communautés invitent à se poser à la question : pour combien de temps ?

G. FOURMONT



Matthieu Rey

Chargé de recherche à l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (IREMAM), chercheur associé à l'Institut français d'Afrique du Sud (Johannesburg) et au Collège de France ; auteur de *Histoire de la Syrie : XIX^e-XXI^e siècle* (Fayard, 2018)



L'espace kurde de Syrie : *l'invention d'un territoire*

En quelques années, l'une des composantes majeures du peuplement kurde au Moyen-Orient a acquis une nouvelle visibilité autour d'un projet politique inédit : le Rojava. Il ne s'agit pas ici de revenir sur une généalogie expliquant pourquoi cette entité se forme et s'impose sur la scène politique régionale, mais de montrer en quoi elle s'inscrit dans une histoire récente, marquée par la renaissance des identités politiques. Autour de trois zones de fort peuplement kurde en 2011 – Afryn, Kobané et Qamichli-Hassaké –, un cordon s'établirait le long de la frontière avec la Turquie présageant un possible territoire indépendant. En réalité, cette quête poursuivie par le Parti de l'union démocratique (PYD) semble l'aboutissement d'une histoire de la frontière bien plus qu'un projet du Kurdistan, et son avenir est lié à ce caractère de l'espace.

Le parcours des différents endroits souligne une longue présence humaine. Les ruines d'Aïn Dara, d'origine hittite, ou de Karkamish, à proximité de Kobané, renvoient à une histoire ancienne. De même, les traces médiévales à travers quelques forteresses laisseraient envisager une continuité historique du peuplement. Aussi, la réinvention des origines pourrait être tentée par les conquérants d'aujourd'hui comme les administrateurs passés (1). En réalité, une rupture majeure advient au tournant

du XIX^e siècle, qui va donner corps et forme à ces implantations sur lesquelles se base le Rojava. Cette mutation tient à la naissance d'un monde de petites villes dans lesquelles une élite participe au processus d'étatisation des terres syriennes. Plus qu'une histoire intellectuelle cherchant à tracer les influences doctrinaires, géographiques et idéologiques du projet Rojava, il s'agit ici de considérer comment il met en lumière une histoire propre des périphéries syriennes, rappelant à l'attention les zones délaissées et les populations marginalisées dans

Des réfugiés kurdes
venus d'Irak manifestent
à Damas, le 29 avril 1959.



les équilibres politiques. Pour cela, le retour sur le théâtre mouvant du XIX^e siècle s'impose : d'un espace nomade émerge une frontière sur laquelle se cristallisent des peurs politiques, des recherches identitaires et la genèse de noyaux humains intégrés dans le nouveau territoire.

~ Nomades et sédentaires

Le XVIII^e siècle constitue un point d'inflexion dans l'Empire ottoman, bouleversant les trajectoires des périphéries comme la Djézireh syrienne (2). Trois facteurs se combinent et se renforcent. Depuis le XIV^e, l'ensemble syrien est affecté par deux processus : l'un écologique, l'autre économique. Le premier – l'avènement du petit âge glaciaire – rend les cultures pérennes plus hasardeuses avec la régularité de pluies cévenoles au printemps, détruisant les récoltes. Les pestilences sur les zones fluviales rendent ces espaces hostiles aux activités humaines, qui se réfugient sur les hauteurs. En parallèle, la demande de bétail et l'apparition de nouvelles plantes favorisent les implantations en montagne ou la pratique nomade. Sur le plan impérial, au XVIII^e siècle, un relâchement du contrôle

administratif, l'autonomisation des centres urbains et en leur sein de gouverneurs avides de s'enrichir au moyen de l'impôt, et la multiplication des prélèvements pour répondre à l'effort de guerre constant dans l'Empire fragilisent les campagnes.

À l'est d'un chapelet urbain d'Alep à Daraa, le monde tribal domine. Plusieurs éléments le caractérisent. La tribu créée et perpétuée autour d'une figure tutélaire prend place le plus souvent dans un ensemble plus large d'alliances ou de confédérations de tribus. Elle se substitue à l'État dans le sens où elle offre la protection contre une redevance fiscale (la *khuwwa*). Elle représente une forme adaptée aux mutations économiques et écologiques, mais aussi aux difficultés politiques rencontrées par les pouvoirs pour contrôler de vastes territoires. Le pouvoir impérial s'appuie dessus pour s'assurer de sa souveraineté sur ces lieux mouvants, tout en tentant par moment de corriger des débordements sous la forme d'expéditions venant du gouverneur de la ville. Pendant le XVIII^e siècle, des entreprises de sédentarisation tentent de fixer ces groupes à des endroits, mais elles achoppent partiellement. Domine alors sur un large ensemble de la Djézireh, entre autres, la tribu kurde des Milli, formant le gros des effectifs kurdes.

Au tournant du XIX^e siècle, ce monde connaît d'importantes transformations. L'émergence du wahhabisme, les sécheresses,

le trop-plein démographique concourent à pousser des groupes tribaux vers le nord, bousculant sur leur chemin les tribus qui migrent en retour. La zone djézirienne devient alors un carrefour dans lequel se superposent les tribus, de tailles et de conditions différentes. Ce surcroît démographique favorise la renaissance d'activités autour de l'Euphrate, mais rend aussi tout cet univers bien étranger aux tentatives de contrôle de l'Empire ottoman. Ce dernier, plongé dans des guerres aux périphéries, ne peut accorder une attention forte au désert comme au XVIII^e siècle.

Cette myriade de tribus et de populations, parmi lesquelles les composantes kurdes sont nombreuses, devient une cible nouvelle du redéploiement de la présence impériale à l'aune des réformes (les *Tanzimat*) qui commencent au XIX^e siècle. Connues pour avoir modifié l'administration de l'empire ou touché les minorités, elles comportent aussi une nouvelle vision spatiale du pouvoir. Ce dernier doit reprendre place dans les différentes provinces, les sécuriser par des troupes régulières et ainsi marquer le territoire. En prolongement de l'expérience égyptienne (3), des forts sont établis le long de l'Euphrate. L'envoi de militaires s'accompagne de la sédentarisation de certaines familles. Ces premières concentrations attirent des activités marchandes, organisant un flux de circulation entre les principaux centres urbains syriens et les steppes bordant le Khabour ou l'Euphrate. Alors que l'agriculture renaît, nomades et sédentaires entrent en contact autour de ces nouveaux lieux. En cela, le retour de l'influence étatique passe par la diffusion de la culture de l'urbain. De petites villes anciennes comme Afryn voient leurs activités redémarrer. Cette rencontre trouve un nouvel enracinement avec les

mutations d'infrastructures au tournant du XX^e siècle. Le sultan Abdülhamid II (1876-1909) soutient la mise en place du chemin de fer reliant les contrées impériales. Dans ce cadre commencent les travaux du Baghdadhan devant conduire le train de Constantinople à Bagdad. Cette ligne trace à travers les steppes euphratéennes une nouvelle zone de peuplement. Chaque gare, comme Jerablos, Tal Abyad, Ras al-Aïn, fonde un noyau urbain, autour duquel se greffent des peuplements variés. Les tribus kurdes évoluent autour de ces nouveaux centres, s'en prenant aux ingénieurs et à leurs campements. Avec la Première Guerre mondiale (1914-1918), le chantier s'accélère pour répondre aux besoins des combats (déplacer les troupes) grâce à une main-d'œuvre inespérée : les Arméniens. Au sortir du conflit, un alignement de petites villes émerge de la steppe, dans lesquelles trouvent refuge les Arméniens, rejoints par de petits groupes en voie de sédentarisation. D'autres lieux prennent forme, comme Arab al-Poumar. Ce dernier est surnommé par certains « Kobané », rattachant sa formation à une translittération/traduction de « compagnie », par référence au chemin de fer (4).



À gauche, en blanc, Mustafa Kemal dit Atatürk, dans les années 1930.



Carte ottomane de 1808 montrant la Syrie, le Liban et l'Irak actuels.

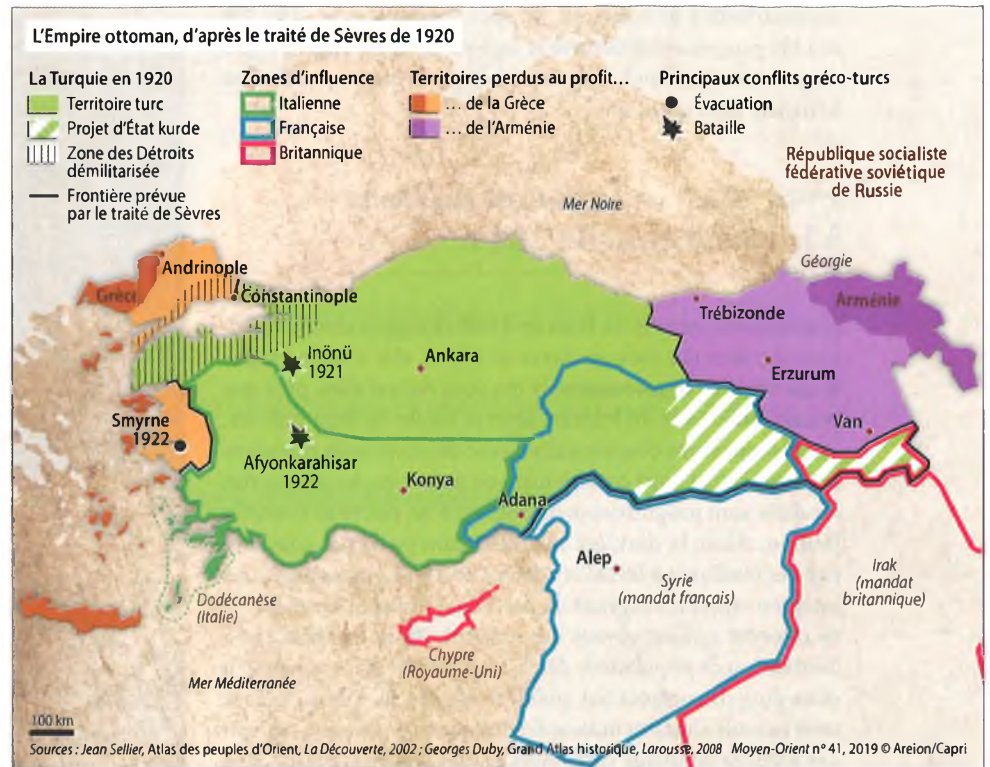
~ Au temps des Français et de l'indépendance

En 1920, la France se voit reconnaître un mandat sur la Syrie et le Liban (entendus dans leurs frontières actuelles). Sans plan initial, les nouvelles autorités prennent possession de territoires dont elles doivent définir la forme politique. Dans le nord de la Syrie, cependant, la lutte de Mustafa Kemal (1881-1938) s'étend aussi au-delà de la frontière à déterminer du mandat. La Cilicie est perdue par les Français, qui se retirent au sud de la ligne de chemin de fer. Les incursions de bandes armées fragilisent le pouvoir, qui tente de protéger les centres de refuge arméniens (5). Dans ce contexte, les trois enclaves

à la base du Rojava sont le théâtre d'évolutions relativement similaires. Dès l'accord Franklin-Bouillon de 1921 entériné, qui fixe les clauses de paix entre les deux nouveaux pays, toute l'attention se porte à sédimer cette frontière nord dont il faut tracer le cours au-delà de l'Euphrate. La politique mandataire entend trouver des partenaires à même de gérer l'espace en question, sans voir son autorité remise en cause. Aussi, dès 1924, les vellétés autonomistes kurdes présentes à Jerablos, à Kobané et en Djézireh sont bloquées par l'arrestation de chefs. Au contraire, un chapelet de villages se voit renforcer par la dotation de bâtiments faisant de ces bourgs des villes. Le séral y représente à la fois l'ordre urbain et le lieu où discutent forces mandataires et élites locales. Par le biais de pétitions, ces dernières, telles les Chahine à Jerablos, font connaître leur volonté de collaborer à l'ordre nouveau. S'inscrire dans le cadre mandataire doit leur permettre de voir leurs propres prérogatives renforcées. Ces lieux deviennent le creuset d'une société dans laquelle cohabitent, autour de noyaux arméniens, des Kurdes et des Arabes tribaux, à la sédentarisation récente. Un réseau de petites villes devient le lieu du pouvoir, conforté par la présence en son sein d'agents des services de renseignement français.

Le temps du mandat voit donc le parachèvement des entreprises réformatrices entamées par les Ottomans. Sous la forme de bourgs, les autorités inscrivent l'État dans des campagnes et des zones nomades jusque-là délaissées. L'exemple de Qamichli synthétise ces volontés politiques (6) : autour d'une caserne et bientôt lieu d'exil, un nouvel espace urbain se forme à l'extrémité de la Djézireh, complétant le monde des villes kurdo-chrétiennes de la région. Autour de ces espaces, le développement d'une agriculture sédentaire transforme en quelques années le monde revendiqué par le Rojava. L'existence d'une frontière en fait à la fois un front de peuplement et un territoire d'accueil.

Après les groupes arméniens protégés par un nouveau statut international, ce sont les chefs kurdes qui fuient, à la fin des années 1920, la répression kémaliste. Se produit alors en Djézireh – la partie la plus orientale de la Syrie et du Rojava –, une évolution distincte liée au croisement de trois phénomènes convergents. Le premier tient à l'adoption d'un discours de défense de la kurdicité par les autorités mandataires, principalement les services de renseignement. Leurs agents locaux, découvrant un peuple et son histoire, se rangent à leur cause pour obtenir une place plus importante dans la nouvelle Syrie. Le deuxième porte sur l'avènement d'une génération de militants kurdes depuis les grandes villes syriennes, qui réinventent autour de publications une culture kurde modernisée. Le dernier enfin – et certainement le facteur le plus décisif – repose sur l'adoption du traité de 1936 qui doit



voir la Syrie évoluer vers l'indépendance. Or ce traité dissipe les ambiguïtés présentes depuis le début du mandat, dans un sens qui ne favorise pas tous les acteurs.

Soudainement, la classe politique aleppine et damascène gouvernerait la Syrie des périphéries. En réponse à cela et à l'instigation d'une partie des officiers français locaux peu désireux de voir une indépendance, un mouvement autonomiste se forme en Djézireh, faisant de ce bastion le seul territoire suffisamment important pour devenir autonome. Les espaces autour d'Afrin et de Jerablos sont alors délaissés. Mais il apparaît vite que cette vellété indépendantiste achoppe devant la diversité des populations de Djézireh. La Seconde Guerre mondiale (1939-1945) voit au contraire la Syrie se déclarer indépendante et les élites locales négocier en urgence une position dans le nouvel État. Elle leur est reconnue, comme députés d'une assemblée dominée par des représentants venant des grandes villes syriennes. L'indépendance présente donc ce paradoxe de voir des zones intégrées dans un plus vaste ensemble – la Syrie – au titre de zones frontières, cul-de-sac de la souveraineté des nouveaux pouvoirs. En revanche, la période des années 1950 est aussi décisive pour le développement régional. Les capitaux accumulés par la bourgeoisie urbaine (aleppine surtout) sont investis dans l'« or blanc », les cultures du coton se répandant sur les pourtours de l'Euphrate. Ces régions entrent dans l'âge du capitalisme agricole. En parallèle, dans les petites villes, la migration, principalement pour les études, vide les lieux de certaines populations. Les Arméniens partent vers Alep. Une transmission de compétences et d'activités s'opère alors : les Kurdes deviennent à Kobané les spécialistes de l'industrie mécanique à la place des Arméniens. Cette mutation signale la

sédentarisation de nouveaux groupes dans les petites villes. Ce double processus bouleverse la région, faisant d'elle un enjeu des convoitises marchandes sans pour cela que sa population bénéficie de la croissance.

De l'avènement du Baas à la révolution de 2011

L'arrivée au pouvoir du Baas en 1963 change la donne régionale. Au sein des trois enclaves étudiées, elle s'accompagne d'une série de transformations qui vont faire d'elles, plus que jamais, un espace du lointain sous la férule du joug policier. Lieux hautement contestataires avec de nombreux membres appartenant au parti communiste ou nassérien, les jeunes des localités sont progressivement soumis à un nouveau contrôle tatillon. Ainsi, la dernière manifestation publique conduite par des étudiants à Jerablos advient en 1964. Ses populations intègrent après les organes du parti Baas. Ensuite, les mesures de réforme agraire, voyant des redistributions en famille et à destination de populations déclassées, font de la terre un enjeu et un outil de contrôle. En quelques années, plus de 80 % de la terre bascule en statut indivis, faisant que sa possession dépend des accords familiaux supervisés par les services. Enfin, dans l'optique annoncée de lutter contre les puissances voisines, turques en l'occurrence, et devant la renaissance d'actions armées kurdes en Irak et en Turquie, les nouvelles autorités accélèrent la dépossession de droits dont sont victimes les Kurdes ; 120 000 d'entre eux perdent leur nationalité dans le recensement de 1962 quelques mois avant l'arrivée du Baas. Le nouveau président, Hafez al-Assad (1970-2000), prolonge cette entreprise par la privation de propriété, le déplacement de populations pour constituer la « ceinture arabe » sur la bordure de la Turquie. En quelques années, les enclaves d'Afryn, de Jerablos-Kobané et de Qamichli-Hassaké deviennent des



Cette image datée de 1992 montre des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans un camp d'entraînement dans la plaine de la Bekaa, au Liban, à la frontière syrienne.

Combattant kurde des Unités de défense du peuple (YPG) à Kobané, en juin 2015.



© Shutterstock/Quemada 133

lieux isolés, bloqués dans leurs échanges par la fermeture de la frontière et extrêmement contrôlés par les services syriens qui s'infiltrèrent dans les logiques familiales, pour empêcher toute dissidence à la frontière.

Cette situation se transforme au cours des années 1990, lorsque le caractère frontalier de ces zones est exploité par le régime. Dans le conflit entre la Turquie et la Syrie, Hafez al-Assad encourage l'installation de militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) pour qu'ils gênent le voisin turc. Progressivement, des forces se revendiquant de la kurdicité tiennent l'espace public, sans pour cela être intégrées dans les dispositifs institutionnels du régime. Plus encore, la frontière est reconnue comme zone de transit, et de multiples trafics peuvent s'y développer.

Pour de nombreux habitants de Jerablos ou de Kobané, les années 1990 sont remémorées comme le moment où la ville se ruralise par la sédentarisation de nouveaux groupes chassés par les projets hydrauliques du régime. Cependant, l'espace des trois enclaves change de statut. Si les premières années du règne baasiste en font une zone de front, de délaissement et de contrôle, la nouvelle donne géopolitique lui restitue la nature de société de frontière dans laquelle réfugiés et trafics prospèrent. L'arrivée au pouvoir, en 2000, de Bachar al-Assad soulève un ensemble de paradoxes dans la région. C'est le premier président



depuis les années 1950 à se rendre en Djézireh. L'inscription dans le nouveau plan quinquennal en 2010 d'une mission d'urgence pour la Djézireh signale l'intérêt du pouvoir central pour ce territoire. Les autorités constatent le grand dénuement et le retard qui l'affectent, alors que son importance se révèle décisive dans la géopolitique de la région après 2003. Dans le cadre du rapprochement avec la Turquie, entrepris en 1998, la question kurde constitue un problème. Bientôt, les chefs du PKK sont forcés au départ ou à l'exil intérieur. Cette première étape permet bien vite de rouvrir les marchés et les frontières. Les habitants de la Syrie découvrent l'envers turc pour la première fois de leur vie. L'entrée de l'autre côté révèle un autre monde moins contrôlé et plus libre.

À côté de cette évolution, les événements irakiens postérieurs à 2003 – la naissance d'une zone kurde autonome – et les déceptions devant la fermeture de l'espace public après l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad précipitent une première insurrection en Djézireh. Les populations des principales villes de Djézireh organisent une série de manifestations appelant à voir les Kurdes recouvrer leurs droits. Les mobilisations tournent à l'émeute. Le pouvoir confie alors à Maher al-Assad, le frère du président, le soin de réprimer féroce la contestation. Dans le reste de la Syrie, le mouvement kurde ne bénéficie pas de forts soutiens dans l'opinion, alors qu'il

s'apparente à une première remise en cause de la dictature. À la fin des années 2000, la situation d'Afryn, de Jerablos-Kobané et de Qamichli est, à plus d'un titre, paradoxale. Les populations de ces zones délaissées migrent dans les villes et constituent des relais avec Alep ou Damas, lieux dans lesquels elles découvrent une nouvelle culture en voie d'éclosion faite de cafés, d'Internet, d'études supérieures, etc. En revanche, ces bourgs et leurs campagnes, s'ils ont connu une petite amélioration avec le rapprochement turc, n'en demeurent pas moins des zones sous-développées. Cependant, une partie de leur jeunesse apprend dans les villes syriennes à s'organiser – autour de projets associatifs et culturels – et une autre partie conserve le souvenir traumatisant d'une contestation en 2004 abandonnée du reste de la population. Aussi, lorsque le mouvement révolutionnaire commence en 2011, il gagne ces espaces éloignés et en réinvente les logiques locales.

Vers l'autonomisation d'un espace frontalier

Les territoires revendiqués par le Rojava présentent une évolution historique commune. Cette dernière ne semble pas principalement déterminée par le caractère kurde d'une partie de sa population. Au contraire, le paramètre frontalier semble essentiel pour comprendre sa trajectoire historique. Zone reconquise pendant les dernières décennies ottomanes, elle est contrôlée à l'époque mandataire par une civilisation de l'urbain qui se met en place autour de petits bourgs. L'amalgame qui s'y opère se prolonge après l'indépendance et sous le régime baasiste. Cependant, ces espaces sont alors délaissés comme les périphéries d'un monde sans contact avec l'extérieur. La réouverture de la frontière, les mouvements de population entre ces territoires et les grandes villes syriennes, les nouvelles données culturelle, économique et sociale, le bouleversement géopolitique postérieur à 2003, aboutissent à créer toutes les conditions pour qu'une autonomisation de l'espace frontalier se réalise, sous la conduite d'un groupe politique qui y projette son utopie politique. ■

MATTHIEU REY

(1) L'usage de l'antiquité hellénistique, voire du temps de Mari et d'Ebla, a pu être esquissé par le régime baasiste pour légitimer son rêve grand-syrien. Stéphane Valter, *La construction nationale syrienne : Légitimation de la nature communautaire du pouvoir par le discours historique*, CNRS Éditions, 2002.

(2) Le terme de « Djézireh » renvoie aux terres entre les deux fleuves, île dans la steppe.

(3) Sous la conduite d'Ibrahim Pacha (1789-1848), fils de Mehemet Ali (1769-1849), les forces égyptiennes envahissent les provinces syriennes en 1832.

(4) Entretien de l'auteur avec des habitants de Kobané et de Gaziantep, mai 2017.

(5) Jean-David Mizrahi, *Genèse de l'État mandataire : Service des Renseignements et bandes armées en Syrie et au Liban dans les années 1920*, Publications de la Sorbonne, 2003.

(6) Christian Velud, *Une expérience d'administration régionale en Syrie durant le mandat français : Conquête, colonisation et mise en valeur de la Gazira, 1920-1936*, Thèse en histoire, université Lumière Lyon-II, 1991.

